



VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE MILITAIRES ET DE GENS DE LETTRES.

Suum cuique decus posteritas rependit.
TACITE, *Annales*, liv. IV, 35.

TOME SEPTIÈME.

PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE, ÉDITEUR,
Rue et hôtel Serpente, n°. 16.

1818.

IMPRIMERIE DE C. L. F. PANCKOUCKE.

Le Tome septième est accompagné de huit planches, dont trois doubles et une triple ; ce qui forme treize planches.

EXTRAITS

DES JOURNAUX

SUR LE TOME SIXIÈME.

(*Journal Général de France*, *du* 6 *mars* 1818.)

Le tome VI de ce bel ouvrage, accompagné de dix planches, vient de satisfaire l'empressement du public. Il comprend la série des événemens qui ont illustré le Rhin et l'Italie, dans le court espace de deux mois, depuis le 19 juin 1796, jusques au 20 août suivant, c'est-à-dire, depuis le passage du Rhin par les armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, et depuis l'investissement de Mantoue jusques à la bataille de Neresheim, et aux opérations qui suivirent la victoire de Castiglione,

Ces récits, pleins d'intérêt et de chaleur, sont accompagnés de détails sur la pacification des départemens de l'Ouest par ce général Hoche, dont la devise était : *Res non verba*, et qu'une mort prématurée enleva si tôt à des camarades dont il était le modèle, à des soldats dont il était l'idole, et à une patrie qu'il servait avec tant de gloire et de désintéressement.

Les historiens font précéder leur narration par un exposé rapide de la situation politique de l'Europe, à l'époque de l'ouverture tardive de cette campagne sur le Rhin.

La France, croyant pouvoir se reposer de ses longues souffrances et de ses cruelles agitations, dans le sein d'une constitution que des mains malhabiles ou perfides s'occupaient déjà d'ébranler ; la masse des ennemis, diminuée, il est vrai, mais trop redoutable encore pour laisser l'espoir de conquérir la paix, ce noble but des républicains de bonne foi ; les divisions intestines s'opposant à l'affermissement des dernières institutions ; l'enthousiasme affaibli dans l'intérieur par tant de promesses violées, par tant d'illusions détruites ; mais, au-dehors, les armées françaises gardiennes encore de

ce feu sacré qui s'allume dans les cœurs généreux, au nom de la patrie, et qui transforme en héros les citoyens et les soldats; la Prusse alors, réparant à loisir ses pertes, et récompensée de son empressement à se retirer de la coalition, par une grande prépondérance sur les Etats de la confédération germanique, qui sollicitaient sa médiation pour obtenir la paix du directoire; Catherine, occupée à organiser les provinces démembrées de la Pologne, encourageant, mais n'aidant point encore les puissances liguées contre la république, et voyant avec plaisir leurs forces s'affaiblir; l'Angleterre, trouvant dans la prolongation des troubles de l'Europe les moyens, préparés par elle, de consolider sa grandeur et d'étendre son empire maritime; l'Espagne, honteuse d'avoir la première conclu la paix avec la république, courbée sous le pouvoir d'un favori, temporisant pour ménager à la fois et la France et l'Angleterre, et toujours à la veille de voir recommencer les hostilités; la Hollande prête à recevoir l'injuste châtiment de sa faiblesse par l'enlèvement de ses colonies; la Sardaigne contrainte à souscrire aux conditions les plus onéreuses; l'Autriche, enfin, encouragée, par des succès équivoques, à pousser la guerre avec vigueur, et entraînant dans son tourbillon la Saxe, la Souabe et la Bavière: tel est le tableau qui sert comme d'introduction à ce volume.

Après avoir expliqué, du moins pour la France, les motifs qui avaient si fort prolongé l'armistice signé le 25 décembre 1795, entre Jourdan et Clairfait, sur la proposition de ce dernier; après avoir dépeint le dénuement absolu de nos armées [1]; apres avoir donné des détails sur la démission obligée de Pichegru, et sur son remplacement par Moreau, qu'il avait désigné lui-même au directoire, les auteurs présentent l'état de situation et la position de ces armées, si fameuses sous le nom de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, où brillent déjà, sous les ordres de Moreau et de Jourdan. les Desaix, les Férino, les Saint-Cyr, les Beaupuis, les Delmas, les Montrichard, les Decaen, les Bellavesne, les Abatucci, les Boisgérard, les Dedon, les Delaborde, suivi de sa *colonne infernale* des Pyrénées, les Kléber, les Bernadotte, les Lefebvre, les Championnet, les Soult, les Grenier, les Collaud, les Ney, les Mortier, les Richepanse, et

[1] Quand on lit le récit de l'*Observateur impartial* (chez Treuttel 1799), on reconnaît qu'une grande partie de ce dénuement n'était que factice. On y voit des magasins remplis par les réquisitions et pillés lors des retraites, les chemins couverts de riz, de farines, un magasin d'avoine vendu, lorsque les chevaux périssaient d'inanition. La trahison et l'impéritie sont aussi des ennemis bien redoutables.

tant d'autres qui devaient, pendant vingt ans, sur toutes les parties du globe, porter, par leurs exploits, au plus haut degré de gloire, le nom français. Ces guerriers rivalisaient alors avec ceux qui, au-delà des Alpes, concouraient à des merveilles qui rendaient l'Europe attentive. Là combattaient, sous le jeune chef de l'armée, les Berthier, les Masséna, les Augereau, les Serrurier, les Vaubois, les Dallemagne, les Murat, les Lannes, les Vignolles, et ce Rampon, immortalisé par son fameux serment dans la redoute de Millésimo.

Que de siècles semblent déjà nous séparer de ces grandes époques de notre histoire! Les leçons qu'elles fournissent n'en deviennent que moins suspectes et plus précieuses, et il est beau de voir nos historiens imiter la noble franchise de Thucydide, qui, dans son exil de vingt ans, ayant écrit les vingt-une premières années de la guerre du Péloponèse, rend hommage aux grandes qualités de Brasidas qui l'avait vaincu, bien éloigné de ces écrivains qui dénigrent leurs ennemis, et plus encore de ceux qui ne prennent la plume que pour calomnier leurs compatriotes. Les auteurs de l'ouvrage que nous annonçons, discutent avec calme, avec dignité, les opérations de nos généraux et de ceux qui leur étaient opposés ; ils consultent, avec une noble confiance, les mémoires de nos rivaux, et ceux de ce prince Charles qui, au milieu des vicissitudes de la guerre, a toujours déployé un caractère de bravoure et de loyauté, et un génie qui donnent une grande importance aux commentaires qu'il a publiés sur ses campagnes.

Le lecteur, transporté sur les bords du Rhin, voit l'armée de Sambre-et-Meuse appeler sur elle l'attention de l'archiduc Charles, obliger ce prince de repasser le Rhin, en le passant elle-même à Dusseldorf, combattre à Altenkirchen, à Wetzlar, à Uckerad, et ne rétrograder en deçà du fleuve, qu'après avoir atteint le but qu'elle s'était proposé, de faciliter le passage de l'armée de Rhin-et-Moselle devant le fort de Kehl.

Celle-ci, dès le 14 juin, avait attaqué et vaincu Wurmser sur la Rehbach, l'une des branches de la Speirbach, célèbre par la victoire du maréchal de Tallart sur les Impériaux, commandés par le prince de Hesse-Cassel, en 1703. Moreau, par ce combat, laissait présumer que son intention était d'occuper le Palatinat, et il voilait ses préparatifs pour son passage du Rhin. Il faut en lire tous les détails dans le troisième paragraphe du chapitre 15, où les historiens ont consulté la belle relation qu'en avait publiée M. Dedon, devenu depuis lieutenant-général. On suit les exploits de cette

belle armée sur la Renchen, à Rastadtt, à Ettlingen, sur le Necker, à Stuttgard, à Esslingen, à Caustatt, à travers la vallée de la Filz, et enfin sur le champ de bataille si glorieusement disputé à Neresheim.

Ces avantages en Allemagne avaient été facilités par les succès extraordinaires de l'armée d'Italie, contre laquelle Wurmser avait eu ordre de détacher 15,000 hommes qu'il devait aller commander lui-même.

Des insurrections apaisées, des arrangemens conclus avec Naples, Rome et la Toscane, les combats de Salo, de Lonato, la bataille de Castiglione, et les suites de cette nouvelle victoire, forment une partie importante des chapitres 15 et 17. On y rencontre des faits d'armes qui tiennent du prodige, et qui centuplaient la force morale de nos armées.

Cependant l'armée de Sambre-et-Meuse avait repris l'offensive. Elle avait de nouveau traversé le Rhin à Neuwied ; combattu à Wildendorff, passé la Lahn, occupé Francfort et Wurtzburg. Il est impossible, dans une analyse rapide, de détailler, d'indiquer même les admirables combats des avant-gardes, à la tête desquelles on remarquait des hommes qui ont toujours soutenu depuis leur réputation brillante de vigueur et d'intrépidité. C'est dans l'ouvrage même qu'il faut étudier les conséquences tirées de quelques opérations particulières, les reproches allégués dans certaines occasions. Des Mémoires, que le repos permet à d'illustres guerriers de rédiger à loisir sur leurs propres campagnes, jetteront un grand jour sur beaucoup de questions qui sont encore indécises, fixeront l'opinion de ceux qui étudient l'art de la guerre, et satisferont la curiosité de ceux qui aiment à interroger les grands personnages sur le théâtre même de leur gloire.

PLANS

CONTENUS DANS LE TOME SEPTIÈME [1].

---

[1] Toutes ces Cartes sont dressées par M. Ambroise TARDIEU, d'après le texte même, et d'après les meilleurs matériaux.

[2] Cette carte sert à suivre toutes les opérations de l'armée d'Italie qui sont décrites dans le tome septième.

Nota. Pour l'intelligence des retraites des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, il faut consulter les cartes qui, dans le tome VI, accompagnent les opérations de ces deux armées.

TABLE

DES

CHAPITRES DU SEPTIEME VOLUME.

CHAPITRE XVIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

CHAPITRE XIX.

CHAPITRE XX.

FIN DE LA TABLE DU TOME SEPTIÈME.

TABLE

ALPHABÉTIQUE

De tous les noms de Français ou étrangers, et de tous les corps désignés dans le septième volume.

N

O

P

Q

R

S

T

V

W

Armées françaises et étrangères [1].

[1] Tous les corps étrangers sont désignés par un astérisque.

Marine française et étrangère [1].

[1] Tous les vaisseaux étrangers sont désignés par un astérisque.

FIN DE LA TABLE DES NOMS DU SEPTIÈME VOLUME.

La campagne de 1796 étant une des plus longues et des plus abondantes en faits militaires de toutes celles qui ont illustré le nom français, MM. les souscripteurs n'ont pas dû s'étonner de voir autant de feuilles consacrées à leur en retracer tous les détails. Le tome VII termine cette campagne. Toutefois, il ne faut pas juger de l'étendue de notre ouvrage par l'espace qu'occupe cette année remarquable, où les armées d'Allemagne, et surtout celle d'Italie, ont combattu si fréquemment et avec autant de gloire. Par compensation, le tome huitième renfermera les campagnes de 1797 et 1798. L'année 1797 est déjà imprimée et est renfermée toute entière dans une portion du huitième volume.

Le tome IX renfermera la campagne 1799, partie de la célèbre expédition d'Égypte jusqu'à la fin de cette même année, et le commencement de la campagne de 1800.

Le tome X, les campagnes de 1800 et 1801, etc.

Enfin, nous espérons ne pas pousser au delà de quinze à seize volumes un ouvrage que l'extrême abondance des matériaux que nous avons recueillis, et plus encore le désir qui a été manifesté par un grand nombre de souscripteurs, nous ont forcé de traiter d'une manière plus étendue que nous ne l'avions d'abord projeté.

Nous aimons à penser qu'on ne nous accusera pas de prolonger, par une spéculation indigne des sentimens patriotiques qui nous animent, une entreprise qui n'a jamais eu d'autre but que celui d'élever à la gloire nationale un monument durable et digne d'elle.

N. B. On a dû remarquer que dans le *Prospectus*, l'éditeur s'est engagé à donner des volumes de deux cent cinquante pages seulement. Si l'on veut supputer le nombre des pages

des sept volumes publiés, on verra qu'il y a été inséré plus de six cents pages au-delà des deux cent cinquante promises, c'est-à-dire près de deux volumes et demi. Comme l'ouvrage est tiré à six mille exemplaires, qui, sans nul doute, seront tous placés, ces deux volumes et demi représente une somme de plus de soixante mille francs de dépenses qui ne rentreront jamais à l'éditeur. Pouvons-nous donner une preuve plus convaincante de la noblesse qui l'a guidé dans cette entreprise nationale?

Nous devons rappeler à nos souscripteurs que notre ouvrage sera terminé par un Dictionnaire des *Personnes*, qui formera une biographie militaire complète, et par un Dictionnaire des *Lieux*. Ce dernier Dictionnaire comprendra l'historique des villes pendant les siéges, et l'historique de tous les champs de bataille : ce volume, en renvoyant au texte des Victoires, offrira ainsi le Dictionnaire le plus complet *des siéges et batailles pendant la révolution.*

BIBLIOTHÈQUE LATINE,

Ou Collection des Auteurs latins avec des Commentaires dits perpétuels, *et des index.*

A MM. les Souscripteurs du Dictionaire des Sciences médicales et des Victoires des Français.

Cette bibliothèque sera composée des dernières éditions publiées par les *nouveaux* Commentateurs allemands, hollandais et anglais, les plus estimés. Elle avait été annoncée, il y a cinq ans, et devait être dirigée par M. Schoell (1), dont les preuves sont faites dans ce genre de travaux littéraires; un écrivain que plusieurs ouvrages d'érudition et de littérature, entre autres une traduction très-estimée d'un classique grec, ont fait honorablement connaître, partageait avec lui cette direction.

(1) M. Schoell est auteur de l'*Histoire des Littératures grecque et romaine*, en 6 volumes in-8°.

Cette entreprise, long-temps suspendue par l'effet des circonstances, mais qui n'a jamais été un seul instant abandonnée, va être exécutée sous la même direction.

Qu'on ne s'étonne point du reste, si, dans l'énumération qui vient d'être présentée, il n'est question que de commentateurs étrangers. Personne n'ignore que la France, si riche d'ailleurs en hommes célèbres dans toutes les branches de la littérature, a négligé depuis trente ans les études de la critique verbale; que, pendant ce temps, nos voisins l'ont cultivée peut-être avec plus d'ardeur qu'on ne l'avait fait jusqu'alors; que d'immenses et excellens travaux ont été le résultat de leurs recherches infatigables; et que, parmi ces nouveaux monumens d'érudition, il en est qui ne semblent pas pouvoir être, de long-temps, surpassés. Ceci est vrai, surtout de la littérature latine, car la langue grecque a été chez nous plus heureuse (1); et les éditions des classiques latins commentés par les Heyne, les Oberlin, les Ruperti, Eischtaed, Schneider, Rubkopf, Doring, Schütz, etc., etc., sont tellement au-dessus de tout ce qu'on avait fait avant eux, que ce serait se montrer fort au-dessous du niveau de la science, que *de présenter ces mêmes auteurs* avec d'autres commentaires.

L'impression est confiée à MM. P. Didot aîné, et C. L. F. Panckoucke, ancien éditeur.

Le Prospectus, qui sera publié à la fin de mars, donnera un modèle de l'impression et les plus grands détails sur le plan de cette entreprise, qui n'a absolument aucun rapport avec la collection de classiques latins annoncée par M. Lemaire.

A compter du 1er. juin prochain, il paraîtra deux volumes par mois. Le prix de chaque volume, in-8°. d'environ 600 pages, sur papier fin, est, pour les souscripteurs, de 9 fr.; et pour les non souscripteurs, de 10 fr.

Il y aura des exemplaires sur papier vélin. Le prix en est double.

La souscription est ouverte jusqu'à la mise au jour de la 2e. livraison, chez H. Nicolle, à la Librairie Stéréotype, rue de Seine, n°. 12; E. Gide, et à la Librairie Grecque-Latine-Allemande.

La souscription est aussi ouverte chez l'ancien éditeur M. C. L. F. Panckoucke, rue et hôtel Serpente, n°. 16.

(1) Plusieurs savans français l'ont illustrée, entre autres MM. Boissonade, Du Theil, Villoison, Clavier, Thurot, Chardon de la Rochette, etc. A ces noms il faut ajouter celui de M. Coray, que l'on peut considérer comme appartenant à la France.

ANNALES

DES FAITS ET DES SCIENCES MILITAIRES,

Faisant suite aux Victoires et Conquêtes des Français, de 1792 à 1815.

LE PREMIER NUMÉRO CONTIENT :

Le Prospectus :

Une Carte in-4° de la capitainerie de Carracas et du royaume de Grenade;

Le Précis historique de la révolution de l'Amérique espagnole, por M. le général Beauvais ;

Le Précis de l'histoire de l'Art militaire, par M. de Carrion-Nisas, depuis Homère jusques à Alexandre, avec l'analyse de la retraite des dix mille par Xénophon, l'origine de l'Art de la guerre, l'établissement de la phalange, la vérité des descriptions des batailles d'Homère; les progrès de la phalange, de la cavalerie dans les premiers temps; l'histoire ultérieure de la phalange, ses modifications, son ordre de marche; emploi de la cavalerie et des armés à la légère chez les Grecs; usage de la musique militaire chez les anciens ;

Analyse du naufrage de *la Méduse*, par M. Parisot, officier de marine ;

Du Recrutement, et de l'ouvrage de M. de Carrion-Nisas à ce sujet, par M. le baron colonel Bardin ;

Examen de la discussion sur la loi du recrutement dans la chambre des députés ;

Nouvelles et Annonces.

LE SECOND NUMÉRO CONTIENT :

Le Plan de la bataille de Mantinée, d'après Xénophon;

La suite de la révolution de l'Amérique espagnole, par le général Beauvais; la révolution de la Nouvelle-Grenade, et celle de la vice-royauté de Buenos-Ayres;

La suite de l'histoire de l'Art militaire, la retraite des dix mille, par M. de Carrion-Nisas;

Observations sur la bataille de Mantinée dont nul écrivain, parmi les modernes, n'a fait mention, par J.-B. Gail;

Relation de l'expédition du Portugal, par le lieutenant-général Thiébault, et observations sur cette campagne;

Du recrutement, par M. le colonel baron Bardin;

Notice sur la manière de lever les troupes en Russie, par M. Bernhard;

Matériaux pour l'histoire du temps;

Variétés. — État militaire du royaume de Suède. — Documens sur des ordonnances militaires des rois de Naples, d'Espagne, des Pays-Bas et de Bavière, etc., etc., etc. — Nouvelles littéraires et Annonces.

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS,

DE 1792 A 1815.

LIVRE PREMIER.

PREMIÈRE COALITION.

CHAPITRE XVIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse des bords de la Nab sur Schweinfurth, et combats de Teining, de Neumarck et d'Amberg. — L'armée de Rhin-et-Moselle passe le Danube. Passage du Lech. Combat de Friedberg. Marche du général Moreau en Bavière. Combat de Grisenfeld, etc. — Continuation du blocus de Mantoue. Combat de Serravalle. Combat de Roveredo. Occupation de la ville de Trente. — Retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle; combat de Neuburg, etc., etc., etc.

On peut diviser la campagne de 1796, en Allemagne, en deux periodes : la première se termine, pour les deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, au mois

1796-an IV.

1796-an iv. d'août, sur le Danube et sur la Nab. Il nous reste maintenant à décrire les événemens qui signalèrent les derniers mois de cette campagne. Obligées de se retirer sur le Rhin, les armées de Moreau et de Jourdan n'effectuèrent point cette retraite sans profit pour leur gloire. Habituées à des triomphes presque continuels, les troupes de la république vont prouver maintenant qu'elles ne perdaient rien de leur énergie dans des momens difficiles et décourageans, et qu'elles savaient souvent justifier à propos la confiance que leurss chefs plaçaient en leur dévouement.

31 août. (13 fructidor) Allemagne.

Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse des bords de la Nab sur Schweinfurt; et combats de Teining, de Neumarck et d'Amberg[1]. — On a vu, dans le tome sixième, que l'archiduc Charles, se considérant comme vaincu à Neresheim, avait jugé convenable de mettre le Danube entre les armées française et autrichienne. Cette disposition, qui faisait partie du plan de campagne qu'il avait d'abord médité après ses premiers échecs, ne pouvait pas lui faire perdre de vue le projet de se réunir avec le général Wartensleben. Celui-ci, par l'effet de la marche victorieuse de l'armée de Sambre-et-Meuse, à travers un pays si hérissé de difficultés de toute nature, se trouvait placé derrière la rivière de Nab, où nous l'avons laissé. Sa position était critique : Jourdan allait bientôt franchir la faible barrière opposée à l'opiniâtre aggression de ses soldats ; déjà ce général se préparait à attaquer vigoureusement son adversaire pour le forcer à se replier sur Ratisbonne, ou à se jeter en Bohême. La division Bernadotte, dirigée par Jourdan du côté de Neumarck, dans le dessein de se lier avec l'armée de Rhin-et-Moselle, suffisait pour tenir en

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoires de France, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Coup d'œil impartial sur les opérations des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, — Précis historique de Dedon, — Documens et notes manuscrits, — Lacretelle, etc.

observation les troupes légères de l'armée du prince Charles; et peut-être cette disposition, qu'on a blâmée, aurait-elle amené des résultats plus brillans, si le général Moreau eût, de son côté, suivi activement les mouvemens de l'armée qui lui était opposée.

Il devient assez difficile d'expliquer les motifs qui purent empêcher le général de l'armée du Rhin de tirer un plus grand parti des avantages qu'il venait de recueillir de la bataille de Neresheim : car il était en mesure de s'avancer beaucoup plus qu'il ne le fit pour essayer de se joindre à l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette dernière, d'après les ordres réitérés du directoire, se trouvait avoir dépassé la ligne qu'occupait, sur le Danube, l'armée de Rhin-et-Moselle, et n'était plus conséquemment à sa hauteur; et c'est encore ici l'occasion de faire remarquer le tort grave qu'avait eu le gouvernement républicain, en ne mettant pas sous la direction d'un seul général, les mouvemens de ses deux armées en Allemagne. Le général Jourdan a signalé lui-même cette faute, et il a été le premier à reconnaître que la réunion des commandemens dans une seule main, était le meilleur, l'unique moyen, peut-être, d'atteindre le but que se proposait le directoire. On n'eût point vu alors l'une de ces armées rester en arrière, tandis que l'autre s'avançait trop vite. Marchant sur un plan parallèle, ces deux grands corps eussent facilement opéré leur jonction, et la république eût obtenu, dans cette hypothèse, les mêmes avantages qu'une manœuvre semblable allait procurer à l'Autriche.

En effet, le prince Charles s'apercevant, après la bataille de Neresheim, que Moreau ne mettait point, à le poursuivre, la vigueur qu'on était en droit d'attendre d'un général victorieux, ne différa point de tirer parti de ces retards, et résolut de marcher rapidement à la rencontre de Wartensleben, afin d'opérer, avec ce général, une jonction qu'il regardait

depuis long-temps comme la seule mesure qui pût rétablir les affaires de l'Autriche en Allemagne. Concentrer ses forces, tomber avec elles sur le général Jourdan, le forcer à la retraite, revenir ensuite, avec la même masse, sur l'armée de Moreau, tel fut l'objet de l'archiduc. L'événement justifia le bonheur de cette combinaison.

A cette époque (vers le 10 août), Wartensleben était encore à Amberg, et l'archiduc, ainsi que nous l'avons rapporté, avait donné l'ordre à ce général de se maintenir dans sa position actuelle, le plus long-temps possible. Pendant ce temps, le prince, décidé à faire tous ses efforts pour parvenir jusques à son lieutenant, se mit à la tête de dix-huit bataillons et cinquante-six escadrons, toutes troupes d'élite, formant un effectif de vingt-huit mille hommes; et s'avança rapidement en longeant la rive droite du Danube. Vingt-six bataillons et quarante-six escadrons, formant un total d'à peu près trente mille combattans, en y comprenant le corps de Condé, restèrent sous le commandement du général La Tour, avec ordre d'observer les bords du Lech et le Voralberg, afin d'en imposer au général Moreau, et de lui dérober le mouvement de l'archiduc.

Le 15 août, le prince vint camper à Nieder-Hausen. Un détachement de deux cents chevaux marcha sur la rive gauche du Danube, afin de communiquer avec un autre détachement de l'armée de Wartensleben établi à Aichstadt. Trois bataillons et six escadrons partis d'Ingolstadt, sous les ordres du général O'Reilly, se réunirent à deux bataillons envoyés par Wartensleben, et vinrent joindre le général Nauendorf, occupé à tenir en échec la division Bernadotte vers Neumarck. Le 16 août, l'archiduc arriva à Ingolstadt avec quinze bataillons et vingt-trois escadrons, pendant que dix bataillons et dix-sept escadrons, commandés par le général Hotze, atteignaient Neuburg, et occupaient la rive droite du Danube. Le

lendemain, ces deux colonnes (de l'archiduc et de Hotze) passèrent le Danube à Ingolstadt et Neuburg.

Mais sur ces entrefaites, la position de Wartensleben avait changé d'aspect. Les combats d'Amberg, de Sulzbach et de Wolfering avaient mis le général autrichien dans la nécessité de céder le terrain au général Jourdan, et de chercher un asile derrière la Nab. Ces circonstances déterminèrent l'archiduc à changer son plan d'opérations. Le 18 août il fit marcher ses troupes sur Kœsching, et poussa ses avant-gardes jusques à Deukendorf. Quelques partis qu'il avait précédemment envoyés sur l'Alt-Mülh, vinrent se lier avec les troupes du général Nauendorf qui, réuni alors au général O'Reilly, prit position à Wilshofen, et plaça des postes sur le Teiningersberg, à Vilburg et Paroberg.

Le prince avait l'intention de quitter, le 20 août, son quartier-général de Schamhaupten pour venir, vers Dietfurt, joindre le général Nauendorf : mais il reçut des dépêches de Wartensleben qui l'engagèrent à presser sa marche, qu'il continua, le 19, sur deux colonnes. Six bataillons et onze escadrons, sous les ordres de Hotze, se portèrent sur Dietfurt, et le prince de Lichstenstein, avec trois bataillons et vingt-deux escadrons de troupes légères, marchant d'abord avec cette première colonne, s'avança ensuite à Beilngriess. La seconde colonne, conduite par l'archiduc, était forte de quinze bataillons et vingt-neuf escadrons. Elle s'avança par Riedenburg, afin de se joindre à Nauendorf, par la route la plus courte, et pour s'emparer de la chaussée de Ratisbonne. Toutefois cette même colonne rencontra quelques obstacles qui l'empêchèrent de parvenir à Hemmau, où elle devait s'arrêter avant le 20. Le général Hotze fut plus heureux; ses troupes arrivèrent, le même jour, à Beilngriess, et son avant-garde, aux ordres du prince de Lichstenstein, poussa jusques à Pollanden. En occupant ce dernier point, les troupes lé-

1796-an IV
Allemagne.

gères autrichiennes se trouvaient en présence de celles de Bernadotte.

L'armée de Sambre-et-Meuse, réunie sur la Nab, allait, comme nous l'avons dit plus haut, traverser cette rivière pour continuer son mouvement offensif, lorsque les officiers, dépêchés par le général Bernadotte, apprirent au général Jourdan le mouvement du prince Charles, et l'éclairèrent sur les dangers auxquels cette manœuvre allait tout-à-coup l'exposer. La réunion des vingt-huit mille hommes d'élite du prince, avec le corps de Wartensleben, mettait, en effet, le général français dans l'impossibilité de continuer ses opérations sur ce dernier; et le forçait, pour ainsi dire, à un mouvement rétrograde. Cependant, avant de prendre cette dernière détermination, Jourdan voulut attendre des nouvelles du général Moreau, connaître la position de ce dernier, et ses projets ultérieurs. Moreau écrivit à Jourdan qu'il avait passé le Danube à Dillingen, qu'il poursuivait l'ennemi sans relâche, et qu'il saurait empêchér l'archiduc d'opérer sa jonction avec Wartensleben. Ces promesses positives dissipèrent, pour un instant, les inquiétudes du général de l'armée de Sambre-et-Meuse, et il crut devoir garder sa position sur la Nab. Moreau ne se trouva pas en mesure de tenir ce qu'il avait promis. L'archiduc avait déjà trop d'avance pour que le général de l'armée de Rhin-et-Moselle pût nuire à son mouvement, et Moreau crut devoir se borner à tenir en échec l'armée du général La Tour, dont il ne connaissait point encore la force positive, sur le Lech.

Cependant l'archiduc se déterminait à attaquer la division Bernadotte. Le succès de cette attaque eût été certain, si les troupes autrichiennes eussent marché plus vite sur Ingolstadt. Le général Bernadotte, en faisant prévenir le général Jourdan, eut le temps de faire des dispositions pour soutenir le choc des Autrichiens. Le général Hotze s'était d'abord

contenté d'envoyer quelques partis par Aichstadt, Kupfenberg et Kunting, jusques à la route de Nurenberg. Bernadotte profita de cette imprudence, attaqua les Autrichiens à Teining et Telwang, les défit et coupa leurs communications avec l'avant-garde du général Nauendorf. L'archiduc rétablit une communication par Utthofen qu'il fit occuper, et Nauendorf vint prendre position à Kematen pour rester lié avec Wartensleben.

Bernadotte craignit d'être compromis à Telwang, et fit évacuer ce poste pendant la nuit du 20 au 21. Il n'avait avec lui que six mille hommes d'infanterie et douze cents de cavalerie. Cette faiblesse numérique exigeait qu'il manœuvrât avec circonspection. Il se concentra donc, dans la position de Teining, sur la Laber, espèce de ruisseau marécageux qui couvrait son front, sa gauche s'appuyait à Leydenbach, et sa droite à Traumfeld. Il devait s'attendre à être promptement attaqué; mais l'archiduc, toujours par suite de la prudence autrichienne, ne marchait qu'avec les précautions qu'aurait seule justifiées la présence de toute l'armée française. Il s'avança, le 22, avec la plus grande partie de ses forces, pour reconnaître la position de son adversaire. Ce mouvement d'ailleurs peu prononcé, mit Bernadotte à même de pouvoir compter les forces auxquelles il avait affaire; et de se convaincre, tout de suite, que les marais de la Laber ne le garantissaient point des dangers de l'attaque méditée. Il fit replier ses avant-postes sur Teining, et se retrancha sur les hauteurs qui dominent ce dernier village. L'archiduc, en raison de la supériorité de ses troupes, eût pu facilement cerner et enlever la division Bernadotte; mais, au lieu de pousser la colonne du général Hotze sur Teining, il la laissa s'avancer dans la vallée de la Sultz, et n'employa, contre les Français, que les troupes rassemblées par lui à Hernried. L'attaque de la position de Teining, se fit de front et avec beaucoup de vigueur;

mais elle fut reçue avec une égale valeur, et les Autrichiens furent d'abord repoussés. L'archiduc changea alors ses dispositions. Il reforma ses troupes sur trois colonnes : protégés par une batterie placée sur le Teiningersberg, trois bataillons attaquèrent le village par la chaussée, deux autres bataillons et six escadrons inquiétèrent la droite par une fausse attaque sur Singhofen. La troisième colonne s'efforça de pénétrer par le défilé, entre Teining et Leichtenbach. Ces attaques, poussées avec opiniâtreté pendant le reste de la journée, n'eurent pas plus de succès que la première. Bernadotte, dont les troupes étaient dévouées et remplies d'ardeur, fit face sur tous les points, repoussa les assaillans avec perte, et conserva sa position.

Cet échec aurait dû montrer à l'archiduc l'inconvénient grave de n'avoir pas réuni toutes ses forces, et il était présumable qu'il chercherait à réparer cette faute; aussi le général français, craignant pour le lendemain une attaque encore plus sérieuse par les troupes réunies de son adversaire, prit le parti d'évacuer Teining pendant la nuit, et vint se poster sur les hauteurs boisées, en arrière de la ville de Neumarck. Il eût dû, peut-être, continuer son mouvement rétrograde jusque sur Altorf; mais, pensant que le général Moreau, d'après la teneur de sa dépêche à Jourdan, pouvait s'être porté à la poursuite de l'archiduc, Bernadotte crut convenable d'arrêter ce dernier, dans le double but de donner à Moreau le temps de joindre l'arrière-garde du prince, et de laisser au général Jourdan le loisir de méditer un plan qui pût empêcher la réunion des deux corps autrichiens. Il s'arrêta donc à Neumarck pour y attendre l'archiduc, et il se promit une résistance au moins aussi glorieuse que celle qu'il venait de faire à Teining. Il plaça son avant-garde à Neumarck, sa droite derrière Pœtting, et sa gauche derrière Blanhof.

Le 23 août, au matin, les Autrichiens s'avancèrent sur

plusieurs points. Le général Hotze avait reçu l'ordre de se mettre en marche, à minuit, de Pollanden et de Berching. Sept bataillons et neuf escadrons arrivèrent par la route de Neumarck. Un bataillon et deux escadrons prirent à droite, par les hauteurs de Watersdorf, pour couvrir le flanc droit de cette colonne, et conserver les communications avec le prince Charles. Dix bataillons furent détachés, de Griesbach par Freystadt contre Poschbauer, pour marcher sur la route de Nurenberg, et y répandre l'alarme. L'archiduc, à la tête de dix autres bataillons et vingt-quatre escadrons, s'avança par la route de Teining à Neumarck. Cette démonstration parut toutefois trop sérieuse à Bernadotte pour qu'il persistât dans son dessein d'attendre l'ennemi. Lorsque le général Hotze fit filer quelques troupes sur la gauche de Neumarck, pour tourner cette petite ville, le général français fit retirer son avant-garde. Hotze continua à marcher sur la route de Nurenberg, jusques à la hauteur du flanc droit de Bernadotte. La colonne de l'archiduc se joignit à celle de Hotze dans Neumarck, et toutes deux commençaient à se déployer sous le feu très-vif de leur artillerie, lorsque Bernadotte, reconnaissant plus que jamais l'immense supériorité des forces ennemies, se décida à se replier par la forêt, sur les hauteurs de Perg, position où il espérait se défendre avec plus d'avantage. Les Autrichiens firent de vains efforts pour s'opposer à ce mouvement rétrograde qui s'effectua dans le plus grand ordre. Bernadotte avait laissé sa cavalerie à la lisière du bois, pour couvrir sa marche; et ces escadrons intrépides, en butte au feu meurtrier de l'artillerie autrichienne, en imposèrent assez aux troupes qu'ils avaient devant eux, pour donner à l'infanterie le temps d'occuper la position de Perg. Alors les nombreux bataillons ennemis se déployèrent de nouveau. Après avoir débouché, la cavalerie autrichienne inonda la plaine entre la forêt et la position qu'occupaient les Français. Une vive ca-

1796-an IV. Allemagne.

nonnade s'engagea de part et d'autre, jusques à la nuit. Bernadotte jugea qu'il devait se retirer sur Altorf, en avant de Lauf. Il ne fut suivi que par six bataillons et onze escadrons, de la colonne de Hotze, qui vinrent s'établir à Hochdorf. Sur ces entrefaites, le prince de Lichstenstein, arrivé à Poschbauer, avec deux bataillons et seize escadrons, reçut l'ordre de se porter sur Nurenberg, afin de s'emparer de cette ville et de la route qui conduit à Wurtzburg. L'archiduc resta à Neumarck pour disposer l'opération décisive qu'il méditait et dont les manœuvres précédentes n'avaient été assez mal à propos que des préludes insignifians; car il eût été plus convenable de marcher vivement au but, au lieu d'avertir ainsi par des attaques trop peu vigoureuses, les Français du danger qui les menaçait. Toutefois, l'archiduc avait informé Wartensleben, des progrès de sa marche dans les journées des 22 et 23, en lui ordonnant de se tenir prêt à repasser la Nab, aussitôt qu'il s'apercevrait du mouvement rétrograde des troupes de Jourdan, et d'attaquer, dans tous les cas, le lendemain, parce qu'il devait, lui archiduc, déboucher sur Amberg par Castel, afin de prendre l'armée de Sambre-et-Meuse par derrière et en flanc, tandis que des détachemens la préviendraient aux défilés de la Pegnitz.

En apprenant l'arrivée de l'archiduc sur la division Bernadotte, Jourdan s'était hâté d'envoyer, au secours de ces troupes, la réserve commandée par le général Bonnaud. Le général en chef espérait que ce renfort arriverait assez à temps pour joindre Bernadotte à Teining, ou du moins à Neumarck : dans le cas contraire, Bonnaud avait ordre de se retirer sur Pfaffenhofen, et de là sur Amberg, pour couvrir la droite de l'armée. Mais la marche du général Bonnaud fut retardée dans des chemins affreux, et ce mouvement, rendu inutile par un tel contretemps, faillit devenir fatal à l'armée française. L'archiduc eût peut-être réussi à couper la division Berna-

dotte et la réserve de Bonnaud, s'il eût pressé davantage sa marche. Jourdan ayant appris les résultats de la journée du 23, c'est-à-dire la retraite de Bernadotte, et l'embarras du général Bonnaud, recevant en même temps des renseignemens assez précis sur les forces que l'archiduc amenait avec lui, et ne comptant plus sur l'effet des promesses de Moreau; Jourdan, disons-nous, vit bien qu'il ne pouvait pas rester dans sa position sur la Nab, exposé, comme il l'était, à être attaqué par des troupes aussi nombreuses. Le prince Charles réunissait alors soixante-six mille hommes, dont vingt mille de cavalerie. L'armée française ne s'élevait pas à plus de quarante-deux mille combattans, dont une partie se trouvait déjà compromise. Une retraite prompte, et effectuée avant l'attaque simultanée de l'archiduc et de Wartensleben, était donc le seul moyen qui restât au général français, pour éviter une déconfiture presque inévitable. Jourdan éprouva avec amertume, pour la troisième fois dans l'espace d'une année, la dure nécessité de faire rétrograder son armée victorieuse, et de lui faire traverser cent lieues de pays ennemi, pour revenir sur les bords de ce même fleuve qu'il avait passé avec gloire.

L'armée de Sambre-et-Meuse quitta les rives de la Nab, le 23 août, à onze heures du soir. Le parc d'artillerie et les équipages furent sur-le-champ dirigés sur Sulzbach. Les troupes avaient ordre de suivre la même direction; et, afin d'éviter un engagement toujours dangereux dans un commencement de retraite, Jourdan espérait, en forçant la marche de ses divisions, atteindre, dans la journée du lendemain, le village de Sulzbach. Mais, au moment même où le général en chef se mettait en marche avec le quartier-général, il reçut des nouvelles de la réserve du général Bonnaud, qui lui apprirent que ce corps avait été arrêté, dans son mouvement,

par des obstacles presque insurmontables. Jourdan dépêcha alors plusieurs officiers en ordonnance, pour ordonner à Bonnaud de faire sa retraite de Castel sur Pachetsfelden; mais des nuées de hussards ennemis qui tenaient la campagne, ne laissèrent point parvenir ces courriers au général Bonnaud. Celui-ci, dans ses premières instructions, avait l'ordre de marcher sur Amberg, dans le cas où il ne pourrait pas joindre le général Bernadotte; et Jourdan se vit obligé de prendre cette direction, afin de rallier la réserve et l'empêcher d'être accablée par l'ennemi. La division Lefebvre suivit seule la première direction donnée, et continua de se retirer par la route de Nabburg, sur Sulzbach, où elle prit position entre ce dernier village et Hirschau. Les divisions Championnet et Grenier prirent position le 24, dans la matinée, en arrière d'Amberg, sur la rive droite de la Wils, et la division Collaud à gauche de la même ville, sur la rive gauche. Le général Ney couvrait cette position, placé en avant-garde dans la plaine. De cette manière, les trois divisions se trouvaient établies sur une même ligne, la droite vers Haag, et la gauche à Ederfelden, afin d'être en mesure de continuer la retraite après qu'elles auraient recueilli la division de cavalerie du général Bonnaud.

Jourdan ne tarda point à être informé, par des ordonnances de Bonnaud, que ce général débouchait par la droite sur la route de Castel, après avoir repoussé les partis ennemis qui coupaient les communications, mais qu'il était poursuivi par une colonne formidable, composée d'infanterie et de cavalerie. C'était celle du général Nauendorf, soutenue de la majeure partie des forces de l'archiduc, qui, parti de Neumarck avant le jour, avait déjà dépassé les défilés de Castel. Bonnaud réussit néanmoins à se joindre au gros de l'armée, au moment où les colonnes ennemies commençaient à déboucher sur la

Wils, et lorsque même plusieurs escadrons, après avoir passé cette rivière à Langfeld, se déployaient à la hauteur de Volfering.

Cependant Wartensleben avait exécuté les ordres du prince Charles. Aussitôt qu'il aperçut le mouvement rétrograde de Jourdan, il fit ses dispositions pour marcher à la poursuite des Français. Il effectua, à midi, le passage de la Nab sur plusieurs points, et dans la soirée, il arriva en présence de l'armée de Sambre-et-Meuse, par la route de Schwartzenfeld.

L'intention du général Jourdan, dans une position désavantageuse et qu'il n'avait prise que pour secourir sa réserve compromise, n'était pas de recevoir le combat que l'archiduc sa disposait à livrer. On vient de voir que le général français avait distribué ses troupes sur la Wils, de manière à pouvoir continuer sa retraite aussitôt que le but du crochet qu'il venait de faire serait atteint. La division Bonnaud venait de se rallier à l'armée; Jourdan donna l'ordre de continuer le mouvement sur Sulzbach.

Mais les dispositions de l'archiduc étaient déjà prises pour commencer l'attaque. Le mouvement des troupes autrichiennes n'était point, comme celui de Jourdan, l'effet d'une circonstance particulière; il avait été positivement combiné, et se trouvait ponctuellement exécuté.

Dix bataillons et vingt-quatre escadrons sous les ordres du général Kray, et formant la droite du corps de Wartensleben, s'avancèrent de Schwartzenfeld, par Etschdorf et Ascha, sur les hauteurs de la Sainte-Trinité, à droite de la ville d'Amberg. Le centre, fort de quatorze bataillons et trente-deux escadrons, et commandé par Wartensleben lui-même, se porta sur la route de Schwartzenfeld à Amberg; et la gauche, aux ordres du général Staader, formée par neuf bataillons et vingt-un escadrons, marcha de Schwan-

dorf sur Langfeld, pour y passer la Wils et donner la main au corps de l'archiduc.

Plus l'ennemi montrait d'empressement à attaquer, et plus le général Jourdan mit d'activité à éviter un combat désavantageux. Il n'y eut que la colonne du centre qui atteignit l'avant-garde du général Championnet, formant alors l'arrière-garde, au moulin d'Hazemülh, près de Koffering, et qui réussit à l'en déposter. Le général Klein, qui commandait cette avant-garde, se trouva, par cette attaque, coupé de la division, et dut se retirer sur Hersbruck, par Pachetsfelden. Ce mouvement du centre de Wartensleben, eut pour résultat de lier les troupes de ce général avec celles de l'archiduc, qui, de son côté, après avoir entièrement débouché des défilés de Castel, avait repoussé la division Bonnaud chargée par Jourdan de couvrir la retraite de l'armée. Le général Bonnaud résista vigoureusement aux attaques de l'archiduc, en ne cédant le terrain que pied à pied, et faisant volte-face toutes les fois que l'ennemi le pressait de trop près.

Le gros de la division Championnet (nous venons de dire que l'avant-garde s'en trouvait séparée) et la division Grenier exécutèrent leur retraite avec le calme et la précision d'où dépend le succès de ces sortes d'opérations. Mais la division Collaud, qui malheureusement n'avait pas achevé de passer la Wils lorsque Jourdan ordonna de continuer la retraite, fut suivie avec plus de chaleur que les autres. Le général Collaud s'étant arrêté sur les hauteurs de la Trinité pour reformer ses troupes un peu dispersées et ébranlées, s'y vit attaqué par la droite des Autrichiens, que commandait le général Kray. Il réussit néanmoins à quitter sa position pour se remettre en marche, d'après l'ordre que lui transmit le général Jourdan. Toutefois le général Ney, qui commandait l'arrière-garde de cette division, se jeta sur les Autrichiens

avec son impétuosité ordinaire, et réussit à les contenir assez long-temps pour que le reste de la division effectuât, sans perte, le passage de la Wils. Lui-même avait évacué Amberg et se retirait en bon ordre, toujours en combattant, lorsqu'il se vit tout-à-coup entouré et cerné par l'innombrable cavalerie autrichienne, qui accourait sur les derrières de l'armée française. L'intrépide général ne démentit point, dans cette occasion, la haute réputation qu'il s'était déjà acquise dans l'armée française et chez les ennemis. Il opposa pendant long-temps la plus héroïque résistance aux efforts sans cesse renouvelés de ses adversaires; voyant qu'il lui devenait impossible de sauver l'infanterie qu'il avait avec lui, il réunit ses escadrons, fit une charge impétueuse sur ceux qui l'environnaient, et parvint à se faire jour le sabre à la main. L'infanterie, qui consistait en deux bataillons de la vingt-troisième demi-brigade commandés par le chef de bataillon Deshayes, au lieu de mettre bas les armes, par l'effet d'une de ces résolutions héroïques si communes aux soldats français, voulut se défendre jusques à la dernière extrémité. Le vaillant Deshayes forma sa troupe en bataillon carré, et lui fit prêter le serment de mourir, plutôt que de déposer ses armes. La cavalerie autrichienne fournit plusieurs charges inutiles contre cette masse inébranlable. Un feu terrible repoussait à chaque fois les assaillans, et jonchait la terre d'hommes et de chevaux. Dans sa situation désespérée, Deshayes pense à se faire un rempart des cadavres qui l'entourent, en les amoncelant les uns sur les autres. Il fallut que les Autrichiens fissent avancer de l'artillerie pour battre en brèche cette horrible forteresse. Lorsque enfin le canon eut écarté l'obstacle qui s'opposait au choc de la cavalerie, et éclairci les rangs de ces guerriers magnanimes, le général Werneck, à la tête d'un régiment de cuirassiers, entama une nouvelle charge, enfonça le carré, et sabra tous ceux que le canon avait épar-

gnés. Sept cents braves, la plupart criblés de blessures, couverts de sang, et dans l'impossibilité de se défendre davantage, tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Le surplus avait péri victime d'un dévouement dont nos fastes militaires offrent peu d'exemples aussi remarquables. Deshayes lui-même, presque expirant des blessures nombreuses qu'il avait reçues, était au nombre des prisonniers; mais la douleur de se voir entre les mains de ceux qu'il avait juré de vaincre, et de survivre à la plus glorieuse des défaites, aggrava promptement l'état de ce héros; et, quelques jours après cette action mémorable, il mourut, emportant dans la tombe les regrets de tous ses compagnons d'armes et la haute estime des ennemis qu'il avait si vaillamment combattus.

Pendant ce combat, le général Jourdan avait fait prendre position à son armée sur les hauteurs en avant et en arrière de Sulzbach. La division Grenier fut détachée sur Pachetsfelden pour couvrir la droite; celle de Championnet s'établit sur le plateau à droite de Sulzbach; et celle de Collaud resta en avant de la ville. L'armée autrichienne bivouaqua à Amberg et aux environs Cette journée avait coûté près de deux mille hommes à l'armée française. La perte des Autrichiens fut un peu moins considérable.

Quoique le général Jourdan eût réussi à se retirer devant des forces supérieures, sa situation n'en était pas moins embarrassante. L'archiduc, en partant de Neumarck, avait ordonné au général Hotze de marcher sur la division Bernadotte; et le général Starray, avec dix bataillons et douze escadrons, devait suivre ce mouvement à quelque distance. Ces forces étaient trop considerables pour qu'il ne fût pas à craindre que la division se trouvât compromise. Cet événement était d'autant plus à craindre, que le bataillon, qui gardait Nurenberg, attaqué par le prince de Lichstenstein, avait été obligé de se retirer sur Forchheim. Toutefois, le

général Hotze mit tant de lenteur à effectuer son mouvement, que Bernadotte put facilement éviter le danger qui le menaçait. Attaqué mollement à Lauf, le 24 août, il tint tête à Hotze, et garda sa position jusques à la nuit; mais s'étant aperçu que les Autrichiens étaient maîtres de la communication de Nurenberg à Forchheim, il crut devoir se retirer, afin d'arriver sur la Wisent avant l'ennemi. Le 25 au matin, il prit position auprès de Forchheim.

L'occupation de Lauf par le général Hotze rendait cependant la retraite de l'armée française, par la grande route qui traverse cette ville, extrêmement difficile. Il ne restait plus qu'un chemin de traverse qu'on pût suivre: c'était celui de Welden à Forchheim, passant par Neuen Kirchen, Holenstein et Achten; mais il était dangereux et peu praticable. Le général Ernouf, chef de l'état-major-général, fut chargé par Jourdan de reconnaître ce chemin; et étant assuré qu'on pouvait y passer à la rigueur, malgré les difficultés, le général en chef se décida à le faire prendre à l'armée; et pour éviter l'encombrement, il fit marcher les troupes sur deux colonnes. La première, formée des divisions Grenier et Championnet, et de la division de cavalerie du général Bonnaud, conduite par Jourdan lui même, prit cette route de Welden; la deuxième, dirigée par Kléber, et composée des divisions Lefebvre et Collaud, suivit à gauche un petit chemin qui passait à Wilseck, et devait se porter sur la Pegnitz par Baden, Wegreheid, Mitteldorf et Engenthal.

Les troupes de la première colonne étaient en marche lorsque le général Jourdan, qui précédait l'avant-garde pour examiner le chemin de Welden, reconnut, à sa grande surprise, qu'après Achten, il était de toute impossibilité de faire descendre directement des voitures sur Welden, et que pour remédier à cet inconvénient, il fallait absolument obliquer à gauche, se rabattre sur Worach, afin de remonter ensuite

la vallée étroite de la Pegnitz. Jourdan donnait ses ordres pour prendre cette nouvelle direction, dont le moindre danger était d'exposer les équipages à être enlevés par l'ennemi, qui occupait Hersbruck, lorsqu'un nouvel incident vint rendre encore cette situation plus fâcheuse. Au mépris des ordres donnés, presque tous les équipages suivaient la route de Welden; un horrible encombrement avait lieu à Achten. C'en était fait peut-être de l'armée française, si l'archiduc Charles ne se fût point arrêté à Sulzbach. Très-heureusement ce prince, occupé à réunir ses divisions, n'avait fait suivre les Français que par quelques coureurs, qui, n'étant point soutenus, ne purent faire aucun mal. Alors Jourdan fit exécuter dans l'ordre de marche les changemens que la négligence de son chef d'état-major à bien reconnaître le chemin de Welden rendait impérieusement nécessaires.

Le général Kléber reçut l'ordre de s'arrêter à la hauteur de Wilseck, jusqu'à ce que la colonne de droite eût réussi à franchir le défilé de la Pegnitz, près Welden. En même temps la cavalerie de Bonnaud, renforcée d'un régiment de dragons et de quelques bataillons de la division Grenier, fut envoyée en toute hâte à Worach, afin de s'opposer aux coureurs ennemis et de protéger l'arrivée des équipages. Le général Championnet fit occuper Engenthal par un bataillon de sa division, afin de couvrir au besoin le général Kléber. Au moyen de ces précautions, les parcs et les équipages sortirent heureusement du défilé, et la colonne de droite put commencer à se remettre en marche dans la nuit du 25 au 26. Championnet se porta sur Hiltpolstein et occupa Graffenberg; le général Grenier se dirigea sur Bezenstein; la réserve de Bonnaud, les dragons et l'infanterie détachés de la division Collaud, formant l'avant-garde, prirent position sur un plateau qui se trouve en avant de Bezenstein.

Tous les dangers n'étaient pas encore surmontés: les troupes

légères du général Kray, que l'archiduc avait détachées sur Welden et Hersbruck, s'étaient, dans la journée du 25, jetées entre les colonnes de droite et de gauche des Français. Les ordonnances envoyées par Jourdan au général Kléber avaient été arrêtées par les coureurs, et ce dernier n'avait pu recevoir l'ordre de continuer sa retraite de Wilseck. Le silence du général en chef mit pendant quelque temps Kléber dans l'incertitude de ce qu'il devait faire. Le séjour prolongé de sa colonne dans cette position pouvait avoir les plus graves conséquences. Kléber prit sur lui de continuer sa marche dans la nuit du 25 au 26. Mais au lieu de se diriger sur Eugenthal, comme le portait l'ordre qu'il aurait dû recevoir, il s'avança directement sur Pegnitz, ce qui l'éloignait considérablement de la colonne de droite. Toutefois, un adjudant-général envoyé par Jourdan ayant réussi à joindre Kléber à Pegnitz, et l'ayant instruit de la position de l'aile droite, ce général marcha sur Bezenstein, et se réunit au général en chef dans la nuit du 26 au 27.

Ce même jour, l'armée ennemie occupait les positions suivantes : Les divisions du général Hotze et du prince de Lichstenstein étaient à Neu-Erlang. Le général Starray occupait Buch, sur la route de Nurenberg à Forchheim, et tenait en observation la division Bernadotte. L'archiduc était à Hersbruck ; et son avant-garde, commandée par le général Kray, était à Auerbach.

Le général Jourdan, après être sorti d'un péril aussi imminent, n'avait plus qu'à se réunir au général Bernadotte. En atteignant la Wisent tandis que cette division était encore à Forchheim, la retraite devenait beaucoup plus facile, et la réunion de toutes les divisions de l'armée était assurée.

Le 27 août, au point du jour, les divisions des généraux Grenier et Championnet marchèrent sur Pretzfeld, petit village sur la Wisent, entre Ebermanstadt et Forchheim, en

passant Leipolstein, Weidenhall et Urspring. Les généraux Bonnaud et Klein furent chargés de couvrir ce mouvement. Cette première colonne parvint sans obstacles à sa destination et s'établit sur la Wisent, ayant sa droite dans la direction de Forchheim, et sa gauche appuyée à Ebermanstadt. Ainsi les communications avec Bernadotte étaient établies, et la division de ce général ne courait plus aucun péril.

Cependant l'aile gauche, aux ordres du général Kléber, fatiguée de la marche forcée qu'elle avait été obligée de faire la veille pour gagner Bezenstein, ne put se remettre en mouvement en même temps que l'aile droite. La division du général Collaud alla seulement occuper une position intermédiaire entre Bezenstein et Pretzfeld; celle du général Lefebvre resta à Bezenstein. Ces divisions n'arrivèrent sur la Wisent que le 28 août, et prirent position la droite à Ebermanstadt, et la gauche à Weyterbach. Grenier et Championnet appuyèrent à droite et se réunirent au général Bernadotte. L'armée se trouva en ligne sur la Wisent, l'extrême droite appuyée à la Rednitz, en arrière de Forchheim, et la gauche à Ebermanstadt.

La lenteur que l'archiduc paraissait apporter dans ses opérations ne répondait point à la grandeur du plan qu'il avait conçu. Toutefois, voyant avec quel bonheur et quelle activité son adversaire avait échappé à sa défaite presque certaine dans les défilés de la Pegnitz, le prince prit le parti d'agir avec plus de vigueur. Lichstenstein et Hotze, après avoir passé la Rednitz le 27, à Buch, avaient marché sur Hochstadt, et le reste de l'armée s'était avancé dans une direction parallèle; Starray, par Furth à Hertzogen-Aurach; l'archiduc, à Rolenhofen; et son avant-garde à Neuen-Kirchen et Erlang. Le lendemain, le prince de Lichstenstein marcha sur Burg-Eberach, envoyant des partis sur Schweinfurth et Bamberg; le général Hotze se dirigea sur Pomersfelden et

Mülhausen; Starray arriva à Hochstadt, et l'archiduc se rapprocha de son avant-garde à Heroldsberg. Ce dernier mouvement des troupes ennemies devait inquiéter fortement l'armée française : car le corps du général Hotze, dont la force n'était pas moins de vingt-trois bataillons et soixante escadrons, était en mesure de tourner entièrement le général Jourdan par sa droite. Déjà le prince de Lichstenstein, qui en faisait partie, était entré dans la soirée du 28 à Bamberg, et y aurait fait un grand nombre de prisonniers, si le général Bernadotte, averti à temps, n'y eût envoyé un prompt secours. L'officier qui commandait le détachement français chargea vigoureusement les Autrichiens dans les rues de Bamberg, et les contraignit à évacuer la ville. Un autre parti ennemi, après avoir passé le Mayn à Eltmann, s'était brusquement porté sur Zeil, et y avait attaqué le quartier-général français et une colonne d'équipages ; mais la résolution d'un détachement qui se trouvait dans cette ville avait fait échouer l'entreprise des Autrichiens.

Il était cependant urgent de s'opposer aux progrès de l'ennemi. Jourdan résolut de faire attaquer le général Hotze, et il se promettait d'autant mieux de réussir dans ce dessein, que, par le défaut de renseignemens exacts, il était loin de connaître le nombre des troupes auxquelles il avait affaire. Il supposait que ce n'étaient que des avant-gardes poussées pour précipiter la retraite. Un premier projet d'attaque échoua par la négligence qu'apporta un officier du génie dans la construction des ponts sur la Rednitz. L'adjudant-général Mireur reçut l'ordre de se porter le 29 sur Bamberg, et d'y rassembler les troupes d'avant-garde qui étaient dispersées aux environs de cette ville, pour en former un corps volant en état de se mesurer avec les troupes légères ennemies. Le général Bernadotte passa la Rednitz et manœuvra pour attaquer le général Hotze à Burg-Eberach ; mais les troupes du général

1796-an IV. Allemagne.

Kléber, chargées de soutenir ce mouvement offensif, n'ayant pas marché assez vite pour venir s'établir à Strullensdorf, Bernadotte ne se trouva point en force. Toutefois, arrivé au-delà de la Rednitz, sur la route de Burg-Eberach, il trouva l'adjudant-général Mireur, réunit sa troupe à la sienne, attaqua les Autrichiens dans leur position d'Aurach, les en chassa ainsi que de Buch, et déboucha par la forêt de Steinach. L'ennemi ayant reçu des renforts, et craignant que les Français ne s'emparassent de la route d'Eltmann, reprit l'offensive; mais il fut repoussé à plusieurs reprises. Si, à ce moment, Bernadotte eût été soutenu, comme il devait l'être, par les troupes du général Kléber, il eût pénétré jusqu'à Burg-Eberach; mais voyant la nuit s'approcher, il s'établit dans la forêt, et ses avant-postes en bordèrent la lisière en vue de Burg-Eberach. Le seul avantage que les Français obtinrent de cette attaque manquée, fut de forcer le général Hotze à rappeler le prince de Lichstenstein, qui était à Eltmann, et dont les troupes interceptaient la route de Bamberg à Schweinfurt.

Le général Kray fit attaquer les avant-gardes du général Kléber sur la Wisent; et sur le soir, cet engagement pensa prendre un caractère plus sérieux : car le général Starray ayant fait avancer quelques troupes vers le gué de Seussling, cherchait à le passer pour prendre à revers les troupes françaises; mais le général Bonnaud s'aperçut de ce dernier mouvement, et arriva fort heureusement au secours des troupes attaquées. Son artillerie répondit avec avantage à celle de l'ennemi, et bientôt celui-ci se retira. Ce ne fut qu'alors que Kléber fit commencer le mouvement sur Strullensdorf. Mais il était trop tard; Bernadotte était déjà dans le bois de Burg-Eberach. Championnet s'établit sur le soir à Aurach; Grenier, Bonnaud, bivouaquèrent sous les murs de Bamberg.

Le but de l'attaque qui venait d'échouer avait été de regagner les communications de la grande route de Wurtzburg. Ces communications paraissaient si importantes au général Jourdan, que, pour s'en assurer, il résolut de renouveler ses tentatives, quand il eût été plus prudent de continuer sa retraite. Il ordonna au général Grenier de se mettre en marche avec les parcs sur Schweinfurt, tandis que les généraux Bernadotte et Championnet se préparèrent à attaquer de nouveau l'ennemi le lendemain. Bonnaud dut former la réserve de ces deux divisions, et Kléber, avec les divisions Collaud et Lefebvre, fut chargé de couvrir Bamberg. Mais ce jour-là même l'ennemi avait concentré ses forces; et le 30, à la pointe du jour, Jourdan s'étant porté sur le front de la ligne attaquante pour reconnaître la position de ses adversaires, il se convainquit qu'il y aurait plus que de l'imprudence à en venir aux mains, et donna sur-le-champ à ses troupes l'ordre de se diriger sur Schweinfurt, afin d'y arriver avant les Autrichiens.

Trois bataillons et un escadron de la division Championnet durent remonter le ravin d'Aurach par la gauche, et s'étant établis à la tête du bois d'Eltmann, ils furent chargés de protéger la retraite. Le reste de la division Championnet et celle de Bernadotte passèrent le Mayn à Wiset, sur un pont construit à cet effet, et marchèrent sur Zeil. Le passage du Mayn avait été couvert par la division Bonnaud et les troupes légères de la division Bernadotte, qui n'opérèrent leur retraite que quand les divisions eurent passé le Mayn. Kléber passa le fleuve avec ses deux divisions à Halstadt, et arriva à Zeil au moment où Bernadotte et Championnet évacuaient ce bourg, après s'y être reposés pendant six heures. Kléber reçut l'ordre de se porter de Zeil sur Lauringen, dans la crainte que, obligé de marcher de nuit, il ne trouvât l'ennemi maître de la rive gauche du Mayn, entre Eltmann et Schweinfurt, et ne

1796–an IV. Allemagne.

fût exposé à être tiraillé dans le long et étroit défilé que forme la route dans cette partie.

Le 31 août, les divisions Bernadotte, Championnet et Grenier, et la réserve de cavalerie, prirent position aux environs de Schweinfurt, et celles de Collaud et Lefebvre s'établirent aux environs de Lauringen. Starray et Hotze s'étaient réunis la veille à Burg-Eberach; l'archiduc campa à Hirschaid, occupant Bamberg avec son avant-garde.

Des événemens de la plus haute importance vont se passer après ces derniers mouvemens des deux armées rivales; mais avant de continuer notre récit, nous allons rendre compte des opérations de l'armée de Rhin-et-Moselle à la même époque.

1er septembr. (15 fructidor) Allemagne.

L'armée de Rhin-et-Moselle passe le Danube. Passage du Lech. Combat de Friedberg. Marche du général Moreau en Bavière. Combat de Geisenfeld, etc., etc. [1] — Nous avons déjà dit que le général Moreau ne tira point de la bataille de Neresheim tout le parti convenable; nous allons maintenant mettre en évidence quelques autres fautes de ce grand capitaine, en retraçant les événemens qui suivirent cette bataille, qui, malgré l'indécision de la victoire, pouvait procurer de si grands avantages aux armes de la république.

Au lieu de continuer à poursuivre l'ennemi qui lui cédait le terrain, Moreau crut devoir rester plusieurs jours sur le champ de bataille dont il était maître. On a vu comment l'archiduc avait su mettre à profit ces retards du général français pour passer le Danube et opérer le mouvement offensif dont nous avons commencé à rendre compte. Moreau eût pu sans doute empêcher l'archiduc de s'éloigner des bords du Danube, et

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Histoire de Moreau, — Coup d'œil impartial sur les opérations des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, — Précis historique de Dedon, — Histoire de France, — Notes et Mémoires manuscrits, etc.

d'aller attaquer le général Jourdan, pour le forcer à une retraite qui bientôt allait entraîner celle de l'armée de Rhin-et-Moselle. Après plusieurs jours d'irrésolution et d'incertitude, le général français, ayant trouvé le pont de Donawerth brûlé, fut obligé de venir passer le Danube à Hochstadt, Dillingen et Lauingen. Cette opération un peu tardive eut lieu le 19 août, et le même jour l'armée de Rhin-et-Moselle prit position derrière la Zusam. Le passage de cette rivière s'effectua le 20, et l'armée vint s'établir sur la rive gauche de la Schmutter; le corps de bataille s'étendant d'Engelhofen à Truisheim, par Langweid, et la seconde division de l'aile droite en avant de Mindelheim.

C'est alors que l'archiduc, après avoir fait brûler les ponts jetés sur le Lech, était parti avec son grand détachement de vingt-huit mille hommes, en laissant le reste de l'armée du Danube sous les ordres du général Latour. On veut que le général Moreau ait ignoré pendant plusieurs jours le départ de l'archiduc. Cette circonstance, pour être vraie, n'en serait pas moins étonnante, si l'on fait attention que l'armée française occupait alors un pays où la révolution comptait un grand nombre de partisans, qui ne pouvaient manquer de divulguer un fait si favorable à leurs desseins secrets. Quoi qu'il en soit, après avoir reçu les renseignemens positifs sur le mouvement du prince, il est constant que le général de l'armée de Rhin-et-Moselle adopta le parti le moins propre à faire échouer une entreprise qui devait avoir des résultats aussi graves. Comment ne pas prévoir que le corps d'armée conduit par l'archiduc allait donner à l'armée ennemie, sur la Nab, une supériorité telle que la retraite de Jourdan était inévitable? Cette considération impérieuse, qui n'aurait point dû échapper à la sagacité de Moreau, devait l'engager à se porter sur-le-champ, par la voie la plus courte, c'est-à-dire par Donawerth sur Aichstadt, à la poursuite de l'archiduc, en faisant pré-

1796-an IV. Allemagne.

venir le général Jourdan, qui s'y attendait, comme nous l'avons dit, et en engageant ce dernier à tenir bon, jusques à ce que la réunion des deux armées françaises fût opérée. Toute autre opération, si bien conduite, si active qu'elle fût d'ailleurs, ne pouvait qu'être préjudiciable aux intérêts de la république. En continuant d'agir isolément, Moreau exposait Jourdan à être écrasé, et compromettait puissamment le salut des deux armées en Allemagne.

Cet oubli des principes d'une véritable stratégie, mal déguisé sous le nom spécieux de diversion [1], conduisit le général Moreau à faire une trouée insignifiante en Bavière. Son espoir était, dit-on, de forcer l'archiduc à revenir sur ses pas pour garantir les Etats autrichiens des suites de cette invasion. Le prince avait bien calculé cette chance, mais il pensait avoir le temps de battre l'armée de Sambre-et-Meuse avant de revenir sur ses pas pour y porter remède. En quittant le général Latour, il lui dit ces paroles remarquables : « Que Moreau aille jusques à Vienne, peu m'importe, pourvu que je batte Jourdan. » Après avoir forcé l'armée de Sambre-et-Meuse à faire sa retraite sur le Rhin, l'archiduc Charles ne croyait pas qu'il fût difficile d'obtenir le même résultat sur l'armée de Rhin-et-Moselle.

Cependant les troupes restées sous les ordres du général Latour étaient disposées de manière à offrir de grands avantages au général Moreau. Au lieu de concentrer ses forces,

[1] Une diversion de la nature de celle que prétendait faire le général Moreau, était une faute grave ; car ce ne pouvait être qu'une suite d'opérations exécutées à une très-grande distance de l'armée en faveur de laquelle elle était faite, par un corps pour ainsi dire étranger à cette armée, et sans aucun concert dans les mouvemens de l'un et de l'autre : « On peut, dit Jomini, faire avec succès ces sortes de diversions dans les guerres nationales ou civiles, lorsque, par ce moyen, on peut opérer la levée d'une province, ou la création d'un parti. »

bien inférieures à celles de son adversaire, sur le Bas-Lech, le général autrichien les conservait disséminées avec une grande imprudence.

L'aile gauche, formée de douze bataillons et seize escadrons, aux ordres du général Froelich, et présentant un effectif de neuf mille hommes d'infanterie et de deux mille huit cents chevaux, s'étendait vers Schongau, jusques aux montagnes qui séparent la Souabe du Tyrol. Le Voralberg était défendu par la brigade du général Wolf, composée de cinq bataillons et deux escadrons, que le maréchal Wurmser y avait laissés en partant pour l'Italie. L'aile droite, forte de sept bataillons et seize escadrons (quatre mille sept cents fantassins et deux mille six cents chevaux), aux ordres du général Mercantin, défendait, entre Rain et Pesenbrück, le passage du Lech; six bataillons et douze escadrons, sous le commandement immédiat du général Latour, formaient le centre vers Friedberg, ayant trois compagnies de tirailleurs et six escadrons légers en avant-postes sur le Lech. Le corps de Condé, fort de trois mille cinq cents hommes et de quinze cents chevaux, occupait Landsberg.

La position centrale de Friedberg, très-avantageuse par elle-même, était trop éloignée des deux ailes pour soutenir sans danger une attaque vigoureuse. Aussi, le 24 août, le général Moreau mit son armée en mouvement pour passer le Lech et attaquer le général Latour. La seconde division de l'aile droite, aux ordres du général Férino, se rabattit à gauche et vint passer à Haustetten, le général Saint-Cyr près de Lechhausen, et la plus grande partie de l'aile gauche à Langweid. Le surplus de cette aile fut rassemblé entre Augsbourg et Haustetten, également à portée des deux passages principaux.

Le passage de Haustetten ne s'opéra point sans de grandes difficultés, à cause de la rapidité du courant. Les soldats, qui

1796–an IV. Allemagne.

avaient de l'eau jusques aux aisselles, furent obligés d'élever sur leurs têtes leurs gibernes et leurs fusils. Les généraux Abatucci et Montrichard, le chef de brigade Cassagne, et l'aide-de-camp Savary[1] mirent pied à terre, et se jetèrent dans l'eau pour donner l'exemple. Le premier peloton fut entraîné par la rapidité du courant; mais on fut à son secours. Il n'y eut que deux ou trois hommes de noyés. La troisième demi-brigade d'infanterie légère, la quatre-vingt-neuvième de ligne, le quatrième de dragons, partie du huitième de hussards, protégés par deux pièces d'artillerie légère, et parvenus sur l'autre rive, se portèrent aussitôt sur Kussing et sur les hauteurs de Moringen, dont ils s'emparèrent facilement.

L'ennemi, qui ne pensait pas que les Français pussent passer en force sur ce point, n'avait d'abord opposé que quelques pelotons de cavalerie; mais quand il vit les troupes que nous venons de désigner, huit escadrons, soutenus d'une compagnie d'artillerie à cheval, et deux bataillons, furent envoyés, la cavalerie par la plaine, et l'infanterie par les hauteurs, contre cette colonne qui s'avançait rapidement sur Othmaring. Attaqués vivement, les Français se tinrent d'abord sur la défensive; mais bientôt, renforcés, ils poussèrent l'ennemi, et le forcèrent à la retraite.

Pendant que l'infanterie combattait ainsi en avant d'Othmaring, la cavalerie, déjà passée et renforcée des onzième et douzième régimens qu'on avait fait venir de la réserve, s'avançait à travers la plaine qui s'étend entre le Lech et la Paar, vers la chapelle de Saint-Afra et le grand pont d'Ausbourg, appuyée par de l'infanterie qui suivait la rive gauche du Lech. Ce mouvement avait lieu, afin de joindre la gauche de l'aile droite avec les troupes du centre, et de faciliter le

[1] Depuis duc de Rovigo et ministre de la police générale.

déploiement de celle-ci, ce qui était nécessaire pour attaquer vigoureusement le flanc gauche de l'ennemi coupé sur les hauteurs de Friedberg.

Quand l'aile droite eut passé le Lech et gagné les hauteurs de Kussing, le général Saint-Cyr commença son attaque par un grand feû d'artillerie et par une fusillade nourrie. Ces décharges multipliées contraignirent les Autrichiens à s'éloigner des bords du Lech et des deux ponts de cette rivière. Le général fit ensuite passer à deux gués, l'un en dessus, l'autre en dessous de Lechhausen, la vingt-unième demi-brigade d'infanterie légère, la trente-unième de ligne, le deuxième régiment de chasseurs et le neuvième de hussards. Ce passage n'offrit pas moins de difficultés que celui de Hautstetten. La rapidité du courant était telle, que plusieurs soldats et officiers furent entraînés. L'adjudant-général Houel, officier très-distingué, fut noyé dans cette occasion. Cependant les troupes furent à peine sur l'autre rive, qu'elles chassèrent les Autrichiens des bois qui bordent le Lech, et s'emparèrent du village de Lechhausen, où l'ennemi abandonna cinq pièces de canon. Les troupes que le général Latour avait rassemblées vers le grand pont, se retirèrent également, et les Français pénétrèrent dans le bois jusques à Hochzell, où ils se lièrent avec l'aile droite. Les ponts furent aussitôt réparés avec activité, et l'artillerie, qui n'avait pu passer aux gués, parvint aussi sur l'autre rive, ainsi que les autres troupes qui n'avaient point encore passé.

Le combat engagé vers Othmaring continuait toujours, mais sans succès décisif. Il n'en fut pas de même lorsque le centre se fut déployé en avant de Lechhausen. Les troupes de l'aile droite, placées pour faciliter ce déploiement, n'étant plus nécessaires, se reportèrent à droite, firent un effort sur Othmaring, et en chassèrent l'ennemi, tandis que le centre s'ébranlait pour marcher sur les hauteurs de Fried-

1796-an IV. Allemagne.

berg et de Wulfretzhausen. Les Autrichiens, se voyant alors sur le point d'être tournés, commencèrent leur retraite par les routes de Ratisbonne et de Munich. Mais l'avant-garde, commandée par le général Abatucci, avait déjà gagné la première de ces routes pour fermer le passage à l'ennemi, tandis que le général Saint-Cyr le prenait de front. Une partie de la colonne en retraite fut rompue, mise en déroute, et rejetée dans les bois avec perte de toute son artillerie.

La première division du centre occupa Friedberg et les hauteurs environnantes au moment où l'ennemi les abandonnait; la cavalerie et l'artillerie légère se déployèrent dans la plaine, à droite de la ville. Les dragons de Waldeck et les hussards de Ferdinand, qui protégeaient la retraite de l'ennemi et formaient son arrière-garde, chargèrent quelques pelotons de hussards qui les serraient de trop près, et les repoussèrent. Mais le gros de la cavalerie française se trouvant déployé, chargea à son tour les deux régimens autrichiens, et les contraignit à fuir. Dans ce moment, l'infanterie de l'aile droite était arrivée sur la route de Munich; alors la retraite des Autrichiens se fit dans le plus grand désordre, et devint une véritable déroute.

La majeure partie de l'aile gauche avait passé le Lech au gué de Langweid. L'artillerie seule avait été laissée sur la rive gauche, parce que le gué n'était point praticable pour elle. L'ennemi, qui croyait le passage bien plus difficile, fut encore pris à l'improviste, et obligé d'abandonner les postes qu'il occupait. Les troupes de cette aile gauche s'avancèrent ensuite, sans éprouver de résistance, jusque sur la route de Neuburg à Friedberg, et ramassèrent quelques débris du corps du général Latour.

Le général Vandamme, à la tête de la cavalerie légère, se mit à la poursuite de l'ennemi dans la vallée de la Paar, et ne s'arrêta que lorsque la fatigue ne permit point à ses troupes

de pousser plus loin. Le combat de Friedberg valut aux Français dix-sept pièces de canon, deux drapeaux et deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient deux majors de hussards et un bataillon entier du régiment de Schroeder, avec le commandant et tous ses officiers. Toutefois les résultats de cette journée eussent été plus grands, si l'on eût attaqué par Aicha. Le corps du général Latour se fût trouvé isolé de celui du général Mercantiu, et le gros de l'armée autrichienne eût été coupé de la vallée du Danube et de ses communications avec l'archiduc.

Moreau ne sut point mettre à profit l'avantage qu'il venait de remporter; la cavalerie légère ennemie continua de courir entre les deux armées (de Sambre-et-Meuse et du Rhin), et d'intercepter leurs courriers. Moreau ne put avoir aucun renseignement sur les opérations du prince Charles contre Jourdan, et celui-ci n'apprit que long-temps après le succès que l'armée de Rhin-et-Moselle avait obtenu près de Friedberg. Convaincu, comme il devait l'être, de l'infériorité de troupes qu'il avait devant lui, Moreau aurait dû prendre des mesures plus savantes et plus vigoureuses. Il parut d'abord manœuvrer dans l'intention de marcher sur le Tyrol, pour opérer de concert avec l'armée d'Italie, quand il avait une si belle et si utile occasion de se joindre à celle de Sambre-et-Meuse. Toutefois la première réunion eût pu amener de grands résultats, si Moreau eût pu l'effectuer; mais, effrayé, sans doute, des difficultés d'une entreprise aussi hardie, le général français craignit encore de s'engager sur l'Iser, en laissant l'ennemi, sur ses deux flancs, maître de la tête de pont d'Ingolstadt et des débouchés du Tyrol. Au lieu de concentrer son armée pour parer à tout événement, il chercha un remède à sa fausse position, en se rapprochant un peu du Danube : « palliatif, dit le général Jomini, qui ne

1796–an IV. Allemagne.

pouvait le tirer du mauvais pas où il allait se trouver engagé[1] »

L'avant-garde de l'aile droite de l'armée française arriva, le 30 août, à Mosach et à Munich, où e général Abatucci repoussa, sur la rive droite de l'Iser, les avant-postes autrichiens, commandés par le général Deway. Le même jour, l'armée prit les positions suivantes : le général Férino, avec une division, s'établit à Dachau, sur l'Ammer, l'avant-garde à Schleishaim et Mosach; Saint-Cyr, avec le centre, à Pfaffenhoffen et Gundersried, derrière l'Inn, son avant-garde à Wolnzach; le général Desaix, avec une division, entre la Paar et la forêt de Gundersried, aux environs de Freinhausen, son avant-garde à Puech, Geisenfeld et Reichertshofen; le général Delmas, avec sa division renforcée d'un régiment de dragons et d'une demi-brigade du corps de Desaix, entre Neuburg et Ingolstadt; la division Laborde se trouvait, on ne sait trop pourquoi, à trente lieues de là, vers Kempten.

Afin d'assurer ses flancs, de protéger sa droite, découverte du côté du Tyrol, et pour empêcher l'ennemi de déboucher sur ses derrières par le pont d'Ingolstadt, où le prince Charles avait laissé garnison en marchant sur l'armée de Sambre-et-Meuse, Moreau forma le projet d'attaquer le général Latour, ainsi qu'il suit :

La deuxième division de l'aile droite devait passer l'Iser au-dessous de Munich, afin de forcer le prince de Condé à

[1] L'histoire des campagnes du général Moreau, que doit publier bientôt un officier-général d'une grande réputation, jettera vraisemblablement quelque jour sur la nature des motifs qui engagèrent le vainqueur de Hohenlinden à agir d'une manière si peu conforme aux conceptions savantes qu'il développa par la suite si brillamment et avec autant de fruit. En attendant cette publication, on est forcé de juger Moreau sur les faits matériels.

se retirer derrière l'Inn. La première division devait faire tous ses efforts pour contraindre les généraux Wolff et Saint-Julien qui lui étaient opposés, à se retirer dans le Tyrol, tandis qu'une brigade du centre, aux ordres du général Demont [1], devait marcher entre Mosburg et Freysing pour s'emparer des ponts de l'Iser. La deuxième division de l'aile gauche avait ordre d'attaquer Ingolstadt, de s'en emparer, et d'en détruire le pont. Le général Desaix devait tirer, pour seconder cette attaque, une demi-brigade et un régiment de dragons de sa première division. Ce projet d'attaque, assez singulièrement combiné, puisqu'il avait lieu sur une étendue de terrain beaucoup trop grande, et que Moreau se privait volontairement d'une portion de ses forces, allait être prévenu et renversé par les dispositions assez sages que le général Latour venait lui-même de prendre.

L'archiduc avait détaché d'Amberg, où il se trouvait alors, la division du général Nauendorf pour rétrograder sur le Danube. Ce général se trouvait déjà, le 30, à Port-Saal, et Latour crut être, par ce renfort, en état de se mesurer avec Moreau, et même de l'attaquer avec avantage. Reconnaissant que la possession de Ratisbonne et de la vallée du Danube maintenait ses communications avec l'archiduc, Latour avait appelé le général Nauendorf à Neustadt, dans la journée du 31, et il avait donné, en même temps, l'ordre à son aile droite de se réunir à Sigenburg au gros de l'armée. L'attaque fut fixée au lendemain. Nauendorf devait déloger les Français de Wohburg, gagner ensuite le chemin qui conduit d'Ingolstadt à Geisenfeld, pour prendre ce bourg à revers, pendant qu'une autre colonne, sous le commandement direct de Latour, s'avancerait sur la chaussée de Neustadt, et l'attaquerait de front. Au même instant, des détachemens de-

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, comte et pair de France, etc.

vaient faire des démonstrations de Haudelztadt, Mainburg et Freysing contre Pfaffenhoffen et Wolnzach. La garnison d'Ingolstadt, forte de quatre bataillons, permettait au commandant de cette place de faire une diversion, en opérant, de la tête de pont, une sortie avec une partie de sa troupe.

Le premier septembre, les Autrichiens se mirent en mouvement à trois heures du matin, presque au même instant où les troupes françaises s'ébranlaient pour exécuter le projet d'attaque du général en chef. Les avant-gardes des deux partis se rencontrèrent auprès de Geisenfeld. Les Français furent repoussés, et un fort détachement de cavalerie autrichienne pénétra, par Langen-Pruck et Menching, sur la route qui conduit à Reichertshofen. Les troupes qui avaient été détachées de l'aile gauche des Français ayant reçu l'ordre de rejoindre le corps de bataille, elles repoussèrent cette cavalerie, et suivirent la même route en chargeant leurs adversaires. La division Delmas resta devant la tête de pont d'Ingolstadt, entre Ebenheim et Hagau, pour garder cette position et protéger la gauche de l'armée.

Cependant la dixième demi-brigade d'infanterie légère, toujours commandée par le brave Gazan, avait soutenu les premiers chocs de l'ennemi dans la forêt de Geisenfeld. La cavalerie de la réserve et le corps de bataille de l'aile gauche arrivèrent pour soutenir les efforts de cette troupe valeureuse. Le général Desaix déploya ses troupes et prit position entre Puech et la chapelle de Saint-Guast. Ce fut là que le combat s'engagea d'une manière également honorable pour les deux troupes. Les Autrichiens s'avancèrent dans la forêt de Geisenfeld; tandis que plusieurs détachemens franchissaient sur la gauche la hauteur de la chapelle de Saint-Guast. Les Français, attaqués de front et en flanc, se défendirent long-temps avec succès; mais l'ennemi se renforçant continuellement, l'aile gauche fut obligée de céder. La chapelle et

les hauteurs restèrent au pouvoir des Autrichiens ; ils y établirent une artillerie formidable qui força le général Desaix à la retraite. La principale attaque de l'ennemi se dirigeait par la grande route vers Langen-Pruck : l'ennemi parvint à pénétrer dans ce dernier village. Desaix avait reformé ses troupes sur une hauteur qui dominait Langen-Pruck, dont une partie des maisons était toujours au pouvoir des Français, tandis que l'autre était occupée par les Autrichiens. Deux fois l'infanterie ennemie, formée en colonne d'attaque, traversa le village et essaya de gagner la hauteur, et deux fois elle fut repoussée avec une perte considérable, et obligée de s'arrêter dans Langen-Pruck pour rétablir l'ordre dans ses rangs.

Pendant ce combat opiniâtre, le général Latour avait dirigé sur la droite quatre mille chevaux, qui se trouvaient placés entre Langen-Pruck et la forêt de Geisenfeld, afin d'attaquer la partie de l'aile gauche des Français qui s'étendait vers Puech, et pour s'emparer de la grande route. Cette masse de cavalerie, bien supérieure à celle des Français, se porta à droite de Langen-Pruck, à travers une plaine assez vaste située entre ce village et la Paar, et formée par des prairies marécageuses entrecoupées jusques au pied des hauteurs par un grand nombre de petits ruisseaux. Le point menacé se trouvait dégarni, parce que, au commencement de l'attaque de la chapelle de Saint-Guast, on en avait détaché les troupes pour secourir ce dernier poste. Mais les généraux Desaix et Beaupuy devinant bientôt l'intention de l'ennemi, portèrent sur leur gauche un bataillon de la soixante-deuxième demi-brigade, le premier régiment de carabiniers, le sixième de dragons, le huitième de chasseurs, et une compagnie d'artillerie à cheval. Ce mouvement fut dérobé par une hauteur qui empêcha l'ennemi de s'en apercevoir. Ne voyant d'abord que quelques pelotons épars et fort peu d'artillerie, la cavalerie autrichienne s'avança de confiance pour les culbuter ;

1796-an IV. Allemagne.

malgré le feu de quatre pièces de canon qui tiraient sur elle à mitraille ; mais lorsque les premiers escadrons furent à vingt-cinq pas et près de la crête de la hauteur, le premier régiment des carabiniers déboucha tout-à-coup, chargea de front avec tant de vigueur et d'impétuosité, que cette troupe, bien supérieure en nombre, fut rejetée en désordre sur la partie la plus marécageuse de la prairie. Le sixième de dragons et le huitième de chasseurs s'élancèrent promptement sur les flancs de la cavalerie ainsi culbutée, la rompirent de nouveau, l'empêchèrent de se rallier, lui firent quitter le chemin qu'elle avait d'abord suivi, et la contraignirent à défiler en partie sous le feu meurtrier d'un bataillon de la soixante-deuxième demi-brigade. Ce fut à cette charge inopinée et exécutée avec autant de précision que d'intrépidité, que les Français durent principalement le succès de l'affaire. Les Autrichiens furent tellement maltraités, et leur terreur fut si grande, que, malgré tous les efforts du général Latour pour renouveler son attaque du côté de Langen-Pruck, ils n'y marchèrent qu'avec une grande répugnance, et lâchèrent pied aux premiers coups de fusil tirés sur eux.

Le général Desaix reprit alors l'offensive. Un bataillon de la quatre-vingt-dix-septième demi-brigade attaqua la chapelle de Saint-Guast et s'en rendit maître. Les Français y prirent un obusier et son caisson, à la vue d'un régiment de cuirassiers. Latour voyant que la chance du combat tournait contre lui, et que d'ailleurs la nature du terrain rendait inutile sa supériorité en cavalerie, prit le parti d'effectuer sa retraite, qui eut lieu avec assez d'ordre jusque dans le bois de Geisenfeld.

La colonne ennemie qui devait attaquer Reicherthofen pour s'en emparer, ainsi que du passage de la Paar, ne fut pas plus heureuse dans son entreprise. Mal accueillie par la dixième de ligne et le quatrième de chasseurs, elle fut re-

CARTE POUR L'INTELLIG



poussée avec perte, et attaquée dans sa retraite par un bataillon de la division Delmas, qui la poursuivit jusques en avant de Menching.

1796–an IV. Allemagne.

Le même jour, une division du corps de Férino fit quelques tentatives pour s'emparer du pont de Munich, que les Autrichiens avaient barricadé; mais elle ne pût réussir à les déposter. Les troupes bavaroises qui occupaient la ville ne permettant pas d'ailleurs d'y entrer, Férino resta sur la rive gauche de l'Iser, dont il avait au surplus chassé les avant-postes autrichiens.

Le centre de l'armée française, occupé à l'attaque de Freysing et à disposer des postes sur l'Ammer, ne prit aucune part à l'action que nous venons de rapporter. La direction du vent empêcha même que la canonnade qui eut lieu à la gauche fût entendue. Cet accident fut très-heureux pour l'ennemi; car Saint-Cyr, prévenu à temps, eût pu prendre les Autrichiens à dos, en s'avançant ou en portant un détachement sur la rive droite de l'Inn, manœuvre qui eût été funeste au général Latour, en ce qu'elle achevait sa défaite et le refoulait sur le Danube. Le combat de Geisenfeld coûta aux Autrichiens la perte de plus de quinze cents hommes tués, blessés ou prisonniers, et de quelques centaines de chevaux.

L'ordre chronologique des événemens nous rappelle maintenant en Italie, où la continuité des succès n'est point interrompue.

5 septembr. 19 fructidor. Italie.

Continuation du blocus de Mantoue. Combat de Seravalle. Combat de Roveredo. Occupation de la ville de Trente[1]. — L'armée d'Italie venait d'être renforcée, comme

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte, — Siéges et batailles, — Vie du maréchal Lannes, — Siége de Mantoue, — Jubé et Servan, — Histoire de France, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoires, relations et campagnes de l'armée d'Italie, — Mémoires, notes et documens manuscr., etc.

on l'a vu dans le sixième volume, par quelques détachemens que le directoire avait tirés de l'intérieur, notamment de l'armée aux ordres du général Hoche, et par environ trois mille prisonniers échangés contre un pareil nombre d'Autrichiens, à la suite du cartel consenti entre le maréchal Wurmser et le général Bonaparte. Ces forces avaient été réparties dans les divisions, qui reçurent une organisation nouvelle. Le repos momentané que les dispositions du général en chef avaient ainsi procuré aux troupes françaises, en les délassant des fatigues d'une campagne aussi active, ne leur enleva rien de l'énergie et de l'ardente soif de gloire que tant de succès, que des triomphes aussi rapides, aussi multipliés, ne pouvaient abattre ni éteindre.

De son côté le maréchal Wurmser, après avoir rétabli un peu plus d'ordre et d'ensemble dans son armée, l'avait placée dans des positions assez avantageuses, pour être en mesure de pouvoir attendre pendant quelque temps, sans trop craindre d'être inquiété, les renforts dont il avait besoin avant d'essayer de reprendre l'offensive et de se porter une seconde fois sur Mantoue. Après les combats de Monte-Baldo et de la Corona, les troupes battues à Castiglione et sur le Mincio avaient d'abord pris position à Ala; mais l'enlèvement des postes de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone sur l'arrière-garde du général Quasdanowich, à la rive occidentale du lac de Garda, fit craindre au maréchal autrichien que l'intention du général français ne fût de marcher rapidement de ce côté sur la ville de Trente pour s'en emparer. Cette considération avait déterminé Wurmser à quitter Ala le 13 août, pour se rapprocher davantage de Trente. Ainsi la crainte d'être tourné par quelques bataillons forçait le général ennemi à déplacer quarante mille hommes d'une position où ils auraient pu résister avec quelque apparence de succès aux efforts de l'armée française, pour occuper une ligne étendue qui exposait l'ar-

mée autrichienne à une défaite presque certaine. Ce mouvement du maréchal Wurmser était encore une nouvelle conséquence de l'attachement des généraux autrichiens au système vicieux du feld-maréchal Lascy (système de cordon), que l'expérience des campagnes précédentes n'avait pu parvenir à faire écarter de leur tactique.

En quittant Ala, l'armée autrichienne prit donc les positions suivantes : cinq bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du général Sebottendorf qui avait devancé l'armée, occupèrent la ville de Trente; le général Mezaros prit poste à Levico, pour observer la vallée de la Brenta; le prince Hohenzollern, avec quelques troupes détachées, fut placé à Pontafel; le prince de Reuss, retiré, après les combats de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone, sur la rive gauche de la Sarca, se liait par des postes au général Laudon, qui défendait les passages de Ponte-di-Legno et du Mont-Tonal. Le général Quasdanowich, dont le prince de Reuss formait l'arrière-garde, communiquait avec ce dernier vers Massenza, entre la Sarca et la rive droite de l'Adige. Le général Davidowich s'était retiré vers Trente, et son avant-garde, aux ordres de Wukassowich, occupait Matarello; la cavalerie était campée en arrière de Trente. Les postes de la droite, sous le commandement du général Graffer, s'étendaient jusque vers Feldkirch et Reiti, dans le Haut-Tyrol.

L'armée autrichienne garda ces positions jusques au 18 août. Le maréchal Wurmser s'étant convaincu à cette époque que l'armée française ne faisait point de mouvement inquiétant, reporta le corps de Davidowich sur Roveredo; et le général Wukassovich s'avança sur San-Marco. Dix mille hommes des milices tyroliennes furent chargés de la défense des postes que nous venons de nommer.

Sur ces entrefaites, les troupes françaises employées au blocus de Mantoue s'étaient fortifiées autour de cette place.

1796-an IV. Italie.

Nous avons dit que la garnison autrichienne, d'abord peu resserrée, avait conservé quelques postes aux environs de la forteresse. Le général Sahuguet reçut l'ordre de faire attaquer, le 24 août, deux de ces postes, le pont de Governolo et Borgoforte. Après une assez longue canonnade sans résultat sur le pont de Governolo, le général Sahuguet, à la tête des grenadiers, emporta ce poste, et poussa dans Mantoue les troupes qui le défendaient; le général Dallemagne fut chargé de l'attaque de Borgoforte. Prévenu d'abord par les Autrichiens, qui s'aperçurent de son mouvement, il repoussa avec vigueur ces derniers, dans un combat qui eut lieu en avant du village, et où la douzième demi-brigade de ligne, commandée par le colonel Lahos, fit des prodiges de valeur. Borgoforte fut abandonné, et les troupes qui le gardaient furent forcées, comme celles du pont de Governolo, de rentrer précipitamment dans Mantoue. Ces deux actions coûtèrent à l'ennemi cinq cents hommes tués, blessés ou faits prisonniers.

Cependant la cour de Vienne, de plus en plus inquiète et alarmée des progrès des armées françaises (à cette époque Moreau et Jourdan s'avançaient en Allemagne), mais trop fière pour s'abaisser, comme les autres puissances, à demander la paix à une nation gouvernée par des factieux, que d'autres hommes aussi entreprenans et plus habiles étaient peut être appelés à renverser [1]; la cour de Vienne, dont nous avons déjà exposé les efforts extraordinaires après la défaite de Beaulieu, pleine de confiance dans le dévouement de ses peuples, que n'avait pas encore atteint le *typhus* révolutionnaire, ne pouvait point craindre de faire un nouvel appel à leur géné-

[1] Cette opinion avait été suggérée au gouvernement autrichien par Pichegru et d'autres Français qui, conspirant sourdement contre le directoire, n'avaient point perdu, malgré les succès des armées républicaines, l'espoir de rétablir les Bourbons sur le trône de France, par l'effet de leurs propres machinations.

reux patriotisme. Les levées déjà ordonnées furent encore augmentées et pressées avec vigueur. Les contingens de l'Autriche, de la Bohême et de la Hongrie, furent destinés à renforcer les armées d'Allemagne; ceux du Tyrol et des provinces frontières de la république de Venise et de la Turquie durent joindre l'armée du maréchal Wurmser.

Les Tyroliens étaient surtout le peuple des États héréditaires sur lequel l'empereur fondait le secours le plus efficace pour son armée en Italie. Comme tous les habitans des pays des montagnes, les Tyroliens poussaient jusques au fanatisme leur amour pour la patrie; et leur dévouement pour la maison d'Autriche, qui les gouvernait depuis si long-temps, ne s'était jamais démenti. Nous venons de dire que dix mille hommes des milices du Tyrol occupaient déjà les avant-postes de l'armée autrichienne à Roveredo et à San-Marco.

Le Tyrol est un pays couvert de montagnes élevées et coupées par des vallées profondes qu'arrosent un grand nombre de petites rivières et de torrens difficiles à franchir. Il offrait au maréchal Wurmser un théâtre favorable pour la guerre de postes et pour se maintenir sur la défensive. On pouvait donc supposer, avec vraisemblance, que l'armée autrichienne, forte des positions dans lesquelles elle se trouvait placée, serait nécessairement employée à la défense des gorges tyroliennes, en attendant que l'arrivée des renforts annoncés lui permît de reprendre une offensive vigoureuse. Mantoue avait d'ailleurs une nombreuse garnison approvisionnée pour six mois : cette place était, comme on l'a vu, dans le meilleur état de défense; et dans la situation actuelle de l'armée française, le général Bonaparte ne pouvait pas disposer d'un corps de troupes assez considérable pour pousser les opérations du siége avec toute l'activité nécessaire à une prompte reddition.

Toutefois le cabinet autrichien, sans s'arrêter à ces consi-

1796-an IV. Italie.

dérations, trop impatient de dégager une forteresse à la conservation de laquelle il attachait la plus haute importance, crut devoir envoyer le général Lauer à l'armée de Wurmser, en qualité de chef d'état-major-général. Cet officier, regardé comme un des plus habiles *faiseurs* du conseil de la guerre, fut chargé d'instructions nouvelles pour la délivrance de Mantoue; et ce fut en conformité de ces instructions commentées et développées par Lauer que le maréchal arrêta un autre plan d'opérations que celui qu'il se proposait sans doute de suivre.

Il fut donc convenu que le général Davidowich resterait chargé de la défense du Tyrol avec vingt mille hommes, partagés en quatre divisions ou petits corps; savoir : trois mille cinq cents hommes dans le Haut-Tyrol, sous les ordres du général Graffer; le général Laudon observant les débouchés du pays des Grisons avec deux mille cinq cents hommes; cinq mille cinq cents au nord du lac de Garda, sous le commandement du prince de Reuss; et les généraux Wukassowich et Sporck à Roveredo, avec huit mille six cents hommes. Indépendamment de ces forces, le général Davidowich avait encore à sa disposition un grand nombre de Tyroliens armés.

Le maréchal Wurmser, réunissant les divisions des généraux Sebottendorf, Quasdanowich et Mezaros, formant ensemble un corps de ving-cinq à trente mille hommes, devait descendre, par les vallées de Sugana et de la Brenta, sur Bassano pour chercher ensuite à s'emparer des ponts de Legnano sur l'Adige, et se porter sur Mantoue. Pendant ce mouvement, le général Davidowich aurait inquiété les Français sur le Haut-Adige, et se serait même porté sur les derrières de leur ligne de défense, dans le cas où le général Bonaparte aurait cru devoir diriger ses forces contre la gauche de l'armée autrichienne. On voit que le projet des généraux ennemis était par là de contraindre l'armée française

à quitter ses positions entre l'Adige et le Mincio, et de rétablir, sans s'exposer aux hasards d'une bataille, les communications avec Mantoue. Ce n'était, au fond, que la même manœuvre employée par le maréchal un mois auparavant, sauf quelques modifications; mais elle ne devait pas mieux réussir que la première fois.

Wurmser venait pourtant d'éprouver à ses dépens la prévoyante activité de son dangereux rival : cette expérience aurait dû, selon nous, éclairer ce vieux guerrier dans une détermination dont il avait eu déjà à se repentir. Pouvait-il supposer que Bonaparte négligerait d'attaquer des corps morcelés, agissant à de grands intervalles les uns des autres? Comment ne pas se rappeler les manœuvres du général français à l'ouverture de la campagne; et les événemens bien plus récens de Lonato et de Castiglione ne se retracèrent-ils point à l'esprit du maréchal autrichien? Voilà des questions que l'examen de l'état des choses amène naturellement, et dont la solution ne peut se trouver que dans l'entêtement des généraux de l'Autriche à suivre une routine subversive de toutes les conceptions raisonnables. Il était réservé à un jeune et illustre capitaine, le prince Charles, formé, nous l'osons dire, à l'école des généraux de la révolution, de renoncer le premier au funeste système de morcèlement. Nous ajouterons que si la nouvelle méthode adoptée par l'archiduc ne réussit pas en tant d'occasions, aux armées autrichiennes, c'est que leurs généraux eurent presque toujours en tête leurs premiers maîtres, et surtout celui d'entre ces derniers qui développa le plus savamment l'art de mouvoir et de diriger de grandes masses sur les champs de bataille.

Des reconnaissances ordonnées sur tout le front de la ligne ennemie, informèrent Bonaparte du mouvement des troupes autrichiennes. Il vit que la chaîne de montagnes de Sette-Communi et du Monte-Malara se trouvant entre les deux corps

1796-an iv.
Italie.

de Wurmser et de Davidowich, leurs communications devenaient très-difficiles, et il pensa qu'il pouvait, par conséquent, réussir à écraser le dernier de ces corps avant que le maréchal pût le secourir. Dans ce dernier cas, c'est-à-dire en battant complètement le général Davidowich, l'armée française se portait sur les derrières du corps en marche sur Bassano, par la vallée de la Brenta, dont la direction transversale se prêtait naturellement à ce mouvement rapide. La situation du maréchal Wurmser devenait alors singulièrement critique. Ce dernier voulait-il attendre le choc de l'armée française; attaqué par des troupes victorieuses et supérieures en nombre, il était perdu : s'il cherchait à secourir Davidowich, il n'était plus temps; et pour joindre, d'ailleurs, les troupes dispersées de son lieutenant, il se voyait dans la nécessité de s'engager dans des gorges dont la position géographique donnait à son adversaire la facilité de rejeter les Autrichiens sur Trieste et sur les bords du golfe Adriatique.

Toutefois le plan du général français n'était pas sans inconvénient. En marchant avec célérité et se dirigeant sur Verone, Wurmser pouvait accabler lui-même la division occupée au blocus de Mantoue; remontant ensuite le cours de l'Adige, il arrivait sur les derrières de l'armée française.

Cette considération n'échappa point à Bonaparte, et il fit ses dispositions pour obvier à la résolution qu'aurait pu prendre le maréchal. Le 2 septembre, les divisions destinées à attaquer le général Davidowich furent mises en mouvement. On sait que la division Vaubois se trouvait sur la rive occidentale du lac de Garda, où elle s'était arrêtée après avoir chassé le prince de Reuss de la Rocca-d'Anfo et de Lodrone. Faire revenir ces troupes sur Peschiera eût entraîné une trop grande perte de temps; le général Vaubois reçut donc l'ordre de déboucher par Riva et Torbole, à l'extrémité du lac, dans la vallée de l'Adige; la brigade du général Guyeux s'embar-

qua à Salo, et vint se réunir aux troupes de Vaubois. Le général Masséna, dont la division devait former le centre de l'attaque, passa l'Adige, le même jour, au pont de Polo, et, suivant la grande route de Trente, il arriva le lendemain à Ala. La division Augereau partit également le 2 septembre de Veronne, se porta à droite sur le Monte-Malara, entre les villages de Lugo et de Rovere, à l'effet d'observer le corps du maréchal Wurmser vers Tiene et Bassano, et de pouvoir, au besoin, donner la main au général Masséna.

Le 3 septembre, les avant-postes des divisions Vaubois et Masséna rencontrèrent l'ennemi. Le général Saint-Hilaire, qui commandait l'avant-garde de Vaubois, attaqua quelques troupes du prince de Reuss sur la Sarca, les culbuta et leur fit des prisonniers. L'avant-garde de Masséna sabra quelques éclaireurs du général Wukassowich et en prit plusieurs. Vers le soir, cette même avant-garde eut un second engagement vers Ala. Le général Wukassowich, qui s'y trouvait en personne, fut rejeté jusque sur Seravalle et se replia ensuite à San-Marco où il se fortifia dans une position déjà avantageuse et qui domine les deux rives de l'Adige. Le général autrichien avait des troupes à Cazano, à l'embranchement du chemin par où devait arriver la division Vaubois pour opérer sa jonction avec celle de Masséna, en effectuant le passage de l'Adige. Les instructions de Vaubois lui prescrivaient de se trouver le 4 vis-à-vis Seravalle; il importait donc de s'emparer sur-le-champ de Cazano, pour faciliter la réunion des deux divisions. Le général Masséna chargea le général Pigeon de cette attaque, qui réussit, après un combat assez vif dans lequel les Français firent deux cents prisonniers.

Masséna marcha le 4 sur San-Marco, pendant que Vaubois arrivait sur l'Adige. Augereau reçut l'ordre d'occuper les hauteurs qui longent la vallée d'Arsa pour secourir Masséna si cela devenait nécessaire; il devait en outre couvrir la droite

1796-an IV. Italie.

et donner des inquiétudes au maréchal Wurmser sur Vicence. A six heures du matin, le général Pigeon, avec sa brigade, gagna les hauteurs de San-Marco. L'adjudant-général Sornet attaqua l'ennemi en tirailleurs avec la dix-huitième demi-brigade légère. Le général Victor ayant formé la dix-huitième légère en colonne serrée par bataillons, perça par le grand chemin : à ce moment, la division Vaubois attaquait le camp de Mori, sur la rive droite de l'Adige.

L'engagement fut très-vif, et la résistance opiniâtre de l'avant-garde de Wukassowich fit honneur à cette troupe, beaucoup plus faible que les Français. Dans la chaleur de la mêlée, Bonaparte fit ordonner par le capitaine Lemarois [1], son aide-de-camp, au général de cavalerie Dubois, de pousser vigoureusement l'ennemi pour décider l'affaire. Dubois se mit à la tête du premier régiment de hussards, chargea les Autrichiens avec impétuosité, et fut atteint de trois balles, tandis que son aide-de-camp tombait mort à ses côtés. Cette charge brillante réussit complétement ; l'ennemi fut rompu et culbuté. Le général en chef, qui parcourait le champ de bataille, s'était approché de Dubois au moment où celui-ci avait été mis hors de combat : « Je vais mourir, dit le brave expirant, en serrant la main de Bonaparte ; mais en succombant pour la patrie, que j'apprenne au moins le dernier succès de nos armes. » Ses vœux furent exaucés : il ne rendit le dernier soupir que deux heures après la retraite des Autrichiens sur Roveredo.

Cependant le général Davidowich ayant rassemblé le gros de son armée dans la position de Caliano, appela à lui le général Wukassovich. Bonaparte, qui s'aperçut de ce dernier mouvement, ordonna au général Rampon de s'avancer, avec la trente-deuxième demi-brigade, entre Roveredo et l'Adige, pendant que le général Victor se précipitait au pas de charge dans la principale rue de cette ville. Le général autrichien,

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, comte, etc.

ainsi pressé par des forces supérieures, ne put effectuer sa retraite qu'avec de pénibles efforts, et en éprouvant une perte considérable.

Le général Vaubois n'avait pas été moins heureux que Masséna dans son attaque du camp de Mori, et il poursuivait les troupes qu'il avait eues à combattre sur la rive droite de l'Adige. Il était une heure après midi. Wukassowich, accablé de toutes parts, avait cependant réussi à rallier ses différentes troupes; et, s'arrêtant par intervalles dans les positions les plus avantageuses qu'il rencontrait dans sa retraite, il faisait face à son ennemi pour retarder sa poursuite. Les Autrichiens n'avaient point donné jusques alors un exemple plus remarquable de leur constance et de leur fermeté. Combattant depuis deux jours avec désavantage, ils se retiraient sur la route de Trente, sans la confusion qu'on aurait pu attendre de troupes harrassées et vaincues. Toutefois les Français avaient enlevé à Wukassowich trois pièces de canon, sept à huit cents prisonniers, tué ou blessé cinq à six cents hommes.

Bonaparte accorda quelques momens de repos à la division Masséna en avant de Roveredo, tant pour donner à ce dernier général le temps de rallier ses brigades, que pour reconnaître lui-même les mouvemens de l'ennemi. Il prit en conséquence deux escadrons avec lui, et s'avança sur la route de Trente. Wukassowich venait enfin d'opérer sa jonction avec le général Davidowich, dont les troupes fraîches et nombreuses n'avaient point encore donné. La position que les Autrichiens occupaient à Caliano se trouve resserrée entre l'Adige et des montagnes à pic, et forme une gorge d'environ quarante toises de largeur, fermée par le village, un château assez élevé et une forte muraille qui, partant de la montagne, s'étend jusques à la rivière. Le général Davidowich avait disposé toute son artillerie pour battre le défilé. Le général français se convainquit qu'on ne pouvait se promettre de

1796-an IV. Italie.

forcer un passage aussi formidable que par une attaque vive et spontanée, à l'effet de profiter des premières impressions que devait produire nécessairement l'arrivée des troupes vaincues du général Wukassowich. Il n'y avait pas un moment à perdre; aussi Bonaparte donna-t-il sur-le-champ au général Dammartin l'ordre de faire avancer huit pièces d'artillerie légère pour commencer la canonnade. Ces pièces furent placées sur un petit plateau d'où elles prenaient la gorge en écharpe. Le général Pigeon fut envoyé sur la droite avec l'infanterie légère, tandis que trois cents tirailleurs se jetèrent sur les bords de l'Adige pour engager la fusillade. Protégées par ces dispositions, trois demi-brigades, formées en colonnes serrées par bataillon, s'avancèrent dans le défilé. Les Autrichiens, ébranlés par le feu meurtrier de la batterie du général Dammartin, étonnés de la hardiesse des tirailleurs, qui s'approchaient de plus en plus de la muraille dont nous avons parlé, ne résistèrent point au choc des colonnes d'attaque; l'une gravit des rocs presque inaccessibles, l'autre tourne l'ennemi le long de l'Adige. Le général Davidowich, pressé en flanc et de front, dut céder l'entrée de la gorge. Ce premier mouvement rétrograde imprima la terreur sur toute la ligne ennemie et la mit en désordre. L'ardeur des soldats français s'en accroît; les retranchemens sont abordés à la baïonnette et bientôt enfoncés. L'ennemi fuit en désordre; la cavalerie française se met à sa poursuite, suivie elle-même par l'infanterie, qui marche au pas de course. Le capitaine Lemarois, aide-de-camp du général en chef, s'élance à la tête de cinquante hussards, pour gagner la tête d'une des colonnes ennemies et essayer de lui couper la retraite. Emporté par sa bouillante ardeur, il se jette dans la colonne; bientôt enveloppé, il est renversé à terre et reçoit plusieurs coups de sabre. Les hommes qui l'avaient suivi sont également enveloppés et sabrés. Cependant le premier régiment de hussards,

accouru au secours de ses camarades, parvient à pousser l'ennemi en le chargeant avec la plus grande vigueur, et dégage le vaillant Lemarois, qui, foulé aux pieds des chevaux, couvert de sang et de poussière, était méconnaissable. Le colonel du premier régiment de hussards fut tué dans cette charge brillante. La retraite des Autrichiens se changea alors en déroute : les vaincus, confondus avec les vainqueurs, furent faits prisonniers par centaines. Le capitaine Bessières [1], de la compagnie des guides du général en chef, avec six de ces derniers, s'empara de deux pièces de canon, et tua tous les canonniers qui voulaient les défendre.

Les troupes du général Davidowich se retirèrent ainsi dans le plus effrayant désordre. Peu de corps étaient réunis ; indociles à la voix de leurs chefs, les soldats avaient fui à la débandade à travers les bois, les champs et les rochers ; et le général autrichien, parvenu jusques à la ville de Trente, put à peine rassembler sous ses murs la moitié de son corps d'armée.

La perte des Autrichiens dans les deux journées des 3 et 4 septembre fut très-considérable, mais bien moins en hommes tués qu'en blessés et prisonniers. Le nombre de ces derniers fut évalué de sept à huit mille ; vingt-cinq pièces de canon, cinquante caissons, sept drapeaux, et quantité de fusils furent les trophées du combat de Roveredo ou Caliano, l'une des actions les plus heureuses et les plus mémorables de cette campagne, si féconde en hauts faits militaires. On a pu remarquer que le corps du général Davidowich avait été ainsi vaincu et dispersé par une seule division de l'armée, celle du général Masséna, qui, dans cette circonstance si importante, augmenta encore la haute réputation qu'il avait déjà acquise, en donnant des preuves d'un courage et d'une habileté au-dessus de tous les éloges.

[1] Mort, en 1813, duc d'Istrie et maréchal de France.

1796-an IV. Italie.

Pendant la nuit du 4 au 5, la division du général Vaubois passa l'Adige et fit sa jonction avec celle de Masséna. Cette dernière se remit en marche à la pointe du jour, pour continuer la poursuite de l'ennemi. Le général Davidowich venait de faire une trop terrible épreuve de la prodigieuse activité de ses adversaires pour s'exposer, dans la situation où se trouvaient ses troupes, à une nouvelle attaque. Il avait évacué Trente pendant la nuit; et Masséna fit son entrée dans cette ville à huit heures du matin, après avoir échangé quelques coups de canon avec l'arrière-garde ennemie [1].

Le général Vaubois, qui avait reçu l'ordre d'accélérer sa marche, arriva également à Trente vers le milieu du jour. Les deux divisions campèrent en avant de la ville. Bonaparte avait été promptement informé par ses éclaireurs que le général Davidowich venait de s'arrêter dans une position retranchée derrière la rivière ou plutôt le torrent de Lavis, sur la route qui conduit de Trente à Botzen. Cette position de l'ennemi aurait inquiété la marche du corps d'armée que le général en chef se proposait de diriger par les gorges de la Brenta; et ce dernier pouvait d'autant moins différer d'en chasser le général autrichien, que le succès de sa première opération sur l'armée impériale n'était réellement assuré qu'après cette dernière entreprise. Les deux divisions reprirent donc les armes dans l'après-midi, et Bonaparte se porta à l'avant-garde pour en diriger lui-même les attaques. Les Français arrivèrent à six heures du soir devant les troupes de Davidowich, placées dans une position vraiment formidable. Pour y arriver, il fallait passer le Lavis sur un pont dont le débouché était défendu par tous les moyens les plus propres

[1] Bonaparte, dans son rapport, fait la remarque que la division Masséna est le premier corps d'armée français qui eût, jusques alors, pénétré si avant dans ces contrées.

à arrêter les assaillans. Une batterie enfilait le pont dans toute sa longueur, et menaçait de balayer tous ceux qui se présenteraient pour le passage. Les soldats français se rappelèrent à l'instant le pont de Lodi, et ces nouveaux obstacles ne leur parurent pas plus insurmontables. L'avant-garde se prépara donc à les franchir au pas de charge, en poussant des cris d'enthousiasme et d'espérance; mais des décharges de mitraille portent bientôt quelque désordre dans les rangs pressés de ces braves, qui reculent en voyant tomber les premières files. L'arrivée de la tête de la division Vaubois permet à Bonaparte d'ordonner une nouvelle attaque. Cette fois l'artillerie ennemie est sans effet; de nouveaux soldats succèdent à ceux que la mitraille renverse. Bientôt le général Dallemagne a franchi le pont à la tête de la vingt-cinquième demi-brigade, et n'est point arrêté par la vive fusillade de l'ennemi, retranché dans le village de Lavis. Le général Murat traverse la rivière à gué, à la tête du dixième régiment de chasseurs, dont chaque cavalier porte en croupe un fantassin. L'adjudant-général Leclerc, avec trois chasseurs, et le colonel de la légion des Allobroges, Desaix, avec douze carabiniers, se jettent à la nage et vont se placer en embuscade à plus d'un quart de lieue, dans un chemin par où doit passer l'ennemi en se retirant. Davidowich, craignant une déroute semblable à celle de la veille, prend le parti de faire précipitamment sa retraite sur Salurn et Neumark. Un détachement de cavalerie qui se retirait au galop donne dans l'embuscade que nous venons de signaler à l'instant. Les cavaliers ennemis veulent s'ouvrir le passage en sabrant; mais le défilé est étroit et occupé dans sa largeur par les quinze braves que dirigent l'adjudant-général Leclerc et le colonel Desaix. Il faut franchir un rempart de baïonnettes croisées; la nuit est obscure et cache aux Autrichiens le nombre de leurs adversaires. Cent hussards et trois ou quatre cents hommes d'infanterie qui les

1796–an IV. Italie.

suivent, mettent bas les armes devant dix-sept Français et se rendent prisonniers. Le guidon des hussards ennemis fut présenté dans la nuit au général en chef, par les guerriers qui s'en étaient emparés. L'adjudant-général Leclerc fut le seul qui, dans cette action extraordinaire, reçut quelques blessures. L'obscurité ne permit pas de poursuivre avec plus de vigueur le général Davidowich.

La division Augereau ayant rencontré des difficultés insurmontables dans sa marche sur les hauteurs, redescendit dans la vallée de l'Adige. Bonaparte lui donna ordre de se porter sur Levico, dans la vallée de la Brenta, sur la route qui conduit de Trente à Bassano.

Ainsi s'exécuta la première partie du plan conçu par Bonaparte pour neutraliser celui du maréchal Wurmser. Ce dernier, appelé en Italie pour réparer les fautes de Beaulieu, aurait dû éviter de suivre les erremens de son prédécesseur; mais l'expérience n'a presque toujours, et fort malheureusement, que peu d'action sur les vieilles routines [1].

Nous avons dit que de tous les sujets des états héréditaires, les Tyroliens étaient le peuple sur le dévouement et la bravoure duquel l'Autriche comptait davantage. Les nombreuses milices fournies par ce pays, et les sacrifices de tous genres qu'il s'était imposés, justifient assez notre assertion. Il paraît cependant qu'un certain nombre d'habitans, moins attachés à la cause de leur souverain qu'à leurs intérêts personnels, firent auprès de Bonaparte des démarches pour obtenir sa protection, s'il faut s'en rapporter à la proclamation

[1] Dans le rapport adressé au gouvernement après les combats de Roveredo et de Lavis, Bonaparte citait avec éloge un grand nombre d'officiers, parmi lesquels on remarque le général Lespinasse, les adjudans-généraux Chabran et Sornet, le chef de brigade du génie Chasseloup, les capitaines Marigny, Maigrot et Ducor; le général en chef demandait l'avancement de ces trois derniers.

adressée par lui au peuple tyrolien avant d'entrer sur son territoire, et ainsi conçue :

« Vous sollicitez la protection de l'armée française ; il faut vous en rendre dignes. Puisque la majorité d'entre vous est bien intentionnée, contraignez ce petit nombre d'hommes opiniâtres à se soumettre : leur conduite insensée tend à attirer sur leur patrie les fureurs de la guerre.

« La supériorité des armées françaises est aujourd'hui constatée. Les ministres de l'empereur, achetés par l'or de l'Angleterre, le trahissent ; ce malheureux prince ne fait pas un pas qui ne soit une faute.

« Vous voulez la paix ; les Français combattent pour elle. Nous ne passons sur votre territoire que pour obliger la cour de Vienne de se rendre au vœu de l'Europe désolée, et d'entendre les cris de ses peuples. Nous ne venons pas ici pour nous agrandir ; la nature a tracé nos limites au Rhin et aux Alpes, dans le même temps qu'elle a posé au Tyrol les limites de la maison d'Autriche.

« Tyroliens, quelle qu'ait été votre conduite passée, rentrez dans vos foyers ; quittez les drapeaux tant de fois battus, et impuissans pour les défendre. Ce n'est pas quelques ennemis de plus que peuvent redouter les vainqueurs des Alpes et d'Italie ; mais c'est quelques victimes de moins que la générosité de ma nation m'ordonne de chercher à épargner.

» Nous nous sommes rendus redoutables dans les combats, mais nous sommes les amis de ceux qui nous reçoivent avec hospitalité. »

En effet, Bonaparte s'occupa sans relâche d'établir le calme et la tranquillité dans la ville de Trente, en prenant les mesures administratives qu'il crut les plus propres à amener ce résultat, et qui répondaient également aux promesses et aux menaces contenues dans la proclamation que nous venons de citer. Il fit en conséquence publier, le 6 septembre, un arrêté

1796-an IV. Italie.

qui portait : 1° que le conseil de Trente, appelé auparavant conseil aulique, continuerait toutes les fonctions civiles, juridiques et politiques que lui accordaient les usages et le gouvernement du pays ; 2° que toutes les attributions que l'empereur d'Autriche s'était réservées sur la principauté de Trente, seraient conférées au susdit conseil ; 3° que les receveurs des princes, quelle que fût leur dénomination, et de quelque nature que fût l'imposition directe ou indirecte, rendraient compte de leur gestion au même conseil ; 4° que le conseil rendrait lui-même à la république française un compte exact de tous les revenus du prince et de l'empereur, et qu'il demeurait en conséquence chargé du soin de veiller à ce que rien ne fût distrait ; 5° que tous les actes se feraient au nom de la république française ; 6° que le conseil prêterait serment d'obéissance à la république, et le ferait prêter à toutes les autorités civiles et politiques du pays ; 7° que tous les étrangers, de quelque pays qu'ils fussent, seraient obligés de quitter les États trentins dans les vingt-quatre heures. Le conseil devait les remplacer par les naturels du pays ; 8° enfin que le général commandant la place tiendrait lieu de capitaine de la ville. Au moyen de ces dispositions, qui n'avaient rien de choquant pour l'orgueil patriotique des Tyroliens, l'ordre et la paix régnèrent dans la ville de Trente ; et Bonaparte assurait sa conquête, en présentant son administration sous un jour favorable.

11 septembr. (25 fructid.) Allemagne.

Bataille de Wurtzburg. L'armée de Sambre-et-Meuse continue sa retraite jusque sur la Lahn[1]. — Le général Jourdan avait réussi, plus heureusement peut-être qu'il ne

[1] Journaux du temps, — Histoire de France, — Siéges et batailles, — Jomini, — Coup d'œil impartial sur les opérations des deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, — Précis historique de Dedon, — Mémoires de l'archiduc Charles, — Lacretelle, — Notes, Mémoires et documens communiqués, etc., etc.

Reichelsheim
ARNSTEIN
Weren R.
Binsbach
Hausen
NORD
Rieden
Mulhausen
Erleben
Werneck
Route de Schweinfurt
Reichholnhausen
Repern
Hergolnhausen
Berg-Reinfeld
Kintz
Garstadt
Hirschfeld
Grafen-Rheinfeld
Lindach
Rodlein
Kolichsheim

Batteries de Campagne.
Batteries de Siège (Canons)
Batteries de Siège (Mortiers.)
Indication des Champs de Batailles.

s'y attendait, à se retirer sans perte devant les forces bien supérieures que l'archiduc avait dirigées contre lui; mais son arrivée à Schweinfurt n'était encore que le commencement d'une retraite qu'il se voyait dans la nécessité de continuer, et qui lui présentait un grand nombre d'obstacles à surmonter. Toutefois, les dépêches qu'il reçut du général Moreau à son quartier-général de Schweinfurt, et qui lui annonçaient le passage du Lech et les succès remportés à Friedberg, diminuèrent les inquiétudes qu'il avait conçues. En apprenant ces nouvelles favorables, l'armée de Sambre-et-Meuse partagea avec son général en chef l'espoir que la retraite du général Latour apporterait quelques changemens dans les projets de l'archiduc, et pourrait engager ce dernier à retourner sur le Danube. Cette disposition de l'armée française lui rendit son enthousiasme, et ses généraux reprirent leur confiance ordinaire dans ses efforts.

Ces dispositions morales de l'armée eurent une influence marquée sur les événemens qui nous restent à décrire, et nous croyons devoir en faire la remarque. Peut-être eût-il été plus prudent, au reste, de donner moins d'accès à des espérances qui n'étaient fondées que sur des suppositions.

La marche forcée que l'armée venait de faire en se tirant d'une position critique, engagea le général Jourdan à séjourner le 31 août à Schweinfurt. Les soldats avaient presque manqué de vivres depuis le départ des bords de la Nab; ils n'avaient eu que la ressource de quelques pommes de terre trouvées sur le terrain où ils avaient bivouaqué. Le général en chef employa la journée du 31 à assurer à l'armée des subsistances plus solides et moins précaires, pour quelques jours. Il dut s'occuper également de réorganiser ses divisions. Le général Collaud, épuisé par les fatigues d'une campagne où vaincre l'ennemi avait été moins difficile peut-être que de surmonter les obstacles du terrain, demanda et obtint la permission de se retirer sur les

derrières de l'armée pour y rétablir sa santé [1]. La division qu'il commandait, l'une des plus braves et des plus dévouées de l'armée, fut alors répartie entre les autres divisions. La brigade du général Jacopin, la quarante-troisième demi-brigade de ligne et le onzième régiment de dragons, renforcèrent la division du général Lefebvre; la vingtième demi-brigade légère, le premier bataillon de la vingt-troisième de ligne, et le sixième régiment de chasseurs, aux ordres du général Ney, passèrent à la division Grenier; la huitième légère et la brigade du général Bastoul furent placées dans la division Championnet; celle de Bernadotte reçut la neuvième de ligne et le quatorzième de dragons; enfin, le quatrième régiment de cavalerie fut mis sous les ordres du général Bonnaud, afin de donner à sa réserve une force plus imposante. Le général Kléber devait conserver le commandement supérieur de la division Lefebvre; mais sa santé mal affermie depuis qu'une première fois il avait quitté l'armée, le força de se retirer le 2 septembre.

Dans l'intention où était le général Jourdan de se retirer sur la Lahn, deux routes s'offraient à lui : celle par Hamelsburg et celle de Wurtzburg; la première était la plus directe, et par conséquent celle qui paraissait préférable; mais Jourdan ne pouvait se déterminer qu'à regret, à quitter la Franconie.

[1] Le prince Charles, dans ses Mémoires, attribue cette retraite du général Collaud à la mésintelligence qui régnait entre lui et le général en chef. Collaud était trop bon Français, et trop attaché à ses devoirs de général, pour abandonner l'armée dans une situation aussi critique, surtout par les motifs que suppose gratuitement l'archiduc. Jourdan n'avait point, dans l'armée, de général plus dévoué; et, s'il est vrai qu'il ait eu quelquefois à se plaindre des contrariétés que lui faisaient éprouver quelques généraux sous ses ordres, le général Collaud ne fut jamais du nombre de ces derniers. C'est un hommage que nous devons à la vérité. Le général Collaud, aujourd'hui pair de France, peut, au besoin, confirmer ce que nous avançons avec connaissance de cause.

L'espérance que lui donnaient les premiers succès du général Moreau, l'ardeur dont paraissaient animées ses propres troupes, et encore la supposition très-naturelle que les progrès des Français au-delà du Danube engageraient le prince Charles à renvoyer de ce côté une bonne partie des troupes dont il avait renforcé l'armée de Wartensleben : toutes ces circonstances réunies lui firent prendre la résolution de ne plus céder le terrain sans combattre. Sans doute, les événemens, en prouvant que ses espérances étaient mal fondées, ont démontré aussi qu'il eut tort de ne point faire sa retraite par Hamelsburg. Cependant, si les Français eussent gagné la bataille que nous allons décrire, peut-être louerait-on aujourd'hui Jourdan de ce qui a été un motif de blâme pour plusieurs écrivains militaires.

Quoi qu'il en soit, tout en rendant justice au général Jourdan sur ses intentions, et en faisant remarquer même que sa résolution de ne point se retirer sans combattre, était honorable et conforme à la disposition morale des troupes qu'il commandait, nous devons dire qu'il eût pu choisir un autre champ de bataille que les environs de Wurtzburg. On va voir combien il était dangereux, dans les circonstances délicates où se trouvait l'armée, de s'éloigner de Schweinfurt, d'où la retraite était assurée et facile sur Hamelsburg, pour se jeter à deux marches plus loin dans le coude que fait à Wurtzburg la rivière du Mayn. Une victoire remportée sur ce terrain ne délivrait pas l'armée de tout péril, lorsqu'au contraire, dans l'autre direction, elle eût été suivie d'avantages certains et inappréciables.

D'après le plan arrêté par le général en chef dans la journée du premier septembre, l'armée française marcha donc sur Kintzingen et Dettelbach. Jourdan supposait que l'archiduc se croirait dans la nécessité d'envoyer du secours à son lieutenant sur le Danube, le général Latour. Dans ce dernier

1796—an IV. Allemagne.

cas, l'armée de Sambre-et-Meuse se trouvait en mesure de marcher rapidement sur Nurenberg. Au cas contraire, c'est-à-dire si le prince conservait la totalité de ses forces, Jourdan se mettait à même de lui disputer le passage du Mayn, et trouvait dans Wurtzburg un appui solide s'il était obligé de se reployer. Le grand inconvénient de ce plan d'opérations était de laisser la route de Gemunden ouverte; mais le général Jourdan se persuada que l'archiduc n'oserait pas faire occuper cette route par la crainte de perdre ses communications avec le général Latour, et de laisser, au contraire, à l'armée de Sambre-et-Meuse la facilité de se réunir à celle de Rhin-et-Moselle.

Loin de penser à abandonner son projet sur Jourdan, et à se priver d'une partie de ses forces pour augmenter celles du général Latour, l'archiduc avait, au contraire, manœuvré de manière à concentrer ses troupes pour tourner l'armée française et l'attaquer ensuite avec la plus grande vigueur. Le général Hotze, dans la journée du premier septembre, avait gagné l'avance sur le général Jourdan, et occupé le pont de Kintzingen sur le Mayn. Six bataillons et neuf escadrons furent de suite dirigés sur Wurtzburg; et, secondés par les habitans, ils s'emparèrent de cette ville en forçant la garnison, qui consistait en un seul bataillon, à se jeter dans la citadelle. Ce mouvement important fut si bien masqué par l'ennemi, que le général Bollemont, commandant l'artillerie de l'armée, arrivé à Wurtzburg pour faire quelques dispositions relatives à son arme, fut surpris et contraint de s'enfermer avec la garnison dans la citadelle. Deux bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du général Kienmayer, qui avaient passé le Mayn à Lindbach, s'avancèrent par la rive gauche afin de bloquer la forteresse dont le général Bollemont prit le commandement. Le reste du corps de Hotze prit position sur les hauteurs du Galgenberg, ayant sa gauche ap-

puyée au détachement dont nous venons de parler. Le général Starray, qui avait marché après Hotze par le pont de Kintziugen, vint camper à Reperndorf avec treize bataillons et dix-sept escadrons, et fut soutenu par le prince de Lichstenstein, à la tête de trois bataillons et seize escadrons, qui prirent position à Bibergau, Euerfeld et Erfeldorf. L'archiduc arriva à Ober-Schwarzach avec douze bataillons et vingt-six escadrons. Les environs de Gerolshofen furent occupés par le corps du général Kray, composé de treize bataillons et quarante-un escadrons. Cinq bataillons et dix-sept escadrons, sous les ordres du général Elnitz, campèrent à Harsfurth et Kloster-Theres, sur la rive droite du Mayn, en observant la route de Schweinfurt. L'armée autrichienne séjourna le 2 dans les positions que nous venons d'indiquer, ne soupçonnant pas que Jourdan marcherait sur Wurtzburg. Ce séjour intempestif était une faute du prince Charles, puisqu'en se rapprochant de Wurtzburg, et se portant sur Gemunden, il eût fait à loisir ce qu'il fut obligé d'exécuter le lendemain avec précipitation.

Jourdan n'apprit que le soir du premier septembre les mouvemens de l'armée autrichienne, et il ignorait encore que l'ennemi occupât Wurtzburg et tînt bloquée la garnison dans la citadelle. Il eût dû toutefois le supposer, puisque déjà les jours précédens la colonne du général Hotze l'avait devancé à Eberach. C'était, dans tous tous les cas, le moment de renoncer au projet de s'enfoncer dans le coude formé par le Mayn, pour y livrer bataille; il devait profiter de la négligence de l'archiduc à faire occuper Gemunden, pour marcher sur-le-champ de Schweinfurt sur Hanau. Cette marche, qu'indiquait la prudence, éloignait l'occasion d'engager une affaire générale que désirait Jourdan, et il persista dans son dessein de se porter sur Wurtzburg : dans l'ignorance où il était de la marche du général Hotze, il croyait arriver assez

à temps pour recueillir le bataillon qui gardait cette ville, et pour y faire ses préparatifs.

Cependant l'occupation de Kintzingen ne permettait point à Jourdan de diriger la marche de l'armée sur ce point; il fut décidé qu'elle s'avancerait par le défilé de Kornach. La réserve de cavalerie eut ordre de marcher pendant la nuit sur Wurtzburg, de chercher à en défendre les approches, si l'ennemi n'en était pas maître, et de rétablir la communication avec la garnison, si déjà elle se trouvait bloquée. Le 2 septembre, la division Grenier s'avança dans la même direction, et fut remplacée à Schweinfurt par la division Lefebvre.

Le général Bonnaud, commandant la réserve de cavalerie, trouva l'ennemi posté en avant du village d'Estenfeld; il le chargea, le fit replier, et mit sa troupe en bataille en attendant l'arrivée de l'infanterie qui le suivait. Cette infanterie, qui appartenait à la division Bernadotte, était commandée par le général de brigade Simon, remplaçant provisoirement son général de division, absent pour cause de maladie; elle rejoignit le général Bonnaud vers le milieu de la journée. Jourdan fit attaquer Lengfeld et le mamelon de Steinberg, d'où l'on pouvait découvrir ce qui se passait alors dans Wurtzburg.

Nous avons dit que la division Lefebvre était restée à Schweinfurt. En se privant de cette division dans un moment où toutes ses forces lui étaient nécessaires pour obtenir un succès, Jourdan avait eu pour but de faire observer le général Elnitz sur la rive droite du Mayn, et le corps considérable du général Kray à Gerolshofen. Il voulait, en outre, s'assurer les communications sur la Saal, seul passage qui restât à l'armée pour se retirer, si, à la suite de l'engagement qui allait avoir lieu, elle ne parvenait pas à se rendre maîtresse de la route de Wurtzburg.

Tous les hommes du métier ont blâmé le général Jourdan

de cette dernière disposition, qu'aucun raisonnement ne peut en effet justifier. En admettant même la supposition que l'archiduc eût envoyé un fort détachement sur le Danube, toujours le général Jourdan devait-il croire l'armée autrichienne encore supérieure à la sienne. Nous avons déjà dit qu'elle ne s'élevait pas à plus de quarante-deux à quarante-trois mille hommes, toutes les divisions réunies. Laisser la division Lefebvre, forte de onze mille hommes, à Schweinfurth, éloignée de dix lieues du champ de bataille, que Jourdan lui-même était venu chercher, c'était s'exposer à une défaite presqu'assurée. Dans son projet de retraite par la route de Francfort préférablement à celle d'Hamelsburg, pourquoi se privait-il du concours de la division Lefebvre pour s'emparer de cette communication? La bataille même de Wurtzburg, où trente-deux mille Français vont disputer la victoire à près de soixante mille Autrichiens, prouvera bientôt qu'avec onze mille hommes de plus, il eût été peut-être possible à Jourdan de vaincre son adversaire et de rester maître de cette route de Francfort, qu'il s'obstinait à vouloir suivre. Lorsque l'archiduc fut informé du mouvement de l'armée française, il envoya le général Kray sur Schwarzach, où l'on jetait un pont que ses troupes devaient passer dans la nuit du 2 au 3, pour aller soutenir le général Starray. Celui-ci, instruit de l'approche de l'armée française, s'était avancé sur Rottendorf, pour se lier au général Hotze. L'archiduc se rendit le 3 au pont de Schwarzach, pour y accélérer le passage du corps de Kray, et rejoignit ensuite le général Starray pour examiner par lui-même la situation des choses.

Le général Simon avait attaqué, le 2, Starray, auprès de Kornach, et s'était emparé des bois qui couvraient la droite de ce général. Le général Klein avait exécuté une charge brillante près d'Euerfeld; mais la nuit avait empêché de mettre à profit l'avantage remporté. Ces escarmouches appri-

1796 – an IV. Allemagne.

rent toutefois au général Jourdan à quelles forces il avait affaire. Convaincu de l'occupation de Wurtzburg, il délibéra s'il ne se retirerait pas pendant la nuit sur Hamelsburg, par Arnstein; la division Lefebvre se serait alors réunie à lui, et l'armée eût continué sa retraite sur la Lahn. Mais il paraît que l'ardeur extraordinaire que les troupes montraient depuis plusieurs jours, le désir qu'elles témoignaient d'en venir aux mains avec un ennemi qui avait si souvent refusé un engagement général, exaltèrent l'imagination du général en chef; et l'honneur, ce puissant prestige des âmes fortes, réussit à lui persuader qu'avec des soldats et des officiers tels que ceux qu'il commandait, il était honteux de reculer, et possible de vaincre. En annonçant à l'armée qu'elle se battrait le lendemain, Jourdan se vit accueillir par des applaudissemens unanimes, et les lauriers de Fleurus se retracèrent à sa pensée. Mais à Fleurus, l'armée française ne combattit point des forces doubles des siennes; et, nous devons le dire ici sans craindre de paraître faire un éloge trop flatteur, le prince Charles ne commandait point alors l'ennemi qu'il fallait vaincre. Le 2, au soir, telle était la position de l'armée française : la division Bernadotte vis-à-vis le gros du corps de Starray; celle de Championnet en avant du ruisseau qui coule à Kornach, sa droite appuyée à Steinfeld, et sa gauche étendue jusque sur les hauteurs où le ruisseau prend sa source; le général Bonnaud à Maynbrunn, et le général Grenier, qui ne faisait que d'arriver sur le champ de bataille, fut placé en réserve, entre Unter-Bleichfeld et Ober-Bleichfeld.

Le 3 septembre, au matin, un épais brouillard dérobait aux deux armées leur situation respective. On vient de voir plus haut que l'archiduc s'était porté au corps du général Starray pour examiner ce qui se passait. Starray venait de s'avancer de Rottendorf, et avait formé ses troupes en colonnes dans le ravin, au pied des hauteurs de Lengfeld, à une portée

de fusil de l'armée française, qui ne pouvait les apercevoir en raison du brouillard. L'archiduc ne voulait ordonner l'attaque que quand il pourrait apercevoir ses adversaires.

Les troupes françaises, postées sur les hauteurs du côté de Lengfeld, n'avaient ni assez de force, ni assez de profondeur. En perçant cette ligne trop étendue, le corps de Starray se trouvait aussitôt réuni à celui de Hotze, et cette masse de forces autrichiennes pouvait avoir une influence marquée sur les événemens de la journée.

Lorsque le soleil eut commencé à dissiper les vapeurs de l'atmosphère, le général Starray fit sortir ses troupes du ravin, et attaquer avec impétuosité les hauteurs de Langfeld occupées par la division Bernadotte. Les Français, qui ne s'attendaient point à une attaque aussi brusque, furent ébranlés, et, après une légère résistance, ils cédèrent le terrain. Le général Simon, qui commandait, comme nous l'avons dit, les troupes de cette division en l'absence du général Bernadotte, les concentra sur une hauteur, en arrière de Lengfeld, la droite sur le mamelon qui domine le moulin, la gauche à Estenfeld, le front sur le ruisseau qui arrose les champs de ce village. Cette disposition arrêta les progrès du général Starray. Celui-ci essaya, à différentes reprises, de déposter le général Simon, et chaque fois il fut repoussé. Le général autrichien fut ainsi tenu en échec pendant toute la journée, et Simon conserva sa position jusques au moment où le général Jourdan lui envoya l'ordre de se retirer avec le reste de l'armée.

Sur ces entrefaites, le général Hotze était descendu des hauteurs de Galgenberg, et manœuvrait dans la plaine. La division Championnet s'avança et attaqua les troupes qui se trouvaient en avant du bois de Steinfeld; après avoir chassé les Autrichiens de ce taillis, le général Championnet se porta sur Steinfeld, força l'ennemi à se retirer derrière un ruisseau

qui coule d'Euerfeld à Rottendorf, et se trouva, de cette manière, établi sur le flanc droit de l'ennemi. Toutefois la disposition prise par le général français donnait à ses troupes une trop grande extension qui aurait compromis leur sûreté, si les Autrichiens avaient su profiter plus tôt de cette circonstance.

Le général Jourdan se confiait dans la position de la division Bernadotte pour empêcher l'ennemi de déboucher par Lengfeld; mais, craignant que le trop grand développement de celle du général Championnet n'eût des résultats fâcheux, Jourdan ordonna au général Grenier de venir soutenir cette division. La division de cavalerie de réserve devait en même temps essayer de pénétrer jusques à Rottendorf pour prendre à dos les généraux Hotze et Starray. Grenier, partant d'Ober-Bleichfeld, devait s'avancer sur les hauteurs de Selingensstadt. Cette manœuvre, qui était tout ce que la faiblesse numérique des Français permettait à Jourdan de faire, ne put recevoir son entière exécution.

Du moment où l'archiduc, arrivé auprès du général Starray, eut reconnu à quelles forces il avait affaire, il expédia les ordres nécessaires pour mettre en action toutes les troupes qui avaient passé le Mayn. Il enjoignit à Kray d'appuyer fortement sur sa droite, vers Proffelsheim, après avoir passé la petite rivière sur laquelle ce village est situé, et de faire tous ses efforts pour déborder la position de l'armée française. Le général Wartensleben, malgré son grand âge, donna, dans cette occasion, une grande preuve de son activité et de son dévouement. Il se jeta dans le Mayn, qu'il n'avait point encore traversé avec ses troupes, à la tête de sa nombreuse cavalerie, passa cette rivière à la nage, et marcha par le village de Bibergau, pendant que son infanterie passait sur le pont de Schwarzach. Grenier, qui commençait à exécuter le mouvement qui lui avait été ordonné, voyant les escadrons

de Wartensleben se développer dans la plaine, se détermina à n'envoyer au secours de Championnet qu'une demi-brigade d'infanterie, un régiment de dragons, et une partie de son artillerie légère, et resta dans sa position d'Ober Bleichfeld. A peine les troupes détachées étaient-elles en marche, que les avant-gardes de Kray et de Wartensleben engagèrent une fusillade avec celle de Grenier. Celui-ci envoya trois bataillons et quatre escadrons sur la hauteur en avant du village pour défendre et couvrir, le plus long-temps possible, le flanc et les derrières de Championnet.

La position de l'armée française, ainsi engagée avec des forces qui augmentaient sans cesse, devenait de plus en plus critique. Jourdan, informé par Grenier de l'arrivée subite de Kray et de Wartensleben sur le champ de bataille, envoya à la division du général Bonnaud l'ordre de se porter à la gauche de la division Championnet pour y remplacer la cavalerie légère du général Klein, qui s'était jetée à gauche, à l'effet d'observer et de ralentir la marche du général Kray. Le général Simon, qui, ferme dans sa position, ne s'était point encore servi de sa cavalerie, et ne paraissait pas en avoir un besoin urgent, eut ordre d'en diriger une partie sur la division Championnet. En même temps, le général Jourdan, se doutant bien que les renforts arrivés aux Autrichiens venaient du corps d'observation que l'archiduc avait placé vis-à-vis Schweinfurt, et pensant dès-lors que la présence de la division Lefebvre devenait, pour ainsi dire, inutile sur ce point, dépêcha à ce général plusieurs officiers pour lui porter l'ordre de marcher sur-le-champ sur Wipfeln, afin d'appuyer la gauche de l'armée, et de garder les communications; mais ces dernières étaient déjà interceptées. Les Autrichiens occupaient la route de Wurtzburg à Schweinfurt, et les officiers envoyés vers Lefebvre furent obligés de revenir sur leurs pas. Événement malheureux, qui exposait l'ar-

mée française aux chances les plus déplorables, et qui dut, sans doute, faire repentir le général Jourdan d'avoir cédé à un mouvement d'enthousiasme irréfléchi, et de n'avoir pas pris la route d'Hamelburg pour continuer sa retraite.

Cependant Wartensleben ayant débouché vers Elferdorf, la cavalerie autrichienne vint se ranger en bataille vis-à-vis les escadrons que le général français avait envoyés à sa rencontre. Les quatorze escadrons de hussards du prince de Lichtenstein qui avaient été jusques alors dispersés dans la plaine, furent réunis en échelons sur la droite de la grosse cavalerie, derrière Euerfeld. Le prince Charles ordonna au général Kray de diriger des troupes sur Diepbach, pour déborder et envelopper la gauche de l'armée française. Le général Grenier, qui vit ce mouvement, détacha deux bataillons et un escadron pour défendre l'approche de la forêt d'Heiligenthal. Dans le même temps, l'avant-garde de cette division, qui tiraillait avec les troupes du général Kray depuis leur arrivée, fut attaquée vigoureusement en avant d'Ober-Bleichfeld. Ney, qui la commandait, fut obligé de se replier sur le village. Il fut soutenu dans ce mouvement rétrograde par trois bataillons et quatre escadrons de dragons que Grenier détacha à son secours. Ney, au moyen de ce renfort, se reforma sur une hauteur, à droite d'Ober-Bleichfeld, et parvint à arrêter l'ennemi. Dans ce moment, plusieurs escadrons de hussards, ayant tourné la division française, attaquèrent à l'improviste son parc, et s'emparèrent de quatre pièces de canon. Le parc eût été pris tout entier sans quatre compagnies d'infanterie qui repoussèrent les hussards.

Il était trois heures après midi, et la colonne de huit bataillons de grenadiers, ayant en tête le général Werneck, arrivait sur la ligne de bataille. L'archiduc forma les grenadiers en bataille sur deux lignes : la droite, appuyée à la cavalerie, prenant pour point de direction à gauche le bouquet

de bois en avant de la ferme de Rothehof. A la vue de cette ligne redoutable, Championnet se vit obligé d'apporter quelques changemens à la disposition de ses troupes. Il fit un mouvement par sa droite pour l'appuyer plus sûrement à la division Bernadotte. Il plaça son infanterie derrière des bois et des taillis, qui lui parurent propres à la garantir des attaques trop vives de la cavalerie ennemie. Bonnaud, avec sa réserve, arrivant alors par derrière les bois de Sperterholz, se forma sur la gauche du général Championnet. Jourdan, qui s'était transporté sur ce point important, donna au général Bonnaud le commandement de toute la cavalerie qui s'y trouvait réunie et en ligne, en lui enjoignant d'entamer sur la cavalerie ennemie une charge digne de l'impétuosité française. Jourdan espérait mettre les escadrons ennemis en désordre, et rompre la ligne autrichienne. Mais l'archiduc avait prévu cette attaque. La cavalerie légère des généraux Championnet et Grenier, postée en avant et à gauche du village d'Ober-Bleichfeld, avait déjà été repoussée. Les escadrons des cuirassiers autrichiens s'avançaient dans la plaine avec une lenteur calculée. La position du général Bonnaud était d'autant plus critique qu'il lui devenait bien difficile de se retirer en cas d'échec. Cependant, il était engagé trop avant pour balancer à attaquer l'ennemi. Les escadrons français s'ébranlèrent, et chargèrent avec la plus grande fermeté, ayant leur digne général à leur tête. Le choc fut terrible des deux côtés. Les escadrons français de la droite commençaient à plier, lorsque ceux de gauche, par un mouvement aussi rapide qu'exécuté à propos, tombèrent sur le flanc droit autrichien, et ramenèrent les escadrons la pointe aux reins, pendant quelques minutes. Pendant que le général faisait sonner le ralliement, la réserve de cavalerie autrichienne, composée de trois brigades, qui s'était formée en seconde ligne par les ordres de l'archiduc, marcha au grand trot sur les es-

cadrons du général Bonnaud. Celui-ci n'avait point de réserve à opposer à ce renfort; le désordre occasioné par la première charge n'étant pas encore réparé, l'événement d'une lutte aussi disproportionnée ne pouvait rester douteux. Aussi, malgré les efforts de son général, la cavalerie française, déjà ébranlée par son premier choc, et découragée par l'immense supériorité de l'ennemi, fut culbutée et dispersée. Tout ce que firent le général en chef et le brave Bonnaud pour rallier ces troupes devint inutile: les prières et les menaces furent vainement employées pour ramener au combat des cavaliers effrayés. Ceux-ci coururent, après avoir fait un demi-tour général, chercher un refuge derrière l'infanterie, dont la bonne contenance et le feu bien nourri arrêtèrent la poursuite de l'ennemi.

Cependant cette infanterie n'était point assez nombreuse, et sa ligne était trop étendue pour que Jourdan pût espérer de prolonger plus long-temps un combat inégal. Il pensa qu'après avoir tenté tout ce qui était possible pour conserver intact l'honneur des armes françaises, il était de son devoir de songer au salut de ses troupes. Il ordonna donc la retraite sur Arnstein.

L'aile gauche des Français se trouvant plus rapprochée que la droite du point sur lequel l'armée allait se retirer, Jourdan fit rester la division Grenier la dernière sur le champ de bataille, afin de donner aux divisions Bernadotte et Championnet le temps de commencer leur mouvement rétrograde. Le général Grenier réunit sa division à Ober-Bleichfeld. Attaquée avec chaleur par les troupes du général Kray, soutenues par la cavalerie légère du prince de Lichstenstein, cette brave division se défendit long-temps avec avantage. Instruit qu'il pouvait commencer à son tour son mouvement de retraite, Grenier se retira d'abord sur Unter-Bleichfeld, d'où il prit ensuite la direction d'Arnstein par Fehrbruck, mar-

chant dans le meilleur ordre, et s'arrêtant dans toutes les positions où il croyait pouvoir faire face à l'ennemi, à l'effet de ralentir sa poursuite. Il perdit néanmoins une pièce de canon dont les chevaux furent tués. Quatre compagnies de la soixante-septième demi-brigade, commandées par le chef de bataillon Blanchard, et qui se trouvaient à l'arrière-garde, ayant mis trop d'ardeur dans un engagement avec l'avant-garde ennemie, furent enveloppées entre Heiligenthal et Opferbaum. Cette poignée de braves, au nombre de deux cents cinquante hommes, renouvela dans cette occasion l'exemple donné par la vingt-troisième demi-brigade après le combat d'Amberg. Formées en carré, les quatre compagnies se défendirent avec une valeur digne d'un meilleur sort, et ne déposèrent leurs armes que lorsque les soldats, épuisés de fatigues et couverts de blessures, ne purent plus combattre.

Le général Championnet était aux prises avec les grenadiers du général Werneck lorsqu'il reçut l'ordre de retraite. Ceux-ci, après s'être rangés en bataille, comme nous l'avons rapporté, sur la droite des cuirassiers autrichiens, s'étaient dirigés sur Rottendorf pour chasser les Français des bois qui se trouvent entre ce village et celui d'Estenfeld, et afin d'opérer leur jonction avec les troupes du général Starray. Ils avaient réussi dans cette entreprise; les Français avaient cédé; et Starray, secondé par cette attaque, avait repris son mouvement offensif en portant des troupes sur sa droite. Championnet, presque environné, éprouva des difficultés dans sa retraite, et ne put réussir à passer le ruisseau de Kornach sans désordre; toutefois il parvint à se retirer sur les hauteurs en arrière du ruisseau, et s'y arrêta avec la réserve de cavalerie qui le suivait, pour attendre que la division Bernadotte, poursuivie de son côté par le général Hotze, pût se mettre en ligne avec lui.

Les généraux Werneck et Starray passèrent le ruisseau de

1796-an IV. Allemagne. Kornach après Championnet, sur quatre colonnes, entre Lengfeld et Kornach ; et Grenier se retirait toujours devant le général Kray. L'armée française se trouva en ligne ; et les Autrichiens, parvenus au-delà du ravin de Kornach, étaient en mesure de recommencer une attaque vigoureuse. Mais au lieu de profiter de leur avantage pour continuer à pousser les Français, l'archiduc employa un temps précieux à former son armée sur deux lignes. Il s'avança ensuite lentement en bataille contre la ligne française, en faisant la faute de refuser sa gauche et de rabattre sa droite, commandée par Kray, sur la partie méridionale du bois de Gramschatz vers Grumbach. Cette manœuvre ôta à l'archiduc les moyens de porter une partie de sa cavalerie sur Sulzwiesen et Binsbach, ce qui aurait probablement mis les Français dans l'impossibilité de gagner Arnstein, ou du moins aurait rendu leur retraite beaucoup plus difficile.

Jourdan sut mettre à profit la lenteur de son adversaire. La position de Muhlhausen était trop mauvaise pour qu'il songeât à s'y arrêter plus long-temps ; et tandis que l'archiduc faisait ses dispositions pour une attaque prochaine, le général en chef, après s'être assuré que toutes ses divisions étaient réunies, continua son mouvement de retraite par le bois de Gramschatz sur Arnstein. Trois bataillons de la division Bernadotte, placés en arrière-garde sur la lisière du bois de Gundersleben, furent un moment enveloppés par des escadrons autrichiens et éprouvèrent quelque perte ; mais ils parvinrent à se faire jour la baïonnette en avant, et rejoignirent le gros de la division sans autre accident. Le prince Charles s'aperçut trop tard de la faute qu'il avait commise, et l'armée française acheva en bon ordre sa retraite sur Arnstein, où elle arriva dans la nuit du 3 au 4.

La perte des Français dans cette journée, dont l'issue décida la retraite des deux armées d'Allemagne, ne s'éleva pas

à plus de deux mille hommes, même en comprenant dans ce total la perte des petits combats de la veille : la moitié consistait en prisonniers; neuf bouches à feu seulement tombèrent au pouvoir des Autrichiens. On ne saurait faire trop remarquer combien était médiocre cette perte d'une armée qui venait de se battre pendant deux jours contre des forces presque doubles, surtout en cavalerie; avantage qui donnait aux Autrichiens tant de facilité pour ramasser des prisonniers.

Nous ignorons ce que l'ennemi perdit de soldats dans la bataille de Wurtzburg; mais on peut présumer, d'après les détails que nous avons rapportés et les preuves multipliées que les soldats donnèrent de leur intrépidité, principalement ceux d'infanterie, que la perte de l'ennemi fut à peu près égale à celle de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Le général Jourdan ne s'arrêta à Arnstein que le temps nécessaire pour prendre des dispositions ultérieures. Il ne lui restait plus d'autre parti à prendre que de se retirer sur la Lahn par les montagnes de la Fulde. En arrivant sur cette rivière avant l'archiduc, il trouvait en outre l'avantage de procurer à ses troupes un repos d'autant plus pressant, qu'elles n'avaient que très-peu de moyens de subsistance assurés. La route que l'armée allait tenir était affreuse; mais cet inconvénient était compensé par l'avantage d'être suivie moins vivement par les Autrichiens, en supposant qu'ils se décidassent à prendre la même direction : ce qui n'était pas cependant très-présumable.

L'armée quitta Arnstein le 4 septembre avant le jour, et marcha sur Hamelburg, qui est derrière la Saal. Le général Lefebvre, auquel Jourdan, dès la veille, avait envoyé l'ordre de quitter Schweinfurt, s'était mis en route avec sa division par Nuningen, et arriva le soir à Arlebach, sans que le général Elsnitz eût entrepris de l'inquiéter. L'artillerie et les équipages suivirent la route de Fulde. Le 5, la marche fut

1796-an IV. Allemagne.

dirigée sur Bruckenau, et l'armée prit position sur la rive droite de la Sinn; la division Lefebvre arriva à Oberbach. Le lendemain l'armée passa la Kintz à Schluchtern; l'arrière-garde, formée par la division Lefebvre, resta sur la rive gauche de cette rivière.

Des coureurs ayant rapporté au général Jourdan que les Autrichiens se montraient sur la Kintz, du côté de Hanau, Jourdan dirigea, dès le soir du 6 septembre, la division Grenier sur Ulmbach, avec ordre d'en partir le lendemain pour se rendre à Wenigs, tandis que deux escadrons, quatre compagnies de grenadiers, et deux pièces d'artillerie légère, marchèrent sur Budingen. Le général Ney, qui commandait ce détachement, reçut de Jourdan l'ordre de contenir les partis autrichiens qui pourraient se présenter. Le général Bonnaud, qui marchait sur Friedberg afin de protéger la grande communication de Francfort à Wetzlar, rencontra l'ennemi en force vers ce point; mais il réussit à s'emparer de Friedberg, après avoir poussé les troupes légères autrichiennes, et il s'avança jusques au-delà de Rosbach. Ceci eut lieu dans la journée du 7. Le même jour, les divisions Lefebvre et Championnet devaient aller camper à Biernstein, après avoir passé par Ulmbach. Celle de Bernadotte devait suivre la même direction; mais déjà les coureurs de l'ennemi se montraient de toutes parts, et le général Jourdan pressa davantage sa marche. Le 8, les divisions Championnet et Bernadotte campèrent aux environs de Butzbach; Ney et l'adjudant-général Mireur dissipèrent les partis qui voulurent inquiéter la marche de ces troupes. L'arrière-garde prit position à Bergstadt; le général Bonnaud était resté à Friedberg. Le 9, l'armée atteignit les bords de la Lahn. Grenier et Championnet passèrent cette rivière à Wetzlar et s'établirent sur la rive gauche. Le général Ney, qui commandait l'arrière-garde de Grenier, resta en arrière de Giessen. La division Bernadotte, après

avoir aussi passé la Lahn à Wetzlar, vint camper sur le plateau de l'abbaye d'Altenburg; la division Lefebvre et la cavalerie de Bonnaud prirent position sur la rive gauche en avant de Wetzlar.

Le général Jourdan se trouvait avoir atteint son but sans éprouver un grand obstacle de la part de l'archiduc. Ce prince, au lieu de se porter rapidement sur la Lahn par la route de Francfort, et d'y précéder l'armée française, comme le craignait le général français, mit dix jours à faire un trajet de quarante-quatre lieues. Trois marches lui auraient suffi pour atteindre Francfort avec le gros de l'armée, tandis que les généraux Elsnitz, Staader, et le prince de Lichstenstein, auraient suivi les Français sur Hamelburg et Brückenau. La réunion de quarante mille hommes à Francfort mettait l'archiduc à même d'isoler Jourdan du corps de Marceau devant Mayence, et des ponts sur le Rhin, puisque l'armée était encore le 6 à Schluchtern. Il pouvait de plus diriger une colonne par Aschaffenburg, se lier avec la garnison de Mayence, marcher avec elle sur Limburg, et forcer Marceau à repasser le Rhin à Neuwied. La trop grande circonspection du prince Charles lui fit perdre cet avantage, et l'on pouvait présumer plus de vigueur dans l'auteur d'un plan aussi vaste et aussi bien conçu que celui qui forçait les Français à quitter l'Allemagne.

Sept bataillons et vingt-un escadrons formant le corps du général Elsnitz, cinq bataillons et seize escadrons, aux ordres du prince de Lichstenstein, furent les seules troupes qui furent détachées le lendemain de la bataille de Wurtzburg, pour prévenir ou poursuivre les Français; et ce fut avec ces troupes que les généraux Bonnaud et Ney, et l'adjudant-général Mireur, escarmouchèrent pendant la marche de l'armée sur la Lahn. Le reste de l'armée autrichienne avait passé la journée du 4 sur le champ de bataille de Wurtzburg; et le seul

résultat de ce séjour fut la reddition du château de cette ville, qui se serait rendu à deux bataillons aussi bien qu'à une armée toute entière, puisque la retraite de Jourdan ôtait tout espoir de délivrance à la garnison. Celle-ci demeura prisonnière de guerre, ainsi que le général Bollemont. Quatre-vingt-huit bouches à feu, appartenantes précédemment aux princes de l'empire, six autres pièces et cent vingt-cinq caissons français, tombèrent au pouvoir des Autrichiens.

Le 5 septembre, l'archiduc s'était porté de Zell à Aschaffenburg sur deux colonnes; l'infanterie traversa la forêt du Spessart, pour se rendre à Langfurt et Rohrbrunn; la cavalerie passa par Bischoffsheim et Miltenberg. Le 6, l'avant-garde rencontra à Bessenbach, près d'Aschaffenburg, trois bataillons d'infanterie et quelque cavalerie, que le général Marceau avait détachés du corps de blocus de Mayence, pour nettoyer la forêt de Spessart, qu'infestaient des paysans armés et des déserteurs des deux partis qui s'y étaient retirés. Les Français se retirèrent après avoir échangé quelques coups de fusil avec cette avant-garde. Le 7, les Autrichiens arrivèrent près de Kahl, placèrent des postes sur la Kintz, et occupèrent Neu-Isenburg, Offenbach et Bergen.

Marceau, instruit de l'approche des troupes autrichiennes, rappela à Hocheim le petit corps qui investissait Cassel, et que commandait le général Bonnard sur la rive gauche du Mayn à son embouchure dans le Rhin; il fit, en outre, détruire le pont de Russelsheim. Le général Hardy était toujours sur la rive gauche du Rhin avec sa division. A cette époque, le corps entier du général Marceau pouvait monter à seize mille hommes. Toutes les troupes furent réunies le 8 septembre sur le plateau de Dotzheim, près de Wisbaden; elles se mirent en marche sur trois colonnes, arrivèrent le 10 sur la Lahn, et se joignirent à l'armée de Jourdan, en occupant les postes de Nassau, Dietz et Limburg.

Les gouverneurs des places de Mayence, d'Ehrenbreitstein, de Manheim et de Philipsburg, ne profitèrent point du départ du général Marceau pour se réunir, tomber sur les derrières de ce corps d'armée, et l'accabler. Le prince Charles leur en fait le reproche, avec raison, dans ses mémoires. Il est certain que les troupes renfermées dans ces places, au nombre de trente mille hommes (d'après les propres calculs de l'archiduc), auraient pu faire une diversion utile en faveur de l'armée autrichienne, en se jetant à la poursuite de Marceau au moment de sa retraite sur la Lahn, et servant de point d'appui aux paysans, qui ne demandaient qu'à être soutenus pour s'insurger contre les Français. Au surplus, les reproches adressés par le prince à ces commandans autrichiens sur leur négligence ou leur lenteur, peuvent facilement être rétorqués contre l'archiduc, puisqu'on a pu remarquer qu'il n'avait pas lui-même tiré le parti convenable de sa position et de ses avantages.

Jourdan, arrivé sur la Lahn, s'occupa de réorganiser son armée en attendant l'arrivée du corps sous les ordres de Marceau. Depuis long-temps le général de l'armée de Sambre-et-Meuse avait sollicité le directoire pour qu'on disposât d'une partie de l'armée du Nord, commandée par le général Beurnonville, afin de remplacer autour de Mayence les troupes qui y étaient cantonnées. Le directoire ne s'était point empressé d'accueillir la demande de Jourdan, parce que la crainte qu'inspiraient les flottes anglaises et le voisinage du roi de Prusse sur les intentions duquel on n'était point parfaitement rassuré, faisaient juger nécessaire la présence d'une armée en Hollande. Cependant, cette inquiétude étant affaiblie, le général Beurnonville eut ordre d'envoyer quelques troupes sur le Rhin, vers Ehrenbreitstein, pour y relever la division du général Poncet. Les événemens rendant le siége de cette place superflu, Jourdan appela à lui le détachement de l'ar-

mée du Nord, fort de six mille hommes à peu près, commandés par le général Castelvert. Cette division fut placée sous les ordres du général Marceau, et prit position avec les troupes de ce général entre Dietz et Nassau.

Au moyen de ces renforts, l'armée de Sambre-et-Meuse montait à près de soixante mille hommes; mais la cavalerie, inférieure à celle de l'ennemi dès l'ouverture de la campagne, s'était encore affaiblie dans les différentes affaires qui avaient eu lieu. Elle n'allait plus alors au-delà de cinq mille chevaux disponibles. La position de Jourdan sur la Lahn lui offrait deux alternatives : d'abord celle de reprendre l'offensive; mais ce parti exposant l'armée aux chances d'un combat qui pouvait être désavantageux, faisait peser sur Jourdan une responsabilité d'autant plus forte, que le gouvernement républicain ne lui avait point encore transmis d'instructions depuis la retraite de la Nab. Jourdan se décida pour la seconde, c'est-à-dire à attendre l'arrivée de l'archiduc. Toutefois, comme il était important de faire prendre le change à ce dernier, pour l'empêcher de se reporter sur le général Moreau, Jourdan réunit d'abord ses principales forces du côté de Wetzlar, en laissant toujours son avant-garde de la division de cavalerie du général Bonnaud, en avant de cette ville, pour rester maître du pont sur la Lahn et laisser l'archiduc dans l'incertitude d'un débouché prochain. Bernadotte reçut l'ordre de s'établir à Limburg, dans le même dessein.

Telle était, au 11 septembre, la position de l'armée de Sambre-et-Meuse : le général Lefebvre sur la rive gauche de la Lahn, sa droite appuyée aux hauteurs de Wetzlar, et sa gauche à Dudenhofen; Grenier en arrière de Atzbach, ayant son avant-garde, commandée par Ney, à Giessen; Championnet couronnait les hauteurs en arrière de Wetzlar, occupait Lein et appuyait sa gauche à la petite rivière de Dill,

son avant-garde, aux ordres de Klein, occupait Weilburg. Bernadotte, qui avait repris le commandement de sa division, campait sur les hauteurs d'Offheim, et occupait Runckel et Limburg, ayant son avant-garde sur la rive gauche de la Lahn. Marceau occupait les hauteurs de Munsfelden, sur cette même rive. La division Poncet se réunissait à Dietz ; la division du général Castelvert, venant de l'armée du Nord, exécutait son mouvement sur Nassau, pour garder la basse Lahn jusqu'à son embouchure; le quartier-général était à Wetzlar.

1796–an IV. Allemagne.

Nous quittons pendant quelque temps l'armée de Sambre-et-Meuse pour reprendre la suite des opérations de l'armée d'Italie.

12 septembr. (26 fructidor) Italie.

Opérations dans la vallée de la Brenta; passage de la gorge de Primolano; combat de Covolo; combat de Bassano, de Cerca, de Castellaro; prise de Porto-Legnago; le maréchal Wurmser se jette dans Mantoue, etc. [1]. — Le maréchal Wurmser, dans sa marche sur Bassano, Vicence et Mantoue, ne tarda point à être informé du mouvement des Français sur l'Adige, pour attaquer le général Davidowich; et, calculant maladroitement, d'après sa propre lenteur, le temps que Bonaparte emploierait à cette opération, il persista dans son projet de marcher sur Mantoue. Cette résolution, déjà fort hasardeuse, le devenait encore plus depuis les succès obtenus sur Davidowich. Le 6 septembre, l'avant-garde du maréchal, aux ordres du général Mezanos, avait déjà dépassé Vicence et se trouvait au village d'Olmo, poussant des postes jusques à Montebello. Wurmser se trouvait encore à Bassano; et c'est dans cette ville qu'il venait d'apprendre l'en-

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte en Italie, — Siéges et batailles, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de France, — Mémoires et Notes manuscrits, etc.

1796-an IV. Italie.

treprise sur son aile droite. Dans cette conjoncture, le général en chef autrichien n'avait qu'un parti sage à prendre, celui qui devait s'offrir naturellement à sa pensée méthodique, le rassemblement de son armée, soit à Bassano, soit dans le Tyrol, afin d'agir ensuite selon les circonstances. Il n'en fut pas ainsi. Le vieux maréchal, dérogeant à son système de prudence, pensa qu'un coup d'audace le conduirait plus sûrement à son but; mais il ne réfléchit point que des combinaisons déjà vicieuses ne peuvent pas être redressées par la hardiesse d'une entreprise qui les confirme. En faisant marcher le général Mezaros sur Vicence, Wurmser aurait dû le faire appuyer par le reste du corps d'armée, dont la gauche se trouvait compromise à Bassano, où le maréchal devait s'attendre à être promptement attaqué; et, d'un autre côté, si Bonaparte portait ses forces ailleurs, ce détachement de la moitié de l'armée devenait inutile.

Le général français, après avoir établi la division Vaubois dans une bonne position sur le Lavis, à l'effet d'observer le général Davidowich, se mit en marche pour la vallée de la Brenta. Dès le 6 septembre, la division Augereau s'était portée de Levico sur Borgo-Val-Sugana et Val-Soivas : la division Masséna avait pris la même direction en partant de Trente. Le 7, les deux divisions se remirent en marche au point du jour.

L'avant-garde d'Augereau, commandée par le général Lanusse, et formée par de l'infanterie légère, rencontra, en avant de Primolano, les avant-postes d'un corps de Croates retranchés dans ce village pour couvrir la vallée de la Brenta. Le colonel Cavasini, commandant les Croates, avait sa gauche appuyée à la Brenta, et sa droite à des montagnes à pic. Le général Augereau, après avoir examiné la position de l'ennemi, fit sur-le-champ ses préparatifs d'attaque. Les troupes de sa division, jalouses des glorieux avantages obtenus par

les soldats de Masséna et de Vaubois, dans les journées précédentes, brûlaient du désir d'en remporter de pareils. Augereau fit marcher la cinquième demi-brigade légère en tirailleurs sur les flancs, tandis que la quatrième de ligne s'avançait de front en colonne serrée sur les Croates. Le village fut emporté; mais le colonel Cavasini rallia sa troupe dans le petit fort de Covolo, qui commande le chemin par où il fallait passer. L'infanterie légère se porta sur la gauche du fort, où elle engagea une fusillade assez vive, tandis que quelques compagnies de la quatrième de ligne traversaient la Brenta pour gagner les hauteurs de droite sur les derrières de l'ennemi. Les Croates se défendirent pendant quelque temps avec beaucoup de résolution; mais craignant de voir leur retraite entièrement coupée, ils songèrent à l'effectuer en abandonnant Covolo. Ils étaient déjà sortis du fort, lorsque le cinquième régiment de dragons, envoyé par Augereau, gagna la tête de la colonne, harcelée en queue par l'infanterie. Dans cette extrémité, le colonel Cavasini n'eut point d'autre parti à prendre qu'à faire mettre bas les armes à ses trois bataillons, qui furent faits prisonniers. Huit à dix pièces de canon, quinze caissons, trois drapeaux, et plus de deux mille prisonniers furent le résultat de cette première opération sur le corps d'armée de Wurmser. Bonaparte, qui était venu joindre le général Augereau, bivouaqua avec sa division à Cismone. Plusieurs officiers s'étaient distingués dans le combat. Le général en chef cita le colonel Milhaud [1], du cinquième de dragons; Duroc [2], capitaine d'artillerie, qui eut un cheval tué sous lui; Storck, capitaine à la cinquième demi-brigade légère; le capitaine Julien, aide-de-camp du général Saint-Hilaire; et le jeune Augereau [3], aide-de-camp de son frère.

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

[2] Mort, en 1813, lieutenant-général, maréchal du palais, duc de Frioul, etc.

[3] Aujourd'hui lieutenant-général.

En se portant ainsi sur un des principaux passages des gorges de la Brenta, Bonaparte avait fait faire à une partie de ses troupes vingt lieues en deux jours. Cette marche rapide et inattendue, dans un pays difficile, était bien propre à déconcerter les Autrichiens. Quelques relations prétendent que le vieux maréchal avait pensé que Bonaparte, après avoir culbuté Davidowich à Roveredo, se serait dirigé sur Inspruck. Mais, en admettant cette supposition, il doit paraître encore plus extraordinaire que Wurmser se soit décidé à rester en l'air à Bassano, au lieu de suivre le mouvement de Mezaros, et de se porter sans délai sur Mantoue, conformément à son intention première. Quoi qu'il en soit, le maréchal, informé de la présence des Français dans la vallée de la Brenta, plaça les deux divisions Quasdanowich et Sebottendorf sur un plateau en avant de Bassano, à deux mille pas de la Brenta, et parallèlement à cette rivière; il garda quelques troupes d'élite avec lui dans Bassano. L'artillerie et les pontons étaient sur la route de Cittadella; trois bataillons furent placés sur la rive droite de la Brenta, vers Campo-Lungo, et un pareil nombre au village de Solagna, sur la rive gauche. Si l'on se rappelle que le plan apporté de Vienne par le général Lauer consistait principalement à rétablir avec promptitude les communications avec Mantoue, sans livrer bataille, on pourra remarquer combien le maréchal s'éloignait de ces vues en se disposant ainsi à recevoir son ennemi.

L'armée française, c'est-à-dire les deux divisions Augereau et Masséna, se mit en marche le 8, à deux heures du matin; arrivée au débouché des gorges, près du village de Solagna, l'avant-garde rencontra les trois bataillons ennemis dont nous venons de parler plus haut. Le général Augereau se porta de suite, avec toute sa division, sur la rive gauche de la Brenta, à l'exception de la quatrième demi-brigade de ligne qui prit la rive droite, ainsi que la division Masséna.

Le combat s'engagea avant sept heures du matin, par une fusillade assez vive des tirailleurs. Bientôt l'artillerie légère des Français se déploya sur les deux rives, et foudroya les bataillons ennemis en soutenant l'attaque de l'infanterie. Les Autrichiens, forts de leur position et encouragés par leurs généraux, soutinrent pendant assez long-temps le choc de leurs adversaires; mais la cinquième demi-brigade légère et la quatrième de ligne mirent tant de vigueur dans leur attaque, qu'elles culbutèrent tout ce qui se trouvait devant elles, en portant la terreur et la mort dans les rangs autrichiens. La déroute devint générale dans ces avant-gardes ennemies; et le général Murat, à la tête de quelques détachemens de cavalerie, les poursuivit l'épée dans les reins. Elles se jetèrent en partie sur le camp de Quasdanowich et en partie sur Bassano. L'arrivée de ces fuyards, haletans de fatigue et égarés par la frayeur, occasiona le plus grand désordre sur les deux points que nous indiquons; et la confusion s'augmenta encore par le retour des pontons et du parc d'artillerie dans Bassano, au lieu de suivre la route de Cittadella : un malentendu avait amené cette dernière circonstance.

Les généraux autrichiens étaient occupés du soin de rétablir le calme, et faisaient les plus grands efforts pour inspirer à leurs troupes une nouvelle énergie, lorsque l'armée française, poursuivant sa marche, se présenta devant Bassano. Le général Augereau entre dans la ville au pas de charge, tandis que Masséna y arrive par la droite à la tête de la quatrième demi-brigade de ligne. Une partie de ces braves se jettent sur les canons qui défendent le pont de la Brenta et s'en emparent, tandis que le reste de la brigade, formé en colonne serrée par pelotons, soutient cette attaque impétueuse. Les canonniers autrichiens se font tous tuer sur leurs pièces; le pont est franchi, et la quatrième pénètre dans la ville aux cris de *vive la république!* malgré les efforts des

1796-an IV. Italie.

grenadiers ennemis chargés de protéger la retraite du quartier-général. Le maréchal Wurmser parvient cependant, grâce au dévouement de ces vieux soldats, à sortir de Bassano. Vivement poursuivi par un détachement des guides du général en chef, le maréchal faillit à tomber entre leurs mains, dans une charge où le lieutenant de ces mêmes guides, Guérin, fut dangereusement blessé. Wurmser se dirigea sur Fonteniva, où il passa la Brenta. La division Quasdanowich, débordée sur sa gauche et ne pouvant se retirer sur Vicence, ne trouva point d'autre voie de salut que de se jeter sur le Frioul, non sans avoir essuyé quelque perte.

Cette journée valut aux Francais à peu près trois mille prisonniers, cinq drapeaux, trente-cinq pièces de canon toutes attelées, un pareil nombre de caissons, deux équipages de pont de trente-deux bateaux également attelés, et plus de deux cents fourgons renfermant en partie les bagages de l'armée ennemie. Dans cette action mémorable, le général Lannes ajouta encore à sa haute réputation de bravoure : deux des drapeaux autrichiens avaient été enlevés par lui. Le carabinier Pelard, de la cinquième demi-brigade légère, traversa seul trois pelotons ennemis, tua treize soldats, et fit prisonnier l'officier commandant. Bonaparte cita particulièrement les généraux Verdier, Saint-Hilaire, le chef de bataillon Frère [1], les capitaines Cassan et Gros [2], de la quatrième demi-brigade de ligne, et le capitaine Sporck, déjà cité plus haut. Il demanda la confirmation du grade de général de brigade pour l'intrépide Lannes, le premier au combat de Dego, au passage du Pô, au pont de Lodi, et dans Bassano. Il sollicita la même faveur pour l'adjudant-général Chabran, qui s'était si bien comporté à Roveredo, antérieurement à Lonato,

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

[2] Tous les deux sont aujourd'hui maréchaux-de-camp.

et à la retraite de Rivoli; il proposa le chef de bataillon Frère pour chef de la quatrième demi-brigade de ligne. L'avancement de trente-neuf officiers fut également demandé au directoire.

Wurmser se dirigea sur Véronne, après avoir passé la Brenta avec les débris de son corps d'armée. Les événemens qui venaient d'avoir lieu le déterminèrent enfin à suivre son premier projet de se rendre à Mantoue. Mais au lieu de vingt-cinq mille hommes qu'il devait y conduire en libérateur, il ne lui en restait plus que quatorze mille, dont quatre mille de cavalerie. Vicence reçut dans ses murs le maréchal humilié et vaincu; la division Sebottendorf s'y était rendue. Mezaros avait occupé Montebello, et ses partis avaient pénétré jusqu'à Véronne. Ce général envoya un bataillon directement à Legnago, pour y accompagner les généraux Finck et Lauer, chargés de mettre cette dernière ville en état de défense. Le général Ott partit bientôt lui-même, avec cinq bataillons et neuf escadrons, pour protéger la retraite de Wurmser sur Legnago. Il se dirigea par Albaredo, en laissant une petite arrière-garde à Montebello. Quatre bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du général Heister, et marchant à la même hauteur que le général Ott, fermaient la marche du maréchal.

Bonaparte, en apprenant à Bassano la retraite de Wurmser, conçut l'espoir d'anéantir jusques aux derniers débris de l'armée autrichienne. On a pu déjà remarquer que, suivant la pensée de César, qu'il se proposait peut-être pour modèle, il ne croyait avoir rien fait tant qu'il lui restait encore quelque chose à faire. La considération de donner du repos à ses troupes fatiguées ne pouvait pas l'arrêter en un si beau chemin. Il convient de dire aussi qu'il avait communiqué son ardeur à tous ses soldats, et qu'il n'avait pas besoin d'exciter leur zèle : leurs forces physiques s'accroissaient encore par

l'espérance de nouveaux triomphes; et jamais peut-être l'enthousiasme de la gloire n'avait été porté à un tel degré chez les soldats français.

La division Masséna, après le combat de Bassano, s'était portée, sans s'arrêter, sur Vicence; elle y entra au moment où l'arrière-garde de Wurmser en sortait. L'intrépide Masséna crut devoir donner quelques heures de repos à ses troupes, qui n'avaient point cessé de marcher et de combattre pendant dix-huit heures; mais dès le lendemain, 9 septembre, à la pointe du jour, elles quittèrent la ville pour se rendre à Ronco, où elles devaient traverser l'Adige, au moyen d'un bac dont on s'était assuré. Augereau marcha sur Padoue; ses troupes devaient couper la retraite de Quasdanowich sur Trieste. Elles ramassèrent chemin faisant quantité de bagages, et trois ou quatre cents hommes qui les escortaient. Le 10, la division Augereau bivouaqua à Montagnana. Cette disposition des deux divisions de l'armée française permit au maréchal Wurmser de gagner Legnago sans être inquiété, et de passer tranquillement l'Adige.

Ce serait une erreur de croire que Bonaparte eût le dessein de laisser Wurmser se renfermer dans Mantoue avec ses dix mille hommes, sans chercher à le battre avant qu'il atteignît ce but. La présence du maréchal et des débris de son corps d'armée dans cette forteresse devait nécessairement en prolonger la défense, et arrêter long-temps les opérations du vainqueur. Le général français avait pris toutes les mesures convenables pour forcer son adversaire à accepter un nouveau combat en rase campagne, afin que Mantoue fût abandonnée à ses propres moyens de défense, par la défaite presque certaine des troupes qu'on voulait y conduire.

Le terrain, entre Legnago et Mantoue, est coupé de canaux, de ruisseaux et de prairies marécageuses. Les plus considérables de ces ruisseaux sont le Tartaro, le Thione

et la Molinella. En détruisant les ponts et se servant des accidens du sol pour multiplier les obstacles, le général Sahuguet, qui commandait le blocus de Mantoue, pouvait, avec des détachemens moins nombreux que ceux de l'ennemi, arrêter la tête de colonne du maréchal Wurmser, et donner ainsi aux deux divisions Augereau et Masséna le temps de serrer les Autrichiens de près sur leurs flancs. Obligé de combattre sur un terrain où la cavalerie devenait plus embarrassante qu'utile, on pouvait raisonnablement espérer que le corps ennemi mettrait bas les armes pour ne pas se faire exterminer. Sahuguet reçut donc des instructions conformes à ce plan. Il devait détacher une brigade sur Castellaro, couper tous les ponts de la Molinella et du Thione, occuper Governolo, par où l'ennemi aurait pu s'échapper, en laissant Sanguinetto sur sa droite.

D'un autre côté la division Masséna, arrivée à Ronco, reçut l'ordre de passer l'Adige dans la nuit, pour se trouver le lendemain de bonne heure à Sanguinetto. Elle réussit dans cette opération, le 10 au soir, malgré de grandes difficultés : les soldats étaient harassés de fatigue, et n'avaient, pour les transporter sur la rive droite, que le bac dont nous avons parlé, et quelques bateaux enlevés à l'ennemi. Dans cette même nuit du 10, le général Augereau dirigeait sa division de Padoue sur Legnago, marchant avec précaution, de peur que les Autrichiens ne se sauvassent dans la direction de Venise et Trieste, par Castel-Baldo.

Cependant le maréchal Wurmser était loin de présumer que les mêmes troupes qui avaient battu le général Davidowich à Roveredo et à Trente, et lui-même à Bassano, fussent en mesure de lui couper la retraite de Legnago sur Mantoue, après avoir passé l'Adige dans des bateaux. Des marches aussi rapides, aussi gigantesques, étaient au-dessus de toutes les combinaisons du vieux maréchal, accoutumé depuis sa jeu-

nesse aux formes lentes et méthodiques de l'armée autrichienne. Les traditions de la guerre de sept ans ne fournissaient aucun exemple pareil; et le grand Frédéric, si hardi et si entreprenant, n'aurait peut être pas osé tenter un mouvement aussi extraordinaire, et qui exigeait une telle célérité. Wurmser fit donc séjourner ses troupes pour les reposer de leurs fatigues, et il ne se mit en marche que le 11 pour gagner Mantoue, en laissant à peu près dix huit cents hommes pour garder Legnago.

La division Masséna, quoique harassée, n'en avait pas moins continué sa marche sur Sanguinetto, conformément à l'ordre du général en chef. Deux routes conduisent de Ronco au village que nous venons de nommer : la première est directe; la seconde passe à gauche en suivant l'Adige, traverse Cerca, et va rejoindre le chemin qui mène de Legnago à Mantoue. C'était donc la première de ces routes qu'il convenait de suivre pour devancer plus promptement les colonnes autrichiennes; mais le guide qui dirigeait le général Masséna conduisit les troupes par la seconde. Ce contre-temps retarda la marche de la division; et dans le moment où le général Murat, avec une avant-garde de chasseurs, arrivait à Cerca, il se rencontra avec les troupes légères du général Ott, qui entraient également dans ce village. Murat, quoique éloigné du corps d'avant-garde de Masséna, commandé par le général Pigeon, ne voulut point reculer devant l'ennemi. Il réussit d'abord à culbuter quelques escadrons; mais il fut bientôt ramené par des troupes plus nombreuses. Le général Pigeon, voyant Murat ainsi engagé, précipita la marche de son infanterie légère pour le soutenir. Cette troupe traversa le village et vint s'emparer d'un pont sur lequel l'ennemi devait passer. C'en était fait du corps de Wurmser, si le gros de la division Masséna eût pu arriver assez à temps pour soutenir l'avant-garde, et barrer complètement le chemin aux Autrichiens.

Malheureusement elle était encore trop éloignée. Après un moment d'hésitation, bien naturel en voyant ainsi les Français sur un point qu'il croyait libre, le général Ott reconnut leur faiblesse numérique, et, encouragé par l'arrivée prochaine des troupes qui le suivaient, il attaqua le général Pigeon avec résolution, le culbuta, reprit le village et le pont de Cerca. Au premier coup de canon, Bonaparte s'était porté à l'avant-garde; mais il était trop tard : les Autrichiens avaient déjà défilé. Le général en chef reconnut l'impossibilité de s'opposer au passage des Autrichiens, déterminés à se faire jour; il rallia l'avant-garde et la ramena à moitié chemin de Ronco à Cerca. Cette troupe eût été bien plus maltraitée sans le courage et le dévouement du huitième bataillon de grenadiers, et la fermeté du général Victor, qui soutint, à la tête de ces braves, tout l'effort des colonnes ennemies.

Le 12 au matin, la division Masséna marcha sur Cerca pour attaquer les Autrichiens en queue, tandis qu'ils seraient arrêtés sur le Tione et le Tartaro par les troupes du blocus de Mantoue. Le général Victor fut envoyé avec sa brigade pour compléter, sur la rive droite de l'Adige, l'investissement de Legnago, que le général Augereau cernait déjà sur la rive gauche depuis vingt-quatre heures. La division Masséna marcha toute la journée sans pouvoir joindre l'ennemi, ce qui fit penser qu'il avait pu traverser le Tartaro. En effet, le général Wurmser, sentant plus que jamais la nécessité de gagner Mantoue, avait continué sa marche pendant la nuit du 11 au 12, et était déjà arrivé le matin à Nogara. Il apprit dans ce village que les ponts sur la Molinella étaient coupés, et que des troupes des corps du blocus de Mantoue attendaient les Autrichiens à Castellaro. Cette nouvelle produisit l'effet qu'on devait en attendre. Wurmser craignit qu'en cherchant à forcer les Français à Castellaro, il ne

1796—an IV Italie.

donnât le temps à la division Masséna, qu'il savait marcher derrière lui, de mettre son corps d'armée entre deux feux, et de compromettre son salut. Il détacha donc le général Ott devant Castellaro avec l'avant-garde, dans le dessein de donner le change au général Sahuguet, et se dirigea, avec le reste de ses troupes, sur le pont de Villimpenta, que le général Sahuguet avait négligé de faire couper. Le général Ott devait ensuite prendre la même direction et former l'arrière-garde.

Bonaparte avait pleinement compté sur les obstacles que présentait le passage de la Molinella; et il espérait arriver assez à temps pour tomber sur les Autrichiens, pendant qu'ils seraient aux prises avec Sahuguet [1]. Ce dernier s'aperçut bientôt de la faute grave qu'il avait commise, et l'aggrava en cherchant à la réparer. Informé du passage des Autrichiens à Villimpenta, il se contenta d'y envoyer quelques hommes d'infanterie légère pour les harceler et retarder leur marche; mais ces braves soldats étaient en si petit nombre, que c'était les exposer sans aucune utilité. Le général Charton, avec trois cents hommes environ de la douzième demi-brigade légère, fut enveloppé par un régiment de cuirassiers, qu'il osa charger à la baïonnette, au lieu de se poster dans des fossés et de chercher à tirailler. Après des prodiges de valeur, et avoir vu tomber leur digne général, qui mourut victime de son intrépidité, et leur colonel Dugoulot blessé dangereusement, les chasseurs de la douzième se rendirent prisonniers.

Wurmser n'ayant plus d'obstacles à surmonter, s'avança sur Mantoue, où il entra le lendemain 13 septembre. Il fut reçu avec les mêmes acclamations qui l'avaient accueilli six semaines auparavant (le premier août), de la part des habi-

[1] Bonaparte ne pardonna jamais au général Sahuguet de l'avoir trompé dans son calcul.

tans et de la garnison, qui ne pensaient point encore que le général en chef de l'armée autrichienne venait lui-même chercher un asile dans leurs murs.

1796 - an IV. Italie.

Le même jour, Augereau était entré dans Legnago; après quelques pourparlers, la garnison autrichienne, forte de seize cent soixante-treize hommes, se rendit prisonnière de guerre. On trouva dans la ville trente-deux pièces de canon de campagne avec leurs caissons et leurs attelages; cinq cents prisonniers français faits au combat de Cerca, le 11, furent rendus à la liberté.

Il est facile de remarquer dans la narration que nous venons d'exposer, que l'entière destruction du corps d'armée de Wurmser ne tint qu'à deux incidens que toute la prudence humaine ne pouvait calculer. Le premier est la méprise du guide qui devait conduire la division Masséna à Sanguinetto par la voie la plus courte. Arrivés sur ce point en temps plus utile, les Français s'opposaient avec un succès plus que probable à la marche de Wurmser; et par le second incident, le général Bonaparte se vit dans l'impossibilité de réparer le contre-temps de Cerca. Si le général Sahuguet eût suivi à la lettre, comme c'était son devoir dans une circonstance aussi éminemment critique, l'ordre qui lui avait été donné de faire couper tous les ponts du Tartaro et de la Molinella, Wurmser, arrêté devant cette dernière rivière, eût été contraint d'en venir aux mains avec un ennemi qui, ayant à cœur de venger l'échec de Cerca, aurait réduit les Autrichiens à la plus dure des extrémités. On ne saurait donc accuser Bonaparte de n'avoir pas pris toutes les mesures possibles pour la réussite d'une entreprise aussi bien combinée.

18 septembre. 2e jour compl. Allemagne.

Retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle; combat de Neuburg; attaque des Autrichiens sur Kehl, etc.[1]. — Dans

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoires de France, — Jo-

1796-an IV. Allemagne.

le même temps que l'armée de Sambre-et-Meuse se retirait sur la Lahn, après avoir fait de courageux et inutiles efforts pour exécuter les combinaisons fautives de son général en chef, à la malheureuse journée de Wurtzburg; l'armée de Rhin-et-Moselle se voyait contrainte également à la retraite, après avoir menacé les États héréditaires, et flatté le directoire de l'espérance que le général Moreau irait, à travers les montagnes du Tyrol, faire sa jonction avec les phalanges victorieuses de l'armée d'Italie. Nous croyons avoir démontré que la trouée faite par l'armée française en Bavière n'était pas de nature à réaliser ce brillant espoir. D'un autre côté, la tentative d'un mouvement offensif sur l'Autriche devenait plus qu'imprudente et d'une grande difficulté, lorsqu'une autre armée française en Allemagne était forcée de se retirer en toute hâte vers le Rhin.

Quelle que fût l'intention de Moreau en s'avançant dans la Bavière, il est difficile de croire à un résultat bien positif des dispositions qu'il avait prises. Sans profiter de l'avantage momentané que le combat de Geisenfeld lui donnait sur le général Latour pour poursuivre les colonnes de l'armée vaincue, le général français resta dans les mêmes positions à peu près, qu'il occupait le jour du combat. La supériorité numérique de l'armée française sur celle des Autrichiens depuis le départ de l'archiduc, supériorité qui pouvait faire espérer la victoire, surtout avec des soldats aussi braves et aussi exercés, n'engagea point Moreau à manœuvrer plus vigoureusement pour frapper un coup décisif, et défaire complétement le général Latour. Tout se borna à des escarmouches qui semblaient

mini, — Mémoires du prince Charles, — Coup d'œil impartial sur les opérations des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, — Précis historique de Dedon, — Histoire de Moreau, — Lacretelle, — Notes, Mémoires et Documens manuscrits, etc.

plutôt annoncer le dessein de rester sur le Lech que celui de marcher en avant.

Le 3 septembre, l'avant-garde du centre de l'armée attaqua un détachement de trois bataillons et neuf cents chevaux, qui couvrait Freysing. Après un faible engagement, les Autrichiens se retirèrent sur la rive droite de l'Iser, mais ils n'eurent pas le temps de couper les ponts, et les Français s'en servirent pour poursuivre les troupes vaincues jusques à Aerding, où celles-ci prirent position en laissant toutefois leurs adversaires occuper le pont de la petite rivière qui passe à Aerding, et qui va se jeter à environ six lieues plus loin dans l'Iser.

Avant cette petite affaire, Moreau avait eu dessein de forcer le passage de l'Iser à Munich ; et le jour même de l'attaque de Freysing, le général Férino avait renouvelé, mais sans succès, la tentative déjà faite le premier septembre sur le premier des points indiqués. L'occupation de Freysing par l'avant-garde du centre permit à Moreau de se servir du pont de cette ville ; une partie des troupes qui étaient devant Munich remonta l'Iser ; et le 5 septembre le corps de bataille passa cette rivière à Freysing et fit un mouvement en avant.

Le même jour, l'aile droite de l'armée française éprouva un revers qui démontre l'inconvénient grave de tenir les troupes dans des positions trop disséminées.

Le général Frœlich, opposé à cette droite de l'armée, était resté depuis quelques jours dans une inaction complète, quoiqu'il eût pu donner beaucoup d'inquiétude à la division du général Delaborde, et manœuvrer avec quelque succès sur les flancs du général Moreau. Mais il paraît que toute son attention s'était portée sur les montagnes du Tyrol, où ses troupes se trouvaient d'ailleurs paralysées et dispersées depuis la retraite de Latour des bords du Lech, et où il aurait dû chercher à se concentrer pour agir, au besoin, d'une manière efficace. Tou-

1796—an IV. Allemagne.

tefois, dans la nuit du 5 au 6 septembre, Frœlich rassembla six escadrons à Weilheim, et donna au major Wolfskehl, qui commandait ce détachement, l'ordre de courir entre l'Iser et le Lech pour inquiéter et enlever les patrouilles et reconnaissances françaises, et au besoin attaquer les postes faibles ou mal défendus. Le major autrichien s'aperçut que le poste de Dachau, où les Français avaient un parc d'artillerie, était mal gardé; il s'y présenta à l'improviste, culbuta la garde, s'empara du village, et emmena ensuite les pièces, ainsi qu'un certain nombre de caissons ou charriots remplis de munitions et de vivres. Le général Férino, instruit de cette échauffourée, détacha sur-le-champ le général Abattucci avec quelques escadrons de cavalerie légère, pour reprendre le convoi; mais ce fut inutilement, les Autrichiens avaient déjà trop d'avance, et le parc resta en leur pouvoir.

Cependant Moreau continuait sa marche sur la même ligne. Il voulait s'emparer de la tête de pont d'Ingolstadt, tandis que le centre et l'aile droite de son armée s'empareraient de Mosburg et de Mainburg. La tête de pont d'Ingolstadt consistait dans un ouvrage à cornes revêtu, dont le front extérieur avait quatre-vingts toises, et le flanc soixante; il était entouré d'un fossé plein d'eau et d'un chemin couvert. Quelques autres ouvrages ajoutés à ce dernier le rendaient susceptible d'une défense encore plus grande. Le général Delmas bloquait depuis le 30 août, avec sa division, ces ouvrages de la tête de pont. Renforcé par quelques bataillons que lui envoya le général Moreau, Delmas essaya vainement une attaque de vive force; il fut repoussé avec perte d'une centaine d'hommes.

L'avant-garde de l'aile droite attaquait, dans le même temps, le poste de Mosburg, que les Autrichiens évacuèrent après quelque résistance, en abandonnant environ cent cinquante prisonniers, et le pont construit dans cet endroit sur l'Iser. L'avant-garde du centre s'empara de Mainburg dont elle

chassa l'ennemi, avec perte pour ce dernier de quatre cent cinquante prisonniers et deux pièces de canon; enfin, le corps d'avant-garde de la gauche réussit également dans son attaque contre Neustadt, que le général Nauendorf voulut en vain secourir. Ces trois affaires déterminèrent le général Latour à se porter, dans la nuit du 7 au 8, à Landshut, où il prit position en avant de la ville, près de Seligenthal. Nauendorf, après s'être avancé jusques à Abach, revint sur Abensberg.

Cependant le général Moreau s'aperçut qu'en s'avançant dans la Bavière il laissait trop imprudemment l'ennemi manœuvrer sur ses ailes. D'un autre côté, il n'était pas sans inquiétude sur le résultat du mouvement de l'archiduc sur l'armée de Sambre-et-Meuse. Dans cet état de choses, il hésitait sur le parti à prendre, et cette incertitude le conduisit à des demi-mesures peu propres à le sortir d'une position aussi difficile. Il chercha à rétablir sa communication avec Jourdan, dont il ne recevait plus de nouvelles, et détacha, à cet effet, le général Desaix dans la direction de Nurenberg. Mais l'armée de Sambre-et-Meuse était déjà derrière la Lahn; les gazettes allemandes informaient Moreau du succès obtenu par l'archiduc, et tout en faisant la part de l'exagération naturelle aux vainqueurs, toujours était-il certain que l'armée de Jourdan se retirait devant l'armée autrichienne.

C'eût été peut-être le moment de tenter un de ces mouvemens rapides, énergiques et souvent décisifs, qui caractérisent les grands capitaines; mais nous avons déjà fait remarquer qu'une prudence excessive paralysait, chez le général de l'armée de Rhin-et-Moselle, les conceptions audacieuses que son génie militaire lui eût peut-être inspirées. En envoyant le général Desaix dans la direction dont nous avons parlé plus haut, c'était porter un faible détachement sur un point où la masse de ses forces aurait dû agir quinze jours plus tôt,

et ce dernier mouvement compromettait l'aile gauche et même le reste de l'armée, sans aucune utilité pour Jourdan.

L'aile gauche passa le Danube à Neuburg dans la nuit du 10 au 11, et se porta sur Aischstadt ; et dans cette même nuit le centre, après avoir également passé le fleuve, vint prendre une position intermédiaire à Unterstadt. La division Delmas resta sur la rive droite vers Zell, pour couvrir Neuburg. L'aile droite se replia sur la Paar, en avant de Friedberg, afin de se rapprocher du centre et de couvrir les ponts sur le Lech. Le général Nauendorf, en apprenant le mouvement rétrograde de l'armée française, et celui de Desaix sur Aichstadt, marcha sur ce dernier. Le général Latour fit avancer les troupes des généraux Mercantin et Deway sur Neuburg, et lui-même vint camper à Schrobenhausen et Reichertshofen. Le prince de Condé se porta de Munich à Aicha, et Frœlich s'avança sur Landsberg, afin d'y passer l'Iser et d'y menacer les derrières de l'armée française.

Le général Latour ne réunit point, comme il aurait dû le faire, ses troupes dispersées, pour tomber sur le centre ou la droite des Français, qui tenaient une ligne trop étendue et divisée par le Danube, et ce fut ce qui sauva au général Moreau les suites du mouvement plus que hasardé qu'il venait de faire faire à son aile gauche. Aucune des combinaisons qui se seraient offertes à un général habile pour profiter de la faute de son adversaire, n'entra dans l'esprit du général autrichien. Nauendorf suivit seul Desaix, et manœuvra pour intercepter ses communications ; et Latour voulut tenter ce qu'il n'aurait dû faire qu'avec la masse de son armée, c'est-à-dire forcer le centre de Moreau à Neuburg. Les troupes du général Mercantin furent seules employées à cette opération. Profitant d'un brouillard épais qui dérobait leur marche, les Autrichiens se jetèrent à l'improviste sur six bataillons du général Delmas, établis à Pruck et dans la plaine de Zell, et

les culbutèrent. Le général Delmas envoya la cavalerie qu'il avait sous ses ordres pour rallier cette infanterie et la ramener au combat. Le général Oudinot [1], à la tête du dixième de dragons et septième de hussards, chargea vigoureusement la colonne ennemie et l'arrêta un moment ; mais le général Mercantin ayant fait déployer à son tour les escadrons qui se trouvaient sous son commandement, attaqua la cavalerie d'Oudinot avec tout l'avantage que lui donnait la nature du terrain, légèrement incliné du côté des Français. Toutefois les généraux Delmas et Oudinot firent bonne contenance, jusque vers quatre heures du soir ; mais ayant été blessés l'un et l'autre, leurs troupes commençaient à céder le terrain, lorsque la division du général Duhesme, que le général Moreau fit repasser sur la rive gauche du Danube, arriva au secours de Delmas. Les Français, ainsi renforcés, reprirent quelque avantage : trois bataillons de Duhesme attaquèrent en flanc les troupes ennemies, tandis que deux autres, réunis aux forces de Delmas, marchaient sur le front de la ligne de Mercantin. L'ennemi, d'abord repoussé, abandonna la plaine ; mais, parvenu au village de Pruck, les Français furent forcés de rétrograder devant des forces supérieures. Oudinot, quoique blessé, protégea la retraite avec ses deux régimens, et fit même plusieurs charges qui continrent les Autrichiens ; mais ces derniers avaient fait quelques centaines de prisonniers.

Cette entreprise dut prouver au général Latour qu'il avait eu tort de ne point réunir plus de forces pour écraser cette portion du centre de l'armée française, et quels avantages il aurait pu tirer de cette dernière mesure.

Le général Desaix, parvenu jusqu'à Heydeck, ne tarda

[1] Aujourd'hui maréchal de France, duc de Reggio, major-général de la garde royale, commandant en chef de la garde nationale parisienne, etc., etc.

1796-an IV. Allemagne.

pas à être informé que la route de Nurenberg était interceptée. Il en instruisit le général Moreau, qui, de son côté, venait d'apprendre les résultats de la bataille de Wurtzburg, et se déterminait déjà à rappeler l'aile gauche. Desaix reçut donc l'ordre de rétrograder et de se rapprocher de l'armée.

Dès le 15 septembre, le centre et la partie de l'aile gauche qui n'était point avec Desaix, repassèrent le Danube, et prirent position entre Rornfels et Neuburg. Les Autrichiens furent attaqués dans les bois de Zell et de Pruck, et repoussés jusques à Weihering. Le prince de Condé attaqua de son côté un détachement français posté à Pottmes, et le fit replier jusques à Sinning : les troupes légères autrichiennes pénétrèrent sur la route de Rain à Neuburg, et enlevèrent plusieurs officiers et courriers, et un certain nombre de munitions et de vivres.

Le 16 septembre le général Desaix, avec les troupes de l'aile gauche qu'il avait avec lui, repassa le Danube, et la totalité de l'armée se trouva sur la rive droite du fleuve vers Neuburg et Walden. Moreau reconnut la nécessité de remonter davantage le Danube, pour se rabattre avec plus d'avantage sur le Rhin. Menacé sur la droite par le général Frœlich, et sur la gauche par Nauendorf, il sentait surtout combien il était important de prévenir la marche de ce dernier sur Ulm, quand il verrait la retraite des Français prononcée. Le général Montrichard fut donc envoyé en toute hâte pour occuper la ville que nous venons de nommer, pendant que l'armée passerait le Lech et se rapprocherait de l'Iler.

Pour faciliter la réunion du général Férino à l'armée, Moreau fit faire à cette dernière une marche de flanc sur la droite, et vint prendre position de Gundlsdorff, sur la route de Rain à Munich, à Pottmes, qui avait été repris le 16 sur l'ennemi. Un corps de flanqueurs couvrait Neuburg. Le corps de Férino fit un mouvement en avant vers Munich,

et parvint à établir ses communications avec le gros de l'armée.

Tandis que ceci se passait vers le Danube, un événement assez remarquable avait lieu sur les bords du Rhin.

Nous avons dit que l'intention du prince Charles, en marchant contre Jourdan, avait été de pousser jusques au Rhin l'armée de Sambre-et-Meuse, et de revenir ensuite avec une partie de ses forces sur l'armée de Rhin-et-Moselle, pour forcer également le général Moreau à la retraite, si déjà celle de Jourdan n'obligeait point le premier de ces généraux à un pareil mouvement. Les succès obtenus à Wurtzburg confirmant l'archiduc dans cette dernière supposition, il pensa qu'il était convenable d'envoyer, sur la route même que devait tenir le général français, un détachement assez fort pour susciter des obstacles à la marche de l'armée française, et l'arrêter même pendant que le général Latour la poursuivrait.

Le prince Charles se rappela en outre qu'après le combat d'Ettlingen, Moreau, en s'avançant sur le Necker, avait laissé le général Scherb, avec trois bataillons et deux escadrons, pour observer les garnisons de Manheim et de Philipsburg. Dans le double but d'enlever ou de disperser ce petit corps d'observation, et d'opérer le mouvement projeté, l'archiduc, immédiatement après la bataille de Wurtzburg, avait détaché le général Merfeld, avec onze escadrons de cavalerie légère, sur Bruchsall, où le général Scherb était cantonné, avec l'instruction de faire parvenir au général Petrasch, commandant à Manheim, l'ordre de réunir neuf bataillons de sa garnison et de celle de Philipsburg, pour agir de concert avec lui Merfeld, sur le général Scherb, écraser ou enlever ce dernier, et intercepter les communications de l'armée de Moreau avec les bords du Rhin.

Les deux généraux autrichiens exécutèrent les ordres du prince : Petrasch devait attaquer le général Scherb de front,

tandis que le général Merfeld, s'avançant par les montagnes, le prendrait à revers et lui couperait la retraite sur Kehl. Mais prévenu par des déserteurs que l'attaque projetée contre lui devait avoir lieu le 13 septembre au matin, Scherb prit dans la nuit la route de Rastadt. Il rencontra, chemin faisant, deux bataillons ennemis qui se rendaient à Nieder-Grumbach, sur la route de Durlach, à l'effet de fermer l'issue de la vallée entre ce village et Ober-Grumbach, et de se lier avec des troupes s'avançant par Heidelsheim. Scherb les attaqua et leur passa sur le corps. Un autre détachement autrichien voulut attaquer les Français près de Carlsruhe; mais le général Shcerb le culbuta également, et continua sa route, sans être entamé, jusque sous le canon de Kehl, où il prit position le 15 septembre, dans la matinée, en avant des ouvrages sur la rive droite de la Kintzig. Cette marche du général français, harcelé et comme entouré de forces quatre fois plus nombreuses que les siennes, lui fait honneur.

Cependant les Français, après le passage de l'armée du Rhin, avaient presque aussitôt travaillé à relever les fortifications de Kehl, et les ingénieurs avaient même commencé un camp retranché pour en augmenter les défenses; mais ces ouvrages, entrepris par des paysans requis dans le duché de Baaden, s'exécutaient fort lentement, et peut-être aussi le succès de l'invasion de Moreau avait-il contribué au ralentissement des travaux. Les Autrichiens crurent pouvoir profiter de cet état de choses.

Petrasch et Merfeld avaient suivi Scherb dans sa retraite; le 16 septembre ils étaient à Bischoffsheim. Petrasch savait que la garnison de Kehl ne consistait qu'en un bataillon de la vingt-quatrième demi-brigade et quelques détachemens de la cent quatrième. Il fit partir en conséquence, de Bischoffsheim, trois bataillons et deux escadrons, qui passèrent la Kintzig à Wilstadt, et la Schutter à Eckerswihr, pour atta-

quer les retranchemens, imparfaits du côté de Marlen et de Suntheim, entre cette rivière et le Rhin; quatre autres bataillons et deux escadrons, destinés à une fausse attaque sur le général Scherb, s'avancèrent en ligne, et sous la protection de plusieurs pièces de canon, par la route de Rastadt, entre la rive droite de la Kintzig et le Rhin.

Le colonel Ocskay, avec la moitié du régiment de Ferdinand, fut conduit par des paysans qui avaient travaillé aux fortifications de Kehl, et pénétra jusques à l'ouvrage à corne du Haut-Rhin. Le major Busch, avec l'autre moitié du régiment, se porta directement de Mutheim sur le village de Kehl, dont il se rendit maître; un bataillon de Manfredini se dirigea par Neumülh, en suivant la route de ce village à Kehl.

Le général Scherb était encore sur la rive droite de la Kintzig, lorsque l'attaque dont nous venons de parler avait déjà réussi. Si le général Petrasch eût formé une seule colonne des troupes destinées à cette attaque, le fort, le camp retranché, et la tête de pont de Kehl, tombaient au pouvoir des Autrichiens. Toutefois ils avaient déjà franchi la plupart des ouvrages, et pénétré jusques au milieu de Kehl. La cavalerie de Scherb essaya de se retirer par le pont de la Kintzig, mais elle y fut accueillie par un feu si meurtrier, qu'elle fut presque détruite : quelques cavaliers seulement échappèrent à cette boucherie et furent faits prisonniers[1]. Mais les trois bataillons d'infanterie de la soixante-huitième demi-brigade se jetèrent à gauche de la Kintzig, dont les eaux étaient fort basses, défilèrent sous le feu roulant des ennemis, et vinrent

[1] De ce nombre était un officier du quinzième régiment de cavalerie, dont malheureusement le nom est resté inconnu. Lorsque les Français reprirent l'avantage, il en imposa tellement aux Autrichiens qui le gardaient prisonnier, qu'il se fit rendre ses armes, et conduisit ces mêmes gardiens au général Sicé.

tourner le fort au-dessus du Rhin pour rentrer dans Kehl. Le général Siscé se mit à la tête de ces bataillons, et soutint le combat dans le village. Trois fois les Français furent repoussés et foudroyés par quatre pièces de canon chargées à mitraille, qui enfilaient la grande rue. Enfin, vers sept heures du matin, après les plus grands efforts et des prodiges de valeur, le colonel Ocskay fut obligé de céder, et fut fait prisonnier avec deux cents hommes. La garnison de Kehl reprit alors courage et tint tête à l'ennemi.

Sur ces entrefaites le bruit de la canonnade, qui s'était fait entendre jusque dans Strasbourg, avait répandu l'alarme dans cette ville, alors sans garnison. Les généraux Schawembourg et Moulins formèrent à la hâte un bataillon des ouvriers de l'arsenal, et l'envoyèrent à Kehl. Ce bataillon rencontra quelques soldats dispersés et les ramena au combat. En même temps arrivèrent deux bataillons de grenadiers et chasseurs de la garde nationale de Strasbourg, pour soutenir les combattans. Ces troupes, réunies et animées de la plus grande ardeur, tombèrent vigoureusement sur la colonne ennemie et la rejetèrent tout-à-fait hors de Kehl. Le bataillon de Manfredini, qui arrivait par la route de Neumulh, voulut attaquer à son tour; mais il était trop tard : les Français se trouvaient en force; et après quelques démonstrations inutiles, l'ennemi renonça à son projet, vers les onze heures du matin.

Il serait plus qu'injuste de refuser de grands éloges au général Siscé, pour sa conduite ferme et vigoureuse; aux bataillons de la soixante-huitième demi-brigade, qui ne furent point ébranlés par la première attaque sur la Kintzig, et déployèrent tant de bravoure dans le village de Kehl; enfin aux ouvriers et aux citoyens de Strasbourg, qui donnèrent en cette occasion difficile une preuve signalée de leur patriotisme. Les Autrichiens montrèrent aussi une grande bravoure; mais le général Petrasch avait pris de mauvaises dis-

positions en divisant trop ses colonnes d'attaque. Il aurait dû savoir que dans ces sortes d'entreprises l'ensemble des mouvemens est aussi indispensable que leur impétuosité.

Petrasch et Merfeld, après cette tentative inutile, se retirèrent dans les vallées de la Kintzig et de la Renchen, et sur la route de Pforzheim et Stuttgardt, pour y occuper les défilés par où l'armée française devait bientôt se retirer. Quelques partis envoyés plus en avant surprirent et enlevèrent des équipages d'ambulance et d'administration.

Retournons maintenant sur la Lahn, où nous avons laissé l'armée de Sambre-et-Meuse, et continuons le récit des opérations du prince Charles.

CHAPITRE XIX.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Combats sur la Lahn; mort du général Marceau. L'armée de Sambre-et-Meuse se retire sur le Rhin. Le général Jourdan se démet du commandement. — Continuation de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle. Bataille de Biberach; passage du Val-d'Enfer. — Combats de Due-Castelli, de Saint-Georges; Wurmser renfermé de nouveau dans Mantoue. Affaires intérieures de l'Italie. Formation des républiques cispadane et transpadane. — Reprise de l'île de Corse sur les Anglais. — Suite de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle; combats sur l'Elz; affaires de Schliengen, etc., etc., etc.

1796–an IV. 21 septembre. 5e jour compl. Allemagne.

Combats sur la Lahn; mort du général Marceau; l'armée de Sambre-et-Meuse se retire sur le Rhin; le général Jourdan se démet du commandement[1]. Le prince Charles, pendant son séjour à Aschaffenburg, avait calculé les chances qui s'offraient à lui, et s'était appliqué à bien connaître les positions que l'armée de Sambre-et-Meuse occupait sur la Lahn. Marcher sur le général Jourdan, et le forcer à se retirer jusque sur le Rhin, ou bien laisser le général Wartensleben en observation devant l'armée française, et revenir sur ses pas avec un corps de vingt-cinq mille hommes, pour s'unir au général Latour et frapper sur le Danube un coup aussi décisif que celui qui avait eu lieu à Wurtzburg; tels étaient les deux partis entre lesquels flotta d'abord l'archiduc. Le second,

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Histoire de Moreau, — Coup d'œil impartial sur les opérations des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, — Précis historique de Dedon, — Histoire de France, — Notes et Mémoires manuscrits, etc.

sans doute, plus hardi que le premier, exigeait aussi des combinaisons plus fortes et plus étendues. Le général Jourdan avait, il est vrai, reçu des renforts; mais la masse principale de son armée, fatiguée d'une campagne pénible, où le défaut de subsistances avait contribué à l'épuisement du soldat, ne paraissait point encore en état de reprendre l'offensive. D'un autre côté, le manque de chevaux pour remonter une grande partie de la cavalerie, et la rareté des munitions pour l'artillerie, empêchaient le général français de songer à marcher en avant, ou du moins devaient le retenir assez de temps dans ses positions actuelles, pour que l'archiduc pût exécuter le mouvement qu'il projetait sur Ulm, rejoindre le corps détaché du général Nauendorf, et prévenir Moreau sur le Danube, puisque ce général n'y arriva que le 23 septembre. L'archiduc se détermina à manœuvrer pour forcer l'armée de Sambre-et-Meuse à quitter les bords de la Lahn, et à chercher un appui sur le Rhin.

Le 9 septembre, l'archiduc marcha avec le gros de l'armée vers Butzbach et Weilburg, tandis qu'une forte colonne sortie de Mayence, sous les ordres du général Neu, s'avançait par Wisbaden sur Limburg. En paraissant diriger la plus grande partie de ses forces sur Wetzlar, l'intention du prince était de faire croire à Jourdan qu'il voulait l'attaquer dans cette direction, et l'engager, par conséquent, à laisser sur ce point ses principales forces; mais son dessein véritable était de se porter sur Limburg et d'y forcer la ligne française, moins forte de ce côté que vers Wetzlar.

Le 11 septembre, le corps du général Kray arriva à Muntzenberg, et ses troupes légères se portèrent sur Giessen, qu'occupait l'avant-garde de la division Grenier. Cette dernière troupe était composée d'infanterie et de cavalerie; et celle-ci, en raison de sa faiblesse numérique, fut obligée de se replier sur la rive droite de la Lahn. L'infanterie tint

1796-an IV. Allemagne

assez long-temps dans la ville, à la faveur des restes des fortifications dont elle était entourée; mais les habitans ayant ouvert une des portes aux Autrichiens, les braves fantassins français, assaillis de tous côtés, furent obligés de se rendre. Le général Grenier, instruit aussitôt de cette espèce de surprise, fit avancer, sur la rive droite de la Lahn, plusieurs pièces d'artillerie, et menaça d'incendier la ville avec des obus, si les Autrichiens ne rendaient pas sur-le-champ les prisonniers qu'ils venaient de faire, et qu'ils ne devaient qu'à la trahison des bourgeois de Giessen. La menace du général français produisit son effet, et l'infanterie put traverser la Lahn pour rejoindre la division dont elle faisait partie. Le poste de Klein-Linden, sur la rive gauche, et dont les troupes de Kray s'étaient également emparées, fut repris à la bayonnette et resta au pouvoir des Français.

Le 12, Kray prit position sur les hauteurs de Giessen; le général Hotze s'avança jusques à Weilmunster et replia les avant-postes français de Weilburg et Braunfels.

Sur ces entrefaites, Jourdan s'était porté du côté de Limburg pour faire quelques changemens sur ce point de sa ligne. Le général Lefebvre, qui avait le commandement supérieur des divisions Grenier et Championnet, dépêcha des officiers d'état-major pour informer le général en chef que l'ennemi annonçait l'intention d'effectuer une attaque générale. De retour à son quartier, Jourdan apprit que le prince Charles était à Friedberg, et cette nouvelle l'affermit dans l'idée que les efforts principaux des Autrichiens auraient lieu sur cette partie de la ligne française. La présence des troupes ennemies réunies de ce côté, fit penser à ce général que l'avant-garde de Lefebvre était compromise sur la rive gauche de la Lahn, et cette troupe reçut en conséquence, dans la nuit du 12 au 13, l'ordre de passer sur la rive droite, et de venir prendre position dans la direction du général Grenier, la droite ap-

puyée à Hermestein sur la Dill. Lefebvre occupa, en outre, Atzbach et Henchelsheim ; et le quartier-général s'établit à Aslar. Ces dernières dispositions donnaient à la ligne française un déploiement trop étendu pour qu'elle pût résister avec quelque avantage.

Le 13, Wetzlar n'étant plus couvert que par de petits postes d'observation qui se replièrent à l'approche des avant-gardes, fut occupé par l'ennemi. Les Français, par une extrême négligence, avaient laissé subsister le pont de cette ville. Le général Starray prit position sur le Galgenberg. Le général Grenier repoussa quelques détachemens qui avaient passé sur la rive droite, et qui inquiétaient les flancs et les derrières de sa division.

Cependant, l'archiduc ayant quitté Friedberg dans la journée du 13, marcha par Usingen sur Weilmunster, où il arriva le 14; il avait laissé à Butzbach cinq bataillons de grenadiers et onze escadrons de cuirassiers pour renforcer le corps de Kray, qui reçut l'ordre de faire des démonstrations vigoureuses afin d'entretenir le général Jourdan dans son erreur sur le projet du prince. Celui-ci se réunit au général Hotze, arrivé depuis la veille à Müll, et se porta en avant pour reconnaître la position des Français. Cette reconnaissance le porta à croire que Jourdan voulait prendre l'initiative de l'attaque, et cette supposition, qui n'était cependant pas fondée, engagea l'archiduc à persister dans son projet de percer la ligne française vers Limburg, en continuant toutefois ses démonstrations du côté de Wetzlar.

Les troupes légères autrichiennes ayant passé la Lahn à Loller, occupèrent la forêt qui se trouve sur la rive droite, et coururent sur le flanc gauche des Français, depuis Thiliar jusques à Runckel. L'avant-garde de Marceau, attaquée en même temps à Munsfelden, se défendit avec opiniâtreté, et donna le temps à la division Bonnaud et aux troupes légères

de la division Bernadotte de marcher à son secours. Marceau, accouru à son avant-garde, attaqua à son tour les Autrichiens et les repoussa jusques à Kirchberg, où ils rencontrèrent la division du général Neu, qui s'était avancé lui-même de Mayence dans cette direction.

Pendant ce dernier engagement, Jourdan supposant toujours que l'archiduc allait déboucher par Giessen ou Wetzlar, envoyait au général Bonnaud l'ordre de ramener sa cavalerie des environs de Limburg à Aslar, et au général Bernadotte celui d'abandonner sa position pour se rapprocher de Weilburg et y relever la division Championnet, celui-ci devant réunir ses troupes en arrière de Wetzlar. Ces dispositions vicieuses, qui devaient avoir des résultats si fâcheux, ne peuvent être excusées que par l'ignorance où se trouvait le général Jourdan, de la marche de l'archiduc sur Limburg; mais du moment où il fut informé que l'avant-garde du prince était engagée avec le corps de Marceau, il est difficile de concevoir le motif qui l'empêcha de les rectifier. Ce fut en vain que ses généraux lui annonçaient une attaque sérieuse du côté de Limburg; Jourdan s'obstina à ne voir dans cette attaque qu'une démonstration dont le but était de lui faire dégarnir son front du côté de Giessen et Wetzlar, et dès-lors il ne voulut apporter aucun changement aux ordres qu'il avait donnés. On va voir combien cette erreur fut fatale à l'armée française.

Le 15 septembre au soir, telle était la position des deux armées : le général Kray entre Giessen et Wetzlar; le général Hotze à Weilmunster; le général Neu à Kirchberg; l'archiduc, avec un fort corps de troupes, à Nicdn-Brechen; Starray, en seconde ligne, derrière le général Kray.

Le général Marceau, communiquant par sa droite au Rhin, était avec son corps de bataille vers Dietz, Limburg et Nassau, son avant-garde vers Munsfelden. Le général Castel-

vert, avec la division auxiliaire de l'armée du Nord, était à Dietz, Bernadotte à Runkel, Championnet à Weilburg, Lefebvre derrière Wetzlar, Grenier vis-à-vis Giessen ; la réserve de cavalerie à Aslar.

Le 16 septembre, les Autrichiens débouchèrent de la forêt, vis-à-vis de Loller, et repoussèrent les avant-postes que Grenier avait sur sa gauche. Le général Kray rangea quelques troupes en bataille vis-à-vis de Cleiberg et de Fetzberg. La brigade du général Olivier, que Grenier avait laissée sur des hauteurs devant Giessen, sur la rive droite, fut obligée de céder le terrain. Jourdan envoya la cavalerie de Bonnaud au secours de la division Grenier, avec une demi-brigade d'infanterie, le régiment des cuirassiers et une batterie d'artillerie légère. Lui-même se rendit sur le champ de bataille : il fut à même de reconnaître que les Autrichiens, quoique nombreux, ne l'étaient point autant qu'il l'avait cru d'abord, et que cette attaque pouvait fort bien n'être qu'une démonstration. L'essentiel, dans le moment, était de repousser les assaillans, ce que les troupes de Grenier et de Bonnaud exécutèrent avec valeur. L'ennemi fut culbuté et forcé de se retirer en désordre sur la rive gauche de la Lahn. Kray, pour remédier à cet échec et empêcher les Français de pousser trop vigoureusement son avant-garde, avait fait déboucher par Giessen une forte colonne d'infanterie sur laquelle Bonnaud se porta avec rapidité et dont il sabra les tirailleurs. Le général Leval, commandant l'infanterie qui d'abord avait été envoyée au secours de Grenier, s'étant réuni au général Olivier, les deux troupes chargèrent vigoureusement l'infanterie de Kray et la firent rentrer dans Giessen. La nuit mit fin au combat, et la perte fut à peu près égale des deux côtés ; mais le brave général Bonnaud, qui avait, par son étonnante activité, rendu tant de services à l'armée, et dont la bouillante ardeur avait, dans cette dernière circonstance, décidé du succès de l'action,

trouva, pour ainsi dire, la mort au milieu des lauriers qu'il venait de cueillir pour la dernière fois. Atteint d'une balle qui lui cassa la cuisse, il mourut quelques mois après, emportant les regrets de tous ses camarades et des soldats qu'il avait commandés avec tant d'honneur; il fut pleuré particulièrement du général Jourdan, dont il était l'ami. Le général Dalesme fut également atteint de deux balles, qui ne lui firent point de blessures dangereuses.

Mais tandis que ceci se passait au centre et à la gauche de l'armée, des événemens bien autrement importans avaient lieu du côté de Limburg. On a vu que l'archiduc avait, la veille, concentré la plus grande partie de ses forces de ce côté, et que Jourdan, au contraire, avait disséminé et affaibli les siennes. Les changemens qui avaient eu lieu le 14 dans les positions de la droite de l'armée française, faisaient perdre à cette droite une partie de ses moyens de résistance.

Le 16 au matin, l'archiduc avait ordonné une attaque générale sur le corps de Marceau. Une colonne dirigée sur Dietz, après avoir culbuté les avant-postes qui en défendaient les approches, s'empara de cette ville et du pont qui s'y trouve. L'attaque principale faite sur Limburg réussit d'autant mieux, que les Français avaient évacué en partie ce point de leur ligne, et que les forces ennemies étaient infiniment supérieures. Les postes laissés dans Limburg n'opposèrent qu'une faible résistance, et les Autrichiens occupèrent la ville. Mais lorsqu'ils voulurent déboucher sur la rive droite, il leur fallut faire des efforts plus vigoureux. Toutefois, à la faveur d'une batterie amenée sur les bords de la Lahn, ils réussirent à se rendre maîtres des ponts de pierre et de bois et du faubourg de la rive droite. Alors l'engagement devint sérieux. Marceau avait fait disposer son artillerie de manière à battre le défilé de Limburg, et Bernadotte venait de lui envoyer un renfort d'une demi-brigade d'infanterie, trois pièces de canon et cent

chevaux. Ce secours permit à Marceau de faire réattaquer le faubourg, qui fut d'abord repris après un combat opiniâtre. Les Autrichiens étant revenus à la charge, chassèrent une seconde fois les Français à l'aide d'une nouvelle batterie élevée sur une hauteur de l'autre côté de la rivière; mais Marceau, convaincu de toute l'importance du défilé, ordonna une seconde attaque qui fut si impétueuse, que les Autrichiens abandonnèrent derechef le faubourg, et le laissèrent au pouvoir des Français, La nuit mit fin à une lutte aussi sanglante qu'opiniâtre. Marceau n'avait opposé que douze bataillons à la masse imposante des Autrichiens, qui comptaient de douze à quinze mille hommes.

Dès le commencement de l'attaque, Marceau avait envoyé demander au général Jourdan des secours suffisans pour empêcher l'ennemi de déboucher par le défilé de Limburg; et Jourdan avait sur-le-champ donné l'ordre au général Championnet de détacher le général Klein avec trois bataillons, un régiment de cavalerie et quelque artillerie, pour relever à Weilburg le général Bernadotte, qui dut marcher avec toute sa division sur Limburg. La réserve de cavalerie, rappelée si à contre-temps au centre de l'armée, reçut en même-temps l'ordre de se porter en toute hâte auprès du général Marceau.

Pendant la nuit du 16 au 17, l'archiduc fit établir plusieurs batteries de gros calibre sur les hauteurs à droite et à gauche de Limburg, et disposa ses troupes sur quatre colonnes. Une, partant de Dietz, devait se porter sur le flanc droit des Français; deux autres devaient déboucher par les ponts de Limburg; et la quatrième devait traverser la Lahn à gué, sur la droite de la ville. Un événement assez surprenant vint rendre superflues les précautions de l'archiduc pour la réussite de son attaque. Le général Castelvert, dont la division gardait l'espace depuis Dietz jusques au Rhin, à la nouvelle que le poste de Dietz était forcé, avait pris sur lui,

1796-an IV. Allemagne.

sans en recevoir l'autorisation du général en chef, de se retirer sur Montabauer et de là sur Neuwied. Cette retraite singulière, dont le général Marceau ne fut pas même informé, avait laissé la droite de ce général entièrement à découvert, et lui ôtait par conséquent toute possibilité de faire attaquer, comme c'était son dessein, les Autrichiens qui avaient débouché par Dietz; il ne pouvait plus rester, dans l'état de faiblesse où il se trouvait, en présence de forces aussi considérables. En conséquence, profitant d'un brouillard épais qui dérobait la vue de ses mouvemens, Marceau se retira, dans la matinée du 17, sur Molzberg; les Autrichiens, en débouchant sur leurs quatre colonnes, trouvèrent tous les postes français évacués; mais ils n'en continuèrent pas moins leur marche, et harcelèrent la division française jusques à Molzberg, sans néanmoins pouvoir l'entamer. Bernadotte ne fut pas aussi heureux que Marceau. Afin d'exécuter plus ponctuellement l'ordre qu'il avait reçu de Jourdan, ce général, n'attendant point la réunion entière de sa division pour se mettre en marche, était arrivé dans la matinée sur les hauteurs d'Offheim, avec quatre bataillons et cinq escadrons. Il fut fort surpris de rencontrer, au lieu des Français, une colonne autrichienne de huit bataillons et treize escadrons s'avançant dans la plaine. La circonstance était éminemment critique : Bernadotte courait risque, en se retirant précipitamment, de compromettre les troupes qui occupaient les postes de Weilburg et de Runckel. D'un autre côté, attendre l'ennemi, c'était s'exposer à être taillé en pièces. Toutefois, ne prenant conseil que de son courage, l'intrépide général résolut de combattre, pour donner le temps à Jourdan d'être informé de l'état des choses, et d'opérer un mouvement rétrograde. Il tint donc jusques à midi, avec une bravoure et un dévouement qui furent de la plus grande utilité à l'armée. A cette heure seulement, ayant acquis la certitude que les troupes,

depuis Weilburg jusques à Runckel, étaient en pleine retraite, il se retira lui-même, en bon ordre, jusques à Mehrenberg. Ce fut dans ce bourg qu'il fut rejoint par le général Klein et par le général Simon, que des guides malveillans égarèrent d'abord en sortant de Runkel. A peine cette réunion des troupes de Bernadotte était-elle opérée, que ce général fut attaqué par la colonne autrichienne qui avait marché à sa poursuite. Mais ce fut en vain que cette colonne essaya de débusquer les Français des bois qui sont en avant de Mehrenberg. Le général Klein tirailla avec les Autrichiens jusques à huit heures du soir; et la réserve de cavalerie étant venue joindre à ce moment la division Bernadotte, les troupes ennemies furent repoussées. Les Français bivouaquèrent à Mehrenberg.

L'archiduc, dont les nombreuses colonnes avaient débouché, comme nous l'avons dit, par Limburg et Dietz, s'arrêta sur les hauteurs d'Offheim et de Dieffenbach, pour y passer la nuit. Le général Neu se porta dans le bois d'Heisternbach, tandis qu'une autre colonne se dirigeait par Nassau sur l'extrémité de la ligne ennemie.

Jourdan, en quittant les bords de la Lahn, avait l'intention de se retirer en arrière d'Altenkirchen sur la Wiedbach. Ce mouvement rétrograde offrait de grandes difficultés, par le mauvais état des chemins à parcourir. D'un autre côté, le chemin suivi par Marceau avait beaucoup éloigné ce corps de troupes du gros de l'armée française; et pour se rendre à Altenkirchen, Marceau avait à parcourir une bien plus grande distance que l'archiduc. Toutefois, Jourdan se confiant dans la lenteur ordinaire des mouvemens autrichiens, et dans l'extrême activité de son jeune lieutenant, espéra que l'armée serait réunie à Altenkirchen avant que l'archiduc s'approchât de cette ville; et il donna à ses troupes l'ordre de se mettre en marche pendant la nuit du 17 au 18.

1796–an IV. Allemagne.

Le général Grenier passa la Dill à Herborn, le 17, à huit heures du soir; et après une halte de deux heures, sa division marcha sur Hoff, où elle prit position. Celle du général Championnet commença son mouvement à dix heures, remonta la Dill jusques à Herborn, et se dirigea ensuite sur Hachenburg. Le général Lefebvre ne quitta ses positions que le 18, à deux heures du matin; il vint également passer la Dill à Herborn, et s'établit à Hoff, en avant de la position occupée par la division Grenier. Bernadotte partit de Mehrenberg également à deux heures, et vint camper à Hayn, la réserve de cavalerie faisant son arrière-garde. Marceau marcha de Molzberg sur Freilingen. Le même jour, c'est-à-dire le 18, le général Castelvert s'établissait dans la tête de pont de Neuwied, dont le général Jourdan avait précédemment ordonné la construction. Marceau fut le seul des généraux qui fut inquiété par l'ennemi dans sa marche sur Freilingen. L'archiduc se trouvait le 18 à Molzberg, et le général Neu avait marché sur Ehrenbreitstein.

Le 19, l'armée française continua son mouvement sur Altenkirchen. Le général Klein fut chargé d'escorter le parc d'artillerie à Uckerad. A trois heures du matin, le général Bernadotte marcha en avant-garde avec la division de réserve de cavalerie chargée d'occuper le défilé d'Altenkirchen, que devait franchir l'armée entière pour prendre les positions qui lui étaient indiquées. Bernadotte mit tant de célérité dans son mouvement, qu'il arriva de bonne heure à Altenkirchen, et qu'il put faire à loisir toutes les dispositions nécessaires pour assurer la retraite de Marceau et du reste de l'armée. Un régiment de cavalerie fut détaché sur le chemin de Freilingen, à la rencontre de Marceau. Le général Lefebvre, qui formait l'arrière-garde, ayant vu défiler les divisions Grenier et Championnet, vint s'établir sur les hauteurs en avant d'Altenkirchen, appuyant sa droite à la grande route. Le gé-

néral Kray marcha si lentement à la poursuite du gros de l'armée, que ses coureurs ne furent pas même aperçus depuis la Dill jusques à Altenkirchen.

Le général Marceau avait été chargé par Jourdan du soin de retenir l'archiduc, en escarmouchant avec lui pendant que les autres divisions passaient le défilé d'Altenkirchen ; et l'intrépide guerrier s'était déjà acquitté, avec tout le zèle qui lui était ordinaire, de cette mission périlleuse. Lorsque l'arrivée du régiment de cavalerie qui avait été détaché à sa rencontre lui eut appris que l'armée prenait ses positions, il partit de Freilingen pour se réunir aux autres divisions. L'archiduc était arrivé pendant la nuit en face de Freilingen ; et le général Hotze, qui avait fait prendre les armes à ses troupes dès la pointe du jour, attaqua l'arrière-garde de la colonne française en retraite. Suivie pied à pied et avec beaucoup de vivacité, cette arrière-garde eut à soutenir des combats continuels pendant toute sa marche. Le général Marceau, qui s'était placé à ce poste dangereux, avait inspiré aux soldats une telle ardeur, que l'ennemi, malgré sa supériorité, ne put les entamer. Cependant ces braves, qui se vouaient avec tant de résolution au salut de leurs frères d'armes, après avoir traversé la forêt de Hostenbach, s'approchaient du défilé, que les troupes n'avaient point encore achevé de franchir. Il était à craindre que l'archiduc, renforçant ses colonnes d'attaque, ne poussât brusquement Marceau sur le défilé, ce qui aurait pu jeter le désordre et la confusion dans les troupes qui le traversaient encore. Jourdan sentit tout ce que cette situation avait de critique, et envoya dire à Marceau qu'il allait le faire soutenir, mais qu'il était indispensable qu'il s'arrêtât pendant quelque temps pour contenir les Autrichiens.

Marceau, sans calculer le nombre des ennemis auxquels il avait affaire, n'hésite pas un moment à exécuter l'ordre qu'il

vient de recevoir. Il fait placer, sur deux mamelons qui dominent la sortie de la forêt de Hostenbach, six pièces d'artillerie légère; en même temps il fait avancer le gros de ses troupes pour soutenir son arrière-garde; et toujours le premier au poste du péril et de l'honneur, le général se met à la tête des troupes légères. Mais voulant mieux reconnaître l'ennemi qui s'avance, il s'approche des premiers éclaireurs, accompagné seulement du capitaine du génie Souhait et de deux ordonnances. Un hussard du régiment de Kayser, qui caracolait devant lui, l'amuse et le distrait par les divers mouvemens qu'il fait faire à son cheval; et pendant ce temps, Marceau est ajusté par un chasseur tyrolien, caché derrière une haie, et qui lui tire un coup de carabine à très-peu de distance. L'intrépide général fait encore quelques pas; mais bientôt il sent qu'il est blessé à mort, se fait descendre de cheval, et tombe dans les bras de ceux qui sont accourus pour le recevoir. La nouvelle de ce fatal événement se répandit à l'instant dans toute l'armée. Jourdan, qui s'était empressé d'accourir sur le champ de bataille, rencontra le jeune héros porté par quelques grenadiers qui fondaient en larmes. L'entrevue de ces deux chefs, unis par les liens d'une étroite amitié, fut douloureuse et touchante. Toutefois Jourdan, après avoir ordonné que rien ne fût négligé pour que l'illustre blessé reçût les secours les plus prompts et les plus efficaces, prit lui-même le commandement de l'arrière-garde, dont la retraite se continua dans le meilleur ordre, et sans que l'ennemi pût réussir à la troubler. La division Marceau vint prendre position à la droite de celle du général Bernadotte. L'archiduc établit son quartier-général à Freilingen; son avant-garde occupa le village et la forêt d'Hostenbach; le général Neu s'avança sur la Niubach à Romersdorf.

Jourdan, de retour à Altenkirchen, s'empressa d'aller visiter le guerrier expirant. Les chirurgiens, en annonçant qu'il

n'y avait aucun espoir de sauver la vie à Marceau, ajoutèrent qu'on ne pouvait le transporter plus loin sans le faire mourir à l'instant. Cette décision redoubla la consternation générale. La mort de ce brave, si cher à toute l'armée, à l'âge de vingt-sept ans, rappelait à la pensée tous ses titres de gloire, ses grands talens militaires, son courage héroïque, toutes ses qualités éminentes de l'esprit et du cœur. Témoin du désespoir de ses nombreux amis, instruit de la douleur publique, le généreux jeune homme demeurait seul calme et impassible au milieu du deuil général, et montrait encore à ses derniers momens l'intrépidité qu'il avait si souvent déployée sur le champ de bataille. La mort n'effrayait point celui qui l'avait envisagée tant de fois : « Mes amis, disait-il à ceux qui l'entouraient, je suis trop regretté ; pourquoi me plaindre? je suis bien heureux, puisque j'expire pour la patrie. »

Cependant, il fallait quitter Altenkirchen et continuer à marcher sur le Rhin. Jourdan se détermina, non sans le plus vif regret, à laisser Marceau dans la ville. Il donna l'ordre à deux officiers d'état-major, deux chirurgiens, et à deux hussards d'ordonnance de rester auprès du général, qui n'avait plus que peu d'instans à vivre. Le général en chef écrivit lui-même aux généraux ennemis pour recommander Marceau à leurs soins généreux. Cette précaution était superflue : Marceau n'était pas moins en estime dans l'armée autrichienne que dans l'armée française. Dès le matin du 20 septembre, un capitaine des hussards de l'Empereur, commandant aux avant-postes, était venu s'informer de l'état du blessé ; et peu de temps après le général Haddick vint témoigner à Marceau combien il prenait part à son malheur. Le général Kray, ce respectable vétéran de l'armée autrichienne, donna des marques particulières et bien touchantes de ses regrets. Profondément affligé, et les yeux baignés de larmes, il pressa les mains mourantes de Marceau, qu'il estimait d'au-

1796–an IV. Allemagne.

tant plus qu'il l'avait souvent combattu, et qu'il pouvait l'apprécier. Les officiers et les hussards de Blankenstein et de Barco envoyèrent une députation pour le visiter, et leur douleur était aussi vive que si Marceau les eût commandés. Un dernier hommage manquait à la gloire du jeune Français : le prince Charles s'empressa de le lui rendre, en venant lui-même visiter Marceau à son lit de mort, et en ordonnant à son chirurgien d'unir ses soins à ceux des Français pour le sauver, s'il était possible. Mais toutes les ressources de l'art furent inutiles. Après avoir supporté avec une stoïque résignation les opérations longues et douloureuses que les chirurgiens lui firent subir, Marceau expira le 21 septembre, à cinq heures du matin. Les officiers qui étaient restés près de lui demandèrent à l'archiduc que les dépouilles mortelles du général fussent rendues à ses frères d'armes. Le prince y consentit sur-le-champ, en accompagnant cette permission de nouvelles preuves de l'intérêt qu'il portait au défunt. Le corps de Marceau fut escorté par un nombreux détachement de cavalerie autrichienne jusqu'à Neuwied ; l'archiduc demanda même qu'on l'avertît du jour où ces précieux restes seraient inhumés, afin que l'armée impériale pût se réunir aux Français dans les honneurs funèbres qui lui seraient rendus.

Le corps de Marceau fut déposé près de Coblentz, dans la redoute de Petersberg, qui prit depuis le nom de fort Marceau ; et le jour de la lugubre cérémonie, l'armée ennemie prit les armes en même temps que l'armée française. Des salves d'artillerie sur l'une et l'autre rive, annoncèrent à la France qu'elle venait de perdre un de ses plus dévoués défenseurs ; et à l'Allemagne, un des plus illustres guerriers qu'elle eût eus à combattre. Telle fut la fin prématurée du général Marceau, d'un général dont la patrie doit s'honorer à jamais.

La mort de Marceau fut, depuis la blessure mortelle du gé-

néral Bonnaud, le 16 septembre, le dernier accident remarquable de la longue et pénible retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse sur les bords du Rhin. Cette retraite fut effectuée avec un bonheur dont on n'aurait guère pu se flatter, si les généraux autrichiens eussent déployé plus d'activité pour profiter de la supériorité numérique de leurs troupes, et de l'état de pénurie dans lequel se trouvaient les soldats français. Le prince Charles n'a point dissimulé les fautes qu'il commit en cette occasion; fautes dont nous lui devons savoir gré, tout en appréciant sa noble franchise, puisque elles contribuèrent efficacement à conserver une armée qui devait rendre encore de si grands services à la patrie

Nous allons suivre la retraite de cette armée, que le récit de la mort de Marceau nous a fait suspendre un moment.

Le 20 septembre, les divisions Grenier et Championnet quittèrent, à quatre heures du matin, leurs positions respectives, passèrent la Sieg et l'Agger dans la journée, et s'établirent, à la nuit, de la manière suivante : le général Grenier ayant sa droite en arrière de Mundorf, et sa gauche dans la direction d'Eschmar; Championnet, son centre à Troistorp, prolongeant sa gauche parallèlement au cours de l'Agger, et son avant-garde en avant de Siegberg; la réserve de cavalerie s'établit en seconde ligne des deux divisions. Le général Poncet, qui avait remplacé Marceau dans son commandement, passa le Rhin sur le pont volant de Bonn, et fut camper en arrière de cette ville. Les généraux Lefebvre et Bernadotte, qui avaient quitté leur position à cinq heures du matin, établirent leurs troupes en avant d'Ukerad. Bernadotte avait sa droite appuyée à des marais; et Lefebvre, sa gauche à la Sieg.

Le lendemain, 21 septembre, les troupes qui avaient passé le Rhin prolongèrent leur gauche sur le château de Biusberg, qui fut fortement occupé; le centre fut établi à Portz, et la

1796-an IV. Allemagne.

droite resta appuyée au Rhin. La position des autres divisions demeura la même, à l'exception que les troupes légères furent établies en avant du front du camp, de manière à observer tout ce qui déboucherait sur l'Agger et sur la Sieg.

Toutefois, un grand changement allait avoir lieu dans l'armée de Sambre-et-Meuse; celui qui la commandait depuis plus de deux ans, qui avait vaincu avec elle à Fleurus, à Aldenhoven, et qui l'avait dirigée en Allemagne, Jourdan, allait donner sa démission. Depuis le moment où, parvenu sur la Rednitz, il avait été forcé de suivre à la lettre des plans dont il reconnaissait les vices, il avait demandé à se démettre du commandement en chef, et à rentrer en France. Le gouvernement directorial ne crut pas devoir agréer la proposition de Jourdan, dans un moment où il croyait que les talens et l'activité de ce général allaient avoir un plus grand développement. Il reçut donc l'ordre de rester à son poste, jusques à ce que l'armée sous ses ordres fût hors de danger. Ce but venait d'être atteint; Jourdan renouvela sa demande. Le directoire n'accepta cette démission, qu'en réitérant au général l'expression de ses regrets de lui voir quitter une carrière qu'il avait parcourue avec tant de gloire. Mais Jourdan était fatigué de lutter sans cesse avec des autorités turbulentes, qui, comptant pour rien l'expérience des généraux, s'arrogeaient le droit de diriger des opérations souvent funestes aux intérêts de la patrie. Il persista dans sa résolution; et le 28 septembre, il remit le commandement en chef au général Beurnonville, que le directoire avait désigné pour le remplacer. Jourdan partit le 29, pour se retirer dans sa famille, accompagné, malgré ses derniers revers, de l'estime et des regrets des braves qu'il avait commandés depuis 1793, et auxquels il avait plus d'une fois montré le chemin de la victoire.

L'armée de Sambre-et-Meuse, sous son nouveau général,

demeura, pour ainsi dire, dans une complète inaction. Après avoir escarmouché pendant quelque temps pour l'occupation du poste de Neuwied, pris et repris plusieurs fois par les deux partis, les armées française et autrichienne conclurent un armistice qui suspendit indéfiniment les hostilités. L'archiduc, immédiatement après l'établissement du général Jourdan sur le Rhin, avait marché sur le général Moreau. Quarante-trois bataillons et soixante-dix-huit escadrons, qu'il laissa sous le commandement du général Werneck, pour observer le général Beurnonville, furent, à la suite de l'armistice conclu, répartis entre la Sieg et le Rhin. Les Français entrèrent en quartiers d'hiver depuis Dusseldorf le long du Rhin, jusques à la Nahe et Kircheim-Poland.

1796-an IV. Allemagne.

Continuation de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle; bataille de Biberach; passage du val d'Enfer [1]. — L'armée de Rhin-et-Moselle, suivie avec beaucoup de circonspection par le général Latour, était arrivée le 24 septembre sur l'Iller sans rencontrer d'obstacles et sans être inquiétée. Moreau avait eu d'abord l'intention de s'arrêter quelque tems dans cette position; mais, ne recevant aucune nouvelle de France, et continuant d'être instruit par les gazettes allemandes des avantages remportés sur l'armée de Sambre-et-Meuse, il sentit qu'il n'avait point de temps à perdre pour effectuer sa retraite sur le Rhin. L'archiduc pouvait manœuvrer sur ses derrières, et le général Nauendorf s'avançant avec rapidité sur Ulm, pouvait déborder sa gauche et se lier avec le général Pétrasch qui s'avançait, comme on l'a vu plus haut, par les vallées de la Kintzig et de la Renchen.

1796—an V. 9 octobre. (18 vendém. Allemagne.)

[1] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoire de France, — Coup d'œil impartial sur les opérations des deux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, — Vie de Moreau, — Précis historique de Dédon, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Notes et Mémoires communiqués, etc.

1796—an v. Allemagne.

L'armée française se porta en trois marches des bords de l'Iler en arrière du lac de Feder; et, le 28, elle occupa les positions suivantes : le corps de bataille du général Férino, qui avait rallié à lui, vers Zeyl, les brigades des généraux Paillard et Tharreau, détachées auprès de Kempten, se porta sur les hauteurs derrière la Schussen, entre Baind et Ravensburg; le général Saint-Cyr s'établit près de Steinhausen, entre le lac et l'abbaye de Schussenried. L'aile gauche prit position entre le lac de Feder et le Danube. Desaix, qui la commandait, avait passé le Danube à Ehingen, et son arrière-garde, qui se défendit long-temps à Ulm contre le général Nauendorf, n'avait évacué cette ville que dans la nuit du 26 au 27. Moreau établit son quartier-général à Saulgau.

Les Autrichiens avaient suivi méthodiquement tous les mouvemens de l'armée française. Cependant le général Nauendorf, plus actif et meilleur tacticien que le général Latour, sentant combien il pouvait être avantageux de gagner rapidement les flancs de l'armée française pour établir ses communications avec l'archiduc, et se lier aux troupes de Pétrasch, s'avança jusques à Tubingen sur le Necker. Latour continua à marcher sur les traces de Moreau, quand il pouvait se borner à faire suivre ses arrière-gardes par le général Frœlich seulement ou par de la cavalerie, et se porta par sa droite dans la même direction que Nauendorf, avec la masse de ses forces. Il n'était pas nécessaire d'employer les troupes réunies des généraux Frœlich, Wolf et Saint-Julien pour presser le corps de Férino, puisque la marche de cette aile droite des Français n'avait aucune importance stratégique pour les Autrichiens : quelques escadrons de hussards eussent suffi pour remplir cet objet. Pour se rendre compte de cette dissidence d'opérations entre Nauendorf et Latour, il faut se rappeler que le premier n'était point sous les ordres immédiats du second; qu'il avait été détaché par l'archiduc comme auxiliaire

et pour renforcer le général Latour, lorsque le prince eut jugé que l'armée de Wartensleben et une partie de son corps de vingt-huit mille hommes suffisaient aux opérations contre Jourdan. Il résultait de cet état de choses, que Nauendorf se regardant comme indépendant, et convaincu d'ailleurs de la sagesse de son plan, persista dans son exécution, tandis que l'amour propre du général Latour le portait au refus d'exécuter des mouvemens dont la hardiesse n'était point d'ailleurs en rapport avec sa routine ordinaire. La mésintelligence des deux généraux autrichiens fut mise à profit par le général Moreau.

En suivant ainsi l'armée française pas à pas avec le gros de ses troupes, Latour semblait prendre à tâche d'éloigner les Français du point qui eût été le plus dangereux pour eux. En effet, il les poussait véritablement vers Stockach et vers la Suisse, quand il aurait dû manœuvrer pour les attirer dans une direction contraire. Le 29 septembre, l'avant-garde du général Baillet arriva à Biberach, après un léger combat qui mit cette ville et les hauteurs en avant de Groth, au pouvoir des Autrichiens. Latour prit position aux environs de Biberach, et supposant que la gauche de l'armée française était en retraite derrière le lac, il se borna à détacher vers Ahlen quatre escadrons et quelque infanterie pour couvrir son flanc droit entre le lac de Féder et le Danube, et pour observer la route de Riedlingen à Biberach. Le général Mercantin fut envoyé à Mülhausen, et Frœlich reçut ordre de faire avancer trois bataillons à Wolfegg, pour soutenir le corps principal.

Cependant Moreau était resté dans ses positions du 28, et son projet était de se débarrasser du général Latour, en profitant de la dispersion des troupes de ce dernier pour l'attaquer avec avantage. De leur côté, les Autrichiens étaient persuadés que l'aile gauche rétrogradait; et, dans cette idée, le général

1796—an v. Allemagne.

Baillet marcha par la route de Schussenried; le détachement de quatre escadrons et d'infanterie placé à la droite du lac, marcha sur Ahlen; et Mercantin s'avança de Mülhausen à Aulendorf.

A peine le général Baillet se fut-il mis en mouvement pour se rapprocher de Schussenried, que le général Saint-Cyr fit marcher le gros de ses troupes pour soutenir son avant-garde menacée. Baillet fut repoussé sur les hauteurs en avant de Steinhausen, où le général Latour vint le joindre avec un assez fort détachement. Après un combat opiniâtre, les Autrichiens réussirent à garder Stheinhausen. Sur la droite, les Autrichiens ne purent pas s'avancer beaucoup au-delà d'Ahlen, parce qu'ils rencontrèrent l'avant-garde du général Desaix qui les repoussa; ils se rallièrent derrière Ahlen. Latour, qui s'aperçut alors du petit nombre de ses troupes sur ce point, envoya le général Kospoth à Schaflangen, tandis qu'il marchait lui-même pour soutenir Baillet à Steinhausen. De son côté, Mercantin fut rejeté de Ravensburg où il s'était avancé, jusques à Michelwand, par les troupes du général Férino.

Après ces engagemens, Latour établit ses troupes de la manière suivante : l'avant-garde, forte de quatre mille deux cents hommes, dont quatorze cents de cavalerie, sous les ordres de Baillet, et formant alors le centre de bataille, était en avant de Steinhausen, ayant son flanc droit couvert par un marais impraticable jusques au lac de Féder. L'aile gauche, commandée par Mercantin, forte de neuf mille neuf cents hommes, dont trois mille trois cents de cavalerie, occupait Winterstetten, et s'étendait derrière Holzreuth. La droite, forte de six mille hommes, dont quinze cents de cavalerie, occupait Schaflangen, et devait garder les bois d'Ogeltshausen et de Seekirch, couvrir tous les chemins de la droite du lac à Biberach, et soutenir le détachement poussé sur Ahlen.

Latour resta en réserve sur la hauteur de Groth avec trois bataillons et deux escadrons. L'armée autrichienne formait ainsi un total d'à peu près vingt-trois mille hommes, dont six mille cinq cents de cavalerie.

L'armée française présentait un effectif infiniment plus nombreux. L'aile droite comptait environ vingt-un mille hommes ; le centre à peu près un pareil nombre ; et la gauche dix-huit mille : total, soixante mille hommes, plus ou moins [1]. Mais il faut observer que toutes ces troupes, et notamment partie de celles de la droite, ne prirent point part à l'action qui va suivre. On se rappellera également que le général autrichien Nauendorf était vers Tubingen avec son corps de près de dix mille combattans, et que Frœlich était inutilement en observation à l'extrémité droite de l'armée française, avec des forces à peu près égales à celles de Nauendorf. Quoi qu'il en soit, on peut, sans partialité, s'étonner de ce que le général Moreau ne tira point plus tôt un meilleur parti de sa supériorité numérique.

La position de l'armée autrichienne était également mauvaise pour l'offensive et pour la défensive. Outre son infériorité numérique, elle avait encore le désavantage d'être séparée par des obstacles qui ne permettaient pas à ses trois divisions de se prêter un secours réciproque, de sorte qu'un échec éprouvé par l'une entraînait la perte ou la retraite forcée des deux autres. Adossé au ravin de la Rissbach, Latour n'avait qu'un seul bon débouché pour sa retraite, par la ville de Biberach.

Les deux armées restèrent dans leurs positions respectives le premier octobre. Ce jour-là Moreau fit reconnaître avec

[1] L'archiduc Charles porte l'armée de Moreau à plus de soixante-huit mille hommes ; mais il y a de l'exagération dans les calculs de ce prince.

1796—an v. Allemagne.

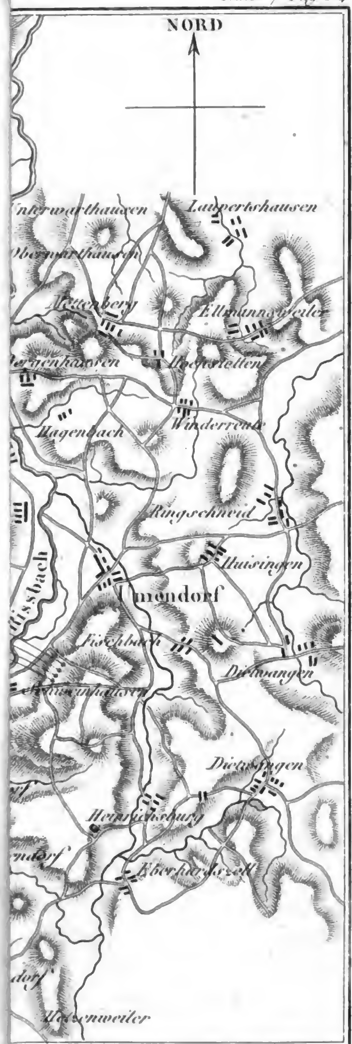
exactitude les positions autrichiennes ; il en remarqua les vices, et se détermina à l'attaque.

L'armée française se mit en mouvement le 2 octobre à deux heures du matin. Moreau avait ordonné au général Férino de ne laisser qu'un détachement devant l'Argen, et de marcher avec le gros de ses troupes par Waldsee sur Ober-Essendorff, afin d'attaquer vivement la gauche de l'ennemi, et de le prévenir sur ses communications. Malheureusement cette manœuvre, sagement combinée, ne reçut point son exécution. L'officier chargé de porter cet ordre à Férino arriva trop tard près de ce général ; et celui-ci ne put marcher à temps au lieu qui lui était indiqué.

Le général Saint-Cyr avait ordre d'attaquer l'ennemi dans les positions de Steinhausen et de Groth, pour essayer de le repousser jusques à Biberach ; tandis que le général Desaix attaquerait, de l'autre côté du lac de Féder, la droite de l'ennemi par la route de Riedlingen à Biberach, et qu'il ferait ses efforts pour le devancer sur les hauteurs près de cette ville, entre Buhren et Warthausen.

Il est facile de remarquer que ces dispositions du général Moreau n'avaient pas tout-à-fait la précision convenable au but qu'il se proposait. Wadsee et Riedlingen étaient deux points trop éloignés pour que le général français pût se flatter que les deux colonnes qui devaient en partir arrivassent en temps utile pour la réussite de l'attaque. Mais, au surplus, Moreau n'avait pas besoin, en raison de la faiblesse de l'ennemi, du concours positif de toutes ces forces ; et c'est ce qui peut faire excuser le calcul erroné de leur emploi.

Le centre de l'armée française fut divisé en trois colonnes : la brigade du général Gerard dit *Vieux*, se porta sur le village d'Ogeltshausen. Le général Saint-Cyr fit marcher la brigade du général Lecourbe et la réserve par la route qui conduit


NORD
Laupertshausen
Ellmannsweiler
Winderreute
Ringschweid
Huisingen
Umendorf
Fischbach
Dietmangen
Hagenbach
Heinrichsburg
Eberhardszell
Unterwarthausen
Oberwarthausen

de Reichenbach à Biberach. Le général Duhesme, avec une partie de sa division, fut dirigé sur les bois entre Schussenried et Holzreuth, pour attaquer le général Mercantin; pendant que l'autre partie de cette même division, aux ordres du général Laboissière, était chargée de contenir l'ennemi sur la droite de Schussenried.

A sept heures et demie du matin l'attaque commença; les centième et cent sixième demi-brigades forcèrent l'infanterie du général Baillet dans les bois de Steinhausen, et s'avancèrent malgré le feu des batteries établies sur les hauteurs en avant du village. La cavalerie autrichienne s'étant ébranlée pour soutenir les bataillons, fit une charge vigoureuse dans Steinhausen; mais les grenadiers de la cent sixième, soutenus par le neuvième régiment de hussards, reçurent avec fermeté les escadrons ennemis et les repoussèrent. Après s'être défendues encore quelque temps avec assez de résolution, ces troupes du centre autrichien se retirèrent sur les hauteurs de Groth, où se trouvait le général Latour avec sa petite réserve. Le général Mercantin et le prince de Condé suivirent ce mouvement rétrograde du centre sur Winterstetten. Le général Saint-Cyr, profitant de son avantage, aurait pu pousser l'ennemi sur la vallée de la Ryssbach; mais il se déploya entre Muttensweiler et Watenweiler, parce qu'il crut qu'une colonne ennemie débouchant par Michelwand allait inquiéter sa droite; mais aucune troupe autrichienne ne parut dans cette direction. Par ce mouvement des Français, le général Latour eut le loisir de faire filer son parc d'artillerie et de le mettre en sûreté; il en fut quitte pour une canonnade qui dura jusques à cinq heures du soir, dans sa position de Groth.

Cependant le général Desaix s'était avancé par la route de Riedlingen, au travers de la forêt, pour arriver sur le flanc droit de l'ennemi pendant l'attaque du général Saint-Cyr. Il

1796—an v
Allemagne.

avait repoussé en avant de Seekirch et d'Ahlen quelques troupes autrichiennes, et les avait poursuivies dans la direction de Guthurzhofen et de Burgenhof. Entraîné par le mouvement de ces troupes, et se voyant menacé par des forces supérieures, le général Kospoth quitta sa position de Schaflangen et se retira sur celle du Galgenberg, bien plus avantageuse. Desaix engagea bientôt le combat avec cette aile droite des Autrichiens. Les dixième demi-brigade légère, dixième et cent troisième de ligne, attaquèrent de front, pendant que Desaix, mettant à profit sa supériorité numérique, faisait tourner la position. La gauche des troupes de ce général se porta par Birkenhart sur le mont Lidenberg, près de Biberach, et ce point fut presque aussitôt emporté qu'attaqué. La colonne de droite se dirigea par Oberndorf, dans la petite vallée de Mittelbiberach. L'attaque de front culbuta les troupes de Kospoth dans le ravin; elles furent obligées de défiler en colonne entre les attaques de droite et de gauche. La tête de l'infanterie et le gros de la cavalerie parvinrent à s'ouvrir un passage; mais cinq bataillons, après avoir fait d'inutiles efforts pour suivre le mouvement de la tête de colonne, furent forcés de mettre bas les armes.

Déjà avant cet échec, le général Latour s'était aperçu de sa fausse position, et, comme nous l'avons rapporté, il avait fait filer ses parcs sur Umendorf et Fischbach, sous la protection de sa réserve d'infanterie. En même temps qu'il ordonnait à Mercantin et au prince de Condé de se retirer, le premier à Eberhardszell, et le second à Schweinhausen, les généraux Baillet et Kospoth reçurent aussi l'ordre de se retirer par Biberach derrière la Rissbach; mais cette dernière mesure était trop tardive.

Le général Saint-Cyr s'étant convaincu qu'il n'avait rien à craindre sur son flanc droit, et informé peut-être du succès obtenu par le général Desaix, fit attaquer Groth par les

quatre-vingt-quatrième et cent sixième de ligne, soutenus par le neuvième de hussards et le neuvième de cavalerie, tandis que la brigade de Gérard dit *Vieux* marchait pour tourner cette position par Reuth. Le général Baillet se retira en combattant par les bois de Rindemoos. Il voulut essayer de tenir quelques instans vers Gretschweiler, mais suivi en queue par le général Saint-Cyr, et trouvant l'aile gauche en possession de Biberach, il ne resta plus aux troupes autrichiennes d'autre parti à prendre que de chercher à percer à travers les masses de Desaix. Latour en donna l'ordre; et une partie de la colonne de Baillet réussit effectivement à passer; mais le reste fut pris ou dispersé dans les bois. A la gauche, Mercantin gagna Eberhardszell sans être inquiété. Le prince de Condé fut moins heureux; poursuivi et harcelé par les dix-septième et centième demi-brigades, il n'arriva point sans perte jusques à Appendorf, près de Schweinhausen. Les émigrés passèrent la Rissbach à la faveur d'une batterie placée sur une hauteur, et les Français ne poussèrent pas plus loin.

Pendant la nuit du 2 au 3 le général Latour rassembla ses troupes derrière Ringschneid, et fit avancer le général Baillet jusques à Laufheim, afin de garder ses communications avec le Danube. L'armée française bivouaqua sur les bords de la Rissbach.

Les Autrichiens perdirent à cette bataille quatre mille prisonniers, dix-huit pièces de canon, deux drapeaux, et un certain nombre de morts, mais qui paraît avoir été peu considérable de part et d'autre. Les bonnes dispositions du général Moreau, bien mises à exécution par ses deux lieutenans, Desaix et Saint-Cyr, contribuèrent autant que la supériorité du nombre à la victoire que les Français venaient de remporter. Si l'officier chargé de porter au général Férino l'ordre de mouvement, ne se fût point égaré en route, il y a

tout lieu de croire que le général Mercantin se fût trouvé dans la même situation que les généraux Kospoth et Baillet, et ce fut à cet accident que le général Latour dut le salut de son armée.

La victoire de Biberach, bien que décisive sur le point où elle avait été obtenue, ne suffisait point pour tirer l'armée de Rhin-et-Moselle d'embarras. Tandis que Moreau battait ainsi le général Latour, Nauendorf avait continué sa marche de Tubingen sur Eslingen, et s'était réuni, à Rothweil, au corps du général Petrasch. Ces troupes formaient un total d'environ vingt mille hommes, occupant Rothweill, Willingen, Don-Eschingen et Neustadt. En combinant leurs efforts, les deux généraux autrichiens pouvaient au moins inquiéter l'armée française dans sa retraite et la retarder jusques à l'arrivée du prince Charles sur la Renchen. L'archiduc s'avançait effectivement avec une partie des forces de l'armée du Bas-Rhin, pour se joindre aux troupes de Latour, et peut-être même serait-il parvenu sur le Danube assez à temps pour couper la retraite à Moreau, s'il n'eût pas perdu un temps précieux à recevoir des fêtes à Francfort et à Manheim : c'est surtout à la guerre que le temps perdu se recouvre bien difficilement. D'un autre côté, il avait fait passer le corps de Hotze sur la rive gauche du Rhin, dans l'intention de jeter l'alarme dans le département du Bas-Rhin, et peut-être même dans l'espoir de surprendre la place de Landau. Quel que fût son dessein, le prince échoua dans cette tentative. Le général Marescot, qui se trouvait alors sur ce point, se mit à la tête de quelques bataillons, repoussa le général Hotze, et le força à repasser le Rhin. Cette incursion mal combinée était d'autant plus intempestive, que le général Hotze eût été beaucoup mieux employé à marcher avec ses troupes sur les communications de l'armée de Moreau.

Enfin le prince se mit en mouvement. Ses troupes légères

s'étaient déjà montrées du côté de Freyburg et du Vieux-Brisack, et avaient fait prisonniers, dans cette dernière ville, le général Tomé et quelques détachemens qui y tenaient garnison.

1796--an v. Allemagne.

A la nouvelle de l'approche de l'archiduc, Moreau renonça au dessein de se retirer sur Strasbourg par la vallée de la Kintzig, déjà occupée par l'ennemi, et d'ailleurs trop voisine du corps d'armée qui venait du Mayn. Il fit donc prendre à l'armée la route directe du Val-d'Enfer, dans l'espoir de gagner Freyburg avant l'arrivée de l'archiduc sur l'Elz; et ne laissant devant Latour qu'une forte arrière-garde, il marcha sur Fridingen et Stockach, après avoir passé le Danube vers Riedlingen. Le 6 octobre, l'avant-garde française chassa de Rothweill et de Willingen les détachemens de Nauendorf et de Petrasch qui occupaient ces deux points; les parcs et les équipages de l'armée filèrent sur Huningue, sous l'escorte d'une demi-brigade, en passant par Thengen et Stuhlingen. Le général Saint-Cyr fut chargé de forcer le passage du Val-d'Enfer; la droite dut tenir tête au général Latour à Tuttlingen, et la gauche fut opposée aux troupes de Nauendorf. Ces mesures eurent tout le succès que Moreau s'en était promis: les détachemens dont l'ennemi avait voulu comme entourer l'armée française furent culbutés sur tous les points. La brigade du général Gérard, formant l'avant-garde de Saint-Cyr, attaqua avec vigueur la colonne autrichienne du baron d'Aspres, qui gardait la petite vallée de Neustadt avec trois bataillons et quelque cavalerie légère, et le rejeta sur Emmendingen, avec perte de deux à trois cents hommes. Le 12 octobre, le général Saint-Cyr entra à Freyburg, sans avoir éprouvé d'autre résistance. L'ennemi avait évacué cette ville à l'approche des Français. Les jours suivans, l'armée entière passa la gorge. Les généraux Tharraud et Paillard, qui couvraient avec leurs brigades la marche de la colonne des équipages,

1796—an v.
Allemagne.

eurent à soutenir plusieurs petits combats avec les troupes du général Frœlich. La leçon reçue à Biberach avait encore rendu le général Latour plus circonspect. Il ne tenta point de suivre Moreau avec plus de chaleur, et se porta par sa droite au-devant de l'archiduc vers Hornberg, ayant reconnu qu'il ne lui était plus possible d'empêcher le passage des défilés.

Avant de rendre compte des opérations ultérieures du général Moreau, nous devons parler de ce qui se passait, vers l'époque de la bataille de Biberach, sous les murs et autour de Mantoue, où nous avons laissé le maréchal Wurmser.

15 octobre.
(24 vendém.)
Italie.

Combats de Due-Castelli, de Saint-Georges. Wurmser renfermé de nouveau dans Mantoue. Affaires intérieures de l'Italie. Formation des républiques Cispadane et Transpadane[1]. — Wurmser était entré dans Mantoue avec à peu près dix mille hommes, dont le tiers au moins de cavalerie. Ce renfort permettait à la garnison de tenir la campagne en dehors de la place, pour y faire entrer des subsistances, et notamment des fourrages, qui manquaient absolument. Il devenait donc urgent de contraindre les Autrichiens à se renfermer dans la place, autant par la considération que nous venons d'exposer, que par celle d'empêcher un corps aussi nombreux, bien que restant sur la défensive, de conserver ses communications libres, dans la vue de seconder les efforts qui seraient tentés, sans doute, pour le délivrer. Cette position des Autrichiens hors des murs de la forteresse gênait trop les opérations ultérieures de l'armée française, pour que Bonaparte ne se mît pas promptement en mesure d'agir contre le maréchal. Ainsi donc, le 13 septembre, jour même de l'ar-

[1] Journaux du temps, — Histoire des campagnes de Bonaparte, — Siéges et batailles, — Vie du maréchal Lannes, — Siége de Mantoue, — Jomini, — Desjardins, — Jubé et Servan, — Lacretelle, — Histoire de France, — Notes et Mémoires communiqués, etc.

rivée de la colonne autrichienne sous les murs de Mantoue, le général en chef français avait donné des ordres à ses divisions pour qu'elles s'avançassent sans délai sur cette dernière place.

Augereau quitta Legnago le 13, et se porta sur Mantoue en passant par Governolo, débouché d'une grande importance sur le Bas-Pô et le Seraglio, dont les troupes de ce général devaient s'emparer, afin de ramasser tous les débris du corps autrichien qui chercheraient à rejoindre le maréchal, et pour arrêter Wurmser lui-même, dans le cas où il se présenterait sur ce point; la division devait ensuite se rabattre sur le faubourg de Saint-Georges. Masséna marcha sur Castellaro, et Sahuguet dut se porter sur la Favorite. Les Autrichiens s'étaient mis en mesure de s'opposer à ce dernier mouvement. Les troupes de Sahuguet obtinrent d'abord quelque avantage; mais l'ennemi ayant reçu des renforts, elles furent contraintes à se retirer en désordre, abandonnant trois pièces de canon, dont elles s'étaient emparées au commencement de l'action.

Wurmser avait fait camper en dehors de Mantoue treize bataillons et vingt-quatre escadrons. Ces derniers, forts de leur supériorité, inondaient la campagne. Masséna ayant quitté Castellaro pendant la nuit du 13 au 14, s'avança sur Due-Castelli, dans l'intention de surprendre l'ennemi. Celui ci était si peu sur ses gardes, que l'avant-garde française arriva jusques au camp sans être aperçue. L'infanterie autrichienne, occupée à préparer ses alimens, n'eut pas le temps de courir aux armes; la cavalerie était au fourrage : tout semblait présager un succès complet. Mais soit que l'avant-garde de Masséna ne fût pas soutenue à temps, soit qu'elle ne sût pas profiter du premier désordre des troupes attaquées, quelques officiers autrichiens eurent la présence d'esprit de rassembler à la hâte quelques bataillons, et d'arrêter les Français avec

1796—an v. Italie.

valeur. A ce moment le général Ott sortait de Mantoue, avec les escadrons qui revenaient du fourrage. Ne voyant que le danger pressant, et sans songer qu'ils n'avaient point de selle, les cavaliers autrichiens jetèrent leurs trousses de fourrage, et chargèrent avec impétuosité la cinquième demi-brigade, qui, s'étant fourvoyée, rejoignait alors l'avant-garde. Cette troupe, surprise par un choc aussi brusque, se retira en désordre. L'avant-garde abandonna bientôt le camp ennemi. La division aurait éprouvé un plus grand échec sans les vigoureux efforts de la trente-deuxième demi-brigade, qui se forma en bataillon carré, et sut contenir la cavalerie autrichienne assez long-temps pour que le général Kilmaine accourût au secours des troupes repoussées, avec le vingtième régiment de dragons. Masséna eut quelque peine à rallier ses troupes; mais il parvint à leur faire prendre une bonne position, dans laquelle la trente-deuxième demi-brigade et le vingtième de dragons vinrent les joindre, et où l'ennemi n'osa point les attaquer.

Ces deux derniers combats de la Favorite et de Due-Castelli inspirèrent aux Autrichiens une confiance présomptueuse dont Bonaparte, bien que contrarié, se promit de tirer parti pour l'exécution de son projet de battre le maréchal en dehors de Mantoue. Ces échecs n'étaient au fond que des échauffourées. L'arrivée de la division Augereau allait permettre de les réparer.

Wurmser, enhardi par le succès de la veille, fit sortir, le 15 septembre, à la pointe du jour, la plus grande partie de la garnison, qui, réunie aux troupes de l'extérieur, devait entreprendre un fourrage général. Les Autrichiens occupaient la Favorite et Saint-Georges; leur ligne appuyait sa droite à la route de Legnago, vers Mottella, et sa gauche vers San-Antonio, sur la route qui conduit de Mantoue à Vicence. Une nombreuse cavalerie couvrait le front de cette ligne étendue.

L'armée française occupait les positions suivantes : Les troupes du blocus, sous les ordres du général Sahuguet, composées des douzième légère, dix-septième et soixante-neuvième de ligne, et deux régimens de cavalerie, formaient la droite, et étaient à cheval sur la route qui conduit de la citadelle à Roverbella. Sahuguet devait attaquer la Favorite, et faire face aux troupes ennemies qui s'appuyaient à la citadelle; la division Masséna, formée des dix-huitième et dix-neuvième légères, des cinquième, onzième, dix-huitième et trente-deuxième de ligne, et de plusieurs régimens de cavalerie, occupait le centre dans la position que Masséna avait prise vers Due-Castelli. Cette position était tellement masquée par les avant-postes, que l'ennemi croyait n'avoir affaire qu'aux troupes du blocus. La division Augereau, provisoirement commandée par le général Bon, et destinée à former la gauche, était composée des cinquième légère, quatrième et cinquante-unième de ligne, et deux régimens de cavalerie. Elle était en marche par Formigosa sur Saint-Georges, afin de tourner la droite de l'ennemi, et n'avait laissé qu'un poste à Governolo.

Cette division rencontra dans sa marche des détachemens ennemis qu'elle repoussa. Le mouvement du général Bon fit prendre le change à Wurmser. Ce maréchal pensa que la démonstration de Sahuguet sur la gauche n'était qu'accessoire, et que l'armée française débouchait par Governolo. Il fit donc marcher son aile droite sur le village de Tenca. Le combat s'était déjà engagé sur la gauche, entre les troupes de cette partie et celles de Sahuguet; cependant il devint plus vif vers Tenca, où la supériorité numérique de l'ennemi lui fit obtenir d'abord quelque avantage. Mais la prochaine apparition de la division Masséna allait bientôt changer le triomphe en déroute. Dans le même moment où le général la Salcette[1] (de la division

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

1796—an v. Italie.

Sahuguet) conduisait vigoureusement sa brigade entre la citadelle et la Favorite, les troupes du général Pigeon (de la division Masséna) ayant passé par Villa-Nova, tournèrent la plaine où la cavalerie autrichienne espérait pouvoir manœuvrer, et cherchèrent à couper les communications entre la Favorite et Saint-Georges. Ces mouvemens fixaient l'attention de Wurmser sur ses deux ailes, et le contraignaient à dégarnir son centre pour renforcer ces dernières. Tel était précisément le but de Bonaparte. Quand il vit les troupes du centre marcher sur la division du général Bon, il fit lui-même avancer la division Masséna avec rapidité. La dix-huitième demi-brigade, sous les ordres du général Victor, marcha directement sur Saint-Georges, chaque bataillon formé par divisions. La trente-deuxième, soutenue par deux régimens de cavalerie conduits par le général Kilmaine, se dirigea un peu à droite, afin de rejeter l'ennemi sur la brigade Pigeon; le reste de la division devait soutenir ces deux attaques. Le combat fut bientôt général sur toute la ligne.

Lorsque la droite des Autrichiens, engagée avec le général Bon vers Tenca, entendit le canon du côté de Saint-Georges, elle craignit, avec raison, d'être coupée par la prise de ce faubourg; et son général ordonna un mouvement rétrograde dont le général Bon profita pour reprendre ses avantages et suivre avec vigueur ces troupes ébranlées. La quatrième demi-brigade de ligne, qui s'était avancée la première, tua un grand nombre d'ennemis et fit beaucoup de prisonniers. Pendant que ceci se passait, le général Victor culbutait les troupes qui couvraient Saint-Georges, et entrait dans ce faubourg pêle-mêle avec elles. Cette circonstance donna lieu à un beau fait d'armes. Un bataillon de la dix-huitième fut chargé par deux escadrons de cavalerie autrichienne; non-seulement les braves fantassins soutinrent avec beaucoup de résolution cette charge impétueuse, mais ils pressèrent à leur

tour les cavaliers avec tant de vigueur, que tous ceux de ces derniers qui ne furent pas tués ou blessés mirent bas les armes et se rendirent prisonniers.

La droite des Autrichiens, reculant devant le général Bon, atteignit le faubourg de Saint-Georges; trouvant ce poste déjà occupé par les Français, elle se rejeta sur la citadelle. Le général Sahuguet, dont une partie de la division se trouvait entre cette même citadelle et Saint-Georges, fit tous ses efforts pour s'opposer au mouvement des Autrichiens; mais il ne put y réussir complètement, parce qu'il n'avait point assez de monde, et que l'ennemi marchait sous la protection du feu des remparts et sous celle de sa cavalerie. Toutefois, ces troupes ne rentrèrent point dans la place sans éprouver des pertes considérables; plusieurs corps furent coupés et se rendirent prisonniers. Bonaparte, instruit de la marche de l'aile droite autrichienne sur le général Sahuguet, détacha plusieurs escadrons pour soutenir ce dernier; mais ils n'arrivèrent que lorsque les dernières troupes de Wurmser rentraient dans la place.

Cette journée et la précédente coûtèrent beaucoup de monde aux deux partis; les Autrichiens perdirent, le 15, environ deux mille hommes tués ou blessés; un pareil nombre de prisonniers (parmi lesquels un régiment de cuirassiers et un corps de hulans), et vingt-cinq pièces de canon avec leurs caissons tous attelés. La perte des Français fut beaucoup moins considérable, comme on peut le présumer : cependant la journée du 14 avait été à leur désavantage. On compta parmi les nombreux blessés de l'armée française les généraux Victor, Saint-Hilaire, Bertin, Murat, Meyer (ce dernier reçut un coup de feu en dégageant un soldat qu'un cuirassier autrichien allait tuer), le général Lannes, qui s'était particulièrement distingué dans les combats de Due-Castelli et de Saint-Georges, les colonels Leclerc (du dixième de chas-

1796--an v. Italie.

seurs à cheval) et Payen (du septième de hussards), tous deux blessés en chargeant l'ennemi, l'adjudant-général Béliard[1], les chefs de bataillon Taitlaud et Suchet[2], de la dix-huitième de ligne; les officiers d'état-major Charles et Sulkowsky, et une foule d'autres officiciers de tout grade, méritèrent d'être cités avec éloges dans le rapport de Bonaparte au directoire, qui sollicita en outre pour un grand nombre d'entre eux un grade supérieur[3].

La dernière victoire remportée par l'armée française termina les opérations du général Bonaparte contre l'armée de Wurmser. Les postes de Saint-Georges et de la Favorite furent fortifiés avec tant de soin, qu'il devint désormais impossible aux Autrichiens de déboucher de ces côtés. Toutefois, et pour des motifs que nous déduirons plus bas, le général en chef négligea d'occuper le Seraglio, ce qui laissa à Wurmser la faculté de s'étendre dans ce pays fertile, situé entre le Pô et le Mincio. Les forces ennemies rassemblées dans Mantoue étaient encore considérables : elles montaient de vingt-cinq à trente mille hommes, dont cinq de cavalerie. Cette dernière troupe était, à la vérité, plus embarrassante qu'utile dans une place à la veille d'être assiégée; et sur le nombre total de la garnison il faut déduire les malades, qui augmentèrent bientôt dans une proportion effrayante, par suite des fatigues éprouvées depuis la dernière marche, par les privations et surtout par l'air vicié et pestilentiel qui s'exhale incessamment des marais fangeux au milieu desquels Mantoue est placée. Vers la fin de septembre, on ne comptait déjà plus

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

[2] Aujourd'hui maréchal et pair de France, duc d'Albufera, etc., etc.

[3] Voici le nom de ces officiers : le colonel Leclerc, proposé pour général de brigade; la confirmation de leur grade pour les adjudans-généraux Roize et Picard; le grade de chef de bataillon pour les capitaines Coindet et Rozet, de l'artillerie, Damour et Ducos, de l'état-major-général.

que seize mille combattans, neuf mille malades encombraient les hôpitaux et les maisons de la ville; le reste avait succombé.

Nous venons de dire que le général français avait négligé de faire occuper le Seraglio; il n'ignorait point les ressources que cette contrée offrait à Wurmser, libre d'y envoyer fourrager; mais son intention était d'attirer le maréchal hors des murs de la forteresse, pour l'engager dans une nouvelle affaire où il espérait le battre encore, et par conséquent l'affaiblir. Le pont de Governolo sur le Mincio avait été seulement occupé et retranché pour empêcher l'ennemi de se porter de l'autre côté du fleuve. L'armée française d'ailleurs, en raison des forces renfermées dans Mantoue, ne pouvait guère investir convenablement cette place sur les deux rives du Mincio. Tels furent du moins les motifs qui furent allégués dans des rapports officiels.

Le 21 septembre, quinze cents hommes de cavalerie sortirent de Mantoue et se portèrent à Castellucchio. Les grand' gardes françaises se replièrent, comme elles en avaient reçu l'ordre, et l'ennemi ne poussa pas plus loin. Le surlendemain, 23, un corps de troupes, sous les ordres des généraux Ott et Minckwitz, vint attaquer Governolo sur la rive du Mincio. Les Français étaient sur leurs gardes, et le poste avait été convenablement renforcé. Après une canonnade très-vive et plusieurs charges vigoureuses exécutées par l'infanterie républicaine, les impériaux furent battus et repoussés, avec une perte d'à peu près mille hommes tués ou faits prisonniers, et de cinq pièces de canon attelées, ainsi que leurs caissons.

Vers cette époque, le général Bonaparte quitta son camp devant Mantoue pour se rendre à Milan, où l'appelaient de nouveaux soins à donner à l'affermissement des conquêtes de la république en Italie. Il remit le commandement supérieur des deux divisions destinées à continuer le blocus au général

1796—an v.
Italie.

Kilmaine; et celui-ci garda les mêmes positions jusques au 29, espérant toujours que les Autrichiens renouvelleraient leurs sorties pour faire rentrer dans la place tout ce qu'ils pourraient réunir d'approvisionnemens. Mais cette attente fut déçue. Wurmser pénétra le dessein des Français; ses troupes restèrent campées à la Chartreuse, en avant de la porte de Pradella, et à la chapelle qui se trouve devant la porte de Cerese. Le général Kilmaine prit alors la résolution d'attaquer l'ennemi sur ces deux points; il y dirigea plusieurs colonnes; et l'ennemi évacua ses camps après une légère fusillade d'avant-garde.

Le premier octobre, les Français s'avancèrent jusque devant les portes de Pradella et de Cerese, et bloquèrent la citadelle. Un détachement de cavalerie, sorti la veille de la forteresse, se trouva cerné et fut obligé de se rendre prisonnier. Un autre détachement, qui avait réussi à passer le Pô à Borgoforte, pour faire des fourrages, se trouva pareillement coupé, et chercha à s'échapper du côté de la Toscane. L'officier qui commandait ce détachement était porteur d'instructions du maréchal Wurmser pour exciter à l'insurrection les habitans du pays, et pour leur distribuer des armes, dont on avait chargé les charriots qui devaient transporter le fourrage dans Mantoue. Mais loin de trouver l'appui qu'ils espéraient, ces cavaliers autrichiens, poursuivis par les gardes nationales de Reggio, et par les paysans armés à la hâte d'instrumens offensifs, se réfugièrent dans le château de Monte-Chiarugolo, sur le territoire de Parme. Ils y furent cernés et obligés de se rendre par capitulation. Deux hommes de la garde nationale de Reggio furent tués dans cette action : «Ce sont, écrivait le général Bonaparte au directoire, les premiers Italiens qui aient versé leur sang pour la liberté de leur pays.»

Les Français avaient mis le feu à des meules de foin réunies entre leurs postes et la citadelle. Le 7 octobre, les Autrichiens

firent une sortie, dans le dessein d'enlever le fourrage qui pouvait rester encore. Ils s'avancèrent par la route qui mène de la citadelle à Soave, et attaquèrent le château de Prada, défendu par trois cents hommes de la soixante-neuvième demi-brigade, sous le commandement du chef de bataillon Dislons. Les Français se battirent avec leur intrépidité ordinaire. Un bataillon de la onzième demi-brigade de ligne vint, avec une pièce de canon, au secours du poste attaqué, et força la colonne ennemie de se retirer jusque sur les glacis de la citadelle. Deux cent cinquante Autrichiens furent faits prisonniers : le capitaine Magne, de la soixante-neuvième, en prit dix-sept à lui seul.

Pendant la nuit du 18, les Autrichiens tentèrent sur les retranchemens de Saint-Georges une escalade qui échoua complètement. Le reste du mois se passa sans aucun événement remarquable. La garnison, rebutée de l'inutilité de ses tentatives, et affaiblie par les maladies, qui augmentaient en raison des privations de tout genre et de l'air contagieux, n'osa rien entreprendre. A la fin d'octobre, on commença à tuer les chevaux pour faire des distributions de viande.

Tandis que le vieux maréchal s'affligeait de se voir ainsi renfermé dans une place où les soldats de son armée périssaient en détail, sans honneur et sans gloire, la cour de Vienne, encouragée d'ailleurs par les derniers succès du prince Charles en Allemagne, s'occupait avec la plus grande activité d'organiser une troisième armée pour délivrer Wurmser et rétablir ses affaires en Italie. Les momens étaient pressans; Mantoue pouvait succomber. Le Tyrol, faiblement défendu, ne présentait pas une barrière assez imposante pour empêcher une invasion dans les Etats héréditaires. Le plus actif, le plus entreprenant des généraux français, avait obscurci la gloire des capitaines les plus expérimentés de l'Au-

triche. Que de motifs pour cette puissance de porter toute son attention du côté de l'Italie!

Les événemens de la guerre nous ramènent naturellement en Allemagne, avant de continuer le récit des opérations de Bonaparte; mais nous croyons devoir exposer les affaires intérieures de l'Italie qui se rattachent à l'histoire de cette campagne, et donner quelques détails sur la conduite politique et administrative du général français dans cette contrée.

Dans la situation où Bonaparte se trouvait placé avec son armée, enfoncé dans le nord de l'Italie, placé devant une forteresse imposante et défendue par une nombreuse garnison, c'était peu pour ce général d'avoir défait successivement deux armées ennemies dans tant de combats glorieux et extraordinaires; il fallait encore consolider le résultat de ses exploits, et conserver dans le pays conquis une influence durable. Il était beau sans doute pour le jeune capitaine d'avoir atteint, dans une seule et première campagne, les plus hautes renommées militaires; mais ce genre de gloire ne suffisait pas seul à Bonaparte. Nourri de la lecture des grands hommes de Plutarque, il voulait, ainsi que les héros de la Grèce et de Rome, être à la fois guerrier et homme d'état. Le système républicain, établi chez la nation dont il dirigeait une des armées, semblait l'encourager à s'écarter de la route que suivent les généraux qui se renferment exclusivement dans le rôle d'agens militaires. Les consuls romains quittaient tour à tour le sénat et l'armée pour combattre les ennemis et concourir à l'établissement des lois de la république. Périclès, Phocion Aratus, Philopœmen, avaient été généraux, magistrats, législateurs. Dejà l'autorité du directoire n'était plus assez imposante aux yeux du vainqueur de Beaulieu et de Wurmser, pour le distraire des idées ambitieuses qui commençaient à fermenter sourdement dans sa tête exaltée.

Toutefois, le directoire secondait merveilleusement les dispositions d'esprit de son général. Ses instructions portaient de favoriser par tous les moyens possibles le développement des germes de l'esprit national chez les peuples des contrées occupées par l'armée française. Déjà celui de la Lombardie avait osé concevoir l'espoir de recouvrer son indépendance, et de secouer le joug de la maison d'Autriche, dont le gouvernement n'était point en rapport avec les mœurs et le caractère de la nation; et l'on se rendra facilement compte de cette tendance des Lombards vers l'affranchissement, si l'on considère leur situation durant deux siècles sous le gouvernement turbulent de leurs ducs, et pendant les envahissemens et la domination des Français, des Espagnols et des Allemands, qui ne s'étaient tous occupés que de leurs intérêts personnels sans faire aucune espèce d'attention à l'amélioration du sort du peuple conquis.

Bonaparte, rendu à Milan, donna donc ses soins à l'exécution de projets en harmonie avec les instructions du directoire. Il fomenta l'esprit d'insurrection déjà allumé chez les Lombards, et il se flatta que l'incendie gagnerait bientôt les autres peuples de l'Italie. En effet, les deux rives du Pô ne tardèrent pas à partager les mêmes sentimens. Il faut avouer, cependant, que les habitans des villes étaient beaucoup mieux disposés que ceux des campagnes, retenus encore par le respect féodal et par la superstition.

C'était une opinion assez généralement accréditée que l'Italie serait presque toujours le tombeau des Français, et cette opinion se fondait, comme nous l'avons dit, sur l'expérience des invasions précédentes sous les règnes de Charles VIII, Louis XII et François Ier. Elle acquérait chez certains esprits, plus de probabilités encore, par l'augmentation des causes d'antipathie qui avaient si puissamment secondé l'expulsion des armées françaises aux époques que nous venons de citer. Com-

1796—an v.
Italie.

ment croire, en effet, qu'une nation ennemie de la religion et de la noblesse, pût se flatter de maintenir sa domination dans un pays où les prêtres et les nobles exerçaient encore une si grande influence? Nous avons dit que Bonaparte était nourri de la lecture de Plutarque et d'autres anciens; mais déjà celle de Machiavel ne lui était pas moins familière, à cette époque de sa vie. Il puisa dans les livres du politique florentin les principes qui pouvaient le conduire à son but présent, et l'on verra par la suite qu'il ne borna pas à ce seul essai l'application d'une doctrine qui lui donna l'empire.

Bonaparte sentait bien que pour régénérer l'Italie il fallait à ce pays une forme de gouvernement qui sût allier la force à la libéralité; mais indépendamment des difficultés locales qui se présentaient, il devait encore éprouver des contrariétés sans cesse renaissantes de la part des commissaires envoyés par le directoire. Ce dernier voulait pour lui seul la gloire de cette grande révolution, et se flattait de l'accomplir à sa manière, d'après ses propres principes et les institutions en vigueur dans la France. Ne point mécontenter le directoire, et en même temps éviter de heurter trop ouvertement les préjugés nationaux, telle était l'opération que le jeune guerrier sut conduire avec une habileté dont bien peu d'hommes d'état eussent été susceptibles. Composant avec les anciennes institutions, à l'exception de celles qui tenaient au régime féodal, il ne mêla point à une régénération politique des entreprises irreligieuses, et glissa avec beaucoup d'adresse sur les réformes du clergé, afin de ne point s'attirer la haine de la classe ignorante sur laquelle les pratiques de la religion dans tous ses détails exercent une influence si puissante. Il se borna à proclamer l'abolition des dîmes et de quelques autres droits ecclésiastiques faciles à représenter comme des abus. En établissant le principe de l'égalité des personnes, et la suppression des droits féodaux, il n'exclut aucun noble des fonctions civiles et administratives,

et leur donna même l'espoir fondé de conserver dans le nouvel état la considération et le respect dont ils étaient si jaloux, en y ajoutant l'influence politique dont les avait privé le gouvernement autrichien. Ce qui prouve la sagesse des mesures prises par le général français, c'est que la révolution italienne se fit sans secousse violente, et ne fut suivie d'aucune réaction.

Dans leur élan vers l'indépendance, les Lombards montraient des intentions franches et pleines de dévouement pour les Français, qu'ils regardaient comme des libérateurs. Bonaparte en reçut, dès son arrivée à Milan, après les dernières affaires devant Mantoue, la preuve la moins équivoque. Les Milanais présentèrent à l'administration provisoire une demande par laquelle ils sollicitaient la faveur de former une légion active, et de l'envoyer de suite rejoindre ceux de leurs compatriotes qui avaient déjà été admis dans l'armée française. L'administration, en transmettant cette pétition au général en chef, lui disait : « Nous venons de recevoir un écrit signé d'un grand nombre de patriotes, dans lequel ces braves citoyens demandent la formation d'une légion lombarde pour l'unir à la glorieuse armée républicaine, marcher ensemble contre le commun ennemi, et défendre ainsi notre liberté et notre indépendance..... L'administration espère, citoyen général, que vous voudrez bien seconder le désir d'un peuple qui veut être libre ; et que vous ne vous opposerez pas à ce qu'il soit armé pour défendre la patrie et combattre des ennemis qui sont aussi les vôtres. » Bonaparte accueillit la demande des Milanais. Par cette marque de confiance qu'il leur donnait, il augmenta l'énergie et l'enthousiasme de ces Italiens, qui devinrent bientôt les émules de la valeur française, et partagèrent plus tard la gloire et les dangers des guerriers qui avaient fondé leur indépendance.

En affermissant ainsi une révolution avantageuse au succès

1796--an v. Italie.

des armes françaises, Bonaparte ne négligeait point les sciences et les arts; et c'est dans leur terre classique qu'il se plut à leur accorder cette haute protection qu'il affecta par la suite dans le pays dont il envahit l'autorité suprême. On connaît déjà l'accueil fait à l'astronome Oriani dans le palais ducal de Milan [1], à son retour dans la capitale de la Lombardie; le général français redoubla d'efforts et de caresses pour séduire tous ceux qui cultivaient avec succès les sciences, les arts et les lettres : des pensions accordées, des gratifications distribuées aux hommes les plus recommandables dans ces différentes classes, prouvèrent que Bonaparte savait découvrir le mérite partout où il se trouvait. L'instruction publique, ce moyen puissant d'influencer l'opinion des peuples régénérés, reçut des améliorations sensibles en subissant une nouvelle organisation. Enfin, le jeune vainqueur porta sur toutes les branches de l'administration un coup-d'œil exercé qui ne devait pas moins étonner que ses victoires. Il avait à cette époque un peu plus de vingt-sept ans.

D'un autre côté, la conduite modérée de l'armée française ne contribuait pas peu à changer les dispositions fâcheuses d'un peuple qui, de tout temps, s'était montré l'ennemi des étrangers amenés par la guerre sur son territoire. Cette partie de la populatiom, qui avait d'abord manifesté des sentimens de haine contre les vainqueurs, finit par s'habituer à un ordre de choses qui lui assurait l'exercice des droits de citoyen; droits qu'elle n'avaient point connus jusques alors. Bonaparte n'eut bientôt plus qu'à tirer parti des mouvemens insurrectionnels qui s'organisèrent de tous les côtés.

Le duché de Modène fut, des États voisins, celui qui, le premier, suivit l'exemple de la Lombardie. On a vu que le duc Hercule III, souverain du pays, avait pris la fuite à l'ap-

[1] *Voyez* tome VI, page 99.

proche de l'armée française, tout en traitant de la paix avec la république aux conditions les plus dures. Cet abandon, dans des momens de danger que le duc refusait ainsi de partager avec eux, avait inspiré aux Modénois un mépris profond pour ce prince. Ce sentiment, qui s'augmentait encore par le souvenir des exactions arbitraires exercées sur eux par les agens du souverain, occasiona bientôt une fermentation sourde, symptôme précurseur d'une révolte ouverte. Lorsque les habitans du duché surent que les Français étaient disposés à protéger l'insurrection, elle ne tarda point à éclater. Le 26 août, la ville de Reggio, patrie de l'Arioste, arbora le drapeau aux trois couleurs : ses citoyens chassèrent les troupes du duc de Modène qui y tenaient garnison, nommèrent une administration municipale, et se mirent sous la protection de l'armée française, à laquelle ils envoyèrent des députés.

Par l'une des clauses de l'armistice conclu précédemment avec le pape, S. S. avait cédé à la république française les légations de Bologne et de Ferrare. Bonaparte avait confié le gouvernement de ces deux provinces à un conseil provisoire chargé de préparer une constitution en harmonie avec les mœurs et les usages du pays. Cet abandon du droit de conquête, pour rendre le peuple à son indépendance, avait attaché les cœurs de la majorité des habitans des deux légations à la cause de la liberté. Lorsqu'ils apprirent le mouvement qui venait d'avoir lieu à Reggio, ils envoyèrent une députation aux citoyens de cette ville pour les féliciter sur leurs généreux efforts et pour leur offrir un appui.

Sur ces entrefaites, le conseil de régence, qui administrait le duché de Modène, effrayé, non sans motifs, de l'insurrection des habitans de Reggio, fit des préparatifs de défense, et ordonna la réparation des fortifications de Modène, en attendant qu'il se vît en état de châtier les révoltés. Nous avons

1796—an v. Italie.

dit que ces derniers avaient réclamé la protection française.

Prenant pour prétexte les travaux faits aux fortifications de Modène, en violation de la neutralité promise par le duc dans son traité, le général français envoya des troupes sur cette ville : elles y entrèrent sans difficulté le 9 octobre. Le conseil de régence fut cassé, et ses membres, Montecuculli, Scagninelli, Cuodrini, Cumpoti et Rondini, arrêtés et conduits à Tortone. Un comité de gouvernement fut nommé pour les remplacer. Sa mission fut d'administrer provisoirement le duché au nom de la république. Les commissaires Canuti, Medici, Valdrigni, Cavedoni, Testi, Cavichioli et Luosi, prêtèrent serment de fidélité au peuple français.

Aussitôt après son installation, le comité de Modène fit passer aux habitans des légations de Bologne et de Ferrare l'invitation d'envoyer des députés à Modène, à l'effet de se concerter avec ces derniers sur les moyens de consolider la révolution qui venait de s'opérer. Les députations eurent lieu; et, dans une assemblée générale qui se tint quelques jours après leur arrivée, l'union des quatre provinces de Modène, Reggio, Ferrare et Bologne fut déclarée solennellement permanente et indissoluble. L'assemblée décréta, en outre, l'organisation d'une garde nationale sédentaire dans toutes les villes confédérées; la création d'une légion active, composée de cinq cohortes; l'établissement d'une junte, ou commission militaire de cinq membres; enfin, l'envoi d'une députation à Milan, capitale des villes libres au-delà du Pô, pour y resserrer les nœuds de l'amitié et de la fraternité, etc. Le comité de gouvernement, établi par les Français, rendit en même temps une ordonnance par laquelle toute espèce de juridiction féodale était abolie; les officiers du régime ducal, de tout genre et de tout grade, conservés jusques à nouvel ordre, en attendant les informations prises sur leur conduite ou leur moralité; tous les droits féodaux perçus ou

à percevoir réunis, jusques à nouvel ordre, à la caisse nationale; les priviléges odieux de chasse et de pêche soumis à l'examen du comité, qui promit de satisfaire dans peu à l'impatience générale de les voir supprimés; les biens allodiaux conservés aux feudataires en propriété absolue; enfin, tout ce qui regarde l'abolition instantanée des fiefs et de toute juridiction féodale, étendu aux inféodations faites à titre onéreux. Le gouvernement provisoire s'empressa aussi de nommer des commissaires pour la rédaction d'un plan de constitution des quatre provinces confédérées.

Toutes ces innovations, faites au nom de la liberté, exaltèrent toutes les têtes, et peut-être auraient-elles produit les mêmes excès et les mêmes désordres qui avaient signalé les commencemens de la révolution française, si Bonaparte n'eût veillé au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique. Nous en citerons un exemple, à l'occasion de la plantation d'un arbre de la liberté à Bologne.

Des habitans de cette ville, à leur retour de Modène, où ils s'étaient transportés pour assister aux séances du comité de gouvernement, se livrèrent à plusieurs excès, et firent, dans quelques maisons, une réquisition de vin, afin, disaient-ils, que le peuple pût boire en l'honneur de l'arbre de la liberté. Bonaparte, instruit de cette conduite ignoble et scandaleuse, blâma hautement les hommes qui s'en étaient rendus coupables, et fit publier, à cette occasion, une proclamation dans laquelle il exprimait son affliction à la vue des excès auxquels s'étaient livrés quelques mauvais sujets qui déshonoraient l'enthousiasme des bons citoyens et leur résolution ferme de conserver une sage liberté.

« Un peuple, disait le général républicain, qui se livre à des excès est indigne de la liberté; un peuple vraiment libre est celui qui respecte les personnes et les propriétés. L'anarchie amène la guerre intestine et toutes les calamités publiques. *Je suis l'ennemi de la tyrannie*, mais avant tout

l'ennemi juré des scélérats, des brigands qui les commandent lorsqu'ils pillent. Je ferai fusiller ceux qui, renversant l'ordre social, sont nés pour l'opprobre et le malheur de leurs concitoyens..... Peuple de Bologne, voulez-vous que la république française vous protège; voulez-vous que l'armée française vous estime et s'honore de faire votre bonheur; voulez-vous que j'attache du prix à l'amitié que vous me témoignez? Réprimez le petit nombre des scélérats; faites que personne ne soit opprimé. Quelles que soient ses opinions, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de la loi..... Faites, surtout, que les propriétés soient respectées. »

Cette proclamation produisit l'effet qu'on devait en attendre. Les misérables qui avaient osé entrer à main armée dans les maisons des particuliers furent arrêtés par ordre de l'administration, et condamnés aux galères. Toutefois le gouvernement voulut que l'arbre de la liberté ne cessât point d'être regardé avec respect et enthousiasme. « L'arbre de la liberté, déclarait-il, est le signe de ce sentiment noble et auguste que nous donne la nature, que le despotisme avait si long-temps endormi dans nos cœurs, et que, après cinq siècles entiers, l'invincible nation française a réveillé parmi nous. L'audacieux qui oserait l'outrager d'action ou de paroles, est déclaré coupable de lèse-nation, et sera puni de mort. Cependant que les citoyens se gardent d'attribuer à cet arbre l'idée fausse du désordre et de la licence. Il représente la liberté, l'égalité civile qui nous met tous également sous l'autorité et la protection de la loi. Celui qui osera troubler la tranquillité et l'ordre public, insulter le gouvernement et les autorités constituées, sera sur-le-champ fusillé pour l'exemple de tous. »

Afin de mettre ces menaces à exécution, on accéléra l'organisation d'une garde civique provisoire tirée des corporations des arts et métiers, et destinée à faire la police dans la

ville. Les religieux étrangers reçurent l'ordre de sortir des quatre villes confédérées, dans l'espace de trois jours; la caisse de leur communauté dut leur fournir les moyens nécessaires pour s'éloigner; il fut enjoint aux supérieurs de veiller à ce que les moines qui s'éloignaient ainsi n'emportassent ni argenterie, ni meubles, ni livres appartenans aux monastères. Quant aux supérieurs eux-mêmes qui se trouvaient dans le cas de l'ordonnance, ainsi que les procureurs, les syndics et autres agens comptables, ils ne purent partir qu'après avoir rendu des comptes en règle. Le départ des curés, vicaires, pères de l'Oratoire, moines infirmiers et hospitaliers, etc., fut suspendu jusques à nouvel ordre. Les supérieurs devaient en outre présenter, sous huit jours, l'actif et le passif de leur communauté, etc.

Ce fut à Reggio que fut convoquée l'assemblée chargée de discuter les intérêts des villes de Modène, Bologne, Ferrare et Reggio. Le résultat de ses délibérations fut la réunion des deux duchés et des deux légations en un seul État, sous la dénomination de *République cispadane*. La détermination de cette espèce de congrès fut notifiée en ces termes aux quatre peuples confédérés :

« La motion ayant été faite au congrès de former des quatre peuples une république une et indivisible sous tous les rapports, de manière que les quatre peuples ne fassent plus qu'une seule nation, une seule famille, pour tous les effets tant passés qu'à venir, sans en excepter aucun; le congrès étant allé aux voix par peuple, tous l'ont accepté. » La même notification fut adressée au général Bonaparte, avec des remercîmens pour la haute protection qu'il avait bien voulu accorder à l'assemblée, en envoyant son aide-de-camp Marmont pour assister à toutes les délibérations. Bonaparte répondit à l'hommage des fondateurs de la nouvelle république par la lettre suivante :

« J'ai appris avec le plus vif intérêt que les Républiques

cispadanes se sont réunies en une seule, et que prenant pour symbole un faisceau, elles sont déjà convaincues que leur force consiste dans l'unité et l'indivisibilité. La malheureuse Italie est depuis long-temps effacée du tableau des puissances de l'Europe. Si les Italiens de nos jours sont dignes de recouvrer leurs droits, et de se donner un gouvernement libre, on verra leur patrie figurer avec gloire parmi les puissances de la terre. N'oubliez pas cependant que les lois sont nulles sans la force. Vos premiers regards doivent se fixer sur votre organisation militaire. La nature vous a tout donné; et après la concorde et la sagesse que l'on remarque dans vos délibérations, il ne vous manque, pour parvenir au but, que d'avoir des bataillons aguerris et animés du saint enthousiasme de la patrie. Vous vous trouvez dans une situation plus heureuse que le peuple français : vous pouvez parvenir à la liberté sans secousses révolutionnaires. Les malheurs qui ont affligé la France avant l'établissement de sa constitution, seront inconnus parmi vous; l'unité qui lie les diverses parties de la république cispadane sera le modèle constamment suivi de l'union qui régnera entre toutes les classes de ses citoyens; et les fruits de la correspondance de vos principes et de vos sentimens, soutenue par votre courage, seront la république, la liberté et le bonheur. »

Pendant que les duchés de Modène et de Reggio, les légations de Bologne et de Ferrare, brisaient ainsi les liens qui les attachaient à leurs anciens gouvernemens, en se constituant république cispadane, l'administration provisoire de la Lombardie, ou duché de Milan, avait elle-même terminé ses opérations. A l'imitation de leurs voisins, les Lombards adoptèrent définitivement le gouvernement républicain; et l'Etat, ainsi régénéré, prit le nom de *République transpadane*. Les bases de cette nouvelle constitution étaient, à quelque légère différence près, les mêmes que celles de la cispadane. Bonaparte, qui déjà, peut-être, avait le dessein

de les réunir en une seule, mais qui n'osait point achever cette grande entreprise, dans la crainte de voir son ouvrage détruit à la paix, si par hasard la restitution du duché de Milan devenait une des conditions du traité (il ne pouvait se flatter encore d'influencer les déterminations futures du directoire); Bonaparte, disons-nous, voulut du moins préparer les moyens qui pouvaient un jour amener la réunion des deux Etats. Il arrêta que l'uniforme des troupes organisées dans les deux républiques serait le même. En établissant ainsi une espèce de confraternité entre les soldats des deux pays, il espérait qu'ils s'habitueraient aux mêmes intérêts, et qu'ils éprouveraient le besoin commun de se réunir pour soutenir une indépendance achetée par les mêmes périls.

Ainsi Bonaparte, après avoir commencé à prouver que des armées bien dirigées savent se maintenir dans un pays conquis, achevait, pour ainsi dire, cette démonstration d'une manière non moins adroite qu'honorable, en ménageant avec art les intérêts des peuples envahis. L'Italie put espérer de voir, au milieu du fracas des armes, renaître les jours de son antique grandeur et de sa puissance. Elle se trouvait déjà l'alliée de ceux qui, occupant son territoire, auraient pu l'asservir.

C'était en effet une idée grande et féconde en résultats avantageux pour la République française, que celle de créer en Italie des Etats libres, intéressés à rester toujours amis de la nation qui leur avait procuré l'indépendance. Dans la situation présente de l'Europe, l'amitié certaine de l'Italie était d'une bien plus haute importance que sa conquête. En rendant les Italiens à la liberté; en les laissant maîtres de s'imposer de nouvelles lois; en les entourant de tous les prestiges séducteurs d'une révolution dégagée des scènes sanguinaires et terribles qui accompagnent presque toujours les mouvemens insurrectionnels, les Français se délivraient de l'embarras de tenir des garnisons sur les derrières de leur

1796—an v. Italie.

armée, et se voyaient même secondés par ceux qui, dans tout autre ordre de choses, se seraient montrés en ennemis. L'Autriche perdait par là toutes les ressources qu'elle aurait pu tirer de ce pays dans cette lutte opiniâtre, où malgré tous ses revers, elle ne paraissait pas encore désespérer du succès. Enfin, quelles que fussent à l'avenir les chances d'une guerre non encore terminée, les Français, en révolutionnant l'Italie, se ménageaient de précieux auxiliaires; et la république dut s'applaudir de posséder un général qui ne montrait pas moins de talens pour lui concilier l'affection des peuples que pour commander ses armées.

Tandis que ceci se passait dans l'intérieur de l'Italie conquise, la république de Gênes était elle-même dans une sourde fermentation, causée par la différence d'opinions entre la classe du peuple proprement dit, et celle des nobles qui composaient le gouvernement de cet Etat. Les premiers avantages obtenus par les Français en Italie, avaient comme obligé le sénat à fermer le port de Gênes aux Anglais. Cette mesure était d'ailleurs la représaille des actes d'hostilité commis, en 1793, par le pavillon britannique. Le gouvernement français avait exigé du sénat gênois, après la pacification des troubles dans les fiefs impériaux [1], le renvoi du comte de Girola, ministre accrédité de la cour d'Autriche, et soupçonné d'avoir été le moteur secret des troubles qui avaient amené la catastrophe d'Arquata. Cependant l'envoyé du cabinet britannique, Dracke, ne cessait de répandre dans la ville de Gênes et dans les environs les nouvelles les plus absurdes et les plus extraordinaires. Tantôt la garnison de Mantoue avait fait une sortie générale, remporté une victoire signalée, et taillé en pièces la meilleure partie de l'armée française; tantôt Bonaparte avait été cerné par une armée formidable descendue tout-à-coup du Tyrol, et forcé à mettre bas les armes et à se rendre prisonnier avec toutes ses troupes. Lorsque ces bruits

[1] *Voyez* tome VI, page 89 et suivantes.

avaient été reconnus faux, ou qu'ils ne produisaient pas l'effet désiré, l'ingénieux agent changeait de tactique; et afin d'épouvanter le peuple gênois et de l'exciter à un soulèvement contre les Français, on signalait l'approche d'une flotte de cette nation sur les côtes de Gênes, et on lui supposait l'intention de bombarder le port et la ville : c'étaient, en un mot, les mêmes moyens et les mêmes intrigues qu'on avait employés précédemment pour insurger la population crédule des fiefs impériaux.

Mais les Gênois, plus éclairés que les paysans d'Arquata et des fiefs, montraient une froide indifférence pour toutes les ridicules nouvelles débitées par Dracke et ses adhérens, soit avec emphase, soit avec une terreur simulée. Gouvernée par un sénat non moins ombrageux que celui de Venise, cette république de commerçans n'avait point envisagé avec effroi les principes révolutionnaires français, et ne paraissait point éloignée de les accueillir, si l'occasion se présentait. Il faut en excepter la classe des nobles, qui, composant seule le gouvernement, montrait des dispositions toutes contraires [1]. Aussi le sénat gênois, malgré ses démonstrations apparentes, favorisait-il en secret les menées de Dracke et des autres agens étrangers. Il ne fallait rien moins que l'entière défaite du maréchal Wurmser, pour empêcher ce gouvernement d'éclater et de montrer publiquement sa partialité pour les ennemis de la France.

Désespéré de n'avoir pu entraîner le peuple gênois dans quelque démarche imprudente, Dracke se réfugia dans les fiefs impériaux, auprès du comte de Girola; celui-ci, après avoir inutilement protesté contre le refus du sénat de communiquer avec lui, s'était occupé à renouer de nouvelles intrigues,

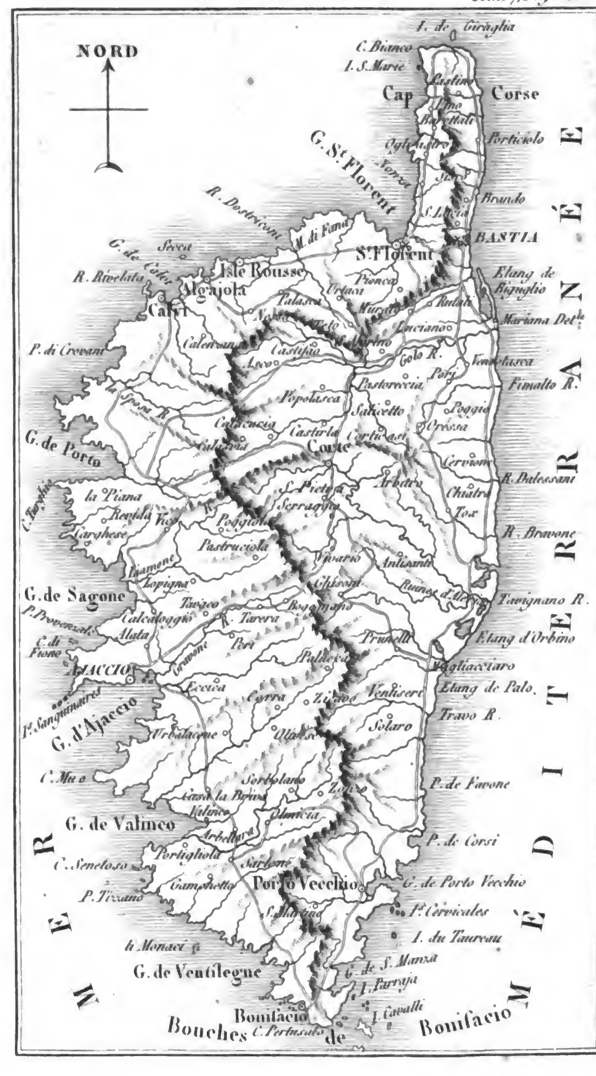
[1] « Il y a, dit Montesquieu, deux sources principales de désordres dans les États aristocratiques : l'inégalité extrême entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés, et la même inégalité entre les différens membres du corps qui gouverne : de ces deux inégalités résultent des haines et des jalousies, etc. »

1796—an v. Italie.

et se voyait à la veille d'opérer un second soulèvement dans les fiefs. Celui de Santa-Margarita, situé dans la vallée de la Scrivia, avait, sur une hauteur, un château susceptible de défense : ce fut le point de réunion que choisit le comte Girola. Il y rassemblait les prisonniers de guerre qui s'échappaient et quelques déserteurs. De là on les envoyait dans le Tyrol par Sestri di Levante et Salo, retraite de la duchesse de Parme. Ces hommes trouvaient en ce dernier endroit des armes et des munitions que la ville de Gênes fournissait en secret. Le maréchal, prévenu de ces rassemblemens, avait envoyé un officier pour les diriger.

Cette conduite du comte Girola ne pouvait pas rester longtemps enveloppée des voiles du mystère. Le ministre de France à Gênes, Faypoult, en fut instruit, et informa le général Bonaparte de ce qui se passait. Celui-ci donna l'ordre au commandant de Tortone d'envoyer des détachemens à Santa-Margarita et dans les autres fiefs. Le château qu'habitait Girola fut cerné ; mais cet agent autrichien, l'Anglais Dracke, et les nommés Sisto Quaglia, Ballestrieri, Picarro, Malaspina, seigneur de Santa-Margarita, et le prêtre Coirazza, réussirent à s'échapper. Les Français s'emparèrent des armes, des munitions, et emmenèrent en ôtage tous ceux qui ne purent justifier de la légitimité de leur séjour dans le château.

Cette dernière expédition rétablit la tranquillité dans le pays. Les barbets seuls continuaient toujours leurs assassinats et leurs ravages dans la partie montueuse du Montferrat. Ces misérables, dont l'origine remonte aux guerres de religion, faisaient du vol et du meurtre leur profession habituelle. Ils attendaient dans les défilés les estafettes, les courriers français, et les tuaient à coups de fusil. Le général d'artillerie Dujarol, officier de mérite, avait été récemment assassiné de cette manière. Cet événement fâcheux engagea Bonaparte à porter son attention sur ces brigands. Le général de division Garnier, qui commandait le comté de Nice, et principalement


NORD
Cap Corse
G. St. Florent
St. Florent
BASTIA
Isle Rousse
Algajola
Calvi
Corte
G. de Porto
G. de Sagone
AJACCIO
G. d'Ajaccio
G. de Valinco
Porto Vecchio
G. de Ventilegne
Bonifacio
Bouches de Bonifacio
MER MÉDITERRANÉE
5
10
15 Lieues.

1796—an v.
Italie.

les gorges de Tende, reçut l'ordre de redoubler de surveillance et d'efforts pour mettre un terme aux excursions des barbets. Le général Garnier se mit lui-même à la tête d'une colonne mobile, parcourut les montagnes et les endroits les plus escarpés et les plus dangereux, dispersa la plus grande partie de ces assassins, et tua même, dans une rencontre qui eut lieu au-dessus de Roccabigliera, deux de leurs principaux chefs, nommés Ferrone et Contino; mais l'entière destruction des barbets était une chose presque impossible dans un pays si rempli d'accidens de terrain et si bien connu de ceux qui l'exploitaient. Il aurait fallu tomber sur tous à la fois et dans le même moment, ce qui ne pouvait avoir lieu, tant à cause de la difficulté des communications qu'en raison du petit nombre de troupes que Garnier avait à sa disposition. Les mesures prises par ce général ne produisirent donc d'autre effet que d'éloigner pour quelque temps les barbets de ce théâtre habituel de leurs brigandages. Ils revinrent bientôt en nombre et recommencèrent à piller et à tuer les voyageurs. Au surplus, les barbets sont un fléau endémique dans les États piémontais, dont il sera toujours difficile de pouvoir garantir les troupes chargées d'agir dans les gorges des Alpes maritimes.

Depuis l'armistice consenti au quartier-général de Brescia, le 5 juin, entre Bonaparte et le ministre napolitain, prince Belmonte-Pignatelli, la cour de Naples avait continué les négociations avec le directoire pour la conclusion d'un traité de paix définitif. Ce traité fut signé à Paris, le 10 octobre, et les articles furent à peu près les mêmes que ceux de l'armistice, et que nous avons déjà rapportés [1].

25 octobr.
(4 brumaire.)
Méditerranée.

Reprise de l'île de Corse sur les Anglais [2]. — L'attention que le général Bonaparte portait ainsi aux affaires inté-

[1] *Voyez* tome VI, page 70.

[2] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoires et relations des campagnes de l'armée d'Italie, — Histoire de France, — Jomini, — Lacretelle, — Notes et Mémoires communiqués, etc.

1796—an v. Méditerranée. rieures de l'Italie, ne l'avait point distrait d'un soin non moins pressant, et dont il avait déjà commencé à s'occuper avant sa dernière expédition contre le maréchal Wurmser, c'est-à-dire vers la fin de juin. En créant les républiques cispadane et transpadane, il n'avait point oublié qu'une dépendance de la république française, que sa propre patrie était encore au pouvoir des Anglais. Le mouvement ordonné sur Livourne, à l'époque que nous venons de citer, avait moins eu pour but de s'emparer des marchandises anglaises et de chasser de ce port les insulaires bretons, que de préparer plus sûrement une expédition pour arracher à ces derniers la possession de la Corse, qu'ils avaient envahie en 1794, ainsi que nous l'avons rapporté. On se rappelle que le général corse Paoli, ayant d'abord pris les armes pour l'indépendance de son pays, s'était mis ensuite à la solde de l'Angleterre. Il était venu en France à l'époque de la révolution, et l'assemblée nationale avait été un moment dupe des protestations de cet homme astucieux, qui se présentait à elle comme une victime de l'amour de la liberté. On lui confia le commandement de la Corse, pour l'indépendance de laquelle il paraissait avoir combattu; mais les démarches de ce Corse intrigant n'avaient eu pour but que les intérêts du cabinet britannique : il le prouva bientôt, en cherchant à livrer son pays aussitôt son arrivée à Bastia. La Corse fut envahie par les Anglais, non sans une grande résistance de la part des partisans de la France. Mais le traître Paoli fut déçu dans ses espérances; il avait cru que le gouvernement anglais, en récompense de ses bons offices, le confirmerait dans le commandement qu'il avait surpris à la bonne foi du gouvernement français; il eut la mortification de voir arriver lord Elliot, en qualité de vice-roi de Corse; et cet agent supérieur ne tarda pas à faire sentir à Paoli lui-même tout le poids du joug anglais, si onéreux pour les pays soumis à cette puissance.

Les vexations de toute espèce, auxquelles les Corses furent en proie, contrastèrent singulièrement avec l'accueil honorable fait aux patriotes de cette île en France. Il semblait que cette nation voulût faire rejaillir sur les compatriotes de Bonaparte les témoignages de la reconnaissance qu'elle croyait devoir à ce dernier. Le nombre des mécontens s'accrut bientôt dans une proportion considérable. Un grand nombre se réfugia sur le continent, et ce fut à Livourne, après la prise de possession du port par les Français, qu'ils vinrent s'établir. Ils s'étaient ménagé des intelligences avec leur patrie, et Bonaparte ne tarda point à en profiter pour ses desseins. Les Anglais venaient de dégarnir la Corse pour occuper Porto-Ferrajo, dans l'île d'Elbe : ce dernier point leur avait paru d'une plus grande importance relativement à la guerre continentale. Les Corses profitèrent de cette circonstance pour essayer quelques insurrections. Ils commencèrent par refuser de payer les impôts, et l'autorité anglaise fut méconnue dans certaines parties de l'île. Les garnisons, affaiblies, n'osèrent point sortir de leurs quartiers. Dans une tournée que fit le vice-roi Elliot, il fut arrêté par des partisans, et ne fut relâché que sous la condition de retirer les troupes anglaises de l'intérieur. Bientôt l'Angleterre ne posséda plus réellement que le littoral de la Corse.

Bonaparte, attentif à tout ce qui se passait, et parfaitement informé par les réfugiés corses, avait cru devoir négliger l'occupation de l'île d'Elbe, parce qu'il ne pouvait pas former un détachement assez considérable pour se maintenir dans la possession de ce petit pays, qu'il regardait d'ailleurs comme un accessoire. Peut-être entrait-il dans ses vues que les Anglais s'en emparassent, pour diminuer d'autant leurs forces dans l'île de Corse. Quoi qu'il en soit, quand il jugea l'occasion favorable à l'expédition qu'il méditait, il prit de suite toutes les mesures convenables. Les préparatifs se firent dans

1796—an v. Méditerranée.

le port de Livourne avec le plus grand secret. Le général de division Gentili, compatriote de Bonaparte, fut mis par lui à la tête de l'entreprise. Ce général, qui ne put d'abord réunir le nombre de bâtimens nécessaires, fit embarquer le général Casalta, également né en Corse, avec un faible détachement de troupes et plusieurs patriotes de l'île. Le commissaire Salicetti s'y était déjà rendu depuis quelques jours avec deux officiers de l'artillerie et du génie, pour organiser d'avance les moyens d'attaque contre les Anglais.

Le 19 octobre, l'expédition aborda en Corse, malgré des contrariétés de toute espèce, après avoir lutté contre les élémens et échappé aux croisières anglaises. Casalta fut bientôt rejoint par un grand nombre de Corses patriotes, et marcha avec ces forces réunies sur Bastia, où il arriva le 21. Maître des hauteurs qui dominent la ville, et certain de l'appui des habitans, qui avaient si glorieusement résisté aux Anglais en 1794 [1], le général somma la garnison de Bastia de rendre la place dans le délai d'une heure. Les troupes anglaises étaient au nombre d'à peu près trois mille hommes. Elles avaient en rade quelques bâtimens sur lesquels elles crurent prudent de s'embarquer, suivant leur usage en pareil cas. Mais leur retraite ne se fit point sans quelque désordre. Casalta, ayant pénétré dans la ville, tomba sur l'arrière-garde, où se trouvait le régiment émigré de Dillon, et fit sept à huit cents prisonniers. Les magasins que l'ennemi n'avait pas eu le temps d'évacuer tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Le 22, le général Casalta partit de Bastia et se porta sur Saint-Florent, que les Anglais occupaient encore. Il trouva les gorges de San-Germano fortement gardées; mais après une attaque assez vive, le passage fut forcé. Les républicains, malgré le feu meurtrier de deux vaisseaux embossés tirant

[1] *Voyez* tome III, page 98.

à mitraille sur le chemin qui conduit à Saint-Florent, parvinrent à s'emparer de cette ville. Une partie de la garnison, qui ne put pas s'embarquer à temps, fut faite prisonnière. On trouva dans la place des canons et des mortiers, que l'ennemi ne songea même pas à enclouer. L'escadre anglaise, qui se trouvait dans la baie de Saint-Florent, gagna le large; et le vice-roi Elliot, avec les troupes qui s'étaient échappées de Bastia et de Saint-Florent, se réfugia à Porto-Ferrajo. Le 22 au soir, Bonifacio fut occupée par les Français, qui firent prisonnière la garnison de cette place.

Pendant ce temps, le général Gentili, qui avait aussi débarqué en Corse, se portait, avec le chef de bataillon Bovelli et quelques patriotes corses, sur Ajaccio, lieu de naissance du général Bonaparte. Les Anglais prirent la fuite à son approche. Ainsi quelques jours suffirent pour faire rentrer l'île sous les lois de la république.

Fidèle à ses vœux et à son attachement pour la France, la ville de Bastia nomma une députation, prise dans le sein d'une commission provisoire de gouvernement, pour aller renouveler, au nom des habitans, le serment de fidélité à la république. D'autres envoyés des communes de l'île se joignirent à cette députation, qui se rendit à Livourne, auprès des commissaires du directoire. Salicetti fit procéder dans l'île à l'acceptation de la constitution de l'an III par les assemblées primaires, qui furent convoquées à cet effet. Il est à remarquer qu'un Corse avait livré sa patrie aux Anglais, et que ce fut un autre Corse qui la délivra du joug étranger, par l'influence qu'il venait d'acquérir par ses victoires.

Cette restitution d'une partie intégrante de la république française fut d'autant plus avantageuse à celle-ci, qu'elle réduisait les Anglais aux seuls ports de l'île de Sardaigne, pour leur station dans la Méditerranée. L'apparition des vaisseaux

1796—an v. Méditerranée. anglais devint moins fréquente, et le commerce maritime du midi de la France put reprendre quelque activité [1].

La reprise de l'île de Corse, la création des deux républiques cispadane et transpadane, et les autres soins donnés par Bonaparte aux affaires intérieures de l'Italie, remplirent l'intervalle qui s'écoula depuis les derniers combats autour de Mantoue jusques à la mémorable bataille d'Arcole. L'armée française resta pendant deux mois occupée en partie au blocus de Mantoue, et le reste fut distribué en observation sur l'Adige et sur la Brenta. A cette époque, des maladies endémiques du caractère le plus fâcheux firent de grands ravages dans l'armée française; les hôpitaux s'encombrèrent; une mort lente moissonnait incessamment les braves que le hasard des batailles avait épargné. Les troupes républicaines s'affaiblirent dans une proportion presque aussi effrayante que celles de la garnison de Mantoue; et cependant le directoire négligeait l'envoi des renforts si nécessaires à l'armée pour se porter en avant. D'un autre côté, l'Autriche ne perdait pas

[1] Quelque temps après la reprise de l'île de Corse, l'armée navale anglaise disparut même entièrement de la Méditerranée. Mais il ne faut pas croire, comme on le publia dans le temps, que ce fut parce qu'il ne lui restait plus un seul port pour s'y mettre à l'abri des mauvais temps; cette erreur serait trop grave. La déclaration de guerrre de l'Espagne à l'Angleterre fut la véritable cause de l'évacuation de la Méditerranée par les flottes de cette dernière puissance. Les Anglais, par cet événement, prévu néanmoins depuis une année, se trouvèrent tout d'un coup bien inférieurs en force à leurs ennemis dans ces parages. Il leur devenait impossible de bloquer à la fois Cadix, Carthagène et Toulon. Toutefois l'Italie entière étant en paix avec la France, l'escadre de la république n'avait alors à entreprendre, en deçà de Gibraltar, aucune opération à laquelle il fût nécessaire qu'une flotte anglaise tentât d'apporter obstacle. Sir John Jervis put, sans danger pour les intérêts de la coalition, rappeler tous ses vaisseaux de la Méditerranée. Il le dut même, pour éviter de les voir enveloppés par les escadres françaises et espagnoles, qui se réunirent vers ce temps, et qui présentaient des forces triples des siennes.

1796—an v. Méditerranée.

un moment pour rassembler une troisième armée plus formidable encore que les précédentes. Cet état de choses aurait alarmé et découragé tout autre général que Bonaparte; mais ce capitaine, déjà si célèbre, devait prouver bientôt à l'Europe « que la fortune (suivant les expressions d'un historien militaire que nous citons souvent [1]), malgré l'inconstance dont on l'accuse, se range ordinairement du côté des combinaisons habiles et des grandes résolutions. »

26 octobre. (6 brumair.) Allemagne.

Suite de la retraite de l'armée de Rhin-et-Moselle. Combat sur l'Elz. Affaire de Schliengen, etc. [2] — Le général Moreau, en dirigeant son armée par le Val-d'Enfer sur Freyburg, avait le projet de marcher sur Kehl; il espérait se maintenir encore long-temps sur la rive droite du Rhin, sous la protection de ce fort, et ne voulait passer le fleuve que lorsqu'il y serait contraint par les circonstances. Le général Desaix, en conséquence de ce plan, se porta, avec la gauche de l'armée, sur Emmendingen, tandis que le centre, sous les ordres de Saint-Cyr, s'avançait dans les montagnes vers Waldkirch; la droite devait rester en observation dans la vallée de San-Peter. Le général Saint-Cyr devait s'emparer d'Elzach; mais il en fut empêché par les pluies abondantes et continuelles, qui rendirent les chemins impraticables pour l'artillerie, et augmentèrent la difficulté de chasser l'ennemi des positions avantageuses qu'il occupait : les soldats n'avaient plus d'ailleurs de chaussure.

Dans cet état de choses, il paraissait peut-être plus convenable de passer le Rhin à Brisack, et de se porter par la rive

[1] Le général Jomini.

[2] Journaux du temps, — Siéges et batailles, — Histoire de France, — Vie de Moreau, — Précis historique de Dedon, — Coup d'œil impartial sur les opérations des deux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, — Jomini, — Mémoires du prince Charles, — Notes, Documens et Mémoires communiqués, etc.

gauche et Strasbourg sur Kehl, d'où l'armée pouvait déboucher ensuite sur le corps autrichien qui se trouvait dans les environs d'Offenburg. Cette marche naturelle et plus sûre aurait évité la chance de deux combats que Moreau eut à livrer en suivant son premier plan, et dont les suites pouvaient avoir de graves inconvéniens.

Cependant l'archiduc avait hâté sa marche pour s'opposer à la retraite de Moreau, sentant toute la nécessité d'agir vigoureusement contre l'armée française avant son arrivée aux environs de Kehl. Le bruit qui s'était répandu que le général Beurnonville marchait avec une partie de l'armée de Sambre-et-Meuse pour soutenir les opérations de Moreau, contribua encore à augmenter l'activité du prince. Le 15 octobre, le général Petrasch opéra sa jonction avec les troupes de l'archiduc à Ettenheim, après avoir passé par Hornberg et Hasslach. Le 16, les Autrichiens s'avancèrent d'Offenburg à Mahlberg, afin de se rapprocher des avant-postes français, et de rendre plus facile la réunion des corps de Nauendorf, Latour et Frœlich. Le premier de ces généraux vint le même jour lier sa droite aux troupes du prince, en marchant de Willingen, par Hornberg, sur Elzach. Le général Latour déboucha dans la plaine du Rhin par la vallée de la Kintzig; et après des marches forcées, il fit, le 17, sa jonction avec l'archiduc, entre Ettenheim et Herbolzheim. Les troupes de Frœlich et du prince de Condé, qui seules avaient suivi en queue les Français par le Val-d'Enfer, arrivèrent le 18 à Neustadt. Le général Wolf avait suivi la colonne des équipages de l'armée de Moreau par les villes forestières, et il se trouvait le même jour, 18, à Waldshut. Le général Frœlich avait vainement essayé d'attaquer la droite des Français. Le général Férino, après un combat assez opiniâtre, était resté maître de la vallée de San-Peter.

L'archiduc se voyant, dès le 17, maître de disposer d'une

COMBATS SUR L'ELZ, A EMMENDINGEN ET A FREYBURG.

grande partie de ses forces, avait résolu d'attaquer le général Moreau le lendemain, pour le forcer à repasser de suite le Rhin. Il renforça en conséquence le corps du général Nauendorf; mais les troupes du général Latour, qui devaient coopérer à cette attaque, étant trop fatiguées, le prince en remit l'exécution au 19.

De son côté, le général français avait eu le même dessein que son adversaire; ses troupes, mises en mouvement à travers les montagnes, avaient été retardées dans leur marche par le mauvais temps; les pluies, qui ne cessaient point de tomber depuis un mois, ayant rendu les chemins et les communications presque impraticables.

L'archiduc divisa ses forces en quatre corps. Celui de droite, conduit par le prince de Furstenberg, et fort de cinq bataillons et treize escadrons, devait s'avancer par la plaine sur Kentzingen, faire des démonstrations sur le passage de Riegel, et se maintenir contre la gauche des Français. Le second, aux ordres de Latour, composé de neuf bataillons et quinze escadrons, marcha sur deux colonnes, par Heimbach et par Malterdingen, sur le pont de Kondringen. Le troisième, formant le centre de l'armée autrichienne, sous les ordres de Wartensleben, se composait de douze bataillons et vingt-trois escadrons; il devait s'emparer des hauteurs en avant d'Emmendingen et du pont de l'Elz. Il marcha à cet effet sur trois colonnes; la première, commandée par le général Petrasch, devait suivre le chemin d'Heimbach; la seconde, aux ordres du prince Frédéric d'Orange, devait s'avancer par la crête de la montagne, et manœuvrer afin de tourner la droite des Français par Tennenbach; tandis que la troisième colonne, commandée par le général Meerfeld, marcherait directement par Landeck sur le front même de la position française. Enfin le quatrième corps, formé de huit bataillons et quatorze escadrons, et commandé par le général

1796—an v. Allemagne.

Nauendorf, devait prendre la part la plus active à l'attaque, en débouchant par Bleibach sur Waldkirch, afin de culbuter la droite de l'armée française. Le gros de ces troupes était à Bleibach, d'où Nauendorf avait détaché deux bataillons et trois escadrons sur Siegelau. Caché dans les bois qui sont autour de ce village, ce dernier détachement devait opérer sur les flancs et les derrières des Français, si ceux-ci s'avançaient par Kollnau et Gutach. Un autre détachement avait occupé le ravin de Simonswald, et communiquait avec le prince de Condé à Saint-Mergen.

Moreau prévint l'attaque des Autrichiens, qui, d'après les calculs de l'archiduc, ne pouvait avoir lieu que vers les dix heures du matin, le 19. Les dispositions arrêtées par le général français étaient à peu près semblables à celles de son adversaire. La division Delmas fut dirigée sur Riegel et Hecklingen ; celle de Beaupuy devait garder les hauteurs de Malterdinhen et de Kondringen; une division du centre occupait Emmendingen, tandis que le général Saint-Cyr, avec la seconde division et la réserve, devait s'avancer de Waldkirch pour attaquer la gauche des Autrichiens par la vallée de l'Elz sur Bleibach, la tourner, et la forcer à évacuer tous les postes qu'elle occupait entre le Rhin et les montagnes.

Le général Saint-Cyr se mit en mouvement le 19, à la pointe du jour, pour effectuer cet effort décisif dans la vallée de l'Elz, pendant que le général Férino gardait, à l'extrême droite de la ligne française, tous les débouchés de la forêt Noire. Les forces de Férino, supérieures à celles des Autrichiens, en les considérant collectivement, se trouvaient cependant inférieures, à cause de la nécessité où se trouvait ce général de les tenir disséminées pour occuper la multitude de ses postes.

Le général Nauendorf rassemblait ses troupes et formait

sa colonne, lorsque, à neuf heures du matin, il fut attaqué par le général Saint-Cyr, dont le gros des troupes s'avançait, comme nous venons de le dire, par la vallée de l'Elz sur Bleibach, tandis qu'un détachement filait à droite sur les crêtes du Kandelberg, vers Simonswald, pour descendre dans ce village par le ravin. Ce dernier mouvement réussit : le Kandelberg et Simonswald furent forcés, et les troupes qui défendaient ces deux postes repoussées jusques à Niederwinden. Mais le général Saint-Cyr, qui avait voulu par cette manœuvre inquiéter le flanc gauche de Nauendorf, ne s'aperçut pas qu'il mettait le sien à découvert. En effet, on a vu plus haut que le général autrichien avait envoyé la veille deux bataillons et trois escadrons à Siegelau, afin de s'assurer des sommités à droite et à gauche de la vallée de l'Elz. Informé du succès obtenu par le détachement français à Simonswald, Nauendorf envoya l'ordre au commandant du détachement de Siegelau de se glisser par le ravin qui débouche sur l'Elz près de Kollnau, de garnir de tirailleurs les bois qui dominent la vallée, et d'inquiéter ainsi les flancs et les derrières de Saint-Cyr. Cet ordre fut ponctuellement exécuté. Le général Saint-Cyr, en s'avançant sur Bleibach, avait négligé de couvrir son flanc gauche et d'occuper en force les montagnes boisées au pied desquelles il faisait marcher ses troupes. Mais dès que les Autrichiens se montrèrent sur les hauteurs de Kolnau, et qu'ils eurent commencé à tirailler, Saint-Cyr s'aperçut sur-le-champ du danger qu'il courait, et ordonna un mouvement rétrograde, aimant mieux renoncer à l'attaque de Bleibach, abandonner la vallée de Gutach, et se replier sur Waldkirch, que de compromettre la sûreté de ses troupes. Nauendorf suivit la colonne française, et renforça les troupes qui avaient été repoussées du Kandelberg et de Simonswald. Ces dernières reprirent ces

postes, et le détachement français fit sa retraite par les sommités du Kandelberg.

Cependant Saint-Cyr, attaqué dans la gorge étroite de Waldkirch, s'y défendit long-temps avec opiniâtreté. Le général Nauendorf détacha un bataillon et un escadron à Buchholz, afin de prendre en flanc le général français; deux bataillons le pressèrent de front, tandis que l'artillerie, placée sur les hauteurs, et une nuée de tirailleurs protégeaient cette attaque. Les Autrichiens franchirent le défilé, et les Français se retirèrent jusque dans les bois de Langendenzlingen, après avoir essuyé une perte assez considérable en hommes égarés dans les montagnes, et qui furent faits prisonniers.

Sur ces entrefaites, les deux colonnes du général Latour, obligées de suivre dans leur marche des chemins horribles à travers les montagnes, n'arrivèrent qu'à midi devant la division du général Beaupuy, qui occupait, comme nous l'avons dit, les hauteurs entre Kondringen et Malterdingen. Le combat s'engagea avec une ardeur égale de part et d'autre. Le général Beaupuy fut presque aussitôt renversé par un boulet de canon, et expira sur-le-champ. Ce digne chef était un des plus braves et des plus aimés de l'armée. Sa mort jeta ses troupes dans la consternation; mais elles n'en continuèrent pas moins à se battre avec le plus grand courage. Moreau venait d'être informé que le général Férino, après une résistance opiniâtre, avait enfin été forcé d'abandonner la position qu'il occupait; et convaincu du danger qu'il y avait à engager une action générale, avec la rivière d'Elz à dos, et le corps de Frœlich sur son flanc droit, il envoya au général Beaupuy l'ordre précis de cesser de combattre et de venir se placer derrière Amwasser. Mais Beaupuy étant tué, l'ordre du général en chef ne fut point communiqué à sa division. Celle-ci continua donc à se défendre dans une position que

l'extrême bravoure des soldats et des officiers pouvait seule leur faire conserver aussi long-temps. Toutefois, le général Latour, ayant été renforcé par quelques bataillons de grenadiers, fit un dernier effort vers le soir, et réussit enfin à occuper Malterdingen et Kondringen, après en avoir repoussé les Français.

Le corps qui formait le centre autrichien, et que commandait le général Wartensleben, rencontra de grandes difficultés dans l'exécution du mouvement qui lui avait été indiqué. Nous avons dit que ces troupes nombreuses avaient été partagées en trois colonnes : la première et la deuxième éprouvèrent, auprès d'Emmendingen, dans les bois de Landeck, une résistance vigoureuse qui arrêta leur marche pendant presque toute la journée. Enfin la troisième colonne, conduite par le prince Frédéric d'Orange, étant parvenue, à travers les montagnes, sur le flanc droit des Français, Wartensleben ordonna une attaque plus soutenue que les précédentes sur la position d'Emmendingen. Non moins intrépide que le général Beaupuy, le digne vétéran de l'armée autrichienne se mit à la tête d'une des colonnes d'attaque, et réussit à faire gravir à ses soldats la hauteur sur laquelle les Français étaient retranchés. Un coup de canon à mitraille atteignit Wartensleben au bras et à la cuisse; mais cet accident, loin de ralentir l'ardeur de ses troupes, les anima encore davantage. Les Français, malgré leurs généreux efforts, ne purent tenir plus long-temps, et se retirèrent en bon ordre près de Thenningen et près d'Amwasser, derrière l'Elz, et en détruisirent les ponts.

Les démonstrations que le prince de Furstenberg, à la tête du quatrième corps, avait été chargé de faire du côté de Riegel, réussirent à contenir les troupes françaises qui se trouvaient sur ce point, et contribuèrent par là au succès qu'obtinrent les autres colonnes. Les Français perdirent dans

cette journée six à sept cents hommes, presque tous prisonniers, deux pièces de canon et plusieurs caissons attelés. Les Autrichiens eurent de leur côté trois à quatre cents hommes hors de combat.

Dans la nuit qui suivit ce combat sur l'Elz, le général Moreau fit reployer une partie de ses forces dans la forêt en avant de Nimburg. Le général Desaix établit la division Delmas à Endingen et Riegel, et fit garder l'important débouché de Nimburg par sa division de droite. Le général Saint-Cyr appuya sa gauche à Unter-Reute, et sa droite aux montagnes de Langendenzlingen. Son front se trouvait ainsi couvert par le ruisseau de Glotter, qui tombe dans la Treisam, dont les ponts avaient été coupés.

L'archiduc fit rétablir, dans la nuit du 19 au 20, les ponts sur l'Elz, dans l'intention de recommencer, dans la matinée du 20, ses attaques sur l'armée française. Marchant avec son avant-garde, commandée par le général Meerfeld, il la réunit au corps de Nauendorf, et vint attaquer la droite de Saint-Cyr à Langendenzlingen. Les Français, après un combat assez vif où l'archiduc parut lui-même aux premiers rangs, furent repoussés du village que nous venons de nommer, de Heuweiler et de la forêt de Gundelfingen. Heureusement pour eux, l'archiduc avait négligé de se faire suivre à Emmendingen, où il avait passé l'Elz, par des forces assez considérables pour être à même de poursuivre ce dernier avantage. Trop faibles pour repousser plus loin le général Saint-Cyr, qui s'était renforcé en appelant à lui sa division de gauche, les Autrichiens s'arrêtèrent en avant de Gundelfingen.

Pendant que ceci se passait, le général Latour, après avoir formé son corps d'armée en avant de Thenningen, avait poussé son avant-garde jusque sur le ruisseau de Glotter, en face de Nimburg. Un combat s'engagea sur ce point : quatre fois les

Autrichiens tentèrent de passer le ruisseau, et quatre fois la cinquantième demi-brigade et un bataillon de la soixante-deuxième, qui gardaient le passage du Glotter, réussirent à repousser ces tentatives. Enfin, vers le soir, Latour parvint à faire passer son avant-garde et une partie des autres troupes. Le général Desaix avait fait retirer ses troupes; et Latour s'arrêta à la nuit, un peu en avant de Thenningen, avec le gros de sa division.

Le général Desaix s'était déterminé à son mouvement rétrograde en apprenant le succès que le prince de Furstenberg venait d'obtenir dans une attaque contre Riegel. Ce village avait été emporté de vive force par une colonne qui s'en était approchée de flanc du côté de l'Elz inférieur.

Desaix avait craint de se voir attaqué par deux corps autrichiens à la fois, et par conséquent d'être compromis dans sa position; ce qui fût sans doute arrivé, et d'une manière bien plus décisive, si l'archiduc, au lieu de s'arrêter devant Gundelfingen, eût attiré sur ce point la plus grande partie de ses forces pour accabler le corps du général Saint-Cyr.

Les succès obtenus par l'archiduc dans ces différens combats firent voir au général Moreau qu'il y aurait plus que de l'imprudence à continuer son mouvement dans le Brisgaw. Il prit donc la résolution de se retirer sur Huningue avec une partie de l'armée, tandis que, pour forcer l'ennemi à une diversion qui diminuât l'ensemble de ses opérations, il donna l'ordre au général Desaix de passer le Rhin à Vieux-Brisach, pour ensuite se porter rapidement sur Kehl, et de là menacer les derrières de l'archiduc.

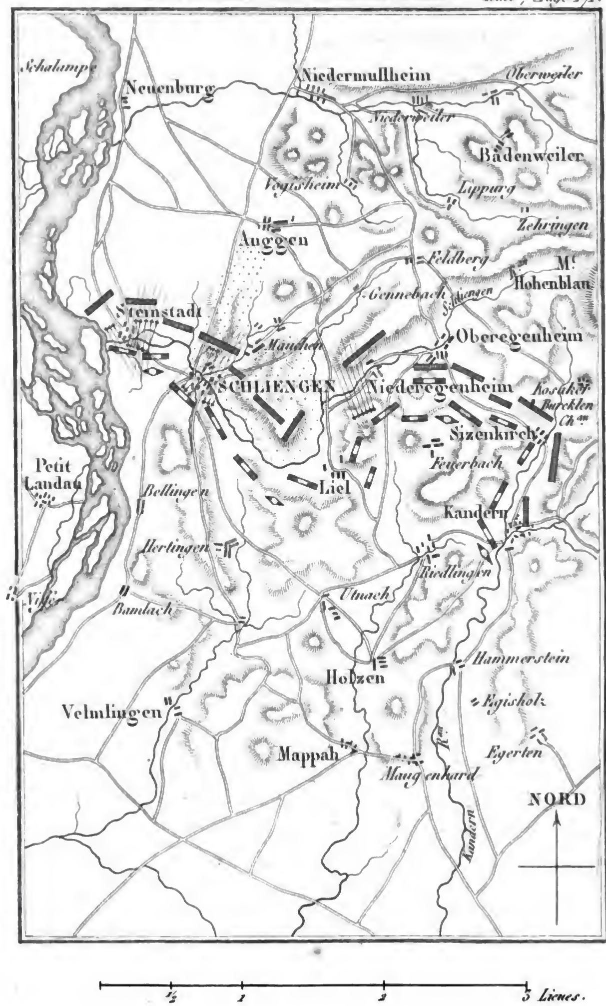
Conformément à ce plan, l'armée de Rhin-et-Moselle abandonna Nimburg et ses autres positions, dans la nuit du 20 au 21 octobre. L'aile gauche passa le Rhin à Vieux-Brisach, et le reste de l'armée manœuvra pour se rapprocher d'Hu-

1796—an v. Allemagne.

ningue. Desaix, aussitôt après son passsage, fit lever le pont de bateaux qui lui avait servi.

L'archiduc venait de faire ses dispositions pour renouveler l'attaque de la veille, et expédiait les ordres de mouvement lorsqu'il apprit, le 21 au matin, que Moreau avait marché pendant la nuit pour passer le Rhin. Il fit aussitôt avancer ses troupes dans l'ordre où elles se trouvaient. Son avant-garde suivit de près les Français, et se jeta brusquement dans Freyburg, derrière lequel les généraux Abatucci et Laboissière formèrent l'arrière-garde du général Saint-Cyr, pour empêcher l'ennemi d'en déboucher.

Moreau avait, en effet, un grand intérêt à tenir dans cette position : c'était en arrière de Freyburg qu'il devait recueillir l'aile droite aux ordres de Férino, qui sortait alors de la vallée de San-Peter, suivie et harcelée par les troupes de Frœlich et du prince de Condé. Il était essentiel que le centre de l'armée française fût à même d'empêcher l'archiduc de réunir ses efforts à ceux de Frœlich contre Férino; et c'est ce qui fût arrivé si l'aile droite n'eût pas trouvé le centre pour l'appuyer au sortir du défilé. Au surplus, ces deux parties de l'armée française se devaient un secours mutuel; car on concevra aisément que Frœlich et le prince de Condé, poussant trop vivement le général Férino, Saint-Cyr eût été débordé par eux dans le moment-même où celui-ci était pressé de front par l'archiduc. Pour éviter ce double danger, il fallait donc mettre dans les mouvemens de ces deux corps un ensemble bien difficile à obtenir en présence de l'ennemi; et toutefois les deux généraux Saint-Cyr et Férino s'en acquittèrent avec autant de bonheur que d'habileté. La jonction de leurs troupes se fit à point nommé au lieu indiqué. A peine était-elle opérée, que Frœlich et le prince de Condé, débouchant de la vallée de San-Peter, engagèrent une forte canonnade; mais le but du général Moreau étant atteint, il donna l'ordre au général



1/2 1 2 3 Lieues.

Saint-Cyr de continuer sa retraite, qui se fit dans le meilleur ordre, par les hauteurs de Pfaffenweiler, sous la protection de l'artillerie légère et d'une forte réserve placée à Saint-Georges.

L'archiduc prit position, le centre à Bucheim; l'avant-garde à Wasenweiler, d'où elle communiqua avec la gauche par Merdingen et Thiengen; l'aile droite marcha sur Kenigschafhausen, et poussa ses troupes légères jusque sur Brisach.

Pour assurer le succès de son passage du Rhin à Huningue, Moreau fit prendre à ses troupes la position de Schliengen, où elles arrivèrent le 22 octobre au soir.

La vallée du Rhin est coupée transversalement, à Schliengen, au sud de Mullheim, par un groupe de hauteurs escarpées qui s'étendent depuis la montagne de Hohenblau jusques au fleuve. Cette espèce de contre-fort des crêtes du Hohenblau, qui se rattache, par une pente insensible, à la forêt Noire, est fortement encaissée de trois côtés : à gauche par le Rhin, à droite par le ruisseau de Kandern, lequel sort du pied de cette montagne, et après avoir coulé parallèlement au fleuve dans une direction inverse, vient s'y jeter en tournant tout-à-coup à l'ouest. Le front, du côté du nord, est couvert par le ruisseau de Schliengen, qui prend sa source au pied du Hohenblau, coule ensuite vers Schliengen dans un ravin profond, où sont jetés les villages d'Ober et Nieder-Eggenheim, et se perd ensuite dans le Rhin, près de Steinstadt.

Ce fut dans cette position que Moreau attendit l'armée du prince Charles : sa gauche appuyée au Rhin près de Steinstadt, et sa droite au défilé de Kandern, en prolongeant son extrémité jusque vers Sizenkirch. Cette ligne, de trois lieues de développement, avait son centre sur les hauteurs qui dominent les villages d'Ober et Nieder-Eggenheim, de Liel et de Schliengen. Le général Moreau comptait d'autant mieux

se défendre, qu'il espérait que le mouvement opéré par le général Desaix engagerait l'archiduc à détacher quelques troupes pour renforcer le corps d'observation qu'il avait devant Kehl; et il ne se trompa point dans cette conjecture. L'archiduc forma, en effet, un détachement de six bataillons et treize escadrons qu'il envoya devant Kehl, mesure, au surplus, assez extraordinaire au moment où il méditait une attaque générale.

L'archiduc arriva, avec la gauche de son armée, à Heitersheim, et lia les troupes de la droite avec celles du centre à Ufhausen. Le corps de Condé se rendit à Harthcim; l'avant-garde autrichienne s'établit à Mullheim, après s'être emparée d'Auggen et avoir formé une chaîne de postes en avant de Kandern, Sizenkirch et Feldberg. Les troupes légères poussèrent jusques à Steinstadt. Des détachemens parcoururent le bord du Rhin pour couvrir le flanc droit de l'armée et assurer ses derrières.

Les dispositions d'attaque furent faites dans la journée et la nuit du 23 au 24. Le prince Charles attira sa droite à lui, et renforça l'avant-garde en faisant avancer avec elle le général Nauendorf pour s'emparer du plateau qui dominait la position du centre français. Les troupes légères occupèrent Feldberg et délogèrent les Français des hauteurs qui commandent les villages d'Ober-Eggenheim et Sizenkirch, ainsi que du château de Burcklen. Les troupes autrichiennes furent formées sur quatre colonnes : la première, de droite, se composait de quatre bataillons et treize escadrons aux ordres du prince de Condé; elle s'avança vis-à-vis de Steinstadt, afin de se trouver prête à attaquer ce village; la deuxième colonne, forte de neuf bataillons et treize escadrons, commandée par le prince de Furstenberg, s'avança dans le même dessein par la grande route. La cavalerie resta dans la plaine, et l'infanterie s'approcha le plus possible de Schliengen; la troisième colonne,

de treize bataillons et vingt escadrons, commandée par Latour, prit position entre Feldberg et Vogisheim; la quatrième colonne, aux ordres du général Nauendorf, et formée de dix bataillons et quinze escadrons, était liée par une colonne détachée et conduite par le général Meerfeld à la troisième, par Feuerbach.

Les colonnes de Latour et de Nauendorf étaient destinées à faire un effort vigoureux contre le centre de l'armée française, et manœuvrer ensuite pour tourner la droite, tandis que les princes de Condé et de Furstenberg feraient des démonstrations contre la gauche, afin de la contenir, et empêcher le général Moreau d'en détacher le moins de monde possible.

L'attaque des Autrichiens devait commencer le 24 à la pointe du jour; mais le temps était affreux; la pluie tombait par torrens et rendait impraticables les chemins, déjà effondrés par les pluies précédentes. La marche des Autrichiens fut retardée jusques à près de neuf heures; la cavalerie et l'artillerie ne purent s'avancer assez pour seconder l'infanterie.

La colonne du prince de Condé attaqua le village de Steinstadt et en délogea les avant-postes français après une légère résistance. Les émigrés s'y maintinrent toute la journée, malgré les efforts du colonel Nansouty, qui commandait une brigade de cavalerie à la gauche du général Saint-Cyr.

Le prince de Furstenberg attaqua le village de Mauchen, en avant de Schliengen, et repoussa les troupes qui gardaient ce poste. Mais ce fut vainement qu'il essaya de s'emparer de Schliengen. Repoussé par le général Ambert et par le feu d'une artillerie formidable, le prince fut obligé de s'arrêter sur les hauteurs qui sont en avant du dernier village. Toutefois le but de son attaque était atteint; les Français, persuadés que l'effort était sérieux, ne cessèrent de canonner sur ce point toute la journée, et les troupes y furent dans un éveil continuel.

La général Latour s'avança de Vogisheim sur Feldberg; sa droite repoussa les avant-postes du général Duhesme dans les vignes, entre Feldberg et Schliengen, et occupa les positions d'Ober et Nieder-Eggenheim. Détachant ensuite son avant-garde dans la vallée, il se dirigea contre Liel, dans l'espoir de déboucher plus facilement. L'avant-garde voulut gravir les hauteurs boisées qui se trouvent entre Nieder-Eggenheim et Liel; mais elle fut reçue avec la plus grande vigueur par la vingt-unième demi-brigade légère et la trente-unième de ligne, soutenues par une batterie de plusieurs pièces de canon. Les Autrichiens, rebutés d'une entreprise qui ne pouvait avoir pour résultat qu'une destruction presque certaine, se bornèrent à entretenir une fusillade avec leurs adversaires, du ravin et des vignes où ils venaient précédemment de se loger.

Cependant le général Latour, avec le gros de ses forces, était parvenu, après avoir délogé les Français des vignes, à obliger ces derniers de se retirer derrière Liel, et à se lier avec la deuxième colonne; mais il se contenta d'envoyer un faible détachement pour appuyer la quatrième. C'était une faute grave dans la position où se trouvait ce général; car il devait, s'il y eût réfléchi, se prolonger à gauche le long du ravin pour se rapprocher du point le plus important de l'attaque, et obtenir, sans courir de risques, de grands résultats. La deuxième colonne autrichienne était assez forte pour tenir en échec les troupes qui lui étaient opposées; et Férino, occupant trop de terrain, aurait eu beaucoup plus de peine à se défendre contre Nauendorf, renforcé par une partie des troupes de Latour : c'est cette erreur du général autrichien qui empêcha Nauendorf de retirer de son attaque les avantages qu'il pouvait raisonnablement en espérer.

La colonne de Nauendorf, quoique la plus éloignée du champ de bataille, ne s'était mise en marche qu'avec les autres,

pendant la nuit du 23 au 24. Retardée encore par la difficulté des chemins, elle n'attaqua que long-temps après les autres. Ses troupes légères s'emparèrent le matin des hauteurs du château de Burcklen et de Feldberg, et un détachement fut envoyé sur Sizenkirch. A midi, Nauendorf, à la tête du gros de ses troupes, marcha à l'attaque des hauteurs escarpées qui se trouvent entre le ravin de Sizenkirch et celui de Kandern, et que défendaient les troupes de Férino. Celui-ci résista d'abord avec quelque avantage aux efforts de ses adversaires; mais enfin, accablé par le nombre, il céda le terrain, et Nauendorf déboucha immédiatement au-dessus du bourg de Kandern. Férino essaya de rallier ses troupes à quelque distance de cette position. Les troisième demi-brigade légère, cinquante-sixième et quatre-vingt-neuvième de ligne, sous les ordres des généraux Abatucci et Montrichard, se défendirent avec la plus grande intrépidité; mais elles durent se retirer par l'effet d'une manœuvre qu'opérèrent les Autrichiens pour tourner le bourg de Kandern. Ce mouvement rétrograde des Français, en présence d'un ennemi victorieux, et par des chemins détestables, se fit pourtant sans confusion et avec tout l'ordre désirable. Férino arrêta ses troupes sur les hauteurs qui s'étendent en arrière jusques à la droite de Liel, et s'y maintint toute la journée, malgré tous les efforts de Nauendorf pour l'en déloger. On peut remarquer maintenant pourquoi le général Latour est blâmable de n'avoir pas fait appuyer ses troupes à gauche pour soutenir la quatrième colonne.

La colonne intermédiaire, commandée par le général Meerfeld, dont nous avons parlé plus haut, et qui devait servir à lier la troisième colonne à la quatrième, réussit à chasser les Français des hauteurs boisées à droite de Sizenkirch, et s'empara de toutes les positions entre ce village et celui de Fauerbach. Cet avantage facilitait, dans la matinée, la com-

munication de la gauche du général Latour avec la droite de Nauendorf; mais l'occupation du bourg de Kandern par ce dernier le rendait à peu près inutile.

Un brouillard très-épais, suivi d'un orage violent, mit fin aux combats engagés sur la ligne. Les Autrichiens bivouaquèrent sur le terrain où ils se trouvaient, et passèrent la nuit sous les armes. L'intention du prince était de renouveler son attaque le lendemain, puisque les Français restaient toujours les maîtres des hauteurs en arrière de Kandern; mais l'expérience de la dernière journée avait appris à Moreau combien il lui serait difficile de se maintenir plus long-temps contre les forces considérables dont l'archiduc disposait; et, déterminé d'ailleurs à passer sur la rive gauche du Rhin, après avoir reçu la nouvelle que les équipages et les parcs étaient heureusement passés au pont d'Huningue, ce général abandonna pendant la nuit ses positions, et vint occuper celle d'Hertingen. Le lendemain 26, il continua son mouvement et passa le Rhin à Huningue, sans que les Autrichiens eussent tenté d'entamer l'arrière-garde que commandaient les généraux Laboissière et Abatucci.

Les généraux Tarreau et Paillard s'étaient retirés devant le général Wolf, chargé de les poursuivre par les villes forestières, et passèrent également le Rhin sans malencontre.

Ainsi se termina une retraite dont il devient facile d'apprécier le mérite par les détails que nous avons donnés. On a pu voir qu'elle ne fut pas aussi périlleuse qu'on l'a représentée dans le temps, et qu'il y a plus que de l'exagération dans les éloges que beaucoup d'écrivains en ont faits, en la comparant avec celle de Xénophon. Certes, l'armée de Latour n'était pas de la force de celle des Perses; et il est bien démontré que les soixante mille hommes qui se retiraient devant les Autrichiens ne rencontrèrent que de faibles partis ennemis sur leurs communications, jusques au col de Neustadt et à

l'entrée du val d'Enfer. Nous nous réunirons donc avec un historien qui nous a précédé [1], pour dire que l'armée française recueillit une trop juste gloire dans les événemens de cette retraite, sans avoir besoin d'exagérer le merveilleux d'une opération où le général Moreau ne laissa qu'entrevoir le génie dont il donna plus tard des preuves bien autrement remarquables.

Voyons maintenant comment un autre général, dont le début dans le commandement des armées a été une suite non interrompue de triomphes extraordinaires, saura se tirer d'une situation plus difficile que celle où l'on a vu le général de l'armée du Rhin, et mériter de plus en plus la haute renommée à laquelle il est déjà parvenu.

[1] Jomini.

CHAPITRE XX.

SUITE DE L'ANNÉE 1796.

Le général Alvinzi arrive en Italie avec une troisième armée autrichienne; situation embarrassante du général Bonaparte; affaires de la Brenta et de Caldiero. — Bataille d'Arcole; combats de la Corona, de Campara, etc. — Relation des principaux événemens maritimes; combat de la Virginie; combat du contre-amiral Sercey, dans l'Inde. — Expédition de Richery sur les côtes de l'Amérique septentrionale. — Première expédition d'Irlande. — Combat et naufrage du vaisseau les Droits-de-l'Homme, etc., etc., etc. — Précis historique des principaux événemens militaires arrivés dans les colonies françaises, depuis le premier janvier 1796 jusques au 31 décembre de la même année.

1796--an v.
12 novembre.
(22 brumaire)
Italie.

Le général Alvinzi arrive en Italie avec une troisième armée autrichienne; situation embarrassante du général Bonaparte; affaires de la Brenta et de Caldiero[1]. — Nous avons déjà dit[2] que les succès remportés en Allemagne par le prince Charles sur les généraux Jourdan et Moreau, n'avaient pas fait perdre de vue, au cabinet autrichien, les affaires d'Italie, ni fait négliger le soin de réparer les désastres éprouvés par ses armées sur cet autre théâtre de la guerre. Les batailles de Lonato et de Castiglione; les revers de Roveredo, Bassano et Saint-Georges; la presque destruction de l'armée de Wurmser; le blocus de ce maréchal dans Mantoue avec des

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte, — Siéges et batailles, — Vie du maréchal Lannes, — Siége de Mantoue, — Jubé et Servan, — Histoire de France, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoires, relations et campagnes de l'armée d'Italie, — de Pommereuil, — Notes manuscrites du lieutenant-général Thiébault, — Mémoires, notes et documens manuscr., etc.

[2] Page 139 de ce volume.

débris que la misère et les maladies affaiblissaient de plus en plus, toutes ces causes réunies avaient démontré à l'Autriche la nécessité de tenter un grand et dernier effort, pour reconquérir ce que les mauvaises combinaisons de ses généraux, et la fortune extraordinaire du général français lui avaient fait perdre en Italie.

De nombreuses recrues tirées des États héréditaires, et des bataillons organisés dans les Provinces-Illyriennes, dont on connaît l'esprit militaire, se rassemblaient déjà sur les frontières du Tyrol, et les victoires de l'archiduc ne contribuèrent pas peu à réveiller dans les sujets de l'empereur l'enthousiasme et l'élan qu'avaient refroidis la malheureuse issue de la dernière tentative. Le conseil de la guerre décida que la division qui avait été jusques alors chargée de couvrir et défendre le Voralberg serait dirigée sur l'Adige. Ce renfort de troupes aguerries, joint à plusieurs autres régimens tirés de l'intérieur, permit aux Autrichiens de reprendre l'offensive vers la fin d'octobre. Les recrues furent incorporées dans les cadres et exercées avec la plus grande activité. Les généraux cherchèrent à persuader aux soldats que le salut de l'Autriche dépendait d'eux, et qu'ils ne pouvaient pas faire moins que leurs dignes camarades, qui venaient de chasser les Français de l'Allemagne.

Mais si la confiance et l'attachement que les sujets de l'empereur d'Autriche montraient en cette circonstance solennelle à leur souverain, avaient mis celui-ci à même de créer tout-à-coup une troisième armée pour opérer en Italie, il ne lui était pas aussi facile de trouver un général propre à la commander et à lutter avec avantage contre Bonaparte. Les talens de ce dernier s'étaient manifestés avec une rapidité si extraordinaire; ils avaient procuré à la France des résultats si inespérés, et fait éprouver aux armées autrichiennes des désastres si grands, que la cour de Vienne se trouva fort em-

1796 — an v. Italie.

barrassée dans le choix du chef qu'elle voulait opposer au général vainqueur. Les armées autrichiennes ne présentaient pas un capitaine dont la réputation pût être comparée à celle du général Bonaparte, déjà si bien établie. Le prince Charles était peut-être le seul que la voix de l'Allemagne proclamât l'émule du général français ; mais la présence de ce prince était encore nécessaire sur le Rhin, et l'on devait craindre qu'en l'éloignant du théâtre où il venait de s'illustrer, on ne rendît aux Français la victoire qui leur échappait. Cette considération empêcha l'empereur de songer à son frère pour le mettre à la tête de l'armée d'Italie.

Le choix tomba enfin sur le feld-maréchal Alvinzi, qui s'était distingué dans les campagnes de 1794 et 1795. Ce général, d'origine hongroise, était d'une bravoure éprouvée ; mais son expérience des combats ne lui avait pas donné l'instinct des grandes opérations ni les vrais principes de l'art qui constituent l'habile capitaine. Propre à conduire une division, il n'avait point les talens nécessaires à la direction d'une grande armée, et ne pouvait, suivant l'expression d'un critique judicieux [1], « opposer au génie qui commande la victoire, que la volonté de vaincre, avec la valeur requise pour rendre la lutte sanglante et la chute honorable. »

Ce fut à lui que l'empereur confia le commandement des quarante-cinq mille hommes rassemblés dans le Tyrol, pour marcher une troisième fois, dans la même campagne, contre le vainqueur de Beaulieu et de Wurmser. Le colonel Weirother, précédemment employé comme chef d'état-major du maréchal Wurmser, fut nommé en la même qualité auprès d'Alvinzi. Cet officier avait acquis quelque réputation sur les bords du Rhin, aux lignes de Mayence.

Tandis que l'Autriche, victorieuse en Allemagne, voyait une nouvelle armée prête à venger ses défaites en Italie, Bo-

[1] Jomini.

naparte se trouvait dans la position la plus critique. En se jetant dans Mantoue, le maréchal Wurmser avait tellement renforcé la garnison de cette place, qu'il devait inspirer de légitimes inquiétudes au général français, maintenant surtout qu'un nouvel ennemi, dont la renommée grossissait encore les forces, menaçait de se précipiter du Tyrol et du Frioul pour écraser son armée. Bonaparte avait à craindre qu'en marchant pour s'opposer aux progrès de ces irruptions, le vieux maréchal, sortant de Mantoue, ne secondât les efforts d'Alvinzi, et ne cherchât à se réunir à ce dernier. D'un autre côté, le bruit de la retraite des deux armées françaises en Allemagne, et des revers essuyés par Jourdan, s'était répandu en Italie; ces événemens, qui relevaient les espérances de l'Autriche, ranimaient aussi l'audace de ceux des États d'Italie qui avaient été contraints de dissimuler leur haine contre les Français. Le fier sénat de Venise, qui naguère s'était humilié devant le directoire, encouragé maintenant par les échecs que venait d'éprouver ce gouvernement, ne se bornait plus à livrer passage aux troupes autrichiennes; il ouvrait pour elles ses arsenaux et ses magasins: il excitait, sous main, l'aggression des habitans des villes et des campagnes envers les Français qui s'y trouvaient répandus. Une sorte d'illusion, qui devait lui être bien funeste, montrait déjà au gouvernement vénitien Bonaparte accablé, vaincu, ou bien près de l'être. La même erreur agitait le royaume de Naples et les États de l'Église, impatiens de trouver l'occasion favorable pour rompre les traités qui les liaient envers la république française.

Il faut ajouter à cette situation des choses en Italie, l'affaiblissement de l'armée victorieuse, par les fatigues de tant de combats livrés, de batailles gagnées, de marches exécutées avec une si merveilleuse rapidité, et par les maladies contagieuses, ce fléau ordinaire des armées après une campagne

1796—an v. Italie.

pénible. Un mois de séjour autour de la place de Mantoue, sur le terrain marécageux qui l'avoisine, avait enlevé à la république plus de soldats qu'elle n'en avait perdu sur le champ de bataille; et malgré l'arrivée de quelques bataillons détachés de l'intérieur, l'armée d'Italie, au commencement d'octobre, ne comptait pas plus de trente-six à trente-huit mille hommes.

Bonaparte n'avait point attendu l'arrivée de la troisième armée autrichienne pour demander au directoire de faire de nouveaux efforts pour augmenter son armée ; mais soit par l'effet d'une confiance bien honorable pour les braves qui avaient combattu jusques alors si glorieusement, soit par l'effet de cette incurie que nous avons déjà reprochée au directoire républicain, ce gouvernement n'avait prêté qu'une attention médiocre aux justes réclamations de son général. Absorbé tout entier par celle qu'il donnait aux affaires d'Allemagne, il ne pressentait point que c'était de l'armée d'Italie que dépendaient désormais la paix et le triomphe des armes républicaines.

Cependant le général Hoche, ainsi que nous l'avons rapporté dans son lieu, avait rétabli la tranquillité dans les départemens de l'Ouest, en dissipant tous les débris de l'armée catholique et royale, et les bandes particulières. Près de soixante mille hommes de troupes aguerries, disciplinées, et remplies de l'enthousiasme qui animait leur digne chef, étaient rendus disponibles par la soumission totale des pays insurgés. Toutefois le directoire, occupé d'une expédition maritime que le général Hoche méditait contre l'Angleterre, ne consentit qu'avec quelque répugnance, et sur la demande même de Hoche, empressé de contribuer, au moins par ses avis, au succès des armes de la république à l'extérieur, à faire partir le général Rey, avec un détachement, pour l'armée d'Italie; mais ce détachement, aussi bien qu'une division de l'armée

de Sambre-et-Meuse, aux ordres du général Bernadotte, n'arrivèrent point assez tôt pour diminuer la crainte des dangers qui menaçaient l'armée française d'une ruine totale.

Réduit pour le moment aux forces qui lui restaient, Bonaparte ne parut point étonné. A défaut des secours qu'il avait demandés à son gouvernement, il chercha des ressources dans son génie, et il les trouva. Politique autant que guerrier, ce général pensa que, dans la position où il était, ce qu'il avait le plus à craindre était l'inimitié des peuples conquis ; et que, au contraire, ce qui pouvait contribuer à le sauver, était le dévouement qu'il saurait leur inspirer. Tel avait été le motif qui l'engagea à protéger de tout son pouvoir l'insurrection du duché de Modène et l'établissement du régime républicain en Lombardie, dans les Etats de Modène et les légations de Bologne et de Ferrare. Tout le temps qui avait été employé par l'Autriche à former sa nouvelle armée, Bonaparte l'avait passé à parcourir les possessions de cette puissance en Italie, à se concilier l'attachement des peuples des cités et des campagnes, à fomenter parmi eux l'esprit d'indépendance, à lier leurs destinées à celle de son armée, en leur donnant des institutions libérales. Du moment où il eut fondé les deux républiques transpadane et cispadane, quand il les eut amenées à ce point d'enthousiasme qui leur fit organiser des bataillons pour la défense de la liberté, il put se persuader qu'il ne lui était pas impossible de garder ses conquêtes ; et l'espoir de nouveaux triomphes dut sourire à son cœur avide de renommée. Il se voyait un refuge, en cas de défaite ; et son active imagination calculait déjà les moyens de reprendre une vigoureuse offensive, si les forces réunies d'Alvinzi et de Wurmser l'obligeaient à se retirer sur la ligne du Mincio.

L'armée d'Italie occupait, au mois d'octobre, les positions suivantes :

1796 -- an V
Italie.

Le corps de blocus de Mantoue, commandé par le général Kilmaine, ayant sous ses ordres les généraux de division Dallemagne et Chabot, se composait des brigades des généraux Bertin, la Salcette, Sandoz et Lebley, formant un total de huit mille trois cent quarante hommes, distribués dans les postes de Saint-Georges, Pradella, la Favorite, etc.

La division Augereau, composée des brigades des généraux Verdier, Bon et Robert, et forte de huit mille hommes, était en ligne sur l'Adige.

Masséna, avec les brigades des généraux Joubert, Ménard et Rampon, se trouvait sur la Brenta, vers Bassano et Trévise, en observation du corps principal d'Alvinzi. Cette division française comptait à peu près neuf mille hommes.

Le général Vaubois avait sous ses ordres les généraux Guyeux, Fiorella et Gardanne, et gardait les débouchés du Tyrol avec un peu plus de dix mille hommes.

Le général Macquard était à Brescia avec une réserve d'infanterie de deux mille et quelques hommes.

Le général Beaumont se trouvait également aux environs de Brescia avec la réserve de cavalerie, forte de seize à dix-sept cents hommes.

Telles étaient les forces que Bonaparte avait à opposer aux feld-maréchaux Wurmser et Alvinzi[1]. On peut estimer les forces autrichiennes à soixante mille hommes; et cependant, plein de confiance dans les bonnes dispositions de ses troupes,

[1] Il est impossible de montrer plus de mauvaise foi que l'historien colonel Graham A l'en croire, l'armée française comptait, à cette époque, soixante mille hommes dans ses rangs, dont quinze mille sur la Brenta, vingt-cinq mille devant Mantoue, et dix mille dans les garnisons de la Lombardie et des Légations. Si l'urbanité nous empêche de qualifier cette assertion de l'écrivain anglais, au moins nous sera-t-il permis de dire que cet officier, dont la mission auprès des généraux autrichiens était celle d'un *observateur*, s'est, sans doute, servi d'une lunette qui avait la propriété de grossir et de multiplier les objets.

le général français résolut d'attendre tranquillement Alvinzi, et de continuer à resserrer Wurmser dans Mantoue. Mais toujours soigneux de prendre tous ses avantages, il fit augmenter les défenses de Peschiera et de Legnago en première ligne, et de Pizzighettone en seconde; on ajouta aux retranchemens déjà commencés au faubourg de Saint-Georges.

La ligne occupée par l'armée française, quoique très-étendue et paraissant au premier aspect un peu décousue, était toutefois établie convenablement : il ne faut la considérer que comme ligne d'avertissement; chaque division suffisait, pour le moment, à la défense du point qui lui était confié; et le général en chef se trouvait toujours à même de réunir une masse imposante, lorsque l'ennemi développerait son plan d'attaque et indiquerait le point de ses efforts principaux. La position de la division Augereau à Verone et sur l'Adige, ainsi que l'ordre donné à Masséna de ne point s'engager et de se reployer sur Vicence à l'approche des Autrichiens, démontrent ce calcul. Il doit être évident qu'en portant toutes ses forces sur Roveredo, ce général eût donné à Alvinzi la facilité d'opérer sa jonction avec Wurmser; et que si, au contraire, il eût réuni l'armée française à Vicence, cette jonction des Autrichiens pouvait s'opérer sans obstacle par Rivoli. Les événemens vont prouver la justesse des combinaisons de Bonaparte.

On se rappelle que, après la désastreuse journée de Roveredo, le général Davidowich s'était retiré, avec les débris de son corps, vers Botzen, dans le Tyrol, et que, après l'affaire de Bassano, Quasdanowich s'était jeté sur Gorizia, dans le Frioul. Ce fut dans cette dernière ville qu'Alvinzi joignit l'armée autrichienne pour en prendre le commandement. Il divisa la partie des troupes autrichiennes qui se trouvaient dans le Frioul, en deux colonnes, dont il confia la conduite aux généraux Quasdanowich et Provera.

1796—an v. Italie.

Le plan d'opération du nouveau général en chef, fut à peu près calqué sur celui que Wurmser avait suivi lorsqu'il descendit des montagnes du Tyrol dans l'espoir d'envelopper l'armée française. S'avancer sur Bassano, y passer la Brenta, marcher sur Verone, tandis que Davidowich, partant de Neumarck et de Botzen, repousserait les Français de Trente et de Roveredo, emporterait les positions de Rivoli, et se réunirait avec le corps du Frioul sur le Bas-Adige, pour marcher ensemble sur Mantoue; telles furent les dispositions qu'arrêta le feld-maréchal autrichien.

Le corps du Frioul, que commandait Alvinzi en personne, se trouvant le plus éloigné de la ligne française, commença le premier son mouvement. Le 29 octobre il passa la rivière, ou plutôt le torrent du Tagliamento, et la Piave les 1er et 2 novembre. Le 3, la séparation des colonnes de Quasdanowich et de Provera eut lieu. Elles étaient fortes chacune de douze bataillons, et s'avancèrent par des chemins différens sur la Brenta, où elles arrivèrent le 4. Celle de Provera, qui avait marché sur la gauche, vint prendre position à Fontaniva, après avoir traversé Cittadella; et une avant-garde, sous les ordres du général Liptay, fut portée à Carmignano, de l'autre côté de la Brenta. Quasdanowich s'arrêta en avant et à gauche de Bassano. Un bataillon fut envoyé à Castigliano, village situé sur la Brenta, entre Cittadella et Bassano, pour établir la communication entre les deux colonnes. Le général Mitrowski, commandant une des brigades de la seconde colonne, se porta au château de la Scala, et poussa des partis vers Primolano pour observer les débouchés de la vallée de la Brenta. Alvinzi fit séjourner ses troupes dans les positions que nous venons d'indiquer, afin de les remettre de la fatigue qu'elles avaient essuyée en traversant les montagnes et des torrens débordés. Le général autrichien attendait aussi des nouvelles de Davidowich.

On ne sera point étonné de voir l'actif et vigilant Masséna placé, comme nous l'avons dit, en observation sur la Brenta, laisser les Autrichiens s'établir tranquillement sur la rive gauche de cette rivière sans les inquiéter, si l'on se rappelle que ce général avait pour instruction de ne point s'engager sérieusement. A la vue des premières avant-gardes autrichiennes, Masséna s'était donc replié le 3 sur Vicence, et le 4 sur Montebello. Augereau s'avança alors des bords de l'Adige pour soutenir la division Masséna. Ainsi, par un mouvement très-facile, le gros de l'armée française se trouvait réuni.

Sur ces entrefaites Bonaparte, qui avait deviné le plan du général autrichien, envoya au général Vaubois l'ordre de s'opposer au mouvement du général Davidowich pour joindre Alvinzi par les gorges de la Brenta, son intention étant d'attaquer, avec les deux divisions Masséna et Augereau, le corps du feld-maréchal, de chercher à le battre, et de se jeter ensuite sur Davidowich avec toutes ses forces. Mais les événemens forcèrent le général en chef d'apporter quelques modifications à un projet aussi bien combiné.

Les instructions du général Vaubois portaient qu'il attaquerait les avant-postes autrichiens au-delà de Trente, et qu'il ferait ses efforts pour faire abandonner à l'ennemi ses positions entre le Lavis et la Brenta, afin d'en imposer à Davidowich, et de le déterminer à rester sur la défensive. Mais la crainte d'être accablé par des forces supérieures dans la vallée de l'Adige, et de compromettre ses communications avec Roveredo, Rivoli et les gorges de la Brenta, détermina Vaubois à partager sa division en deux colonnes; mesure plus dangereuse encore que celle qu'il craignait de prendre en attaquant, comme il eût été convenable de le faire, l'extrême gauche des Autrichiens par Segonzano.

Le général de brigade Guyeux marcha donc, d'après l'ordre de Vaubois, sur San-Michele, en avant de Lavis, emporta

1796—an v. Italie.

ce village à la baïonnette, fit trois cents prisonniers, et brûla le pont que l'ennemi avait jeté sur l'Adige. Pour faire diversion à cette brusque attaque, Davidowich fit marcher du village de Cembra une colonne sur Segonzano. Vaubois, instruit de ce mouvement, envoya la brigade Fiorella à la rencontre de l'ennemi. Fiorella marcha sur Segonzano, en négligeant de débusquer les Autrichiens des hauteurs de Bedole dont il aurait dû s'emparer avant d'attaquer, comme il le fit, le château de Segonzano. En effet, pendant que la quatre-vingt-cinquième demi-brigade de ligne enfonçait les portes du château, le général Wukassowich, descendant tout à-coup de Bedole, se jeta sur la colonne française avec impétuosité, la repoussa, malgré sa vive résistance, et la culbuta dans un ravin, où elle éprouva une perte considérable.

Pendant que ceci se passait, Davidowich, parti de Neumarck avec le gros de ses troupes, s'était avancé pour soutenir les postes attaqués; il se réunit, en face de Bedole, aux bataillons de Wukassowich, et vint s'établir en avant de la Piazza, en s'étendant sur les hauteurs de Sevignano, de manière à déborder le général Vaubois, et à forcer ce dernier à prendre la position des châteaux de la Pietra et de Besenetto, qui domine le défilé de Caliano, où passe la route de Trente à Roveredo. Dans cette position, la gauche de la division française s'appuyait à l'Adige, la droite à des montagnes escarpées, et le centre était couvert par un ruisseau fort encaissé.

Le général Vaubois avait assez bien réparé l'échec qu'il venait d'essuyer, pour que Bonaparte pût suivre l'exécution de son plan. Davidowich se trouvant ainsi éloigné des débouchés de la Brenta, il devenait facile d'arriver sur ses derrières. Ainsi la fortune, que semblait alors maîtriser Bonaparte, le secondait aussi bien que l'eussent pu faire les combinaisons les mieux calculées.

Bien résolu à attaquer Alvinzi, le général en chef dirigea, le 6 novembre, la division Masséna sur Cittadella, et marcha avec celle d'Augereau sur Bassano. Masséna rencontra l'avant-garde commandée par le général Liptay, entre Carmignano et Ospital di Brenta, et commença à s'engager avec elle. Mais Alvinzi, informé de la marche des troupes françaises, venait d'ordonner au général Provera de passer avec le reste de sa colonne sur la rive droite de la Brenta, et de s'avancer sur Ospital, pour soutenir le général Liptay. De son côté, Quasdanowich avait reçu l'ordre d'envoyer deux détachemens par Marostica et le Nove, pour prendre en flanc et en revers la division Masséna, et la pousser sur Provera. Ce mouvement, bien combiné, aurait sans doute réussi, si les troupes de Quasdanowich, déjà en marche, n'eussent pas rencontré à le Nove la division Augereau, se portant sur Bassano. Les Français assaillirent si vigoureusement la colonne ennemie, qu'ils ne lui donnèrent pas le temps de se former en bataille. Repoussés de le Nove, les Autrichiens furent renforcés par le détachement du prince de Hohenzollern, qui prenait cette direction pour l'exécution du mouvement ordonné par Alvinzi. Ces troupes réunies reprirent l'offensive, et pénétrèrent de nouveau dans le Nove. Les troupes d'Augereau réattaquèrent le village, et après un combat opiniâtre s'en emparèrent de nouveau, en faisant éprouver une perte assez considérable à leurs adversaires. Ceux-ci se retirèrent sur le gros de la division Quasdanowich, dans la belle position qui, des montagnes de Sette-Communi, s'étend par Marostica jusques à Punta. Attaqué de nouveau par les Français, Quasdanowich sut se maintenir jusques à la nuit sans perdre du terrain. Mais Provera, pressé vivement par la division Masséna toute entière, fut rejeté par elle sur la rive gauche de la Brenta. Le pont de Fontaniva fut détruit par ordre du général autrichien.

Toutefois, cette journée meurtrière pour les deux partis

1796--an v. Italie.

n'avait pas eu de résultat décisif : la perte un peu plus considérable des Autrichiens se trouvait compensée par la blessure grave que venait de recevoir le général français Lanusse, qui fut fait prisonnier. De pareils engagemens souvent renouvelés, eussent bientôt mis Bonaparte hors d'état d'agir avec la vigueur qui lui était si nécessaire dans sa position. Sous un autre rapport, la division Vaubois pouvait se trouver compromise sur l'Adige. Ces considérations puissantes déterminèrent Bonaparte à concentrer ses troupes sur un point où il pût être à même de secourir Vaubois sur l'Adige et Kilmaine devant Mantoue. En se rapprochant de Verone, il atteignait ce but, tandis que les troupes d'Alvinzi restaient divisées, tant par l'effet des positions occupées par l'armée française, que par les obstacles de terrain qui se trouvaient entre les corps ennemis. L'armée française pouvait être facilement réunie pour une action décisive, tandis que l'ennemi n'avait pas le même avantage. Bonaparte s'était convaincu, par l'issue du combat de la veille, qu'il lui serait bien difficile de s'emparer de Bassano et des débouchés de la Brenta, opération indispensable pour l'exécution du premier projet conçu, auquel donc il était conséquemment fort sage de renoncer.

Les divisions Augereau et Masséna rétrogradèrent donc sur Verone, où elles parvinrent dans la journée du 7. Ce mouvement de l'armée française, dont nous avons suffisamment exposé les motifs, donna lieu au feld-maréchal Alvinzi de s'attribuer la victoire, qu'il eut soin de représenter comme très-importante. Cette jactance déplacée de la part du nouveau général en chef, au commencement de la campagne, ne servit qu'à aggraver les reproches qu'il mérita par la suite pour son inexpérience et ses mauvaises combinaisons. Le champ de bataille n'était-il pas resté d'ailleurs aux généraux Masséna et Augereau, et le feld-maréchal regardait-il comme un

avantage la retraite de Provera sur la rive gauche de la Brenta ?

Cependant le général Davidowich était entré dans la ville de Trente, le 4 novembre, à la suite d'un combat assez vif; et ayant jeté un pont sur l'Adige, il avait envoyé le général Ocskay sur Nomi par la rive droite, tandis que Wukassowich s'avançait par la rive gauche jusques à la tête du défilé de Caliano, et que le général Laudon manœuvrait également sur la rive droite. Le 6 novembre, les Autrichiens essayèrent de forcer le passage, et d'assaillir les châteaux de la Pietra et de Besseno; mais ils éprouvèrent une vigoureuse résistance et perdirent beaucoup de monde dans plusieurs attaques successives : la nuit mit fin à ces combats opiniâtres.

Le lendemain 7, Davidowich renouvela ses attaques avec un plus grand acharnement, et renforça la brigade de Wukassowich de celles du général Sporck et du prince de Reuss. Sur la rive droite, le général Ocskay fit établir près de Nomi et en face de la chaussée de Trente à Roveredo, des batteries d'artillerie qui foudroyaient les Français dans leurs positions de la rive gauche. Mais ces positions étaient tellement fortes, que la supériorité du nombre des assaillans ne pouvait être d'aucun avantage pour ces derniers. Il est facile de remarquer que Davidowich aurait tiré un meilleur parti des troupes dont il avait renforcé Wukassowich, en les dirigeant par le val de Leno sur Roveredo, pour couper le général Vaubois, ou même en les envoyant sur Torbole par le val de la Sarca.

Toutefois, soit que cette idée ne fût pas venue au général autrichien, soit qu'il se flattât de la réussite de ses attaques, sans calculer la perte d'hommes qu'elles pouvaient entraîner, à deux heures de l'après-midi, Davidowich tenta une attaque fortement soutenue sur le château de Besenetto. Harrassé de fatigues et accablé par le nombre, le bataillon qui défendait

ce poste ne put résister, et se rendit prisonnier vers cinq heures du soir. Pendant ce temps le château de la Pietra, le Vogelberg et Caliano, étaient également assaillis. La Pietra fut occupé vers six heures; mais le bataillon qui avait d'abord évacué ce poste, revint avec du renfort et en chassa les Autrichiens. Les efforts de ceux-ci se renouvelèrent, et le combat fut sanglant et opiniâtre, sans que l'avantage se prononçât d'un côté ou de l'autre. Il en fut de même des attaques du Vogelberg et de Caliano. Ces postes, pris et repris plusieurs fois, étaient encore au pouvoir des Français, lorsqu'un événement, où la trahison eut sans doute une grande part, décida du succès en faveur des Autrichiens. Une terreur panique s'empare tout-à-coup d'une grande partie de ces guerriers français si habitués à vaincre; on entend de plusieurs côtés le fatal *sauve qui peut;* les soldats jettent leurs armes pour fuir plus vite. Le village de Caliano est abandonné en un instant; et les Autrichiens, surpris de la facilité avec laquelle on les laisse pénétrer une seconde fois, s'en emparent. Cependant trois bataillons frais arrivant de Mori et de Roveredo rencontrent les fuyards, et, sans perdre de temps à les rallier, s'avancent sur Caliano, d'où ils chassent l'ennemi et le contiennent jusques à la nuit.

Le dernier accident, et la crainte d'être tourné en faisant une résistance plus prolongée, déterminèrent le général Vaubois à évacuer ses positions à la faveur des ténèbres. Le lendemain, 8 novembre, Davidowich déboucha dans la plaine de Roveredo, et fit camper ses troupes en avant de cette ville. La division Vaubois fit sa retraite sur la position formidable de la Corona et de Rivoli, déjà illustrée par la belle défense que le maréchal Masséna y avait opposée, quelques mois auparavant, aux troupes nombreuses du maréchal Wurmser.

Alvinzi, persuadé que Bonaparte fuyait devant lui, s'était mis à sa poursuite, le 7 novembre au matin, et avait marché

sur Vicence. Le général Provera avait fait rétablir le pont de Fontaniva, et s'était porté sur Scalda-Ferro. Le 8, les Autrichiens entrèrent à Vicence, où ils ne trouvèrent aucune troupe française; et le 9, ils campèrent à Montebello. Alvinzi apprit dans cette dernière position les succès obtenus par Davidowich, ce qui lui fit prendre la résolution de se porter sur Villa-Nova, pour y attendre que les postes de la Corona et de Rivoli fussent emportés, et que Davidowich se fût avancé vers Bussolengo ou Compara. L'intention du feld-maréchal était alors de passer l'Adige, de se réunir à son lieutenant, et de marcher avec lui sur Mantoue. Il fit en conséquence des démonstrations sur plusieurs points à la fois, pour donner le change à Bonaparte sur ses desseins, et ordonna qu'on fît un grand rassemblement d'échelles pour escalader Verone, où il s'attendait à éprouver une grande résistance, en supposant qu'il jugeât convenable de s'emparer de cette ville.

Bonaparte connaissait parfaitement tout le danger de sa position, et son génie audacieux avait déjà calculé les moyens d'en sortir. Il fallait empêcher la réunion de Davidowich avec Alvinzi, ou se résoudre à perdre l'Italie. Dans ce dernier cas même, une retraite prématurée n'était guère moins dangereuse qu'une défaite, surtout avec des soldats comme les Français, que les mesures timides découragent peut-être autant que les revers, où leur amour-propre trouve quelquefois des compensations dans l'idée qu'ils ont fait leur devoir. D'ailleurs, la situation centrale de Verone mettait toujours le général français à même de diriger ses mouvemens sur l'une ou l'autre ligne ennemie, avec plus de rapidité qu'Alvinzi. La jonction des deux corps autrichiens ne pouvait avoir lieu que par les gorges de la Brenta, ce qui demandait un mouvement en arrière très-long à effectuer, ou bien en accablant l'armée française; opération peut-être encore plus difficile

1796—an v. Italie.

que la première, ayant en tête un général comme Bonaparte, et des troupes aussi exercées et aussi déterminées que celles commandées par Masséna, Augereau, et tous les chefs illustres que nous avons déjà signalés.

En apprenant la marche d'Alvinzi sur Villa-Nova, Bonaparte fit partir, le 11 novembre, à trois heures de l'après-midi, ses troupes de Verone, et les dirigea sur Caldiero. L'avant-garde de la division Augereau rencontra les premières troupes ennemies aux villages de San-Michele et San-Martino, et les repoussa. Cette première escarmouche fut pour les deux partis un avertissement de se préparer au combat. La première ligne des Autrichiens se trouvait établie dans une position favorable; la gauche s'appuyait à Caldiero et à la chaussée de Verone; la droite, placée sur le mont Olivetto, en couronnait les sommités, et occupait le village de Colognola. L'accès de cette position présentait d'assez grandes difficultés. Le corps de bataille, qui était à Villa-Nova, avait reçu l'ordre de marcher en avant aussitôt que l'attaque faite par l'avant-garde d'Augereau eut manifesté l'intention qu'avaient les Français de combattre le lendemain.

Le 12 novembre, à la pointe du jour, les divisions Augereau et Masséna commencèrent leur mouvement. Cette dernière, se déployant sur la gauche, devait attaquer la droite de l'ennemi, dont le général Augereau se prépara à attaquer l'aile gauche. Le village de Caldiero fut d'abord emporté par les troupes d'Augereau, qui firent deux cents prisonniers. Masséna gagna le flanc droit des Autrichiens par Lavagno et Illasia; et il avait déjà pris cinq pièces de canon, lorsque le corps de réserve, parti de Villa-Nova, arriva sur le champ de bataille. Alvinzi fit porter à l'instant le général Schubirtz avec cinq bataillons par Soave et Colognola, sur la gauche de Masséna, et Provera marcha contre la droite d'Augereau avec quatre bataillons, tandis que le centre de la ligne au-

trichienne était renforcé par un pareil nombre de troupes.

Ce renfort devait apporter de grands changemens dans les résultats de l'attaque. Le temps vint ajouter aux contrariétés qu'éprouvait déjà Bonaparte. Le vent du nord soufflait avec violence, et la pluie, qui tombait à flots, se changea en grésil que les soldats français recevaient dans la figure. Ceux-ci, glacés par le froid et fatigués de leur marche, luttaient avec peine contre tous les obstacles. Masséna fut forcé de céder le terrain qu'il venait de gagner, et sa retraite ne se fit point sans quelque désordre. Bonaparte s'en aperçut et fit marcher la soixante quinzième demi-brigade [1], tenue jusques alors en réserve. La bonne contenance de cette brave troupe, et son feu bien nourri, arrêtèrent l'ennemi. Les deux partis se canonnèrent encore long-temps dans leurs premières positions; mais, vers le soir, les Français se retirèrent sous les murs de Verone.

Un général moins calme et moins résolu que Bonaparte se fût, peut-être, laissé intimider par le résultat désavantageux de cette journée de Caldiero. La position de l'armée française était en effet inquiétante; le général Vaubois pouvait être forcé dans les positions de la Corona et de Rivoli; et dans ce dernier cas, il ne serait plus resté d'espoir à Bonaparte de rétablir les affaires. Les Autrichiens, passant l'Adige sur-le-champ, auraient marché sur Mantoue. Le coup d'œil exercé du général français vint le tirer de ce pas difficile.

Nous allons dire, dans le paragraphe suivant, quelles furent les suites de la résolution hardie et savante que prit Bonaparte; avec quel bonheur et quelle gloire il sut prouver à l'Europe étonnée qu'il n'est point d'obstacles que le génie

[1] C'est sans doute pour rappeler la glorieuse conduite de cette dernière demi-brigade, que Bonaparte fit écrire sur son drapeau : *la soixante-quinzième arrive, et bat l'ennemi.*

1796—an v. Italie.

militaire ne puisse vaincre, quand il a pour exécuter ses dispositions des hommes aussi dévoués et aussi intrépides que les soldats de l'armée d'Italie.

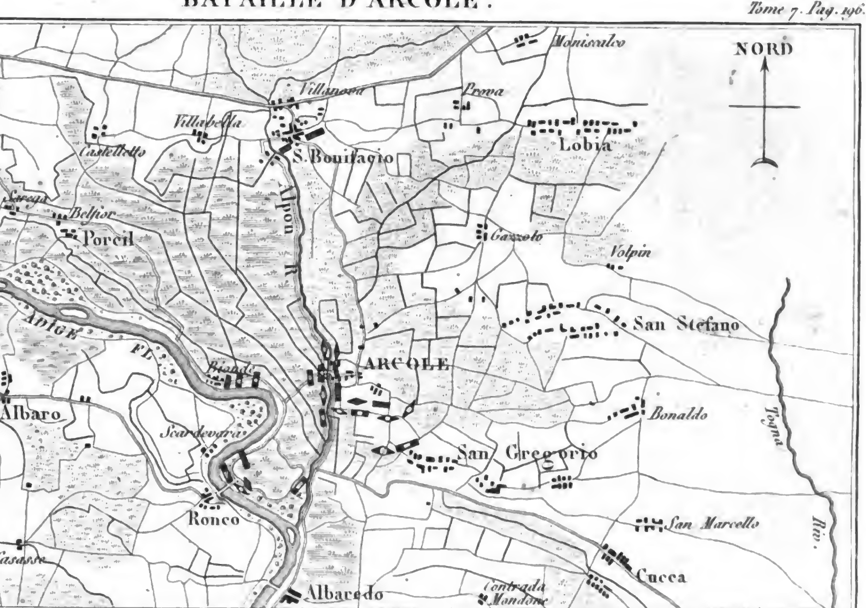
17 novembre. (27 brumair.) Italie.

Bataille d'Arcole; combats de la Corona, de Campara, etc. [1]. — Nous avons dit que Bonaparte, après la tentative infructueuse faite sur le feld-maréchal Alvinzi, était revenu sous les murs de Verone. On devait supposer que, profitant de leur demi-succès, les Autrichiens se seraient portés rapidement sur les bords de l'Adige, dont ils étaient à une si petite distance, pour passer cette rivière, s'avancer rapidement sur Mantoue et délivrer le maréchal Wurmser; mais, par suite de cette temporisation, si familière aux généraux de cette nation, Alvinzi employa les journées du 13 et du 14 novembre en délibérations avec son chef d'état-major Weirother, et les généraux Provera et Quasdanowich; et ce ne fut qu'après quarante-huit heures de réflexion qu'il arrêta que douze bataillons seraient employés à l'attaque de Verone pendant la nuit du 15 au 16, et que douze autres bataillons iraient tenter le passage de l'Adige à Zevio. Cette dernière entreprise, contraire à tous les principes de la guerre, démontre l'inhabileté du prétendu vainqueur des Français dans la journée du 6. Pouvait-il ne pas apercevoir le danger que courait cette portion de ses forces sur la rive droite de l'Adige, presque au milieu de l'armée française; et n'était-ce pas l'exposer gratuitement, pour ainsi dire, à être battue et détruite?

Les troupes autrichiennes commencèrent leur mouvement dans la journée du 14, et s'avancèrent sur Verone. Le général Mitrowski, qui avait été détaché avec sa brigade dans la

[1] Journaux du temps, — Campagnes de Bonaparte en Italie, — Siéges et batailles, — Jubé et Servan, — Desjardins, — Jomini, — Lacretelle, — Histoire de France, — de Pommereuil, — Histoires, relations et campagnes de l'armée d'Italie, — Mémoires et Notes manuscrites, etc.

BATAILLE D'ARCOLE.



vallée de la Brenta, reçut l'ordre de revenir sur ses pas, afin de garnir le cours de l'Adige conjointement avec le détachement commandé par le colonel Brigido. Les échelles qui avaient été réunies pour l'escalade de Verone furent transportées à la suite de la colonne des douze bataillons chargés de l'expédition, Déjà les Autrichiens osaient concevoir l'espoir de forcer les Français dans la ville; mais Bonaparte avait déjà pris la résolution qui devait déjouer les combinaisons de son adversaire, la seule qui pût éviter à l'armée française une retraite désastreuse.

Le général Vaubois avait reçu l'ordre de tenir dans l'excellente position de la Corona, jusques à la dernière extrémité; et calculant le nombre d'hommes nécessaires pour continuer le blocus de Mantoue, le général en chef pensa qu'il pouvait en détacher trois mille qui furent destinés à la garde de Verone. Kilmaine reçut en conséquence l'ordre de les diriger sur cette dernière ville. Les divisions Augereau et Masséna repassèrent l'Adige à Verone dans la nuit du 13 au 14, et marchèrent sur Ronco. L'intention de Bonaparte était de venir tomber, par Villa-Nova ou San-Bonifacio, sur les derrières d'Alvinzi, et lui enlever ses parcs, ses magasins et sa seule communication. Lorsque la tête des deux divisions eut paru dans Ronco, un pont fut jeté sur l'Adige. Augereau passa le premier avec sa division, composée des deux bataillons des cinquième et douzième demi-brigades légères, des quatrième, douzième, quarantième et cinquante-unième de ligne, du neuvième régiment de dragons, et son avant-garde se porta de suite sur Arcole. Plusieurs bataillons croates et hongrois, sous les ordres du colonel Brigido, se trouvaient détachés sur ce point et à Albaredo pour surveiller le cours de l'Adige. La douzième demi-brigade de ligne fut laissée à la garde du pont, pendant que la division Masséna défilait. Celle-ci était formée des onzième et dix-huitième légères, des quatorzième,

dix-huitième, trente-deuxième et soixante-quinzième de ligne, des cinquième et quinzième régimens de dragons, dixième de chasseurs et septième de hussards; elle se dirigea sur Poreil, laissant la soixante-quinzième de ligne dans le bois, à droite du pont, pour servir de réserve au besoin.

La division de cavalerie de réserve, composée des détachemens du premier de hussards, vingt-deuxième, vingt-quatrième et vingt-cinquième de chasseurs, huitième, dix-huitième et vingtième de dragons, premier et cinquième de cavalerie, formant un total de seize à dix-sept cents chevaux, resta en bataille sur la rive droite de l'Adige, prête à passer si le cas l'exigeait.

Avant de rendre compte de la bataille qui va suivre, il est nécessaire que nous donnions quelques détails sur la nature du terrain où s'est passée l'une des actions les plus mémorables de cette campagne des Français en Italie.

Le village d'Arcole est situé au milieu d'un marais d'une étendue et d'une profondeur que les Français n'avaient pas encore bien reconnues. Ce marais est coupé dans tous les sens par des canaux et des ruisseaux qui en rendent les abords dangereux, et le parcours extrêmement difficile. Le principal de ces ruisseaux est l'Alpon, espèce de torrent qui coule des montagnes de *Sette-Communi*. Son cours, d'abord rapide, se ralentit aux approches du terrain marécageux qu'il parcourt en serpentant, avant de se jeter dans l'Adige, entre Arcole et Albaredo : ce terrain se trouve plus bas que la rivière et le ruisseau, aussi est-il impraticable, même en été, excepté dans certains espaces, où se trouvent des hameaux et quelques fermes.

Cependant, pour faciliter les communications, les habitans de cette contrée aquatique ont élevé plusieurs digues ou chaussées. Les principales, ou plutôt les seules qui puissent être considérées comme chemins de communication pu-

blique sont : celle qui mène de Ronco à droite sur Arcole, et de là à San-Bonifacio, et une autre qui, partant également de Ronco, passe à gauche, et mène à Poreil et Caldiero, où elle joint la route de Verone à Vicence. La digue qui conduit à Arcole est coupée par l'Alpon, que l'on passe sur un pont en bois assez étroit et élevé, aboutissant à quelques maisons que l'ennemi avait eu la précaution de créneler.

Au moment où l'infanterie légère d'Augereau se présenta sur ce point, il n'y avait, comme nous l'avons déjà dit, que quelques bataillons de Croates et de Hongrois, envoyés à tout hasard, pour éclairer le cours de l'Adige. Il paraîtrait que quelques-unes des troupes rappelées de la vallée de la Brenta arrivèrent assez à temps pour renforcer le colonel Brigido, dont les Croates auraient suffi, au surplus, pour soutenir une première attaque, qui ne pouvait s'exécuter que par les pelotons de la tête des colonnes. Il y avait du canon au pont d'Arcole, qui était en outre barricadé. Ces précautions prises, pour ainsi dire, au hasard, et qui prouvent cependant la prévoyance et l'activité du commandant autrichien, devinrent un incident majeur, car c'est à elles que le maréchal Alvinzi dut l'avantage d'éviter une plus grande défaite.

On n'a point connu le motif qui détermina Bonaparte à choisir le point de Ronco préférablement à celui d'Albaredo, pour passer l'Adige, afin d'éviter les marais dont nous venons de parler, et la défense de l'Alpon. Quelques officiers ont prétendu que le général français, trouvant les chances d'un combat de chaussée plus égales, en raison de l'infériorité numérique de ses propres troupes, avait cherché cette difficulté; d'autres ont avancé que la crainte de faire un mouvement trop long qui eût instruit Alvinzi de son dessein et qui l'eût engagé à brusquer son attaque de Verone, amena Bonaparte à prendre la voie la plus courte pour exécuter son plan; enfin, des écrivains qui raisonnent d'après le caractère aujourd'hui

1796—an v. Italie.

bien connu de cet homme extraordinaire, ont dit que, méprisant trop les obstacles, Bonaparte crut que ses soldats parviendraient plus facilement à Arcole, sauf à faire le sacrifice de quelques-uns de ces braves. C'était le 15 au matin que les divisions Augereau et Masséna avaient passé l'Adige à Ronco. Sur ces entrefaites, Alvinzi accélérait ses préparatifs pour l'attaque nocturne projetée contre Verone, où le général Kilmaine était arrivé avec les trois mille hommes tirés du corps de blocus de Mantoue. Le quartier-général autrichien était à Gombion, couvert du côté de Porcil, par le régiment de Spleny. Les coups de canon que le feld-maréchal entendit d'abord derrière lui n'excitèrent que faiblement son attention; mais lorsque le colonel Brigido lui eut fait le rapport de ce qui se passait sur Arcole, il connut tout le danger qu'il courait, et il envoya sur-le-champ le régiment de Spleny au-devant des troupes qui s'avançaient sur Porcil.

Alvinzi, en apprenant que l'armée française se trouvait vers Ronco, au lieu d'attaquer Verone comme c'était son premier dessein, ou de passer l'Adige à Zevio, changea de dispositions, fit marcher à la hâte des renforts sur Arcole, et exécuter à son armée un changement de front en arrière. Provera fut envoyé avec six bataillons sur Porcil; quatorze bataillons et seize escadrons se dirigèrent sur San-Bonifacio et Arcole, et les parcs de l'armée rétrogradèrent sur Montebello.

Cependant la division Augereau était aux prises avec l'ennemi. La tête de colonne qui s'était avancée sur le pont de la chaussée d'Arcole, éprouva la plus grande résistance et ne put pas parvenir à déboucher. Les troupes qui tenaient le village se battirent avec une opiniâtreté digne d'éloges. Il était urgent pour les Français de forcer le pont avant l'arrivée des renforts qu'Alvinzi ne pouvait pas manquer de diriger sur le point d'attaque. Le succès dépendait de l'un de ces élans

d'enthousiasme et d'intrépidité qui avaient déjà donné la victoire aux soldats de l'armée d'Italie. Les généraux le sentirent bien, et sachant aussi qu'en pareille circonstance l'exemple était le seul ordre à donner, tous se précipitèrent à la tête de la colonne pour essayer de franchir le pont à travers la grêle de balles et de mitraille qui partait de l'extrémité opposée. Mais cette fois la fortune trahit leur noble courage, et leur dévouement fut inutile. L'intrépide Lannes, encore souffrant d'une blessure qu'il avait reçue naguère au pont de Governolo, fut atteint de deux coups de feu. Les généraux Verdier, Bon et Verne furent mis hors de combat. Les grenadiers épouvantés reculaient; Augereau prit un drapeau, s'élança jusque sur la moitié du pont, appelant à lui tous les braves, et restant pendant quelques minutes exposé au feu le plus destructeur. Efforts impuissans! les décharges étaient si vives et si bien nourries, que les pelotons qui se succédaient étaient écrasés lorsqu'ils arrivaient à portée.

Bonaparte, paraissant tout-à-coup environné de son état-major à la tête de la colonne, encourageait les soldats: « N'êtes-vous donc plus les guerriers de Lodi? leur disait-il; qu'est devenue cette intrépidité dont vous avez donné tant de preuves? » Toutefois, avant de se porter aussi à la tête des assaillans, le général en chef s'étant aperçu qu'il était impossible de déployer sur un espace aussi resserré que la digue d'Arcole, avait détaché le général Guyeux, avec sa brigade, vers Albaredo, avec l'ordre d'y passer l'Adige sur le bac qui s'y trouvait, et de tourner Arcole, s'il ne parvenait pas à l'emporter de front.

La présence du général en chef et le souvenir de la gloire de Lodi avaient ranimé l'enthousiasme des soldats; et, voulant mettre à profit leur nouvelle ardeur et le temps si court et si précieux qui lui restait, Bonaparte ordonna une nouvelle tentative sur le pont malencontreux. Les grenadiers avaient demandé

eux-mêmes à recommencer le combat. Bonaparte descend de cheval, se met à la tête de ces braves, tenant un nouveau drapeau à la main, à l'exemple d'Augereau, et s'élance sur le pont, suivi, pressé par tous ceux que l'étroit espace peut contenir. Le général Lannes, malgré ses deux blessures, apprenant que le général en chef est à la tête des combattans, monte à cheval, parce qu'il ne peut se soutenir à pied; et, blessé une troisième fois, il est presque aussitôt renversé. On peut concevoir le ravage que fit le feu de l'ennemi dans cette masse serrée où tous les coups portaient. Le général Vignolle fut également blessé, et Muiron, aide-de-camp du général en chef, fut tué roide à ses côtés. Si Bonaparte ne fut pas lui-même atteint, il le dut au dévouement de l'adjudant-général Belliard et de quelques officiers d'état-major qui se placèrent devant lui pour le couvrir contre les tirailleurs ennemis, et firent ensuite filer quelques grenadiers dans le même but. Enfin la division française fit un mouvement rétrograde. Bonaparte, entraîné par les grenadiers qui abandonnaient le pont, était remonté à cheval à sa sortie, lorsqu'une décharge à mitraille écrase et renverse tous ceux qui l'entouraient; le cheval, effrayé, se jette dans les marais avec son cavalier. Les Autrichiens poursuivaient les troupes en retraite sur la digue. Ils eurent bientôt dépassé le général en chef de plus de cinquante pas. S'ils avaient su qu'ils tenaient, pour ainsi dire, à leur disposition l'homme qui devait un jour remuer toute l'Europe, et mettre l'empire d'Autriche à deux doigts de sa perte, sans doute ils eussent tenté de plus grands efforts pour s'en rendre maîtres; mais l'adjudant-général Belliard avait vu le danger que courait Bonaparte. Encourageant les grenadiers qui fermaient la marche de la colonne, il leur fit faire volte-face, et les Autrichiens furent repoussés avec vigueur. Pendant ce temps, le général en chef s'était tiré du marais où il était tombé. Il vint joindre la colonne; et, re-

nonçant désormais à forcer le pont, il résolut d'attendre le résultat de l'attaque du général Guyeux.

Pendant que la droite de l'armée française échouait ainsi dans son entreprise, malgré tous les généreux efforts faits pour seconder les projets de son chef, la division Masséna, plus heureuse, avait attaqué la colonne de Provera, qui débouchait de Bionde, et l'avait culbutée au-delà de ce village. Marchant ensuite sur Porcil, elle s'en empara après avoir chassé les troupes qui s'y trouvaient, et leur avoir fait quelques centaines de prisonniers.

Le général Guyeux avait réussi à passer l'Adige, près d'Albaredo, sous la protection de quelques pièces d'artillerie, avait repoussé les tirailleurs ennemis, et s'était avancé sur Arcole pour attaquer ce village par la gauche, pendant que la colonne d'Augereau l'attaquait par le pont. Mais, tandis que celui-ci effectuait sa retraite, le général Guyeux emporta le village. Ceux qui le défendaient se retirèrent momentanément sur le gros des troupes réunies vers San-Bonifacio. Les quatorze bataillons et les seize escadrons envoyés par Alvinzi s'étaient formés, ainsi que les troupes que le général Mitrowski avait déjà sous son commandement, entre ce village de San-Bonifacio et San-Stefano.

Le jour commençait à baisser. Les Autrichiens s'étaient ébranlés pour reprendre Arcole avant la nuit. Le général français jugea avec raison qu'il serait dangereux de garder la position hasardeuse où il se trouvait. Il n'ignorait point la force de l'ennemi qu'il avait devant lui, et qu'engagée sur des digues étroites, ayant l'Adige à dos, l'armée française pouvait être culbutée dans les marais de l'Alpon, sans espoir de salut. Bonaparte ordonna donc sa retraite sur la rive droite de l'Adige, et fit former les troupes à droite et à gauche du village de Ronco : ce mouvement s'opéra pendant la nuit. La douzième de ligne, laissée par Augereau à la garde du pont,

1796—an v.
Italie.

et la soixante-quinzième, par Masséna, dans les bois à droite, restèrent dans ces positions, à l'effet d'observer la rive gauche, et de conserver le passage de la rivière. Les Autrichiens se maintinrent dans la position que nous avons indiquée, derrière Arcole; et Provera, ayant rallié ses bataillons derrière un canal, entre Porcil et Caldiero, des avant-gardes occupèrent Arcole et Porcil.

On vient de voir que le projet de Bonaparte était déjoué en grande partie. Mais, si la résistance et les obstacles imprévus rencontrés à Arcole avaient donné le temps au général autrichien de sauver ses parcs et ses communications, le général français avait aussi fait changer les opérations de son adversaire : Verone était garantie, et sa jonction avec Davidowich était au moins retardée. C'était beaucoup d'avoir obtenu ces résultats ; mais ce n'était point encore assez pour Bonaparte ; il fallait vaincre ou perdre ses conquêtes. Il résolut de livrer le lendemain une nouvelle bataille, et espéra des chances plus heureuses.

Convaincu comme il l'était des difficultés du terrain de la veille, on peut supposer que Bonaparte aurait dû faire descendre son pont de bateaux pour passer l'Adige vers Albando, puisque le général Guyeux avait réussi dans ce mouvement, et attaquer ensuite les Autrichiens sur Bonifacio. Il n'en fit rien, et persista dans son projet de marcher encore sur Porcil et Arcole. Un homme d'un coup d'œil aussi exercé que ce général dut avoir sans doute, pour en agir ainsi, des motifs qu'il est difficile de pénétrer quand on ne connaît pas toutes les circonstances où il se trouvait; et nous imiterons la réserve des gens du métier, qui se sont abstenus de porter un jugement hasardé sur une matière aussi délicate, dans un temps où la franchise de leurs opinions n'entraînait aucune conséquence fâcheuse pour eux.

Le 16 novembre, à la pointe du jour, les divisions fran-

çaises passèrent sur la rive gauche de l'Adige, dans le même ordre que la veille. A peine étaient-elles débouchées, qu'elles rencontrèrent les avant-gardes ennemies déjà sorties de Porcil et d'Arcole, dans l'intention d'attaquer le pont de Ronco. Dans le même temps, Alvinzi faisait avancer partie de la cavalerie sur Albaredo, pour défendre le passage dont la marche du général Guyeux avait fait sentir toute l'importance. La division Masséna attaqua la colonne de Provera, la rejeta sur Porcil, avec perte de sept à huit cents prisonniers, six canons et trois drapeaux. La soixante-quinzième demi-brigade, conduite par le général Robert, attaqua les Autrichiens sur la chaussée du centre, et les culbuta dans les marais. Augereau repoussa également l'avant-garde ennemie partie d'Arcole, sur ce village. Mais parvenus au pont, les Français virent se renouveler la sanglante scène de la veille. Arcole se trouvait alors défendu par le gros des troupes d'Alvinzi, et ce général était à leur tête. Augereau essaya vainement de franchir le terrible passage; il éprouva une perte d'autant plus fâcheuse, que l'expérience aurait dû le convaincre de l'inutilité de sa tentative, et que les braves sacrifiés ainsi ne se pouvaient facilement remplacer. Sept généraux ou officiers supérieurs furent encore blessés dans cette occasion.

Bonaparte avait cependant senti la nécessité de chercher ailleurs un passage moins difficile. Il pensa qu'il pourrait réussir à traverser l'Alpon vers son embouchure, et se porta lui-même de ce côté pour ordonner la construction d'un pont de fascines sur ce ruisseau. Il avait ordonné à la garnison de Legnago d'inquiéter l'ennemi; et l'adjudant-général Vial[1] devait remonter l'Adige avec une demi-brigade, pour chercher un passage à l'effet de tourner la gauche des Autrichiens.

[1] Aujourd'hui lieutenant-général.

Cet officier s'étant jeté à l'eau jusques au cou pour reconnaître lui-même un gué, n'en trouva point; et Bonaparte éprouvant également que la rapidité du courant de l'Alpon empêchait l'établissement du pont de fascines, il ordonna qu'on en construisît un de chevalets. L'ennemi avait d'ailleurs garni la rive opposée de nombreux tirailleurs, qui faisaient un feu très-vif. Plusieurs officiers de l'état-major-général furent tués ou blessés en accélérant le travail. Le capitaine Elliot, aide-de-camp du général en chef, fut au nombre des premiers.

Sur ces entrefaites le maréchal Alvinzi, dans l'intention de se débarrasser par un mouvement offensif des attaques réitérées d'Augereau, fit marcher son centre de Bonifacio pour le porter en partie sur la rive droite de l'Alpon et sur les digues qui longent le cours de ce ruisseau. Mais Bonaparte prévint ce mouvement, qui pouvait être fort dangereux, en faisant avancer quatre pièces d'artillerie dont le feu contint les Autrichiens.

Il était presque nuit, et les choses se trouvaient encore dans le même état que la veille. Bonaparte crut devoir faire reprendre à ses troupes les positions de la nuit précédente sur la rive droite de l'Adige; la douzième demi-brigade fut encore commise à la garde du pont de Ronco. Les Autrichiens, de leur côté, rentrèrent dans leur position derrière Arcole.

La journée du lendemain devait éclairer le triomphe ou la défaite de l'armée française. Bonaparte, enfin persuadé que le succès de l'attaque dépendait de la construction du pont à l'embouchure de l'Alpon, y fit travailler toute la nuit; et le 17, à la petite pointe du jour, commença le troisième acte de cette terrible lutte. Un fâcheux accident faillit mettre un obstacle insurmontable au projet du général français.

Au moment même où ses divisions s'ébranlaient pour passer l'Adige, un des bateaux qui formaient le pont de Ronco s'enfonça dans l'eau. Les Autrichiens s'avançaient alors pour

attaquer la douzième demi-brigade, restée de l'autre côté de la rivière. Mais l'artillerie française était disposée sur la rive droite, et son feu bien dirigé prenant l'ennemi en écharpe, produisit le plus grand effet. Cette canonnade permit de raccommoder le pont. Les divisions passèrent; et les Autrichiens, comme le jour précédent, furent repoussés sur Arcole et Porcil.

Masséna n'avait pris avec lui que la dix-huitième demi-brigade de ligne, pour marcher à gauche sur Porcil. Le reste de la division resta en intermédiaire pour seconder l'effort principal qui allait se faire par la droite à l'embouchure de l'Alpon. La trente-deuxième, dirigée par le général Gardanne, fut jetée dans le bois qui est à droite de la digue; la dix-huitième légère se mit en bataille près du pont, pour appuyer la douzième de ligne, toujours chargée de la défense de ce même pont; la soixante-quinzième fut placée au centre devant le pont d'Arcole.

Le général Augereau, dont la division devait passer l'Alpon sur le pont de chevalets construit pendant la nuit, reçut l'ordre d'attendre l'arrivée des deux bataillons de la garnison de Legnago destinés, comme nous l'avons dit, à tourner et à prendre à revers la gauche des Autrichiens : il devait se lier avec cette troupe, et avoir pour soutiens les seize cents chevaux qui composaient la réserve de cavalerie.

Le général Robert, à la tête de la soixante-quinzième, avait vivement suivi l'avant-garde autrichienne jusques au terrible pont d'Arcole; mais des troupes fraîches et nombreuses sortant de ce village pour soutenir la colonne poursuivie, ramenèrent la demi-brigade française au pas de course, et celle-ci vint chercher refuge et protection derrière la division Augereau. Il était à craindre que le retour subit et en désordre de la soixante-quinzième ne semât l'alarme et la confusion parmi les troupes en marche, et par conséquant un peu flottantes;

1796—an v. Italie.

et déjà quelques pelotons, lâchant effectivement pied, se repliaient jusques sur le pont de Ronco. Les Autrichiens, témoins de ce qui se passait et n'éprouvant pas la résistance accoutumée, n'en marchaient qu'avec plus d'ardeur et d'assurance, comptaient presque sur un succès complet, lorsqu'on vit l'heureux effet des sages dispositions du général en chef, qui semblait avoir prévu l'événement. Les ennemis s'avançaient vers l'Adige, lorsque la dix-huitième marcha droit à eux, en les attaquant de front sur la digue, pendant que le général Gardanne, sortant du bois de droite, les prenait en flanc. Bientôt le général Masséna, revenant au pas de charge de Porcil, tombe sur la queue de la colonne autrichienne. Cette dernière attaque, et celle que fait la trente-deuxième, deviennent décisives. Pressés sur trois points à la fois, les Autrichiens sont culbutés en partie dans le marais à gauche, et y restent enfoncés dans la bourbe, pendant que la fusillade en fait périr un grand nombre. Plus de trois mille prisonniers restent au pouvoir des Français.

Cette action brillante de la division Masséna, si bien calculée par le général en chef, et qui assurait la gauche et le centre de l'armée, ainsi que le pont sur l'Adige, n'avait point ralenti le mouvement de la droite, formée par la division Augereau, qui avait enfin jeté son petit pont de chevalets sur l'Alpon, et passait ce ruisseau. Le combat ne tarda point à s'engager sur ce point, où le maréchal Alvinzi avait fait filer des secours. Le flanc droit des Autrichiens était couvert par un marais; et Bonaparte n'ayant point assez de forces disponibles pour le tourner, se servit d'un stratagème que lui suggérèrent son expérience et sa perspicacité. Il se rappela que, dans certaines circonstances, l'arrivée subite d'un corps, quelle que soit d'ailleurs sa force réelle, sur le flanc d'une troupe qui n'est point préparée à ce mouvement, étonne presque toujours, et commence par ébranler, au premier

abord, le moral du soldat, déjà fort occupé de l'ennemi qu'il a devant lui. En conséquence le lieutenant Hercule, de la compagnie des guides à cheval du général en chef[1], reçut l'ordre de descendre l'Adige avec vingt-cinq chevaux, de tourner rapidement, et sans être aperçu, le marais qui servait d'appui à l'ennemi, et de tomber sur ce dernier avec impétuosité, en faisant sonner la charge par plusieurs trompettes à la fois. Le lieutenant des guides exécuta sa mission avec une bravoure et une célérité qui lui valurent les éloges de son général. Sa présence imprévue au-delà du marais causa un moment d'hésitation dans les mouvemens de l'infanterie autrichienne. Le général Augereau en profita pour attaquer avec vigueur la ligne ennemie, qui fut enfoncée après une vive résistance. Toutefois les troupes se retiraient en ordre, lorsque les deux bataillons de Legnago débouchèrent tout-à-coup du village de San-Gregorio, et accélérèrent la retraite des Autrichiens, qui craignirent avec raison d'être débordés et pris à revers. Augereau les fit poursuivre par ses troupes légères, qui lui ramenèrent un grand nombre de prisonniers.

Rassuré sur ce point, Bonaparte se reporta du côté d'Arcole. Par son ordre, le général Masséna dirigea une seconde fois sur Porcil une de ses brigades, soutenue de quelques escadrons, pour en chasser les Autrichiens et couvrir les communications des ponts, et se mit à la tête de ses deux autres brigades pour se porter au centre sur Arcole, afin de se lier avec les autres troupes de l'armée. Dès que le mouvement de retraite des Autrichiens fut bien prononcé, Masséna, débouché par Arcole, les poursuivit dans la direction de San-Bonifacio, et vint ensuite se lier par sa droite à la

[1] A cette époque, les généraux en chef des armées républicaines avaient une compagnie de guides à cheval qui leur servaient d'escorte et d'ordonnances, et qui gardaient et accompagnaient leurs équipages et ceux de leur état-major.

1796—an v. Italie.

division Augereau. Le jour était avancé; l'armée s'établit, pour passer la nuit, la gauche en avant du village d'Arcole, la droite à celui de San-Gregorio.

L'armée autrichienne, contrainte dans cette dernière journée d'abandonner le champ de bataille, après avoir éprouvé des pertes considérables, était plus que fatiguée d'une lutte aussi longue et aussi opiniâtre. Alvinzi ne pouvait plus espérer de forcer les Français dans un terrain dont les accidens étaient si favorables à la défensive. D'un autre côté, il n'avait point reçu de nouvelles des attaques de Davidowich sur Vaubois. Ces considérations réunies déterminèrent le général autrichien à faire prendre à ses troupes la direction de Montebello; et ce mouvement commença à s'exécuter le 18 novembre au matin.

La bataille d'Arcole est une des plus mémorables qu'on puisse lire dans l'histoire de nos guerres, et peut-être la plus longue, puisque elle dura trois jours consécutifs sur le même terrain. Les deux partis y combattirent avec une gloire presque égale; mais Bonaparte y donna des preuves bien remarquables de la supériorité de son génie militaire; les généraux, de leur haute vaillance et de leur dévouement; et les soldats français, de leur intrépidité et de cette confiance qui les empêcha de désespérer de la victoire avec de pareils chefs.

La perte des Autrichiens a été estimée de huit à dix mille hommes, tués, blessés ou faits prisonniers. Celle des Français, qui ne fut jamais bien connue, a été beaucoup exagérée par ceux qui l'ont calculée d'après le nombre des officiers-généraux tués ou blessés, et qui n'ont pas réfléchi que ces chefs avaient presque tous été victimes de leur héroïque dévouement sur le pont d'Arcole, lorsqu'il s'agissait de payer d'exemple pour faire affronter aux soldats une mort presque certaine. Outre les généraux que nous avons déja nommés,

le général Robert fut dangereusement blessé le 17, lorsqu'il dirigeait la soixante-quinzième sur Arcole; le général Gardanne le fut aussi dans la même journée, en débouchant du bois où il s'était embusqué avec la dix-huitième demi-brigade; l'adjudant-général Vaudelin fut tué.

C'est dans la nuit du 17 au 18 qu'eut lieu le fait suivant, que nous allons rapporter d'après des documens positifs : Bonaparte, toujours infatigable, pacourait son camp, sous un vêtement fort simple et qui ne décelait point le général en chef, à l'effet d'examiner par lui-même si les fatigues de trois journées aussi pénibles n'avaient rien fait perdre aux soldats de leur respect pour la discipline et de leur vigilance sur les mouvemens de l'ennemi. Il trouve une sentinelle endormie, lui enlève avec précaution, et sans l'éveiller, son fusil, et fait la faction à sa place. Le soldat ouvre les yeux quelque temps après; se voyant désarmé, et reconnaissant son général, il s'écrie : Je suis perdu! « Rassure-toi, lui dit Bonaparte avec douceur; après tant de fatigues, il peut être permis à un brave tel que toi de succomber au sommeil; mais une autre fois choisis mieux ton temps. »

Le dessein du maréchal Alvinzi, en se retirant sur Montebello, était de marcher jusques à Vicence, et de chercher à se lier avec son lieutenant Davidowich par les gorges de la Brenta. Bonaparte, soupçonnant ce mouvement, résolut d'en prévenir le résultat, en se portant lui-même sur le corps autrichien de la vallée de l'Adige, et de l'accabler comme il avait fait du corps d'Alvinzi dans les champs d'Arcole. Le général français doutait si peu de l'issue de son projet à cet égard, qu'en transmettant au directoire, à la date du 19 novembre, le rapport de la dernière bataille, il disait affirmativement : « Demain, j'attaque la division Davidowich; je la battrai, si elle veut m'attendre, et je la poursuivrai jusque

1796—an v. Italie.

dans le Tyrol. J'attendrai alors la reddition de Mantoue, qui ne peut pas tarder plus de quinze jours.»

Cependant, dans le temps même où les divisions Augereau et Masséna combattaient avec succès dans les marais d'Arcole, le général Vaubois, pressé par un ennemi nombreux, éprouvait un échec signalé sur les bords du lac de Guarda, et il devenait urgent de le réparer pour assurer les opérations ultérieures de l'armée d'Italie.

Dès le 10 novembre, Davidowich était en mesure d'attaquer, avec toutes ses forces, la division Vaubois dans les nouvelles positions de la Corona et de Rivoli, où ce dernier général s'était retiré après le combat de Caliano; mais par une lenteur bien préjudiciable aux intérêts de l'armée autrichienne, comme on va le voir, ce ne fut qu'au bout de six jours, le 16 novembre, que ce général mit ses troupes en mouvement pour marcher sur les positions françaises. Ce jour-là, les Autrichiens éprouvèrent une résistance qui ne leur permit point de faire de progrès; mais le lendemain, 17, ils renouvelèrent leur attaque avec plus d'ensemble. Les brigades des généraux Laudon et prince de Reuss débouchèrent dans la vallée de Caprino; le général Wukassowich s'avança par la route de Trente à Verone sur la Chiusa, tandis qu'une autre colonne passait l'Adige vers Croara, pour venir attaquer le plateau de Rivoli. Les Français reçurent les assaillans avec leur bravoure accoutumée, et compensèrent long-temps, par leur fermeté, le désavantage du nombre; mais quand ils se virent menacés d'être tournés, ils abandonnèrent les retranchemens de Ferrara et de la Corona pour se retirer dans ceux de Rivoli. Bientôt le général Vaubois se vit contraint, par l'effet des manœuvres de l'ennemi, d'opérer sa retraite sur Compara; toutefois il ne la fit point assez promptement pour empêcher les Autrichiens, qui avaient continué de pousser

leurs ailes en avant, de se jeter sur l'arrière-garde, qui fut culbutée. Le général Fiorella demeura prisonnier avec sept à huit cents hommes de sa brigade.

Nous devons faire remarquer ici le grave inconvénient de la lenteur du général Davidowch à attaquer les Français. S'il eût exécuté le 13 ou le 14 novembre les mouvemens qu'on vient de voir, le succès eût été décisif, puisque alors la communication des deux corps de l'armée autrichienne eût été bien établie. Dans la situation actuelle des choses, le dernier avantage remporté ne servait plus qu'à compromettre la division victorieuse. Ne pouvant encore connaître la défaite d'Alvinzi à Arcole, Davidowich marcha, le 18, sur Castelnovo et Pacengo, et poussa même des partis jusques aux environs de Verone. Le général Vaubois continua sa retraite jusque derrière le Mincio, en passant par Compara et Peschiera. Davidowich resta deux jours dans sa position de Castelnovo et de Pacengo, attendant des nouvelles du corps d'armée d'Alvinzi, tandis que Bonaparte se disposait à lui apprendre lui-même l'issue des opérations du feld maréchal.

Le général en chef, promptement informé des événemens de la veille à la Corona et à Rivoli, prit, dès le 18, ses mesures pour marcher sans délai, avec ses troupes réunies, sur Davidowich, et se contenta de faire suivre Alvinzi sur la route de Vicence par quelque cavalerie. Le général Masséna repassa l'Adige au pont de Ronco, et marcha vers Villafranca, pour se réunir à la division du général Vaubois, que Bonaparte faisait prévenir de son dessein, en lui ordonnant de s'avancer par Borghetto sur le même point. Les deux divisions devaient attaquer de front Davidowich, tandis que Augereau se porterait de Verone sur San-Marco et la vallée de Pantena, pour gagner les hauteurs de Santa-Anna, et descendre dans la vallée de l'Adige vers Dolce ou Coradino, à l'effet de couper la retraite au général autrichien.

1796—an v. Italie.

L'exécution de ce plan parfaitement combiné entraînait la perte de la division Davidowich; mais malheureusement ce général avait appris la retraite d'Alvinzi dans la journée du 19; et sentant tout le danger de sa position, il était déjà en marche pour regagner les montagnes, lorsque les divisions Masséna et Vaubois s'ébranlèrent pour l'attaquer. Toutefois, les Français atteignirent l'arrière-garde autrichienne à Compara. Les régimens d'Ehrbach et de Lattermann furent en partie détruits, et surtout le premier, dont un bataillon entier fut coupé et contraint de mettre bas les armes. Un autre détachement de trois à quatre cents hommes, espérant se sauver en traversant l'Adige, fut presque entièrement noyé.

Le général Joubert continua la poursuite de l'ennemi jusques à Pacabocco et près de la Corona. Le gros des divisions Vaubois et Masséna s'arrêta à Castelnovo. Augereau s'était emparé des hauteurs de Santa-Anna, après en avoir débusqué quelques troupes qui s'y trouvaient et leur avoir fait près de deux cents prisonniers; descendu ensuite dans la vallée de l'Adige, il brûla deux équipages de pont, et vint occuper la position de Dolce.

Voyant que Davidowich allait lui échapper par une retraite précipitée, et craignant que le mouvement opéré par l'armée française n'engageât le maréchal Alvinzi à tenter quelque entreprise sur Verone, Bonaparte revint promptement sur ses pas; sa perspicacité lui avait effectivement fait découvrir la véritable intention de son adversaire. Celui-ci avait été informé de son côté des succès obtenus par Davidowich sur le général Vaubois dans la journée du 17, et s'étant aperçu qu'il n'était suivi sur Vicence que par des détachemens, il craignit, avec raison, que sa droite (Davidowich) ne fût bientôt accablée par les efforts réunis des trois divisions françaises. Pour parer à cet événement, il avait

envoyé quelques bataillons dans la montagne de Malara, et s'était avancé jusques à Villanova : mais Bonaparte allait déjà déboucher de Verone. Alors Alvinzi, convaincu que l'extrême activité de Bonaparte déjouait toutes ses combinaisons, prit le parti de rester sur la Brenta. La saison était avancée dans cette contrée montagneuse, et l'armée autrichienne ayant besoin de prendre quelque repos après tant de fatigues éprouvées, Alvinzi la plaça dans des cantonnemens, la gauche vers Padoue, la droite vers Trente, se liant avec la division Davidowich, le centre aux environs de Bassano, où s'établit le quartier-général.

Ainsi, par le défaut d'ensemble dans les opérations, et pour s'être obstiné à manœuvrer sur une ligne trop étendue, Alvinzi avait vu s'évanouir toutes les espérances qu'il avait conçues en prenant le commandement de la troisième armée autrichienne, et n'avait point rempli l'attente de son gouvernement. D'un autre côté, Wurmser, renfermé dans Mantoue, n'avait fait aucun effort en temps utile pour seconder les troupes qui se battaient pour le délivrer. Il avait bien été convenu entre les deux feld-maréchaux qu'une sortie de la garnison de Mantoue aurait lieu vers l'époque où Alvinzi attaquerait la ligne française; mais cette opération de Wurmser ne s'effectua que le 23 novembre, quand toutes les troupes d'Alvinzi étaient en pleine retraite, et que le général Kilmaine, dont la présence n'était plus utile à Verone, était déjà de retour devant Mantoue, avec les trois mille hommes qu'il avait distraits du corps de blocus. A trois heures du matin, Wurmser sortit de la place de Mantoue à la tête d'une forte colonne d'infanterie et de cavalerie, et assaillit les Français, qui déjà se trouvaient sur leurs gardes. Après un combat assez vif, où les Autrichiens perdirent deux cents hommes faits prisonniers, un obusier et deux pièces de canon, le maréchal rentra dans la forteresse, avec la conviction qu'il

1796—an v. Italie.

n'était plus temps d'opérer un mouvement séparé et désormais inutile.

La nouvelle de la victoire d'Arcole et des derniers événemens qui l'avaient suivie, fut portée à Paris par le chef de bataillon Lemarrois, aide-de-camp du général en chef Bonaparte. Il était chargé de présenter au directoire quatre drapeaux enlevés à la colonne autrichienne si complètement écrasée sur la chaussée d'Arcole le 17.

Le gouvernement et les citoyens accueillirent avec enthousiasme ces nouveaux trophées de la valeur française; et, sur la proposition du directoire, le corps législatif décréta : « que les drapeaux républicains portés à la bataille d'Arcole contre les bataillons ennemis par les généraux Bonaparte et Augereau, leur seraient donnés à titre de récompense par la nation. »

Nous terminerons ici le récit des événemens militaires de l'année 1796 en Italie et en Allemagne. Après la bataille d'Arcole, les armées françaises et autrichiennes prirent un repos dont elles avaient un égal besoin, mais qui devait bientôt cesser pour ressaisir de nouveau les armes de part et d'autre, et décider enfin, dans une campagne rapide, du sort de Wurmser et de l'Italie. Il y eut encore, dans les trois derniers mois de cette année, quelques actions sur les bords du Rhin; mais comme elles se rattachent soit au siége de Khel, soit à celui de la tête de pont d'Huningue, dont nous parlerons dans le volume suivant, sous la date de la reddition de ces forts aux Autrichiens, nous avons pensé qu'il ne convenait point de les distraire des paragraphes auxquels elles appartiennent naturellement.

France.

RELATION des principaux événemens maritimes; combat de la Virginie; *combat du contre-amiral Sercey dans l'Inde; expédition de Richery sur les côtes de l'Amérique septentrionale; première expédition d'Ir-*

lande ; combat et naufrage du vaisseau les Droits-de-l'Homme, *etc., etc., etc.* [1]. — L'époque à laquelle nous sommes arrivés est une des plus remarquables sous les rapports politique et militaire. Avant de tracer le tableau des événemens qui ont signalé les années 1796 et 1797, un historien de la révolution [2] a dit : « Je cherche à peindre les efforts inouis que, pendant deux années, la France fit autour d'elle et sur elle-même. Ces deux années furent les plus belles que la république française obtint dans sa courte et orageuse durée. » Les succès brillans de ses armées de terre, dont nous venons d'offrir le récit, fournissent une preuve de cette assertion. Si, pour la prouver complètement, nous n'avons pas à présenter des succès pareils remportés par l'armée navale française, nous montrerons du moins la marine sortant tout-à-coup du néant où elle était tombée, et prenant en peu de temps une attitude imposante, qui semblait présager la renaissance de ces beaux jours de gloire qui avaient lui pour elle dans la guerre de l'indépendance américaine.

Un changement aussi subit dut paraître d'autant plus merveilleux, que le manque d'argent, la disette de matières, le mauvais choix et le mécontentement des officiers, la misère et l'esprit séditieux des marins et des ouvriers paraissaient présenter des obstacles insurmontables à l'armement de la plus petite escadre. Ce changement fut l'ouvrage d'un ministre habile [3], dont le zèle et le patriotisme se montrèrent

[1] Journaux du temps, français et étrangers, — Relations manuscrites, — Précis des principaux événemens de la guerre maritime présente, par Kerguelen, — Vie de Hoche, — Journaux nautiques, — Mémoires et Notes manuscrits communiqués, etc.

[2] Lacretelle.

[3] Le vice-amiral Truguet, aujourd'hui comte, grand-croix de la Légion-d'Honneur.

supérieurs à tous les obstacles, et qui fit voir que, dans aucun temps, on ne devra désespérer de relever la marine de France. Un auteur que nous avons déjà cité [1], s'exprime ainsi sur son compte : « Doué d'un grand caractère, Truguet n'eut pas beaucoup d'égards pour la législature; il blâma hautement, et osa même éluder les lois des 3 et 4 brumaire an IV, qui désorganisaient la marine, sous prétexte d'en régulariser le service. Objet de toutes les plaintes, il ne laissa pas de supprimer tous les emplois parasites que la faveur intéressée de chaque député avait extrêmement multipliés dans les bureaux et dans les ports. Une multitude d'ouvriers furent renvoyés de nos arsenaux de marine, et nous eûmes alors une armée navale : le travail était surveillé; les spoliateurs s'éloignaient. Le ministre méditait de grandes entreprises dans l'Orient, en même temps qu'à l'Occident, Morard de Galles et Hoche, à la tête d'une expédition habilement concertée, se seraient efforcés d'arracher à l'Angleterre la possession de l'Irlande. Ainsi les forces et l'attention de l'ennemi devaient se trouver partagées. Mais les plans de Truguet furent traversés en France. D'un autre côté, le désordre des finances ne promettait pas de grands succès au réformateur de la marine. Des dilapidations sans nombre, dont il se plaignait en vain, l'aigrirent. Révolté de ne voir partout que de petits intérêts personnels au lieu de l'amour du bien public, il ménagea peu certains hommes. L'inflexible ministre avait soulevé contre lui tous les amours-propres : un exil brillant, l'ambassade d'Espagne, fut sa peine ou sa récompense. »

Il est juste de convenir que si la situation intérieure de la France présentait au nouveau ministre de grandes difficultés pour l'exécution des vastes projets qu'il avait conçus, dans le but de saper la puissance britannique dans les deux mondes,

[1] *Principes organiques de la marine;* par Pinière.

l'état des choses à l'extérieur semblait devoir favoriser ses tentatives. A l'époque de la rupture avec l'Angleterre, la Hollande faisait déjà la guerre à la république, et l'Espagne venait de la lui déclarer. La première de ces puissances, il est vrai, n'entreprit, pour ainsi dire, rien sur mer contre les Français; mais la seconde leur fit de nombreuses prises, et ses escadres vinrent aider celles des Anglais, sinon à ruiner le port de Toulon, du moins à l'envahir. Au commencement de 1796, de ces deux ennemies, l'une était devenue l'alliée de la république française, et l'autre était sur le point de le devenir. La France, après avoir résisté seule aux efforts de presque toutes les puissances de l'Europe coalisées contre elle, allait se trouver, à son tour, à la tête d'une coalition armée contre l'Angleterre, et se voyait au moment d'opposer cent vaisseaux de ligne aux flottes victorieuses de sa rivale. L'Europe comptait alors cinq puissances maritimes, outre l'Angleterre, la France, l'Espagne et la Hollande : c'étaient les trois couronnes du Nord, le Portugal et la Turquie; Venise et Naples, quoique possédant quelques vaisseaux, n'étaient pas rangées dans ce nombre. Le Danemarck et la Suède étaient en paix avec la république, que leurs gouvernemens avaient été des premiers à reconnaître; la Russie, quoique ennemie déclarée de la révolution française, était, comme nous l'avons dit dans le sixième volume, peu disposée à prendre pour le moment une part active dans la coalition; le Portugal, pauvre en vaisseaux de guerre et surtout en officiers de marine, était allié à l'Angleterre, qui, depuis Louis xiv, n'avait combiné ses flottes avec celles d'aucune puissance, et eût dédaigné d'y joindre les vaisseaux portugais; quant à la Turquie, elle possédait un assez bon nombre de beaux vaisseaux, que des ingénieurs français lui avaient construits sous l'ancien régime, mais elle ne savait pas s'en servir, et les orgueilleux Ottomans n'eussent peut-être jamais consenti à unir leurs armes avec

celles des nations chrétiennes, si la défaite de leurs propres armées en Égypte ne les avait pas rendus plus tard accessibles aux insinuations de la politique anglaise. Celle-ci se couvrit du voile trompeur d'une amitié intéressée pour déterminer la Sublime-Porte à une alliance dont les fastes du peuple turc n'avaient point jusques alors présenté d'exemple. Avoir ajouté les forces navales de la Hollande et de l'Espagne à celles de la France était donc la chose la plus avantageuse qu'on pût faire pour la république, si l'on eût su plus tard se servir habilement d'une réunion de forces aussi formidables. Sans doute un tel état de choses offrait des espérances de succès pour les entreprises de la marine française; mais il ne fournissait pas les moyens de la mettre en état de les tenter, et la gloire en demeure toute entière à celui qui sut recréer cette marine avec les débris épars que lui avaient légués ses prédécesseurs.

Il n'est pas de notre objet de suivre l'actif et zélé ministre dans ses immenses préparatifs, nous ferons seulement voir bientôt quels en furent les résultats. Pendant que ces préparatifs se faisaient avec un ensemble et une promptitude admirables, le directoire, impatient d'affaiblir la puissance de l'Angleterre, cherchait de nouveaux moyens de parvenir à ce grand but. En attendant qu'il pût être à même de combattre les Anglais dans leur île, et pour suppléer au défaut de réussite de l'invasion projetée, il résolut d'opposer la puissance militaire à la puissance navale, en leur faisant la guerre sur le continent, c'est-à-dire, en cherchant à tourner à leur détriment les succès qu'y obtenaient ses armes. Convaincu que tant que l'Angleterre serait assez riche pour soudoyer et armer toute l'Europe contre la France, les dangers renaîtraient sans cesse pour elle, le gouvernement français crut devoir mettre tout en œuvre pour ruiner cette redoutable ennemie. Il ne manqua pas d'argumens pour prouver à toutes les puissances

européennes que l'Anglais usait en tyran de l'avantage que lui donnait sur elles une marine trop formidable, et qu'elles étaient intéressées à renverser cette tyrannie. Il chercha à leur faire entendre qu'elles devaient s'unir franchement avec la France, et seconder ses efforts pour reconquérir la liberté des mers, en employant tous les moyens en leur pouvoir pour détruire les ressources commerciales de l'Angleterre.

Le directoire voulait faire fermer au commerce anglais les ports de l'Europe qui lui offraient les principaux débouchés. Il pensait ainsi porter à l'ennemie acharnée de la France un coup terrible qu'elle ne pourrait parer, jeter le découragement parmi toutes les classes du peuple, et amener à la fin le gouvernement britannique à renoncer à cette cruelle arrogance avec laquelle il traitait les autres nations maritimes. On voit ici l'origine du système continental, dont l'invention a été faussement attribuée par quelques écrivains à Bonaparte. Lui seul, il est vrai, se trouva en position, par la vaste étendue de ses conquêtes, de lui donner un développement immense; seul, il a pu véritablement le mettre en pratique, et l'épreuve qu'il en a faite a montré suffisamment les avantages et les inconvéniens de ce système. Le directoire ne réussit pas dans ses tentatives. Ses raisonnemens firent peu d'impression sur l'esprit des ministres qui dirigeaient les affaires des puissances continentales. L'Angleterre parvint à convaincre ces puissances que la France, en cherchant à organiser cette ligue contre elle, était mue par des motifs d'intérêt particulier; que si elle parvenait à lui arracher le sceptre naval, elle ne s'en dessaisirait point, et qu'elle ferait servir sa supériorité maritime à l'exécution de ces projets de domination universelle qu'on devait lui supposer, d'après l'usage qu'elle faisait de sa prépondérance militaire.

Il convenait certainement bien peu à la nation anglaise de reprocher aux Français leur ambition et leur tyrannie envers

les peuples conquis, lorsque ses vues ambitieuses et son pouvoir tyrannique s'étendaient sur toutes les mers et sur des Etats situés dans les quatre parties du monde; cependant, les divers souverains se laissèrent facilement persuader, parce qu'un avocat bien puissant, l'intérêt du commerce de leur pays, vint plaider en faveur de la Grande-Bretagne. Si, par son industrie, elle semblait mettre à contribution les peuples du continent, ceux-ci, à leur tour, tiraient des produits de cette industrie des bénéfices et des jouissances dont ils n'étaient nullement disposés à se priver, et ils sentaient qu'une cessation de commerce avec l'Angleterre leur deviendrait fatale à eux-mêmes. Le système continental, mis en vigueur partout simultanément, maintenu sévèrement et de bonne foi par toutes les puissances commerciales de l'Europe, ne pouvait manquer d'amener des résultats avantageux pour elles, mais il devait causer des privations et des souffrances momentanées, et aucune nation ne consentait à s'y soumettre : c'était le grelot de la fable, personne ne voulait l'attacher.

N'ayant pu obtenir l'exclusion des navires anglais des ports des puissances continentales non soumises à son influence, le gouvernement de France prescrivit de leur interdire rigoureusement l'entrée de tous ceux où il commandait par la terreur de ses armes. L'Espagne, la Hollande, et la partie de l'Italie conquise par les armées républicaines, exécutèrent cet ordre dans toute sa sévérité; et, de la sorte, plusieurs marchés importans furent fermés au commerce britannique. Le directoire prit en outre divers arrêtés qui prohibaient, sous des peines très-graves, les marchandises anglaises, tant en France que dans les pays conquis. Néanmoins, ces mesures de rigueur ne produisirent pas tout l'effet qu'on en attendait; on fut à même de se convaincre que quand l'autorité ferme une porte au commerce, le luxe lui en ouvre bientôt une autre. Les marchandises prohibées entrèrent en contrebande;

et le trésor perdit le montant des droits d'importation qu'il aurait perçus en ne les prohibant pas.

Quoique la France eût été trompée dans ses efforts pour enlever au gouvernement d'Angleterre les moyens de continuer la guerre et de fournir des subsides aux autres puissances, les pertes que les croisières françaises faisaient éprouver au commerce britannique augmentaient cependant chaque jour le mécontentement qui régnait parmi la nation, et lui faisaient désirer la fin d'une lutte sanglante, source de mille calamités; le vœu général appelait le retour de la paix. Soit pour répondre à ce vœu, soit par d'autres motifs qu'on lui a prêtés alors, et que nous développerons en parlant de la négociation entamée plus tard avec lord Malmesbury, le ministère anglais fit faire des ouvertures au directoire, et témoigna le désir de traiter avec lui. Cette démarche eut lieu en mars 1796. L'envoyé anglais en Suisse, M. Wickham, remit à ce sujet une note à M. Barthélemy, ambassadeur de la république auprès des cantons. Mais le directoire, en répondant à cette note, ayant paru douter de la sincérité du gouvernement britannique, en ce qu'il proposait un congrès, dont les opérations sont presque toujours interminables, et ayant, en outre, exprimé formellement son intention de ne restituer aucune portion du territoire composant les départemens réunis à la France par la constitution de l'an III, ces ouvertures n'eurent point de suite.

Cependant la France, qui n'avait pu faire éprouver au commerce anglais que des pertes partielles, voyait le sien anéanti; celui de la Hollande était dans le même état, et cette puissance avait vu tomber au pouvoir de l'Angleterre la plupart de ses belles et riches colonies. Pour s'en emparer, le gouvernement britannique s'était servi d'un de ces moyens qui, trop souvent employés par lui, ont fait détester sa politique. Les ministres anglais, sous prétexte de

1796—an v France.

conserver ces colonies au prince d'Orange, avaient sollicité et obtenu de lui des lettres datées de Kew, le 7 février 1795, et adressées aux gouverneurs de toutes les possessions hollandaises, par lesquelles il leur ordonnait de les mettre sous la protection des Anglais, c'est-à-dire de les livrer à leurs forces. Ce stratagème échoua dans plusieurs colonies ; au cap de Bonne-Espérance, surtout, le gouverneur se comporta avec la plus grande fermeté. Sur son refus de remettre cette possession aux troupes britanniques, celles-ci l'attaquèrent; il leur résista depuis le 14 juillet 1795 jusqu'au 15 septembre. Pendant ces deux mois, il obtint sur elles divers avantages ; et il allait les écraser dans leur camp, lorsqu'un nombreux renfort leur arriva de Sainte-Hélène, et rendit désormais la résistance inutile. Les Anglais s'emparèrent peu après de Trinquemale, place forte de l'île de Ceylan, et de la plus grande importance, en ce que sa rade offre un asile sûr aux vaisseaux dans toutes les saisons ; la ville de Colombo, dans la même île, capitula le 15 février 1796 ; Amboine, le 16 du même mois ; Banda, le 8 mars ; Essequibo et Demerary se rendirent en avril.

La réduction de ces diverses colonies, et particulièrement du Cap et de Ceylan, causa une joie extraordinaire à toute la nation anglaise, mais surtout aux membres du gouvernement ; et leurs créatures commençaient déjà à dire hautement qu'il fallait s'emparer de tout le commerce du monde, et à vanter les avantages d'une guerre maritime perpétuelle. En vain représentait-on que les colonies hollandaises étaient des possessions du stathouder, d'un prince allié de la Grande-Bretagne, qui lui-même l'avait invitée à les prendre sous sa protection, et que les garder serait une perfidie, le ministère était inébranlable. Un secrétaire-d'état s'écria, dans la chambre des communes : « Je voudrais bien connaître le ministre qui oserait rendre le cap de Bonne-Espérance, sous quelque pré-

texte que ce fût. » Tel était le langage du parti ministériel. Les membres de l'opposition en tenaient un plus équitable. « Pour échapper aux malheurs qui nous menacent, disaient ceux-ci, un moyen infaillible nous reste. Retranchons-nous dans l'asile sacré de la morale ; et, afin de résister aux desseins ambitieux de la France, levons l'étendard de la justice. N'y a-t-il pas à nous autant d'insolence que d'absurdité de vouloir nous mettre à la tête d'une ligue formée contre un système d'ambition établi sur le continent, lorsque nous nous énorgueillissons nous-mêmes du despotisme que nous exerçons sur les mers ? Nous pourrons avec quelque succès exciter l'Europe à se soulever contre l'oppression, quand nous aurons donné l'exemple de la modération et de la justice. »

Tout en cherchant les moyens de faire aux Angais la guerre la plus terrible, le directoire, du moins à son début, parut prendre à tâche de déployer cet esprit de modération et de justice dont s'écartait l'Angleterre, et qui semble rendre une cause meilleure. L'un des premiers actes du ministre qu'il avait placé à la tête de la marine en fournit la preuve.

Un voyageur, nommé Spillard, parti d'Angleterre depuis près de douze ans, et qui, pendant cet espace de temps, avait parcouru plus de vingt-trois mille lieues à travers une partie de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, et de l'Amérique septentrionale, pris deux fois dans les parages de Charles-Town, par des corsaires français, avait été relâché ; mais on avait retenu ses collections, comme pouvant appartenir au gouvernement britannique. L'amiral Truguet invita les capteurs de Spillard à restituer ces objets : « Ces fruits précieux de ses recherches et de ses veilles, écrivait le ministre, ces rassemblemens formés aux dépens de sa santé, de sa fortune, et au péril continuel de sa vie, pendant un espace de douze ans, loin de son pays, de sa famille et de ses amis, ces col-

1796—an v.
France.

lections étaient sa propriété. Une telle propriété se classe d'elle-même parmi ces objets que les nations civilisées sont convenues de respecter au milieu de leurs guerres. Il me suffit donc d'avoir retracé les travaux importans de Spillard, pour être assuré de l'empressement de ses capteurs à seconder les vues du gouvernement : c'est une dette qu'ils acquitteront au nom de la république, une grande leçon qu'ils donneront à nos ennemis, et un titre de plus qu'ils acquerront à la gloire ; car une bonne action vaut bien une grande victoire. »

Nous avons un peu étendu ces considérations politiques, afin de mettre les lecteurs au fait des dispositions des puissances belligérantes et de la situation maritime de l'Europe, à l'époque dont nous traçons ici l'histoire militaire, et parce que cette partie de la guerre de la révolution, qui eut la mer pour théâtre, n'a encore été traitée par aucun auteur avec tous les détails nécessaires pour en donner une juste idée. Nous allons reprendre le récit des opérations maritimes de la France en 1796, dont une partie a été donnée dans le cinquième volume. En racontant dans ce volume comment Richery s'empara du riche convoi du Levant, nous avons dit qu'il le prit par hasard. En effet, sans des contre-temps imprévus, il fût devenu la proie d'une division française expédiée presque en même temps que la sienne pour l'intercepter, et qui manqua de faire une autre capture importante, celle du célèbre Nelson, qui n'était encore que capitaine de vaisseau. Voici un précis des opérations de cette division.

Mer
du Levant.

Le gouvernement de la république avait ordonné qu'on expédiât de Toulon une division navale dans les mers du Levant, pour attendre au passage les navires partant de Smyrne, de Constantinople, et des divers ports de l'Archipel. On la composa du vaisseau *le Mont-Blanc*, de 74 ; des frégates *la Junon* et *la Justice*, de 40 canons ; *l'Arthé-*

mise et *la Sérieuse*, de 36 ; de la corvette *la Badine*, de 22 ; et du brick *le Hasard*. Le commandement en fut confié au chef de division Ganteaume [1].

Sortie de Toulon à la fin de septembre 1795, elle eut à lutter contre des vents contraires entre la Sardaigne et Minorque, et se trouva inopinément, par un temps brumeux, très-près de l'escadre anglaise aux ordres du vice-amiral Man, forte de deux vaisseaux et huit frégates. Cette escadre avait été détachée de l'armée de l'amiral Hotham, mouillée à Saint-Florent (île de Corse), pour aller à la poursuite des vaisseaux de Richery. La division française n'était, à la fin du jour, qu'à une lieue de l'escadre ennemie ; mais la précision de ses manœuvres et l'obscurité de la nuit la sauvèrent du danger d'être attaquée par des forces aussi supérieures. Le lendemain, elle n'avait aucune voile étrangère à vue. Cependant les vents continuant à être contraires, et ne voulant pas s'éloigner des parages où il se trouvait, pour prendre une route plus longue par le nord de la Corse, le chef de division Ganteaume devait s'attendre à revoir bientôt l'ennemi. En effet, peu de jours après, un vaisseau anglais passa de nuit à vue de la division, à une encâblure (cent toises) d'une des frégates : c'était *l'Agamemnon*, commandé par Nelson. Il était au vent de tous les bâtimens français. Si le hasard eût placé ce vaisseau sous le vent de la division, il eût été forcé de fuir vent arrière devant elle ; et comme parmi les bâtimens qui la composaient il y avait d'excellens marcheurs, il eût été infailliblement pris, avant de pouvoir être secouru par son escadre, que l'on découvrit à toute vue au vent, lorsque le jour parut, et dont, pendant la chasse de la nuit, on eût continué de s'écarter, au point de ne pouvoir en être

[1] Aujourd'hui comte, pair de France, vice-amiral, grand-croix de la Légion-d'Honneur, inspecteur-général des classes, etc., etc.

1796-an v. Mer du Levant.

aperçu le matin. « A quoi tiennent quelquefois les destinées d'un homme ! [1] »

L'Agamemnon tint le vent et mit tout ce qu'il put porter de voiles pour s'échapper. Les bâtimens français le poursuivirent ; mais, dès que l'escadre anglaise eut aperçu le vaisseau de Nelson, elle fit vent arrière pour le dégager, et obligea la division française à prendre chasse à son tour. Les bons voiliers de l'ennemi eurent, dans cette journée, un avantage marqué de marche sur la masse de la division, *l'Agamemnon*, particulièrement, aurait pu l'attaquer, il ne le fit pas ; et l'amiral anglais rallia avant la nuit tous ses bâtimens et leva chasse.

Les vents continuant à être contraires, et désespérant de se dérober à l'ennemi, s'il s'obstinait à demeurer dans les mêmes parages, le chef de division Ganteaume prit la résolution, quels que pussent être les dangers qui l'attendaient en changeant de route, de ne pas tarder davantage à se rendre au lieu où il devait établir sa croisière, et de s'y porter en doublant le cap Corse et passant entre cette île et la côte d'Italie. Il éprouva dans cette route de nouveaux contretemps ; il fut aperçu de la côte de Corse, et poursuivi par

[1] A l'occasion de cette réflexion de l'amiral Ganteaume, insérée dans les notes qu'il a écrites sur la campagne que nous racontons, il peut être curieux de faire remarquer que, dans une Vie de Nelson, l'on trouve une réflexion pareille, au sujet de la chance qu'il y avait que Bonaparte fût pris par cet amiral, en se rendant en Egypte. « Quel changement dans les destinées de l'Europe et du monde, dit l'auteur anglais, si la flotte française eût été jointe avec le général en chef à bord ! » Et là-dessus, il donne carrière à son imagination. Qui ne sait, en effet, que l'événement le plus simple en apparence a quelquefois les conséquences les plus importantes ? On voit ici, par exemple, qu'il n'a tenu à rien que nous n'ayons eu ni TRAFALGAR, ni WATERLOO..... Cette circonstance du danger qu'a couru Nelson d'être fait prisonnier rappelle, au reste, le hasard qui fit manquer aux généraux en chef des armées française et autrichienne en Italie d'être pris tous deux dans l'espace de vingt-quatre heures, ainsi que nous l'avons rapporté tome VI, pages 252 et 256.

une escadre de cinq vaisseaux et trois frégates aux ordres du contre-amiral Hyde-Parker, qui sortit de Saint-Florent pour lui donner chasse. La division française, heureusement, avait l'avantage du vent, et elle échappa aux ennemis en forçant de voiles, après avoir vu les deux vaisseaux anglais les plus avancés démâter de leurs mâts de hune, et se trouver, par cet accident, hors d'état de continuer de la chasser.

1796—an v. Mer du Levant.

Ainsi, dans l'espace de quinze jours, la petite division de Ganteaume occupa deux escadres ennemies infiniment supérieures en force; et en retenant dans la Méditerranée celle du vice-amiral Man, elle empêcha l'escadre de Richery d'être poursuivie. Cependant les retards qu'éprouva cette division permirent au gros du convoi du Levant de lui échapper, et firent que ce fut Richery qui le prit.

Arrivé enfin sur son point de croisière, Ganteaume captura quantité de bâtimens marchands anglais, russes et napolitains. Il débloqua ensuite la division française aux ordres du capitaine Rondeau, que les frégates anglaises *l'Aigle* et *le Cyclope* retenaient depuis plus d'un an sur la rade de Smyrne, et favorisa la prise de la petite frégate *la Némésis*, qui vint, pendant la nuit, se jeter parmi les bâtimens de cette division, sortie de Smyrne pour se réunir à celle qu'il commandait.

Les bâtimens français éprouvèrent des temps affreux dans cette croisière. *La Justice* perdit tous ses mâts dans un coup de vent; elle fut conduite, remorquée par *la Junon*, à la rade des Dardanelles. Ganteaume rallia tous ses bâtimens sur cette rade; et, après y avoir réparé leurs avaries, excepté celles de *la Justice*, qui exigeaient trop de temps, il mit à la voile pour revenir en toute diligence à Toulon. Il avait été prévenu, par la voie de Constantinople, qu'une division de deux vaisseaux de ligne et quatre frégates, sous les ordres du commodore Trowbridge, avait été envoyée à

1796—an v. Mer du Levant.

sa recherche. Cette division était en effet dans l'Archipel; mais il trouva le moyen de se dérober à sa poursuite, en envoyant la corvette *la Badine* se faire chasser par elle.

La navigation du chef de division Ganteaume fut très-heureuse; il parvint à rentrer à Toulon sans accident, après une croisière de cinq mois, dans laquelle il prouva cette vérité, que nous nous efforcerons de répéter, que, sur mer, des forces infiniment inférieures à celles de l'ennemi peuvent, lorsqu'elles sont habilement conduites, lui causer les plus grands dommages, et que c'est toujours à tort qu'on s'est tant effrayé de la supériorité numérique de la marine des Anglais : leur plus grande force est l'habitude de la mer.

Le premier combat dont nous avons à parler maintenant est celui de la frégate *la Virginie ;* mais comme le sort de son brave capitaine s'est trouvé par hasard dépendre de celui de sir Sidney Smith, dont l'évasion lui a fait rendre la liberté, nous commencerons par raconter l'événement qui fit tomber le commodore au pouvoir des Français.

Côtes de France.

Sir Sidney Smith commandait, au printemps de 1796, la frégate *the Diamond*, et la station anglaise établie devant le port du Hâvre. On assure qu'il avait sollicité et obtenu la mission d'incendier les frégates et autres bâtimens qui étaient alors en construction sur le bord de la mer en dehors de la ville. Quelques tentatives eurent lieu en effet; mais comme ce fut clandestinement qu'on déposa des fagots incendiaires sous les bâtimens, et que le feu n'y fut pas mis, on ignore encore si ces tentatives furent faites par les Anglais ou par des malveillans de l'intérieur. Le 18 avril, les canots de la division ennemie s'emparèrent du lougre-corsaire *le Vengeur*, qui, depuis quelque temps, avait fait beaucoup de tort au commerce anglais. Le commodore Sidney Smith passa sur ce petit bâtiment, pour reconnaître de plus près le port sans donner de soupçons, le corsaire étant bien connu; mais le

vent et le courant l'entraînèrent dans la Seine, où il fut obligé de demeurer jusqu'au lendemain. Tous les canots de la division lui furent envoyés pour le remorquer et le ramener au lieu où était mouillée sa frégate. La vue de cette longue file de canots qui remorquaient *le Vengeur*, donna l'éveil aux Français; on fit sortir du port quelques bateaux canonniers, qui se portèrent à la rencontre du corsaire et lui livrèrent combat. Après une résistance de deux heures, dans laquelle deux officiers anglais furent tués et plusieurs autres blessés, ainsi que quelques matelots, le commodore fut contraint de se rendre. Bientôt la nouvelle de cette capture se répandit dans toute la France, où le nom de cet officier était devenu odieux. Jamais la prise d'un capitaine de vaisseau n'avait fait tant de bruit. On ne crut pas avoir au Hâvre de lieu assez sûr pour l'y garder; on l'envoya d'abord à Rouen, sous bonne escorte, et ensuite, d'après l'ordre du directoire, on le transféra à Paris. On ne l'y considéra pas comme un ennemi que les chances de la guerre avaient rendu prisonnier, mais comme un criminel d'état; il fut jeté au Temple. « On crut, dit un historien, cette rigueur autorisée par des missions que cet Anglais avait recherchées avec empressement, et qui toutes étaient contraires au droit des gens. Depuis, on l'a vu proposer et exécuter d'autres expéditions du même genre. » La captivité de sir Sidney Smith fut dure, et se prolongea deux ans; il y mit fin en s'évadant, à l'aide de faux ordres du gouvernement pour sa translation du Temple dans une autre prison.

Océan atlant.

La prise de la frégate *la Virginie* eut lieu quatre jours après celle du commodore anglais. Cette frégate, de 40 bouches à feu, portant du 18 en batterie, sortit de Brest pour remplir une mission, sous le commandement du capitaine de vaisseau Bergeret. Ce jeune officier s'était déjà particulièrement distingué sur la même frégate, dans les affaires des 17 et 23 juin

1796--an v. Océan atlant.

1795, contre lord Cornwallis et lord Bridport, à la suite desquelles il avait reçu des témoignages flatteurs de la satisfaction de l'amiral Villaret; le combat que nous racontons acheva de lui faire une brillante réputation dans une carrière qu'il quitta trop tôt, et dans laquelle il rentra ensuite trop tard.

Le 22 avril, *la Virginie* se dirigeait vers le point de croisière qui lui avait été assigné sur les côtes d'Irlande, et se trouvait à quelques lieues du cap Lézard. A la pointe du jour, on aperçoit six voiles; à huit heures, elles ne sont plus qu'à quatre lieues de distance, et on les reconnaît pour une division de bâtimens de guerre ennemis. Elle se composait du vaisseau rasé *l'Indefatigable*, monté par le commodore sir Edward Pellew, des frégates *l'Amazone*, *la Concorde*, *la Révolutionnaire*, du vaisseau de 64 *l'Argo*, armé en flûte, et de la frégate française *l'Unité*, capturée sous Belle-Isle peu de jours auparavant. *La Virginie* prend chasse aussitôt et se prépare au combat. Les talens, le courage de son capitaine et l'enthousiasme de son équipage, ne laissent en ce moment aucun doute que si, malgré les efforts qu'on fait, avec raison, pour éviter une action contre des forces aussi supérieures, il faut absolument l'engager, elle ne doive devenir sanglante et glorieuse pour les défenseurs du pavillon national.

Les trois premiers bâtimens de la division anglaise se détachent à la poursuite de la frégate de la république, tandis que les autres continuent leur route vers l'un des ports de l'Angleterre. Le vaisseau rasé seul eut pendant la journée un peu d'avantage de marche sur *la Virginie*. Vers le soir, le vent devint faible, et surtout irrégulier; il fut favorable au chasseur, qui, venant vent arrière, recevait le premier la brise. Un beau clair de lune empêcha de se dérober à sa vue, malgré les fausses routes qu'on fit; il joignit donc la frégate sur les onze heures et demie du soir : dès-lors le combat devint inévitable. Les premiers coups furent tirés par *la Virginie*. Le

vaisseau la serra au feu et vint la ranger vergue à vergue, après avoir tenté inutilement de la combattre en hanche; la frégate française sut manœuvrer toujours de manière à lui présenter le travers. Le commodore Pellew dit, à ce sujet, dans son rapport à l'amirauté : « Je ne tardai point à m'apercevoir que j'avais affaire à un ennemi fort habile, et devant lequel je ne pouvais risquer aucune manœuvre hasardeuse. » A une distance aussi rapprochée, le combat qui s'engagea devint terrible. Dès la seconde volée, l'ennemi fut démâté de son mât de perroquet de fougue, et désemparé de ses voiles de l'arrière; mais bientôt il fit éprouver à la frégate toute la supériorité de son artillerie, sur-tout de celle de ses gaillards, qui, en outre de six canons de 12, étaient armés de vingt caronades de 42, armes dont l'usage ne fut introduit que plus tard dans la marine française, et qui vomissaient une épouvantable quantité de mitraille. *La Virginie* ne pouvait y opposer qu'une faible artillerie du calibre de 8 [1]. Malgré cette immense infériorité, le combat se soutint avec un égal acharnement de part et d'autre. Aux *houras* fréquens des Anglais, l'équipage de *la Virginie* répondait par les cris mille fois répétés de *vive la république!* L'action dura ainsi jusqu'à

[1] Le poids des boulets d'une bordée de la frégate n'était que d'environ *trois cents livres*, tandis que celui des boulets d'une bordée du vaisseau rasé était de *sept cent trente livres;* disproportion de force énorme, à laquelle il faut encore ajouter la différence d'épaisseur de muraille des deux bâtimens, et l'avantage tiré de la célérité du service des caronades. On pourrait élever quelque doute sur l'existence, à bord de *l'Indefatigable*, de caronades de 42; mais, au témoignage de M. le contre-amiral Duperré, l'un des officiers qui prirent part à ce beau combat de *la Virginie*, se joignent ceux de beaucoup d'autres marins, qui ont vu sur les bâtimens anglais des caronades de ce calibre, et même de calibre plus fort. Il est vrai qu'on y a renoncé depuis un certain nombre d'années, et que les calibres employés aujourd'hui dans la marine anglaise sont ceux de 32, 24, 18, 12, 9 et 6, tous plus faibles que les calibres français de même dénomination : le boulet de 6 anglais pèse un peu plus de cinq livres et demie, poids de marc.

1796.—an v. Océan atlant.

trois heures du matin. Alors, soit que *l'Indefatigable*, privé de la plus grande partie de ses manœuvres courantes, que les boulets et la mitraille avaient coupées, ne pût orienter ses voiles de manière à maîtriser sa vitesse, ou qu'il fût contraint de plier et de se retirer du feu, il dépassa la frégate. Celle-ci, d'un coup de barre de gouvernail, se lança promptement dans le vent, et passant à poupe du vaisseau, voulut profiter de sa position avantageuse pour lui tirer en salut[1] une bordée qui pouvait avoir les résultats les plus décisifs. Malheureusement, son grand mât de hune tomba en ce moment du côté qu'elle présentait à l'ennemi, et les voiles qu'il portait masquèrent presque entièrement la batterie dans leur chute. Le vaisseau ne put recevoir que deux coups de canon, dont un endommagea son gouvernail. Cependant, par ce mouvement, il se trouva bientôt placé hors de la portée du canon sous le vent, et il ne paraissait pas manœuvrer pour se rapprocher. On s'occupait déjà à bord de *la Virginie* de réparer ses avaries, boucher tous les trous des boulets reçus à la flottaison, et repasser des manœuvres, lorsque tout-à-coup elle se trouva assaillie par les deux frégates *la Concorde* et *l'Amazone*. Dès-lors, tout espoir de salut fut perdu. Trop maltraitée pour fuir, *la Virginie* ne put opposer à ses nouveaux ennemis qu'une vaine résistance. Elle avait en ce moment quatre pieds d'eau dans la cale; de toute sa mâture, le mât de misaine seul, quoique criblé de boulets et haché, tenait encore debout; la batterie des gaillards était entièrement démontée; une grande partie de l'équipage était hors de combat. Dans cette triste position, le capitaine Bergeret, après avoir consulté ses officiers, MM. Henry, premier lieu-

[1] Manière de tirer les coups l'un après l'autre; ce qu'est obligé de faire un bâtiment qui tire, en passant, sur un objet que les canonniers ne découvrent que successivement : au reste, dans toutes les positions, cela vaut mieux que de tirer par volées; on pointe alors avec plus de précision.

tenant, Labarbe, Linant, Gallois, lieutenans et enseignes, et M. Duperré, officier de manœuvre [1], ainsi que M. Bisson, officier d'artillerie, prit le parti de céder à des forces aussi supérieures; et il amena avec douleur un pavillon qu'il avait défendu aussi vaillemment que possible.

Après quelque temps de séjour comme prisonnier en Angleterre, le capitaine Bergeret avait obtenu la permission d'aller à Paris solliciter d'être échangé contre sir Sidney Smith; mais le directoire ayant refusé d'y consentir, fidèle à sa parole, il vint reprendre ses fers. Lorsque ensuite sir Sidney se fut évadé du Temple, le gouvernement anglais renvoya M. Bergeret dans sa patrie, regardant l'échange comme consommé par l'évasion du commodore.

Les mers d'Europe ne furent le théâtre d'aucun combat remarquable pendant l'été de 1796. Le seul événement important qui signala cette époque fut la conclusion d'un traité d'alliance offensive et défensive entre la république française et l'Espagne. Ce traité, signé le 19 août, mettait toutes les forces maritimes de cette puissance à la disposition de la France. Un des premiers résultats de cette alliance devait être de rendre les Français maîtres de la Méditerranée, et d'obliger les Anglais d'évacuer pour long-temps cette mer : nous verrons ce qui s'y opposa. La marine espagnole eût pu ensuite seconder les efforts de la marine française par des diversions habilement concertées, et non pas en joignant ses vaisseaux à ceux de la république pour tenter ensemble de grandes entreprises; car s'il est reconnu qu'en général les armées combinées sont mauvaises, c'est surtout lorsqu'il s'agit d'armées navales que le vice de cette aggrégation d'élémens hétérogènes se fait le plus remarquer. C'est avec raison qu'on a dit que, depuis cent ans, nous n'avons vu aucune armée combinée sur mer, dont le renom n'appartienne au spectacle de ses vaisseaux

[1] Aujourd'hui contre-amiral, baron, commandant de la Légion-d'Honneur.

1796—an v
Océan atlant.

plus qu'au souvenir de ses opérations. Le traité du 19 août fit une grande sensation en Europe et sembla déconcerter le gouvernement anglais, qui avait compté sans doute réussir à en empêcher la conclusion, puisqu'il n'avait pas augmenté ses escadres, ainsi qu'il convenait de le faire, en regardant cet événement comme très-probable. Malheureusement la France ne recueillit pas tous les fruits qu'on devait attendre de ce traité.

Océan indien.

C'est dans l'Océan indien qu'à cette époque le pavillon national se montra avec le plus d'éclat. On y vit une faible escadre, composée seulement de six frégates, maîtresse de la mer pendant plus de huit mois, combattre avec succès des vaisseaux de ligne, et forcer l'Angleterre de faire passer dans ces parages des forces navales considérables. Avant de raconter les premières opérations de cette petite escadre, commandée par le contre-amiral Sercey, nous allons rapporter les exploits par lesquels débuta un intrépide corsaire, dont le nom est devenu la terreur des Anglais dans les mers de l'Inde; c'est le capitaine Surcouf.

Ce brave marin, âgé alors de vingt-deux ans, naviguait pour le commerce. Il sortit vers la fin d'août 1796 du port nord-ouest de l'Ile-de-France, avec le navire *l'Émilie*, qu'il commandait, pour aller prendre aux îles Séchelles une cargaison de bois de construction. Deux bâtimens de guerre ennemis, qu'il trouva croisant dans ces parages, firent manquer son expédition. Surcouf se décida alors à aller dans un des ports de la côte de l'Inde faire son chargement en riz. Chemin faisant, il rencontra trois bâtimens marchands qui naviguaient sous l'escorte d'un schooner, bateau pilote armé du pays. Persuadé que ces bâtimens étaient chargés de la denrée qu'il allait chercher au Bengale, Surcouf pensa tout d'un coup que, s'il pouvait les prendre, il s'épargnerait à la fois et le voyage et le prix d'achat. Cette idée lui sourit, et après l'avoir fait partager à son équipage, il se décida à s'emparer

des trois navires marchands. *L'Émilie* était un bâtiment de deux cents tonneaux ; Surcouf n'avait avec lui sur ce bâtiment qu'un équipage peu nombreux, et il n'était armé qu'autant qu'il était nécessaire pour se défendre contre les pirates indiens. Avec ces faibles moyens, il attaqua le schooner, qui avait un fort équipage, et était armé de deux canons ; il parvint à s'en emparer, après quoi il n'eut pas de peine à amariner les bâtimens marchands.

Enhardi par ce premier succès, Surcouf résolut de continuer de faire la course, quoiqu'il n'y fût point autorisé par des lettres de marque, ainsi que doivent en avoir tous les corsaires. Il passa avec dix-neuf hommes sur le schooner, que sa marche supérieure rendait propre à ses desseins, et il continua de tenir la mer. Bientôt il eut connaissance d'un grand navire à trois mâts, qui, dès qu'il l'eut aperçu, hissa pavillon anglais. Ce navire était un vaisseau de la compagnie des Indes, nommé *le Triton;* il était armé de vingt-six canons de 12, et monté par un équipage de cent cinquante Européens. Surcouf fait cacher tout son monde et paraît seul sur le pont. Il se dirige sur le vaisseau, qui le laisse approcher sans défiance. Lorsqu'il est bord à bord avec lui, son équipage se montre ; il lâche au vaisseau une décharge de mitraille et de mousqueterie, et, en un clin d'œil, il est sur le pont de l'ennemi avec ses dix-neuf hommes, le sabre d'une main et le pistolet de l'autre. Un combat furieux s'engage aussitôt : dès les premiers coups, le capitaine anglais est tué ; dix hommes de l'équipage éprouvent le même sort ; cinquante autres sont blessés, et Surcouf, qui n'a eu qu'un homme tué et deux blessés, demeure maître du vaisseau. Son premier soin, après cette brillante action, est de se débarrasser de de ses nombreux prisonniers. Il leur fait signer un cartel d'échange et les renvoie a Madras sur son bâtiment, dont il enlève toutes les armes. Cette mesure de précaution prise, il

1796—an V. Océan indien.

se dirige vers l'Ile-de-France avec les quatre bâtimens qu'il a capturés et arrive à bon port.

Bien que l'audace de Surcouf eût trouvé des admirateurs dans tous les habitans de la colonie, ainsi que dans tous les membres des autorités civiles et militaires, les tribunaux de l'île refusèrent, aux termes des lois existantes, de lui adjuger les prises qu'il venait de faire, parce qu'il était sorti sans lettres de marque, et que, par conséquent, il n'était point en droit de courir sus aux navires marchands de l'ennemi : on les confisqua au profit de l'État. Cependant, l'affaire ayant été soumise au gouvernement, le directoire, jaloux de récompenser la bravoure de Surcouf, proposa au Corps législatif de lui adjuger ses prises à titre de récompense nationale, sans déroger aux lois établies sur la course. Les conseils approuvèrent cette proposition, et des ordres furent donnés de restituer à Surcouf une somme égale au produit de la vente de ses prises, qui avait été employé pour les besoins de la colonie [1].

Les opérations de la petite escadre du contre-amiral Sercey dans les mers de l'Inde, embrassent plusieurs années; mais nous en parlons dès à présent, parce que le principal combat que cet officier-général a livré aux ennemis, pendant sa longue mission, a eu lieu au commencement de septembre 1796. Le gouvernement conventionnel avait négligé d'envoyer dans l'Inde des forces navales capables d'attaquer les convois qui sont annuellement expédiés d'Angleterre pour ce pays, ou ceux qui en partent pour apporter dans les ports de la Grande-Bretagne les denrées et marchandises d'Asie; il ne s'était pas non plus occupé de faire passer des secours à Tippoo-Saeb, qui luttait avec courage contre les forces anglaises. Le directoire voulut réparer ces fautes; et, d'après ses ordres,

[1] Ces prises ont été estimées un million sept cent mille francs.

les premiers soins du ministre Truguet eurent pour objet le ravitaillement de l'Ile-de-France, et l'envoi d'une escadre légère, pour capturer, piller, couler ou brûler tous les navires marchands ennemis allant dans l'Inde et à la Chine, ou revenant, avec de riches cargaisons, de ces contrées, et ravager les comptoirs anglais sur les côtes du Malabar et de Coromandel. Depuis quatre ans, il n'y avait eu ordinairement à l'Ile-de-France que deux frégates, rarement trois, et deux corvettes; les cent septième et cent huitième régimens qui en formaient la garnison n'avaient point été entretenus au complet; on y manquait de canonniers et de munitions. Il était donc de la plus grande importance de hâter l'envoi des secours que le directoire avait décidé de faire passer à cette colonie. Truguet le sentait, et mit la plus grande célérité dans l'armement de la division chargée de porter ces secours, mais plusieurs circonstances imprévues vinrent retarder son départ.

On avait armé en toute diligence quatre frégates et deux corvettes dans le port de Rochefort; ces bâtimens étaient prêts à prendre la mer, lorsque le gouvernement nomma des agens chargés de le représenter dans les diverses colonies de la république. Il fut décidé que ceux qui étaient destinés pour les îles de France et de la Réunion s'embarqueraient sur la division en partance. Les dispositions qu'il fallut faire à bord de la frégate qui devait porter ces fonctionnaires, ainsi que les délais qu'ils mirent à rejoindre la division, firent perdre un temps précieux. Ce ne fut pas tout; au moment où l'expédition, réunie dans la rade de l'île d'Aix, n'attendait plus qu'un vent favorable pour faire route, une tempête violente se déclare, et jette presque tous les bâtimens à la côte. Ils firent plus ou moins d'avaries; mais la frégate *la Cocarde*, ayant touché sur des roches, avait été tellement endommagée, qu'il fallut renoncer à lui faire entreprendre le voyage. On désigna pour la remplacer la frégate *la Vertu*, qui était en radoub,

1796--an v
Océan indien.

et son commandant, le capitaine de vaisseau L'hermite [1], passa, avec tout son équipage, sur cette dernière. C'était la seconde fois que ce brave officier changeait de bâtiment dans la division. Il revenait sur la frégate *la Seine*, après avoir fait, dans les mers du Nord, une croisière aussi glorieuse que pénible, lorsque cette frégate fut désignée pour faire partie de l'expédition de l'Ile-de-France; mais, comme elle devait s'y rendre armée en flûte, le capitaine L'hermite refusa de commander, armé de la sorte, un bâtiment qu'il avait commandé plus de deux ans armé en guerre. Le général Sercey, qui faisait grand cas des talens et du courage de cet officier, voulut le conserver dans sa division, et lui fit donner le commandement de *la Cocarde*. Quelque célérité qu'on eût mise à réparer les avaries des frégates, le départ en fut encore différé de plus d'une semaine. Enfin, le vent étant favorable, le général se décida à partir sans attendre *la Vertu*, à laquelle il laissa des instructions et fixa un lieu de rendez-vous.

Ce fut le 4 mars 1796 (14 ventose an IV), que la petite escadre du contre-amiral Sercey fit voile de France. Elle était composée des frégates *la Forte*, portant du 24; *la Régénérée*, portant du 12; *la Seine*, armée en flûte, et des corvettes *la Bonne-Citoyenne* et *la Mutine*. Elle portait, en outre des agens du directoire, huit cents hommes d'infanterie sous les ordres du général Magalon, deux compagnies d'artillerie, et quantité de munitions de guerre. Le contre-amiral avait son pavillon à bord de *la Forte; la Régénérée* était commandée par le capitaine de vaisseau Willaumez [2] qui avait obtenu ce grade au retour de l'expédition de d'Entrecasteaux à la recherche de la Pérouse, dans laquelle il avait donné de nouvelles preuves de ses ta-

[1] Aujourd'hui baron, contre-amiral, commandant de la Légion-d'Honneur; il a rempli, avec distinction, les fonctions de préfet maritime au port de Toulon.

[2] Aujourd'hui contre-amiral, commandant de la Légion-d'Honneur.

lens, comme homme de mer; *la Seine* avait pour commandant le lieutenant de vaisseau Bigot [1].

La division eut du gros temps dans le golfe de Gascogne, et les bâtimens se tenaient difficilement ralliés. Au point du jour, le 7, on s'aperçut que *la Bonne-Citoyenne* manquait. Le 8, *la Mutine* démâte, dans un grain, d'un de ses mâts de hune; le général rend par signal le capitaine de ce bâtiment libre de sa manœuvre, et continue sa route avec les trois frégates. On verra de quelle conséquence fut par la suite le manque de corvettes dans la division. Le gros temps continua, et les frégates firent toutes plus ou moins d'avaries. *La Seine* démâta de son grand mât de hune. La mer était si grosse, que la frégate ne put être remâtée que le 10. Le même jour, la division prit un brick anglais de deux cents tonneaux, chargé de vivres de toute espèce pour la Martinique. Ce bâtiment faisait partie d'un convoi considérable, qui portait des munitions de guerre et de bouche aux îles du Vent, sous l'escorte de trois vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates. Ces forces étant trop supérieures pour que la division française pût tenter quelque chose sur le convoi, elle prit une route qui l'en éloignait. Le 14, elle passa à vue de Madère et de Porto-Santo, et, le 17, elle mouilla devant Santa-Cruz, ville de l'île de Palma, l'une des Canaries. C'était le lieu de rendez-vous qui avait été fixé au capitaine de *la Vertu;* cette frégate y arriva le 29 mars, après une heureuse traversée de dix jours. Après cette jonction, la division se remit en route.

Il ne se passa rien de remarquable jusque dans les parages du cap de Bonne-Espérance. Le 15 mai, la division étant par les 32° de latitude sud et 3° de longitude orientale, elle prit un grand bâtiment baleinier anglais chargé d'huile. Dans

[1] Mort depuis, capitaine de vaisseau.

1796—an v. Océan indien.

la nuit du 24 au 25 mai, près du cap des Aiguilles, un grand navire à trois mâts tomba au milieu de la division. Un beau clair de lune facilita les manœuvres nécessaires pour l'empêcher de s'échapper, et il fut bientôt forcé de se rendre. On envoya sur-le-champ un canot pour l'amariner; c'était un très-gros bâtiment portugais, qui revenait de Calcuta avec une riche cargaison de marchandises des Indes; son équipage était fort de quatre-vingt-quinze hommes. A sept heures du matin, on aperçut deux autres voiles, auxquelles le général fit donner chasse. C'étaient deux grands bâtimens à trois mâts qui longeaient la terre, dont la division était en ce moment à environ cinq lieues dans le sud. *La Régénérée*, la meilleure marcheuse de la division, ayant manœuvré pour couper la route à celui qui se trouvait le plus de l'avant, en vint bientôt à portée de le reconnaître pour une petite frégate. Celle-ci fit à la frégate française les signaux de reconnaissance; et, voyant que l'on n'y répondait pas, elle se couvrit de voiles, mit des bonnettes haut et bas, tribord et babord, et laissa arriver pour courir vers la côte. A dix heures, le général joignit le second bâtiment, et lui tira deux coups de canon à boulet; sur-le-champ ce navire diminua de voiles et arbora le pavillon américain. *La Vertu* fut chargée de le visiter, et *la Forte* mit toutes ses voiles dehors, pour chasser avec *la Régénérée* la frégate qui fuyait et qui avait arboré le pavillon anglais, en l'assurant d'un coup de canon à boulet, lorsque le général avait tiré sur l'autre navire; *la Seine* fit aussi route pour gagner la terre. La frégate anglaise étant excellente marcheuse, elle put passer très-près du cap des Aiguilles avant que *la Régénérée* fût venue à bout de lui couper le chemin; elle s'était considérablement allégée, en jetant quantité d'objets à la mer; malgré cela, vers onze heures, *la Régénérée* la tenait à portée de ses canons de 12 : alors elle prit le parti extrême de jeter sa batterie à la mer; par là elle

augmenta de beaucoup sa marche. *La Régénérée*, s'en étant aperçue, lui tira quelques coups de ses canons de chasse, pour tâcher de la dégréer; elle n'y parvint pas; mais elle força de la sorte la frégate anglaise à serrer de si près le rivage, que l'on croyait à tout moment qu'elle allait faire côte. Par une espèce de miracle, elle ne toucha pas, et continua sa route vent arrière. La mer était belle et le vent faible, ce qui lui donnait de l'avantage sur *la Régénérée*, dont la grande marche n'était que d'un bon frais. Depuis surtout qu'elle s'était débarrassée de ses canons, elle gagnait sensiblement sur les frégates françaises. A une heure et demie, le général demanda, par signal, au capitaine de *la Régénérée* s'il avait l'espoir de joindre l'ennemi. Celui-ci répondit que oui; effectivement le vent avait un peu augmenté, sa frégate éloignait *la Forte* et *la Seine*, et l'ennemi semblait ne plus gagner sur elle. Le capitaine Willaumez, pensant que le vent allait devenir plus frais, espérait pouvoir, avant la nuit, remettre la frégate anglaise à portée de ses canons; aussi vit-il avec peine le général lui faire à deux heures et demie le signal de ralliement. Il y répondit, en signalant qu'il avait encore l'espoir de joindre l'ennemi; et, en effet, depuis quelque temps il gagnait sur lui; mais le général ayant diminué de voile et changé de route, en conservant toujours à tête de mât le signal de ralliement, le capitaine Willaumez se vit forcé d'imiter sa manœuvre, et il leva la chasse, avec tout le regret que peut éprouver un officier zélé, obligé de renoncer à une capture presque certaine.

Après la chasse levée, on put communiquer avec le navire amariné par *la Vertu*. Il était véritablement Américain, comme son pavillon l'indiquait, et était chargé de vivres pour l'Ile-de-France; mais comme il avait été capturé plusieurs jours auparavant par la frégate anglaise avec laquelle il naviguait de conserve lorsque la division française le rencontra, il se

1796—an v. Océan indien.

trouva être de bonne prise. Ce bâtiment avait été frêté à Batavia, par l'ex-directeur de la compagnie hollandaise des Indes. On apprit, par les matelots anglais qu'on trouva à bord, qu'il y avait au cap de Bonne-Espérance plusieurs bâtimens de guerre, et que depuis quatre jours il y était arrivé de Madras le vaisseau *le Monarch*, de 74. On sut également que la frégate à laquelle appartenaient ces marins, et que la division française venait de chasser, était *le Sphynx*, portant vingt-six canons de 9 en batterie, sans compter l'artillerie de ses gaillards, armés de caronades de 24. On visita ensuite la cargaison du navire portugais, et l'on reconnut qu'elle pouvait valoir près de trois millions. *La Vertu* prit à la remorque le navire américain, et le bâtiment portugais, marchant assez bien, suivit la division sans être remorqué.

Le 3 juin, à deux heures après-midi, étant par les 34 degrés de latitude sud, et 31 degrés de longitude orientale, grand vent et la mer grosse, la division eut connaissance d'un navire. On le chassa; à trois heures, il se trouva à petite portée; on lui tira quelques coups de canon; il hissa et amena sur-le-champ un pavillon anglais. Il ventait si fort, que *la Régénérée* eut son grand mât de hune craqué; malgré cela, et bien que la mer fût très-mauvaise, un petit canot fut expédié de cette frégate avec un officier, l'agent comptable et cinq matelots, pour amariner la prise. Ils y arrivèrent par un rare bonheur, car le grand canot de la même frégate, qui avait débordé peu après pour se rendre aussi à bord de la prise, fut contraint de rétrograder, à cause que les lames le comblaient et menaçaient de l'engloutir. Les sept Français seuls sur un grand navire pouvaient courir quelques dangers, et la prise tenter de s'échapper à la faveur de l'obscurité; aussi le général fit signal aux bâtimens de la division de la conserver toute la nuit à vue, et *la Régénérée* eut soin de s'en tenir constamment à portée de voix; au jour, le

temps étant devenu plus beau, on fut à bord de ce navire; il était du port de huit cents tonneaux, chargé de riz, et venait du Bengale; son équipage était fort de cent trente-six hommes, dont trente-six Européens et cent Lascars[1]. On remplaça une partie de cet équipage par des matelots français, et on expédia le navire pour l'Ile-de-France isolément, afin qu'il ne retardât pas la division dans sa marche.

La navigation continua sans aucun autre événement remarquable. La division, après avoir essuyé quelques coups de vent, arriva enfin, le 18 juin, à la vue des côtes de l'Ile-de-France. Elle longea la terre à un mille de distance; mais bien que la frégate du général, outre son pavillon de commandement, eût à tête de mât les signaux de reconnaissance pour les côtes, il ne paraissait pas de pilote. Les habitans, qui n'étaient point prévenus de l'envoi d'une escadre française dans les mers de l'Inde, et qui, depuis l'arrivée de la frégate *la Preneuse*, en l'an III, n'avaient point vu venir de bâtimens de guerre de la république, pouvaient prendre ceux de l'amiral Sercey pour la division anglaise qui avait établi sa croisière au vent de l'île, et qui depuis cinq ou six jours avait disparu. Ce ne fut enfin que lorsque *la Régénérée*, qui s'avançait la première, eut donné dans le chenal, et cargué une partie de ses voiles, indiquant par cette manœuvre qu'elle se disposait à mouiller, que quatre pilotes se décidèrent à se rendre à bord des frégates, qui vinrent jeter l'ancre au milieu du port.

Dans l'après-midi, les agens du directoire, dans leur grand costume, accompagnés des généraux de terre et de mer, ainsi que des commandans des frégates, descendirent à terre dans le canot de l'amiral, et se rendirent à l'assemblée coloniale, escortés de cinquante hommes des troupes de ligne amenées

[1] Marins indiens.

1796—an v. Océan indien.

par la division. A leur départ de la frégate *la Forte*, ils furent salués de vingt-un coups de canon et de cinq cris de *vive la république;* honneurs souverains qu'on leur rendit, sans doute, en exécution de l'arrêté du directoire, qui avait décidé que ses agens dans les colonies, représentant le gouvernement de la république, ils y avaient droit aux mêmes honneurs que les membres de ce gouvernement, qui, comme chefs d'un grand peuple, recevaient en France ceux qui sont réservés par l'usage des nations européennes aux têtes couronnées. Le rôle qu'ils commençaient d'une manière si brillante ne fut pas de longue durée : deux ou trois jours après ils furent chassés de l'île [1], ainsi que nous le rapporterons en son lieu; nous n'en parlons ici que pour dire que les marins et les officiers de l'escadre, l'amiral excepté, demeurèrent étrangers à cet événement.

Le premier soin de l'amiral Sercey avait été de faire mettre à terre les malades de son escadre, et de dégréer ses bâtimens, pour en faire visiter et réparer le gréement et la voilure, afin d'être bientôt prêt à partir en croisière. On s'occupa en même temps de débarquer toutes les munitions destinées à la colonie; et la frégate *la Seine*, après avoir déchargé les objets composant son chargement, s'arma en guerre. Les deux frégates *la Cybèle* et *la Prudente* furent aussi mises en état de reprendre la mer, et l'escadre se trouva ainsi composée de six frégates. Ces divers travaux n'employèrent pas tout à fait un mois. Quand ils furent terminés, les bâtimens firent leur eau et embarquèrent des vivres, consistant en riz, salaisons, arack, et une petite quantité de vin, et se tinrent prêts à mettre à la voile. L'escadre se trouvait sans corvettes; celles qui étaient parties de France avec les frégates s'en étaient séparées dès les premiers jours de navi-

[1] *Voyez*, plus loin, l'article sur les colonies.

gation, comme nous l'avons dit; et *le Moineau*, qui était à l'Ile-de-France à l'arrivée de la division, venait d'en partir avec les agens du directoire. Pour y suppléer, l'amiral Sercey mit en réquisition la goëlette-corsaire *l'Alerte*, et en fit sa mouche.

1796—an V
Océan indien.

Tout étant prêt, l'escadre appareilla de l'Ile-de-France le 14 juillet, et se dirigea vers l'île de la Réunion. Arrivées à la vue de cette île quatre jours après, *la Forte* et *la Vertu* vont mouiller dans la rade de Saint-Denis, les quatre autres frégates dans celle de Saint-Paul. Elles y embarquent des bœufs, des moutons, des cabris, des volailles et du maïs; et les habitans, à l'envi, ajoutent une foule de provisions diverses aux vivres qu'il leur est ordonné de fournir par les autorités. Le général Sercey en adressa des remercîmens à l'assemblée coloniale, au nom de toute l'escadre. Le 22, il remit à la voile et fit route pour les côtes de l'Inde.

Dans cette traversée, les frégates ne mirent pas toute la diligence possible; la goëlette en fut cause; elle marchait mal; et loin de pouvoir servir de découverte à la division, elle la retardait sans cesse. Enfin elle fut prise sur un des points de la côte, où on l'avait envoyée en reconnaissance : le général dut alors regretter ses corvettes. Le 14 août, les frégates eurent connaissance de la pointe sud-ouest de Ceylan; elles y croisèrent quatre jours, et y firent plusieurs prises. La plus importante était un grand bâtiment chargé de riz, de sucre et de benjoin, allant de Bencoul à Madras. Elles remontèrent ensuite au nord, en longeant la côte de Coromandel, jusques au-delà de Pondichéry et vers Madras. *La Prudente* et *la Régénérée* furent détachées, dans les derniers jours d'août, pour aller reconnaître la rade de Tranquebar : elles y firent des prises de peu de valeur.

L'expédition qu'avait en vue le général Sercey en se rendant à la côte de Coromandel fut manquée par la faute du capitaine de la goëlette-corsaire qui lui servait de découverte. Envoyé

1796—an v. Océan indien.

par l'amiral sur la côte pour y prendre des informations sur les forces de l'ennemi, et la quantité de navires marchands et vaisseaux de la compagnie qui pouvaient se trouver dans les différens ports, cet officier, en vrai corsaire, crut pouvoir se permettre, tout en remplissant cette mission pour l'état, de travailler à la fortune de son armateur et à la sienne, en faisant quelques prises. Il se trouva de nuit, près d'un grand bâtiment, qu'il prenait pour un navire marchand, et voulut l'enlever à l'abordage : malheureusement c'était une frégate anglaise, qui le prit lui-même. Il n'eut pas seulement le temps de jeter ses papiers à la mer; et les Anglais connurent tous les projets du général Sercey. Ils n'étaient cependant pas en force pour pouvoir résister à sa division; mais ils eurent recours à la ruse. Ils lui firent passer de faux avis, qui lui persuadèrent qu'il y avait dans ces parages des forces navales infiniment supérieures aux siennes. Il donna dans le piége; et lorsqu'il avait cru pouvoir et pouvait en effet ravager toute la côte de Coromandel, et prendre tous les navires qui s'y trouvaient, il se vit forcé de l'abandonner et de diriger ses forces sur un autre point. Il résolut, en conséquence, de se porter à l'entrée du détroit de Malac, de tenter d'enlever Pulo-Pinang aux Anglais, et d'en détruire les établissemens. La division fit donc route vers les îles de la Sonde. Le premier septembre, elle prit connaissance de Pulo-Vay et de la pointe de Pedre; elle visita d'abord le mouillage d'Achem et y fit des prises; ensuite elle établit sa croisière le long de la côte nord de Sumatra. Le 5, elle y fit une prise et la brûla. Le 7, le général fit donner la chasse à un grand navire, qui fut joint, à cinq heures du soir, par *la Régénérée*, à laquelle il eut l'audace d'envoyer une volée de ses canons. La frégate aurait pu lui faire payer cher cette témérité; mais, étant sûr de le prendre, le capitaine de *la Régénérée* ne voulut pas s'exposer, en ripostant, à lui faire

quelque avarie majeure. Voyant qu'il ne pouvait pas échapper à la division française, il amena son pavillon, et l'on fut à bord. C'était un fort vaisseau de compagnie, nommé *le Favori*, du port d'au moins douze cents tonneaux, chargé de rhum et de riz; il avait quatre-vingt-dix hommes d'équipage, et s'était battu peu de jours avant, pendant deux heures, contre un corsaire français, qu'il avait forcé de l'abandonner. Le général donna l'ordre d'expédier ce bâtiment pour l'Ile-de-France. On travailla toute la nuit à en retirer divers objets utiles aux frégates, et à le mettre en état de se rendre à sa nouvelle destination.

Au point du jour, le 8, tandis qu'on était occupé de ces divers travaux, on aperçut deux voiles à toute vue, sous le vent de l'escadre : il faisait presque calme. A huit heures et demie, une petite brise permit aux frégates de gouverner; mais la direction du vent avait changé, et les voiles aperçues qui l'apportaient avec elles, faisaient route sur la division française et grossissaient à vue d'œil. On ne tarda pas à les reconnaître pour de grands bâtimens armés. L'amiral Sercey fit alors le signal de se préparer au combat; et peu après il ordonna de se former sur une ligne de convoi, dont il prit la tête. A dix heures, tout étant disposé à bord des frégates pour une action, le général vira de bord, ainsi que toute la division; ce n'était qu'en approchant ces navires qu'on pouvait s'assurer si c'étaient des vaisseaux de la compagnie des Indes ou des vaisseaux de ligne. L'amiral Sercey leur fit alors les signaux des vaisseaux du roi d'Angleterre à ceux de la compagnie des Indes : ils n'y répondirent pas.

A midi, la division française arbora ses pavillons; les vaisseaux ne firent point voir les leurs et virèrent de bord, comme pour fuir devant les forces de la république. Cette manœuvre remplit de joie et d'espérance les équipages des frégates, et la chasse continua avec ardeur. Bientôt la division eut gagné le vent

1796—an v.
Océan indien.

aux vaisseaux, et les approcha tellement que *la Forte*, qui tenait la tête de la ligne, ne s'en trouvait plus qu'à une portée et demie de canon. A cette distance on put compter leurs sabords, et reconnaître que c'étaient deux vaisseaux de soixante-quatorze. On sut par la suite qu'ils se nommaient *l'Arrogant* et *le Victorieux*. La partie, à notre avis, était égale; et l'on pourrait même dire, qu'avec de l'audace et surtout de l'ensemble dans les manœuvres, l'avantage devait indubitablement rester aux six frégates [1]. Cependant vers deux heures et demie, le général français se décida à revirer et à faire reprendre aux frégates la route qu'elles tenaient avant la rencontre des deux vaisseaux. Nous allons essayer de trouver les motifs de cette détermination.

Dans l'état de faiblesse de la marine française, la plus grande de toutes les folies était de faire sortir des vaisseaux pour chercher ceux de l'ennemi et leur livrer bataille. On la fit pourtant au commencement de la guerre, et nous en avons vu les tristes résultats. Cette funeste expérience, au surplus, n'était pas nécessaire pour convaincre que ce n'est pas là la tactique du plus faible. Tromper la vigilance du plus fort, échapper à ses poursuites, se présenter à l'improviste sur un point qu'il n'a pas gardé, et il est impossible qu'il les garde tous; voilà le vrai moyen de compenser une trop grande inégalité de forces; celles des deux ennemis, fussent-elles égales même, celui des deux qui agirait ainsi triompherait bientôt de l'autre. En marine, le combat n'est donc jamais le but qu'on doit se proposer, à moins qu'on ne possède une telle supériorité de forces sur son ennemi, qu'on puisse espérer

[1] Le poids des boulets d'une bordée des deux vaisseaux excédait, il est vrai, de près de cent livres celui des boulets d'une bordée des frégates, et la faiblesse d'échantillon de ces dernières ajoutait considérablement à cette différence de forces; mais les positions avantageuses que pouvaient prendre les frégates pour combattre les vaisseaux, devaient rétablir l'équilibre.

parvenir à anéantir bientôt les siennes. Les bâtimens de guerre ont ainsi toujours une destination autre que de combattre ceux de l'ennemi ; et il arrive souvent que, quelle que soit l'issue du combat, cette destination première et principale ne peut plus être remplie. L'important pour l'Etat est qu'un commandant de forces navales s'acquitte de la mission dont il est chargé, et non qu'il la manque pour faire preuve de courage et acquérir une gloire stérile pour son pays.

D'après ces principes, les divers gouvernemens qui se sont succédés en France pendant la guerre de la révolution, ont presque tous, et très-sagement, donné l'ordre formel aux généraux et capitaines de bâtimens de guerre d'éviter toute espèce d'engagement, de ne livrer combat qu'en cas de nécessité absolue, et de tourner tous leurs efforts vers l'accomplissement de leur mission. L'amiral Sercey avait peut-être un ordre de cette nature ; mais il importe peu de savoir la vérité sur ce point : il est facile d'alléguer d'autres raisons qui ont pu l'engager à éviter une action. Les deux vaisseaux qu'il avait à combattre n'étaient sans doute pas les seules forces que l'ennemi eût dans ces parages ; et, supposant le résultat le plus heureux, quand il eût pris et brûlé ces deux vaisseaux (car il n'avait pas les moyens de les conduire à l'Ile-de-France), il lui eût fallu en combattre d'autres peu de jours après ; mais les avaries reçues dans le premier combat auraient mis les frégates dans l'impossibilité de soutenir aussi avantageusement le second ; ces avaries, dans tous les cas, ne pouvaient qu'être majeures, le mauvais état de la mâture et du gréement devait le faire craindre ; et, si loin de l'Ile-de-France, privé d'un port pour s'y réfugier et se réparer, il ne semblait pas prudent de s'exposer aux conséquences fâcheuses qui pouvaient en résulter pour les bâtimens de la république.

Quelle qu'ait été la cause qui porta l'amiral Sercey à dé-

1796—an v. Océan indien.

cliner le combat, dès qu'il eut pris sur l'autre bord avec sa division, il la forma sur deux colonnes, afin d'être à même de mettre l'ennemi entre deux feux, s'il venait attaquer les forces françaises. Les vaisseaux, qui avaient continué de tenir le plus près pour gagner dans le vent et s'éloigner des frégates, firent porter sur elles à quatre heures et demie, et se couvrirent de voiles pour leur appuyer chasse à leur tour.

Le général forma alors sa ligne de bataille avec les quatre plus fortes frégates dans cet ordre : *la Cybèle*, *la Forte*, *la Seine* et *la Vertu*, conservant un peu au vent de cette ligne ; *la Prudente* et *la Régénérée*, désignées comme escadre légère, sous le commandement du capitaine de *la Prudente*, Magon [1], pour envelopper l'ennemi. Les vaisseaux anglais se formèrent bientôt en ligne au vent des frégates, et se mirent à courir le même bord qu'elles, en donnant de temps en temps de petites arrivées pour les rapprocher. A sept heures, ils se trouvèrent fort près de *la Vertu ;* mais ensuite ils s'en écartèrent et se retirèrent un peu au large, se maintenant néanmoins à une distance qui pût leur permettre de conserver la division à vue. Ils parurent avoir l'intention d'attaquer pendant la nuit, car, à la chute du jour, ils allumèrent dans leurs batteries les fanaux de combat, et ils conservèrent à poupe un grand pavillon. Ils espéraient sans doute profiter de quelque désordre accidentel que l'obscurité pourrait mettre dans la ligne française ; mais les frégates manœuvrèrent avec ensemble et précision. A dix heures, la sonde ayant amené vingt brasses, le général jugea dangereux de courir davantage sur la terre : il ordonna à *la Cybèle* de virer de bord vent devant ; les autres frégates imitèrent cette

[1] Mort glorieusement au combat de Trafalgar, où il commandait une partie des forces françaises.

1796—an v. Océan indien.

manœuvre par la contre-marche[1]. Les Anglais eurent sans doute connaissance de ce mouvement et l'exécutèrent aussi : car le lendemain 9 septembre, au point du jour, ils se trouvaient à petite portée de canon des frégates de queue. La division alors força de voiles ; les ennemis en firent autant, et la suivirent de très-près. A cinq heures et demie, l'amiral Sercey, voyant que le combat devenait inévitable, résolut d'attaquer l'ennemi. En conséquence, il fit virer de bord et former l'ordre de bataille renversé, *la Vertu* en tête. Dans cet ordre il poussa sa bordée de manière à gagner le vent aux vaisseaux. Une demi-heure après, *la Prudente* s'approcha de *la Régénérée* pour lui parler ; et les deux capitaines convinrent qu'afin d'éviter toute méprise si l'on abordait l'ennemi, leurs matelots prendraient pour mots d'ordre et de reconnaissance *Magon et Willaumez*. Les marins de ces deux frégates firent éclater des transports de joie et d'enthousiasme, et mêlèrent les noms de leurs capitaines à leurs acclamations. A six heures et demie, le général fit le signal de commencer le feu dès qu'on serait à portée. Les vaisseaux anglais hissèrent alors leur pavillon. Le vaisseau de tête commença le combat à sept heures et quelques minutes, en tirant plusieurs volées à *la Vertu*. Celle-ci ne put lui riposter que lorsqu'il laissa arriver pour prolonger la ligne française à contre-bord, suivi de son compagnon. Ce mouvement s'exécuta lentement, à cause du peu de vent ; et les frégates *la Vertu* et *la Seine* demeurèrent long-temps exposées seules au feu des vaisseaux ; elles souffrirent toutes deux beaucoup, *la Vertu*, dans sa mâture et ses voiles, *la Seine*, par la quantité d'hommes qu'on lui mit hors de combat. Bientôt l'action devint générale ; mais les deux frégates de l'escadre

[1] Mouvement successif, exécuté par tous les vaisseaux d'une ligne au même point que le premier ; c'est la plus simple des évolutions navales.

1796--an v.
Océan indien.

légère ne purent d'abord y prendre une part très-active, à cause de leur position à portée de fusil au vent de *la Forte* et de *la Cybèle*, qu'elles doublaient. Un quart-d'heure environ avant que l'on tirât les premiers coups de canon, *la Prudente* avait fait à *la Régénérée* le signal dont l'expression est : *aborder l'ennemi* [1]. L'équipage de celle-ci l'accueillit aux cris cent fois répétés de *vive la république!* et attendait impatiemment le signal d'*exécution.* Il ne fut pas fait, sans doute à cause du calme, qui empêchait de manœuvrer, et qui laissait à peine assez d'*air* aux frégates pour gouverner et se tenir en ligne. *La Régénérée* alors se laissa culer, *la Prudente* fit de même; et ces deux frégates, formant ainsi une seconde ligne endentée avec celle des quatre autres, elles purent tirer sur l'ennemi, *la Régénérée*, en dirigeant tout son feu entre *la Forte* et *la Cybèle;* et *la Prudente*, en dirigeant le sien en arrière de cette dernière. *La Vertu*, en ce moment, paraissait très-maltraitée; une de ses vergues avait été coupée par les boulets de l'ennemi. *La Régénérée* allait demander à donner la remorque à cette frégate, lorsque le général fit signal à l'escadre légère d'*arriver* et de serrer l'ennemi au feu. Il faisait alors calme plat, et les frégates ne gouvernaient plus. *La Régénérée* mit un canot à la mer pour se faire abattre; mais tout ce qu'elle put faire fut de parvenir à prendre poste, à neuf heures, dans la première ligne, en arrière de la frégate du général. Dans cet instant, le premier vaisseau ennemi arriva tout plat; il avait une vergue coupée. Une épaisse fumée sortait de tous les côtés de ce vaisseau : il avait le feu à bord, et ne s'occupait plus qu'à tâcher de l'éteindre. Tous les efforts des frégates purent se réunir sur le vaisseau de queue. Il ne riposta que fai-

[1] Tous les ordres et mouvemens de la tactique navale ne s'exécutent qu'en vertu d'un second signal, appelé *signal d'exécution.*

blement au feu de toute la division française, et fut bientôt dégréé, criblé, et forcé de se retirer. A onze heures, le feu cessa entièrement. Les deux vaisseaux anglais, tout délabrés, se traînaient péniblement. La division française, bien ralliée, reprit, sans forcer de voiles, sa route de la veille, formée sur deux colonnes.

Ce combat coûta la vie à un certain nombre de braves, à la tête desquels nous citerons le capitaine Latour, commandant de *la Seine*. Cette frégate eut dix-huit hommes tués et quarante-quatre blessés; *la Forte*, six tués, dix-sept blessés; *la Cybèle*, quatre tués, treize blessés; *la Vertu*, neuf tués, quinze blessés; *la Prudente*, trois tués, neuf blessés; et *la Régénérée*, deux tués et six blessés : ce qui fait quarante-deux tués et cent quatre blessés pour toute la division. Divers traits de courage signalèrent cette journée. L'aspirant Batiste (de *la Forte*), atteint d'un boulet qui l'avait presque coupé en deux, s'écria : « Allons, mes amis, mon affaire est faite, jetez-moi à la mer; *vive la république !* » Un matelot de *la Cybèle*, occupé à réparer une manœuvre que le feu de l'ennemi avait coupée, a le bras emporté et tombe à la mer; le nommé Poulain, quartier-maître de manœuvre, plonge après lui et le ramène à bord. Gauvin, chef de pièce à bord de *la Vertu*, reçoit plusieurs blessures en même temps; il met lui-même la main dans ses plaies, en retire un biscaïen et des éclats de bois, et continue de pointer sa pièce jusques à la fin du combat.

Aussitôt l'action finie, on mit les charpentiers et calfats à boucher les trous de boulets, et l'on s'occupa de réparer les gréemens. *La Cybèle* prit *la Vertu* à la remorque, pendant que celle-ci changeait la vergue qu'on lui avait coupée. A deux heures, le premier vaisseau anglais n'avait pas encore changé la sienne; et le second, dont le gréement et la voilure avaient été hachés, parvint avec infiniment de peine

1796—an v. Océan indien. à établir quelques voiles pour se retirer, avec son *matelot*[1], vers Pulo-Pinang. On jugea, par la lenteur de leurs travaux, qu'ils avaient perdu beaucoup de monde.

L'amiral Sercey convoqua dans l'après-midi un conseil, où il fut décidé d'aller aux îles de Nicobar; faire de l'eau et du bois, et ensuite de retourner à l'Ile-de-France, pour réparer complétement les frégates. Cependant, le 10 septembre, on fit route pour l'île du Roi, dans l'archipel de Mergui, où il avait été décidé postérieurement qu'on se rendrait. La division y arriva le 15. Aussitôt l'amiral Sercey dépêcha un officier vers le rajah de Mergui, qui le reçut avec la plus grande distinction, lui offrit pour l'escadre tous les secours en vivres et rafraîchissemens que pouvaient procurer ses Etats, et témoigna le plus vif désir de voir le général. A peine les frégates eurent-elles jeté l'ancre, qu'on établit la forge à terre; les charpentiers s'occupèrent d'abattre des arbres pour faire des mâts et des vergues; en même temps chaque bâtiment compléta sa provision d'eau et de bois à brûler. Ces travaux furent bientôt achevés; et comme on trouva à l'île du Roi les moyens de changer même des bas mâts aux frégates qui avaient les leurs en mauvais état, et qu'une partie du rhum et du riz de la prise *le Favori* fournit à la division un supplément de vivres, le général ne se vit pas dans la nécessité de retourner à l'Ile-de-France aussitôt qu'il l'avait cru; il se remit en croisière. Nous suspendons ici le récit des opérations de l'amiral Sercey, nous le reprendrons à une autre époque.

Méditerranée. Le traité d'alliance entre la république française et l'Es-

[1] Dans une escadre en ligne, tout vaisseau est dit *matelot* d'avant de celui qu'il précède, et *matelot* d'arrière de celui qu'il suit. Le mot *matelot* est employé familièrement par le marin pour désigner son ami, son camarade, son *compagnon;* et c'est sans doute là l'origine de la figure par laquelle on applique ce mot aux vaisseaux, comme aux hommes.

pagne ne tarda pas à être suivi de la déclaration de guerre de cette dernière puissance à l'Angleterre. Dans cette déclaration, datée du 5 octobre 1796, l'Espagne exposait, entre autres griefs, 1° la conduite des Anglais lors de l'évacuation du port de Toulon; l'amiral Hood n'ayant rempli aucun des engagemens contractés avec les habitans de cette ville, sous la garantie des Espagnols, contre l'intention desquels il a emmené en Angleterre plusieurs vaisseaux français, et brûlé ce qu'il a pu du reste; 2° la confiscation du galion *le San-Jago*, estimé plus de vingt-trois millions, et repris par les Anglais sur les Français, confiscation prononcée au mépris des conventions existantes entre les deux cours espagnole et britannique; 3° la saisie des soies expédiées en Angleterre par les négocians espagnols, et achetées pour le compte de marchands anglais, à la vente des prises de Richery; 4° enfin diverses autres captures illégales.

Le gouvernement anglais, dans sa réponse à la déclaration du roi d'Espagne, se défendit mal de ces diverses inculpations. Il prétendit, au sujet de la conduite de ses généraux à Toulon, que, lorsque deux alliés concourent à une même opération militaire, l'un des deux n'a pas le droit de sa plaindre que l'autre ait fait à l'ennemi plus de mal que lui. Quant au galion, il allégua que l'amirauté l'avait déclaré de bonne prise, et que personne ne saurait mettre en doute l'équité d'un tribunal aussi respectable. Le fait est que *le San-Jago*, expédié de Lima pour l'Espagne, pendant que cette puissance était encore en guerre avec la France, avait été pris par le corsaire républicain *le Dumouriez*, et qu'étant demeuré plus de vingt-quatre heures au pouvoir des Français, il eût été de bonne prise, même pour le bâtiment espagnol qui l'eût repris; aussi le roi d'Espagne n'invoquait pas le droit maritime ordinaire, mais une convention particulière, conclue entre son ministre et lord Saint-Helens, ambassadeur anglais à Madrid. Sur ce qui

1796—an v. Méditerranée. regardait les saisies illégales, visites de bâtimens et insultes faites au pavillon espagnol, voici la singulière réponse du cabinet de Saint-James : « Dans l'exécution des immenses opérations d'une guerre maritime poussée avec vigueur dans les quatre parties du globe, il n'est pas impossible qu'il se soit commis quelques désordres, que, malgré toute sa vigilance, le gouvernement n'a pu ni réprimer, ni souvent même connaître ; et que, dans l'exercice du droit acquis à toute puissance maritime de chercher et de saisir les propriétés de ses ennemis sur tous les navires marchands, les nations neutres aient été exposées à des vexations passagères. Au reste, une preuve de la bonne foi de l'Angleterre, est que les sujets de plaintes bien ou mal fondées contre elle sont beaucoup moins nombreux aujourd'hui qu'il n'est jamais arrivé à aucune époque antérieure. » Un tel langage n'exige pas de réflexions.

Un des premiers résultats de la rupture de l'Espagne avec l'Angleterre fut, comme nous l'avons vu, l'abandon de la Corse par les Anglais, abandon d'autant plus honteux, que leur roi l'avait annexée à sa couronne, et en avait fait une vice-royauté de l'empire britannique. L'évacuation de la Méditerranée par l'escadre de sir John Jervis fut aussi la conséquence de cet événement politique important. L'amiral anglais concentra ses forces dans les environs de Cadix, position qui lui permettait, en attendant des renforts d'Angleterre, de protéger le Portugal contre une attaque, si elle n'était tentée que par une portion de l'armée combinée espagnole et française. De là également il était à portée d'observer les mouvemens de cette armée lorsqu'elle entrerait dans l'Océan, et de s'assurer de la direction qu'elle prendrait près avoir passé le détroit.

L'expédition maritime contre le Portugal avait été plusieurs fois conseillée au gouvernement républicain ; mais la circons-

tance actuelle était la plus favorable qui pût se présenter pour la tenter. Rien n'était plus facile que de faire entrer l'armée navale franco-espagnole dans le Tage, de la faire remonter jusqu'à Lisbonne, et jeter l'ancre devant cette capitale, à portée de fusil du palais du roi. Dans cette position, on eût menacé de raser la ville de fond en comble, si les vaisseaux marchands et les magasins anglais n'étaient livrés sur-le-champ; puis on frappait sur les habitans une forte contribution de guerre. Cette expédition eût donné à la France au moins deux cents millions en numéraire ou en marchandises anglaises, causé quantité de banqueroutes à Londres, et produit une désolation générale. Des motifs secrets, et sans doute bien puissans, ont empêché de l'entreprendre, alors qu'il y avait tant de chances pour le succès, et ont réduit à l'inaction les forces maritimes imposantes que la France et sa nouvelle alliée devaient s'empresser de faire agir, dans un moment où l'Angleterre n'en avait pas de pareilles à leur opposer.

L'amiral Langara, cependant, prit la mer avec une armée de vingt-six vaisseaux, dont huit à trois ponts, treize frégates et quelques corvettes; et, après l'avoir promenée quelque temps dans la Méditerranée, il vint faire une assez longue relâche dans le port de Toulon. Mais l'armée française qui s'y trouvait n'en sortit pas toute entière : on se contenta seulement d'en détacher une escadre de cinq vaisseaux et trois frégates pour aller rejoindre l'armée navale de Brest.

La cause principale de cette fâcheuse inaction, qu'il ne faut point attribuer au ministre de la marine, fut la situation financière de la France, qui entravait toutes les opérations militaires et maritimes; et l'on sait combien ces dernières sont dispendieuses. Truguet avait, à force d'adresse, obtenu des Hollandais un peu de numéraire; mais les sommes qu'il se procura de cette manière n'étaient pas assez considéra-

1796—an v. Méditerranée.

bles pour le mettre à même d'exécuter toutes ses entreprises, et il crut devoir les employer de préférence aux dépenses de l'expédition qu'il projetait contre l'Irlande, comme celle du succès de laquelle devait dépendre le destin de la guerre, et qui semblait promettre les résultats les plus prompts et les plus décisifs. On ne peut donc accuser ici que la rigueur des circonstances, qui s'opposait à l'exécution des plans les mieux concertés; et, il faut le dire, ces circonstances seules peuvent servir d'excuse : car c'est une faute d'autant plus impardonnable, dans la guerre maritime, de ne pas tenter des attaques quand on est un moment le plus fort; que, lors même qu'on est le plus faible, on doit encore prendre l'offensive, puisqu'il y a toujours des points où l'ennemi est vulnérable; et c'est une vérité qu'on ne devrait jamais perdre de vue, en marine, que, trop faible pour se défendre, on est assez fort pour attaquer; notre histoire maritime en fournit quantité de preuves, et les Américains nous en ont donné une bien évidente dans leur dernière guerre contre les Anglais.

Côtes de l'Amérique septentrion.

Dès que la guerre eut été à peu près résolue entre l'Espagne et l'Angleterre, c'est-à-dire aussitôt qu'on avait eu la certitude que le cabinet de Madrid consentait à entrer dans une alliance avec la république, le directoire avait fait passer au contre-amiral Richery l'ordre de se tenir prêt à mettre en mer. Nous avons vu combien le long séjour qu'il fit à Cadix fut désavantageux à la France. Il y éprouva des désagrémens de toute espèce; et le moindre ne fut pas l'esprit d'indiscipline, qui avait fait de tels progrès parmi ses équipages, qu'ils se déclarèrent en révolte ouverte, vers la fin de mars 1796. L'opinion générale en Espagne, était que le consul anglais à Cadix avait travaillé sourdement à faire éclater cette révolte. Les prises que l'escadre avait faites en fournirent le motif; les marins voulaient être payés en une seule fois de la totalité de ce qui leur revenait pour leur part de ces prises.

1796—an v.
Côtes de l'Amérique septentrion.

Déjà ils avaient établi un comité à terre, et leur sédition prenait le caractère le plus alarmant et pour leurs chefs et pour la ville de Cadix, qu'on craignait de leur voir mettre au pillage, lorsque Richery parvint à leur faire entendre raison, et fut assez heureux pour les ramener à l'ordre. Depuis cet instant, il lui tardait de partir d'Espagne; mais les négociations étaient déjà entamées avec cette puissance, et l'espoir d'une prompte et favorable issue de ces négociations avait engagé le gouvernement français à différer l'ordre du départ jusques à cette époque, où il pourrait être favorisé dans sa sortie par une escadre espagnole. L'événement ayant justifié les espérances du directoire, Richery sortit de Cadix dans les premiers jours d'août [1], en même temps qu'une forte escadre espagnole, commandée par l'amiral Solano, qui l'accompagna jusques à près de cent lieues au large. Il se dirigea alors vers l'Amérique septentrionale.

Le 28 août, il arriva sur le grand banc de Terre-Neuve, où il fit quatre-vingts prises, dont plusieurs très-richement chargées. Il les coula ou les brûla, après en avoir retiré les effets les plus précieux. Le 4 septembre, son escadre entra dans la baie de Bull (île de Terre-Neuve), s'y empara de tous les navires qui s'y trouvaient, et ruina les établissemens anglais. Le lendemain, Richery détacha, sous le commandement du chef de division Allemand, les vaisseaux *le Duquesne* et *le Censeur*, avec la frégate *la Friponne*, pour aller dans la baie aux Châteaux, sur la côte de Labrador, et partit lui-même avec le reste de l'escadre pour les îles de Saint-Pierre et Miquelon, où il ruina les établissemens anglais, comme il venait de le faire à Terre-Neuve.

[1] Son escadre était composée des vaisseaux *la Victoire*, *le Barra*, *le Jupiter*, *le Berwick*, *la Révolution*, *le Duquesne* et *le Censeur*, ainsi que des frégates *la Friponne*, *l'Embuscade* et *la Félicité*. *Voyez* tome v page 307.

1796 — an v. Côtes de l'Amérique septentrion.

La division d'Allemand, contrariée par les vents et les brumes, ne parut devant la baie aux Châteaux que le 22 septembre; et ce retard imprévu l'empêcha de faire autant de prises que s'il eût pu y arriver plus tôt; presque tous les bâtimens en étaient partis. En s'y rendant néanmoins, il captura plusieurs de ces navires, faisant partie du riche convoi de pelleteries qui tous les ans, au retour de la baie d'Hudson, se rend dans celle des Châteaux au mois de septembre, et qu'il comptait y prendre tout entier. Aussitôt arrivé à l'entrée de la baie, le chef de division Allemand envoya un parlementaire sommer le commandant de l'établissement de se rendre. Sur son refus, il s'avança dans la baie, et eut bientôt rasé un fort de quatorze canons qui en formait toute la défense. Le commandant anglais prit alors le parti de faire mettre le feu à tous les édifices et magasins de l'établissement, et se retira, avec sa petite troupe, dans les bois; de sorte que lorsque les marins français débarquèrent, ils ne trouvèren plus que des cendres. On fit une battue dans les bois; mais on ne put parvenir à découvrir la retraite des Anglais; et la division, bientôt après, reprit le large. En s'en retournant, le commandant Allemand captura un navire chargé de piastres.

Le résultat de ces opérations combinées sur les côtes de Terre-Neuve et du Labrador fut la destruction de divers établissemens importans et la prise de plus de cent navires coulés ou brûlés. Les prisonniers faits tant à terre que sur les bâtimens, furent envoyés sur leur parole à Halifax, à l'exception d'environ trois cents, qui furent embarqués sur les vaisseaux et frégates. Après ces expéditions désastreuses pour l'ennemi, les deux divisions de l'escadre française se dirigèrent séparément vers la France. Elles y arrivèrent toutes deux heureusement, malgré les escadres anglaises qui avaient été postées pour les attendre aux attérages. Celle que commandait Richery

en personne gagna le port de Rochefort le 15 brumaire an v (5 novembre 1796), et celle d'Allemand mouilla sous l'île de Groix, près de Lorient, cinq jours après. Ces ports néanmoins n'étaient pas ceux dans lesquels ils devaient rentrer à leur retour, et ce fut un avantage pour les ennemis que de les en avoir écartés. Richery était impatiemment attendu à Brest avec son escadre; il fut plus d'un mois avant de s'y rendre, et ce retard a eu des conséquences bien fâcheuses, s'il est vrai qu'il ait fait différer la sortie de l'armée navale de Brest. On verra qu'une des principales causes qui ont fait manquer l'expédition d'Irlande fut de l'avoir fait partir trop tard.

1796—an v. Côtes de l'Amérique septentrion.

Il est temps de parler de cette belle expédition, dont le succès eût donné la paix au monde, et dont la malheureuse issue a fait naître d'éternels regrets dans le cœur de tous les Français amis de leur pays, et qui ne voyaient point de repos pour lui tant que l'Angleterre ne serait pas vaincue. Dès le commencement de l'été, ainsi que nous l'avons dit [1], l'armée des côtes de l'Océan n'avait plus d'ennemis à combattre dans les départemens de l'Ouest. Hoche pensa que le moment était venu d'exécuter le grand dessein qui n'avait cessé de l'occuper depuis le commencement des hostilités. Il résolut de conduire au sein de la Grande-Bretagne ses bataillons victorieux. La guerre qu'il venait de faire n'avait pas peu contribué à accroître la haine profonde qu'il portait au gouvernement anglais; ce dont il fut témoin à Quiberon y mit le comble; et, depuis cet instant, il n'aspira plus qu'à se trouver à la tête d'une armée républicaine sur le sol britannique : « Son âme, vraiment romaine, s'élançait déjà contre Carthage [2]. »

Côtes d'Irlande.

Une étroite amitié unissait Hoche et Truguet; leurs cœurs étaient remplis des mêmes sentimens patriotiques, du même

[1] *Voyez* tome VI, page 163.

[2] Rousselin, *Vie de Hoche*.

1796--an v. Côtes d'Irlande.

désir de faire triompher la France, et de porter un coup mortel à sa rivale. Hoche, venu à Paris après la pacification de la Vendée, vit le ministre de la marine; il lui communiqua son plan : Truguet en avait un pareil, et déjà il s'occupait d'un armement considérable à Brest. Non-seulement il s'efforçait d'équiper tous les vaisseaux et frégates qui s'y trouvaient, mais encore il avait pris des mesures pour que des escadres détachées des autres ports de France vinssent se joindre à l'armée principale, et pour que les armées navales espagnole et hollandaise se disposassent à tenter des diversions. Le ministre et le général, une fois d'accord sur tous les détails, on tint un comité secret chez le directeur Carnot : on y discuta l'étendue qu'on pouvait donner au projet médité contre l'Angleterre. Truguet présenta un plan vaste et décisif; mais il avait besoin, pour l'exécuter, de plus de fonds qu'on ne pouvait lui en donner, et le directoire, toujours entravé dans ses opérations par le mauvais état des finances, arrêta qu'on se bornerait, pour le moment, à une expédition contre l'Irlande.

Quelque restreints que fussent, de la sorte, les vastes plans de Hoche et de Truguet, leur réussite, néanmoins, devait conduire au but principal qu'ils s'étaient proposé, la ruine et l'humiliation de l'Angleterre; et s'ils se voyaient forcés de renoncer à lui rendre une partie du mal qu'elle avait fait à la France, à livrer à leur tour aux flammes ses ports et ses vaisseaux, ils ne pouvaient se dissimuler que, par la conquête de l'Irlande, ils la réduiraient à un état de faiblesse qui lui permettrait difficilement de continuer la guerre, et lui enleveraient une grande partie des ressources qui l'avaient mise en état de fournir des subsides à presque toutes les puissances de l'Europe.

Le génie du général en chef ne connaissait point de bornes dans ses conceptions; mais celui du ministre, éclairé par une plus grande expérience et surtout par la connaissance des dif-

Côtes d'Irlande.

ficultés matérielles, savait s'en prescrire. L'invasion de l'Angleterre était un dessein peut-être trop gigantesque pour le temps; et Truguet, tout en en réglant l'exécution dans toutes ses parties, et en présentant ses vues au directoire, avait si bien calculé les ressources du gouvernement et prévu ce à quoi il faudrait se borner, que toutes ses dispositions avaient été ordonnées d'avance dans cette hypothèse, et qu'il se trouvait à peu près en mesure.

L'Irlande, au reste, pouvait par elle-même être l'objet d'opérations de la plus haute importance. Ce pays présente une population de près de six millions d'habitans [1], qui recrutent, en grande partie, les flottes et les armées britanniques; l'avantage de sa position géographique, la fertilité de son sol, ses nombreuses manufactures de toile, qui emploient un million d'individus, offrent à l'Angleterre d'immenses ressources et de grands débouchés pour son commerce. Enlever l'Irlande au roi de la Grande-Bretagne, c'eût été lui ravir un des plus beaux fleurons de sa couronne. D'un autre côté, la situation intérieure de l'île, à l'époque dont il s'agit, invitait à y faire un débarquement; nous allons la décrire en peu de mots:

On comptait alors en Irlande trois partis bien distincts: celui des *Anglais*, celui des *orangistes* et celui des *Irlandais-unis* ou *indépendans*. Le premier n'était composé uniquement que des agens de l'Angleterre, c'est-à-dire des seules personnes que le gouvernement salariait; le second se composait des descendans des individus qui avaient suivi Guillaume III, prince d'Orange et roi d'Angleterre, en Irlande, et qui s'y fixèrent après que ce prince eut défait Jacques II; il consentait volontiers à ce que l'Angleterre possédât le pays, pourvu

[1] Nous tirons cette donnée des Mémoires manuscrits d'un Irlandais réfugié en France; mais nous la croyons exagérée. Un tableau statistique que nous avons sous les yeux, portait cette population, en 1795, à 4,263,000 âmes.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

qu'elle le lui laissât gouverner; le troisième parti, celui des *Irlandais-unis*, réunissait les neuf dixièmes de la population; c'était, à proprement parler, la nation irlandaise. La misère et la servitude où la tyrannie du ministère anglais a, depuis l'époque de la conquête, réduit cette malheureuse nation, n'ont jamais pu abattre son énergie. Un esprit de mécontentement et de fermentation règne sans cesse parmi elle, et, dans aucune circonstance, elle ne néglige d'embrasser l'occasion qui lui semble favorable pour recouvrer son indépendance.

Toutes les tentatives que firent les Irlandais, depuis le traité de Limerick[1], pour secouer le joug étranger, furent infructueuses. Il n'y eut jamais que des insurrections partielles, sans plan et sans chefs. La dernière association secrète, fondée sous le nom de *Société des Irlandais-unis*, était plus générale et présentait plus de consistance par les chefs qui la dirigeaient, et qui, presque tous, étaient des hommes riches et d'une grande influence dans le pays. Néanmoins, pour résister avec succès aux efforts puissans que l'Angleterre était en état de faire pour comprimer leur rebellion, il leur fallait encore des généraux et des officiers pour les commander, et surtout des armes à feu et de l'artillerie. L'établissement en France d'une république, et la guerre que cette puissance faisait à l'Angleterre donnèrent aux Irlandais l'espoir d'obtenir des Français ces précieux moyens, sans lesquels ils eussent tenté en vain de conquérir leur liberté. Le parti des *Irlandais-unis* commença alors à se montrer; son but apparent était d'obtenir une réforme parlementaire et l'émancipation des catholiques; mais son dessein réel et secret était de rendre

[1] Par ce traité, signé en 1694, le roi, Guillaume III, garantissait à tous les Irlandais le libre exercice de leur culte, la possession paisible de leurs biens, et tous les droits d'un peuple libre; jamais ils ne jouirent des avantages que ce prince leur avait accordés.

l'Irlande indépendante de l'Angleterre, et d'y établir une république à l'*instar* de celle de France, ou, ce qui est plus probable, calquée sur celle des États-Unis d'Amérique.

Les principaux chefs des Irlandais-unis étaient : lord Edward Fitzgerald, frère du duc de Leicester; Arthur O'Connor, Simon Butler, frère de lord Mount-Norris; Theobald Wolfe-Tone, avocat de beaucoup de talent; Napper-Tandi, membre de la corporation de la cité de Dublin; Oliver Bond, négociant; Lewins, fabricant de toiles, sir Edward Crosbie, et une foule d'autres personnes distinguées. On avait choisi parmi ces chefs cinq membres pour composer un directoire exécutif secret, par lequel toutes les démarches du parti étaient réglées. Ce directoire secret envoya, dans le courant de l'année 1796, deux agens à Paris; il avait choisi pour cette mission Wolfe-Tone et Lewins : ceux-ci eurent des conférences avec les membres du directoire français, et ils en obtinrent la promesse de prompts secours d'hommes, d'armes et de munitions. Le gouvernement républicain avait d'abord offert vingt-cinq mille hommes; mais le directoire irlandais ne voulut en accepter au plus que quinze mille. Lorsque tout fut à peu près réglé, lord Fitzgerald et Arthur O'Connor feignirent un voyage en Allemagne, et la traversèrent toute entière pour se rendre à Bâle, où ils eurent une entrevue avec le général Hoche; là, les derniers arrangemens furent pris entre eux et le général en chef.

Pendant ce temps, plus de quarante mille volontaires irlandais s'étaient enrôlés secrètement et avaient juré, par les sermens les plus solennels, de périr ou de reconquérir leur liberté. De tous côtés on fabriquait des piques et on rassemblait des armes dont on formait des dépôts dans les lieux les plus cachés, et chacun attendait avec impatience le moment d'éclater. Dans le rapport du comité secret, chargé, à la fin de 1796, de faire une enquête sur la

1796—an v. Côtes d'Irlande.

situation de l'Irlande, on déclara que la *Société des Irlandais-unis* ne comptait pas moins de cent mille individus en état de faire la guerre, et que déjà elle pouvait disposer de beaucoup d'armes, de huit canons et d'un obusier.

Cependant la plus grande activité régnait dans le port de Brest; des marins nouvellement levés sur toutes les côtes voisines s'y rendaient; des convois de vivres et de munitions y arrivaient tous les jours, les vaisseaux s'armaient, les troupes qui devaient les monter se rassemblaient et partageaient les travaux de l'armement avec les matelots. L'Europe, frappée de ces grands mouvemens, apprend avec surprise qu'il existe encore une marine en France, et l'Angleterre cherche avec inquiétude contre laquelle de ses innombrables possessions cet armement formidable est destiné.

Une chose presque incroyable, c'est que les ministres anglais, qu'on sait prodigues d'argent quand il s'agit de payer des espions pour être informés de ce qu'il leur importe de connaître, ont avoué au parlement n'avoir jamais pu savoir d'une manière positive quelle était la destination de l'armée navale de Brest; leurs soupçons étaient partagés entre l'Irlande et le Portugal, et nous verrons que cette incertitude fut en partie cause que les vaisseaux français arrivèrent au lieu fixé pour le débarquement sans avoir été poursuivis. Une ruse de Hoche n'a pas peu contribué, dit-on, à donner le change aux ennemis. Par les intelligences que ce général avait su conserver dans le parti royaliste, il découvrit, à ce qu'on assure [1], qu'il avait été promis cent louis à l'imprimeur du quartier-général, à Rennes, pour la remise d'un imprimé quelconque qui pût faire connaître le but de l'expédition préparée à Brest. Il fit faire alors, avec l'air du plus grand mystère, un manifeste au peuple de Portugal. Cette pièce fut remise d'une manière très-confidentielle

[1] *Vie de Hoche*; par Rousselin.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

à un prêtre réfractaire qui avait passé plusieurs années à Lisbonne, pour la traduire en langue portugaise, avec la certitude qu'il la communiquerait aux chefs royalistes, et ceux-ci aux ministres d'Angleterre. En même temps Hoche faisait imprimer à Angers, dans le plus profond secret, les véritables pièces de l'expédition d'Irlande.

Peu de jours avant qu'il partît pour Brest, Hoche, qu'on avait déjà menacé du poison, se vit sur le point de périr par la main d'un lâche assassin. Depuis une semaine, le ministre de la guerre l'avait averti qu'un émissaire anglais était parti de Londres avec la mission de faire attenter à ses jours. Dédaignant de se mettre en garde contre de pareilles tentatives, il avait jeté dans un coin de son cabinet la lettre du ministre; elle tomba trop tard entre les mains des officiers de son état-major. Un soir que Hoche sortait du spectacle de Rennes, accompagné des généraux Hédouville et Debelle, un pistolet chargé de plusieurs balles est tiré sur lui. Pour être plus sûr de son coup, l'assassin avait appuyé sa main sur une borne; mais elle trembla malgré lui, et l'arme ainsi détournée ne blessa personne. Au milieu de l'épouvante et du trouble qu'occasione cette horrible tentative, Hoche conserve seul sa sérénité ordinaire. On amène l'assassin devant lui, et il l'interroge sans la moindre émotion. Ce misérable, appelé *Guillaumot*, et qui avait eu un commandement dans l'insurrection de Sancerre, séduit par une forte récompense, et en même temps excité par un officier royaliste de la division Rochecotte, s'était porté à cet affreux attentat. L'information apprit que l'instigateur du crime était un homme de qualité, qui déguisait son nom sous celui de Charles [1]. Hoche vint au secours de la malheureuse famille de Guillaumot.

Echappé à ce danger, et sans s'inquiéter des sinistres projets de ses ennemis, Hoche court à Brest hâter les dernières

[1] *Vie de Hoche*; par Rousselin.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

dispositions de l'armement. Là, ses jours sont de nouveau menacés. A la suite d'un souper, il éprouve d'affreux déchiremens d'entrailles; les symptômes d'un empoisonnement se manifestent. En effet, il avait reçu la veille une lettre de quelqu'un dont il connaissait l'attachement, qui lui conseillait de prendre des précautions contre le poison. On appela les officiers de santé les plus distingués du port de Brest, et d'abord ils avouèrent que leurs connaissances étaient bornées en matière de poison; cependant ils prescrivirent l'usage des calmans. Ces remèdes, et plus encore la forte complexion de Hoche, le sauvèrent.

Tandis que ces scènes tragiques se passaient en Bretagne, Paris était témoin d'une scène politique d'un autre genre. Un ambassadeur anglais venait d'y arriver, chargé de la mission de traiter de la paix avec le directoire. Dans les premiers jours d'octobre, lord Grenville écrivit au ministre des relations extérieures, Charles Delacroix, une lettre dans laquelle il lui demandait un passe-port destiné à une personne que le roi d'Angleterre désirait envoyer pour entrer en négociation avec le gouvernement français. Le directoire ne crut point aux dispositions pacifiques manifestées par les ministres anglais. Informé qu'on avait peu auparavant envoyé de Londres à Berlin un rusé diplomate, M. Hammond, pour tâcher de rattacher la Prusse à la coalition, il ne cacha pas son opinion que le défaut de succès de cette tentative auprès du monarque prussien, était une des principales causes qui avaient déterminé le ministère britannique à lui faire des ouvertures; et, s'il ordonna au ministre des relations extérieures d'accorder le passe-port demandé, il le fit plutôt pour prévenir les plaintes que son refus aurait pu faire éclater en France, que dans l'espoir que la négociation aurait une issue favorable. Ceux des journaux français qui étaient connus comme les échos du gouvernement, s'exprimèrent ainsi au sujet de la démarche de

Côtes d'Irlande.

l'Angleterre : « Le vœu unanime du peuple anglais est pour la paix ; mais le plan secret du ministère est de continuer la guerre. Il faut cependant qu'il paraisse se rendre publiquement aux désirs du peuple ; et, pour avoir de l'argent, il est nécessaire qu'il entame une négociation quelconque. » Quoi qu'il en soit, l'envoyé d'Angleterre, lord Malmesbury, arriva à Paris le 22 octobre, et les conférences commencèrent entre lui et le ministre Charles Delacroix. Dès leur début, lord Malmesbury manifesta l'intention de traiter pour toutes les puissances coalisées ; mais le directoire s'y refusa, par la raison que c'était multiplier les combinaisons, accroître les difficultés, et tendre à l'établissement d'un congrès, dont les opérations sont reconnues pour être d'une lenteur désespérante. Le diplomate anglais ayant ensuite déclaré qu'une des premières bases de la négociation devait être la rétrocession des Pays-Bas à l'empereur d'Autriche, le directoire se plaignit que les propositions du gouvernement britannique ne fussent autres que celles contenues dans la note de M. Wickham, renouvelées seulement sous une forme plus amicale ; et en effet, avant de les renouveler, il fallait s'assurer que le gouvernement français s'était départi du principe qu'il avait mis en avant lorsqu'il répondit à cette note.

Le directoire représenta ensuite, au sujet des rétrocessions absolues que le ministre anglais proposait de part et d'autre, que les premiers points à considérer, étaient quels moyens pouvaient avoir les deux puissances, l'une pour conserver des conquêtes faites à une époque où elle était secondée par un grand nombre d'alliés alors détachés de la coalition, l'autre de recouvrer ces possessions, lorsque ceux qui étaient, dans le principe, ses ennemis, étaient devenus ses alliés, ou du moins demeuraient neutres. Toutefois il déclara que, animé du désir ardent de mettre un terme au fléau de la guerre, et de prouver qu'il ne repoussait aucun moyen

1796—an v.

Côtes d'Irlande.

de conciliation, aussitôt que lord Malmesbury exhiberait des pouvoirs émanés des alliés de la Grande-Bretagne pour stipuler leurs intérêts respectifs, il se hâterait de donner une réponse aux propositions qui lui seraient faites, en tant qu'elles seraient compatibles avec l'honneur national. Ces pouvoirs ne furent point exhibés, et les propositions particulières de l'Angleterre parurent inacceptables. En outre, à chaque fois qu'on adressait une question à l'envoyé anglais, il était obligé d'expédier un courrier à Londres avant de hasarder une réponse; et la négociation traînait de la sorte depuis deux mois. Le directoire parut ennuyé de ces lenteurs; et supposant à lord Malmesbury une mission secrète d'une nature peu pacifique, il lui fit signifier, le 19 décembre, l'ordre de quitter, sous quarante-huit heures, le territoire français. Le plénipotentiaire obéit, et fut annoncer à son gouvernement que l'armée de Brest avait mis sous voiles depuis quelques jours et se dirigeait vers l'Irlande.

On a reproché dans le temps au directoire de n'avoir pas fait tout ce qu'il pouvait pour rendre la paix à la France : ce fut à tort. Nous avons exposé les raisons qu'il avait de révoquer en doute la sincérité des ministres anglais; et l'on ne saurait s'empêcher de partager l'opinion qu'il manifesta à ce sujet, si l'on réfléchit qu'en Angleterre même on disait hautement qu'un négociateur n'avait été envoyé a Paris, par le ministère, que dans la seule vue d'abuser le peuple par les trompeuses espérances d'une paix prochaine, afin qu'il donnât plus facilement de l'argent pour continuer la guerre. Quant aux conditions, que le gouvernement français avait déclaré qu'il accepterait si l'honneur national le permettait, il est évident qu'elles étaient trop désavantageuses. « Y a-t-il un homme, disait un lord dans le parlement, qui ose affirmer que ce que nous offrions de restituer à la France fût équivalent à ce qu'on lui demandait? » Une autre preuve que ces

conditions, qui probablement n'ont pas été connues toutes, n'étaient pas de nature à être acceptées, se trouve dans ce passage d'un journal ministériel anglais : « Si malheureusement toutes les forces de l'Autriche n'avaient pas été nécessaires pour s'opposer aux progrès de Bonaparte en Italie, et l'empêcher de marcher sur Vienne, on eût pu passer le Rhin, porter la guerre sur le territoire français, le ravager, et par là obliger la république à accepter les conditions proposées par notre ambassadeur à Paris. » Loin de trouver le directoire blâmable dans cette circonstance, il est permis de penser qu'il a fait aux propositions de l'Angleterre la seule réponse compatible avec l'honneur français, en donnant à Hoche l'ordre de partir sur-le-champ pour mettre fin à sa grande entreprise.

Divers auteurs ont, à l'envi, répété que Hoche avait trouvé les plus grands obstacles à l'exécution de ses projets, dans le mauvais esprit des officiers de la marine. S'il est vrai qu'il ait éprouvé des contrariétés pendant l'armement et lors de la sortie de l'armée, on ne pourrait sans doute les attribuer qu'à un très-petit nombre d'individus; et il est injuste de rejeter les torts qu'ils ont pu avoir sur un corps respectable, qui, même dans les circonstances les plus désastreuses, déploya en général un courage digne d'éloge, et que la conduite de quelques hommes ne doit point déshonorer. Historiens impartiaux, l'un de nos devoirs est de chercher à détruire les erreurs d'opinion défavorables aux guerriers de toutes armes qui ont défendu notre patrie; et c'en serait une très-grande que de juger de la bravoure des officiers de la marine française par le résultat des combats qu'ils ont soutenus pendant la guerre de la révolution. A mesure que nous avancerons dans nos récits, les lecteurs pourront de plus en plus connaître les véritables causes des désastres que la France a éprouvés sur mer durant cette mémorable époque.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

Une chose incontestable, c'est que l'armée de Brest mit à la voile pour l'Irlande dans une saison trop avancée; il est non moins certain que ce délai fut une des principales causes qui firent manquer cette belle expédition. Mais, pour être juste, il faut attribuer les retards qui eurent lieu, d'abord à des circonstances imprévues, et ensuite au général Hoche lui-même, presque autant qu'au premier amiral qui fut chargé de commander les forces maritimes de l'expédition.

D'après les plans de Truguet, qui voulait faire le plus de choses possible avec les mêmes escadres, l'armée navale de Brest avait une double destination. Les quinze vaisseaux qui la composaient devaient d'abord escorter vers les côtes d'Irlande une forte partie des troupes de Hoche, distribuées sur ces vaisseaux, sur douze frégates et plusieurs bâtimens de transport. Le débarquement effectué, Villaret, auquel le commandement en chef avait été confié, se détachait, sans perdre de temps, avec les huit meilleurs vaisseaux de l'armée, volait aux îles de France et de la Réunion, embarquer sur son escadre les troupes noires que les agens du directoire, arrivés plusieurs mois auparavant avec la division du contre-amiral Sercey, étaient chargés d'organiser, après avoir proclamé la liberté générale dans ces colonies; il allait jeter ces nouveaux soldats dans l'Inde au secours de Tippoo-Saeb, qui, avec eux, écrasait les Anglais; et son escadre achevait ensuite, sur les côtes de Malabar et de Coromandel, la destruction des comptoirs, que la division Sercey, qui n'était là que son avant-garde, devait avoir commencée avec succès.

La mission de Villaret était combinée de manière à ne nuire en rien à l'entreprise de Hoche. Les sept vaisseaux que Richery avait ordre de ramener à Brest, au retour de son expédition sur les côtes de l'Amérique septentrionale, joints aux cinq que Villeneuve y conduisait de Toulon, eussent remplacé avantageusement l'escadre partie pour les Indes orientales, et auraient trans-

porte en Irlande le reste des troupes réunies à Brest, ainsi que les objets complétant les munitions de guerre et de bouche nécessaires à l'armée expéditionnaire. Mais Villaret ne voyait que l'Inde, Hoche rien que l'Irlande; de là le peu d'harmonie qui règna entre les deux chefs. Villaret, qui trouvait le commandement de huit vaisseaux trop peu important, et qui eût désiré emmener pour son expédition dans les mers d'Orient l'armée de Brest toute entière, ne cessait de faire des observations sur les difficultés de l'entreprise qu'on voulait tenter, avant de le laisser partir pour la mission brillante qui lui était réservée. Avec de pareilles dispositions, il était bien difficile qu'il secondât parfaitement les vues de Hoche, et il ne dut pas mettre, dans la direction des préparatifs d'une expédition qu'il n'approuvait pas, tout le zèle si nécessaire en pareille circonstance. Hoche, lassé, obtint qu'on ôterait le commandement à Villaret, pour le donner à l'amiral Morard de Galles, en lui adjoignant, comme major-général, Bruix, alors directeur du port de Brest, et que le ministre Truguet avait le dessein de faire passer de cette place à celle d'ordonnateur.

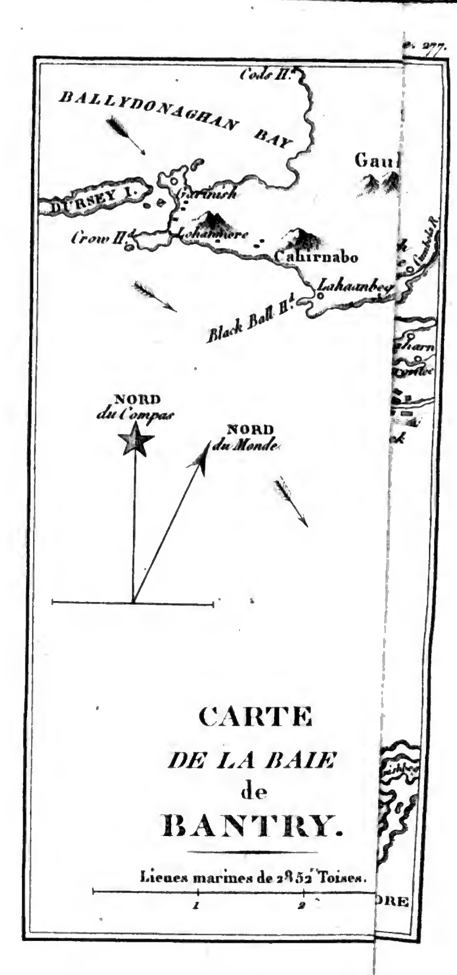
En suivant à la lettre les plans de Truguet, on eût pu mettre à la voile à la fin d'octobre ou au commencement de novembre au plus tard. Mais Hoche tenait singulièrement à partir avec la totalité de ses troupes, ou du moins à être certain qu'on eût les moyens de lui faire passer promptement ses renforts. En conséquence, il penchait à différer son départ jusques à l'arrivée des vaisseaux de Richery et de Villeneuve. Cependant les forces navales de Brest pouvaient porter facilement quinze mille hommes : c'était le *maximum* des secours que les Irlandais avaient sollicités ; et si l'on fait attention à ce qu'opéra plus tard le général Humbert avec des forces presque insignifiantes, on ne peut que regretter la détermination que prit Hoche alors. Voici ce qu'il en résulta :

1796—an v. Côtes d'Irlande.

Villeneuve, qui n'avait qu'une assez courte traversée à faire, n'arrivait pourtant pas; et Richery, entré à Rochefort, y était si étroitement bloqué, qu'il ne pouvait se rendre à Brest. Ainsi après avoir attendu long-temps en vain, on fut obligé de se résoudre à sortir avec quinze vaisseaux seulement.

L'homme que ces retards désespéraient le plus était sans contredit le ministre : il voyait avec un vif chagrin s'écouler le temps le plus favorable à l'expédition, et arriver la saison des tempêtes. Plusieurs fois il avait sollicité du directoire l'autorisation d'aller prendre le commandement de la flotte qui devait porter Hoche et sa fortune; il brûlait de partager les périls de son ami; mais le directoire se montra toujours rebelle à ses désirs. Enfin, voyant le mois de décembre presqu'à moitié écoulé, et l'armée immobile à Brest, il obtint, non sans peine, de se rendre dans ce port pour accélérer le départ. Son dessein était de désobéir au directoire, d'arborer son pavillon sur la flotte, et de partir avec Hoche, auquel il apportait une somme de douze cent mille francs, qu'il venait de tirer adroitement des Hollandais. S'il réussissait, il pensait que la grandeur du succès effacerait sa désobéissance; s'il était battu, au contraire, il espérait trouver la mort sur son vaisseau, dont tout lui défendait de baisser le pavillon. Plein de ces idées, il quitte Paris le 14 décembre; en trois jours il arrive à Brest; mais il était trop tard, l'armée en était partie.

Avant de raconter les événemens qui se passèrent à la mer et sur les côtes d'Irlande, il est à propos d'entrer dans quelques détails sur la manière dont le plan de l'expédition avait été conçu sous le rapport maritime. Le point principal fixé pour le débarquement était la baie de Bantry; mais on en avait désigné un second à l'entrée de la rivière de Shannon, en cas qu'on éprouvât des difficultés à l'opérer sur le premier point. La baie de Bantry est située sur la côte sud-ouest d'Irlande, à quelques lieues du cap Clear, pointe la plus méri-


Cods Hd.
BALLYDONAGHAN BAY
DURSEY I.
Garinish
Crow Hd.
Lohammere
Cahirnabo
Lahaunbeg
Black Ball Hd.
NORD
du Compas
NORD
du Monde
CARTE
DE LA BAIE
de
BANTRY.
Lieues marines de 2852 Toises.
1
2

dionale de l'île. Sa profondeur est d'environ sept lieues; sa plus petite largeur d'au moins une lieue; elle renferme plusieurs autres petites baies et divers hâvres, dont les principaux sont : Bear-Haven, Ardogh-Bay, Glangary-Harbour, l'entrée de la rivière de Cumbola et le hâvre de Bantry, tous situés à la côte septentrionale ou dans le fond de la grande baie, la côte méridionale étant très-escarpée et n'offrant aucune anse. Une autre baie d'environ cinq lieues de profondeur, Dunmanus-Bay, n'est séparée de celle de Bantry que par la pointe de Sheeps-Head; mais elle ne présente presque aucun abri à de grands vaisseaux contre les vents du large.

On avait choisi, dans la baie de Bantry, trois mouillages où l'armée devait aller s'embosser selon les vents; et la place qu'y devait occuper chaque vaisseau était marquée sur un très-grand plan, semblable à celui que nous offrons ici en petit, et dont une copie avait été remise cachetée à chaque capitaine. Au premier mouillage, dans Bear-Haven, entre Great-Bear-Island et la terre ferme, mouillage qu'elle devait aller occuper par des vents de la partie de l'est, l'armée devait se partager : l'avant-garde et l'arrière-garde établies vers chaque extrémité du hâvre sur une ligne perpendiculaire au courant; et le corps de bataille, mouillé entre les deux autres corps sur la ligne du courant. Au second mouillage, destiné à être occupé par des vents de la partie de l'ouest, l'armée ne devait pas se partager en trois, mais seulement en deux, l'avant-garde prenant poste en travers de l'entrée du hâvre de Bantry, entre la pointe orientale de Whiddy-Island et la terre ferme, et les deux autres corps fermant Glangary-Harbour. Au troisième mouillage, qu'on ne devait prendre que par un très-beau temps, l'armée toute entière devait s'établir sur une ligne brisée à l'entrée de la rivière de Cumbola. De semblables positions avaient été tracées sur le plan de la rivière de Shannon, et l'on conçoit

1796—an v. Côtes d'Irlande.

qu'avec des instructions aussi précises, le capitaine le moins habile ne pouvait manquer de bien remplir les intentions de l'amiral. La fatalité attachée aux opérations de la marine vint déconcerter ce plan.

Un des grands avantages de l'expédition était le peu de longueur de la traversée; elle ne devait être que de six ou huit jours. Cette circonstance dispensait d'employer un grand nombre de bâtimens de transport, et permettait aux vaisseaux et frégates de prendre beaucoup plus de troupes. La flotte, au moment où l'on résolut enfin de mettre à la mer, consistait, ainsi que nous l'avons dit, en quinze vaisseaux de ligne, portant chacun six cents hommes des troupes expéditionnaires; douze frégates portant chacune deux cent cinquante hommes de ces mêmes troupes; six corvettes et avisos, sur lesquels trois cents soldats étaient répartis; un vaisseau rasé, destiné à escorter les transports, et sur lequel on avait placé quatre cents soldats; une frégate armée en flûte et chargée des poudres de l'armée de terre; un grand bâtiment-écurie, monté par cinquante cavaliers, et enfin six grands bâtimens de transport chargés de munitions et attirails de guerre et portant deux mille deux cent cinquante hommes de troupes [1]; le corps d'armée embarqué montait de la sorte à quinze mille hommes.

[1] Voici comment la flotte était composée :

Avant-garde, ou deuxième escadre.

VAISSEAUX.	NOMS DES CAPITAINES.	Canons.	Troupes passag.
Le Nestor,	Durand-Linois.	74	600
Le Cassard,	Dufay.	74	600
Les Droits-de-l'Homme,	La Crosse. Bouvet, contre-am.	74	600
Le Tourville,	Henry.	74	600
L'Eole,	Malin.	74	600
Frégates.			
La Cocarde,	Daugier.	36	250
La Bravoure,	Faure.	36	250
L'Immortalité,	Siméon.	44	250
La Bellone,	Dupuy.	36	250

Tout était prêt pour le départ et le vent favorable permettait d'appareiller, lorsque le désir prononcé de Hoche de

1796—an v. Côtes d'Irlande.

Corps de bataille, ou première escadre *.

VAISSEAUX.	NOMS DES CAPITAINES.	Canons.	Troupes passag.
Le Fougueux,	Maistral.	74	600
Le Mucius,	Kerangal.	74	600
L'Indomptable,	Bédout. M. de Galles, vice-am.	74	600
Le Redoutable,	Moncousu.	74	600
Le Patriote,	La Fargue.	74	600
Frégates.			
La Coquille,	Courrège.	36	250
La Fraternité,	Fustel.	36	250
La Romaine,	Chambon.	44	250
La Sirène,	Berenger.	36	250

Arrière-garde, ou troisième escadre.

VAISSEAUX.			
Le Séduisant,	Dufossey.	74	600
Le Pluton,	Lebrun.	74	600
La Constitution,	L'héritier. Nielly, contre-amir.	74	600
Le Trajan,	Leray.	74	600
Le Watigny,	Thevenard.	74	600
Frégates.			
L'Impatiente.	Déniau.	44	250
La Résolue,	Montalant.	36	250
La Surveillante.	Bernard.	36	250
La Charente.	Bruillac.	36	250

Corvettes et Avisos attachés aux généraux. 300

Au général Bouvet,	La Mutine,	Pommier, capitaine.	»
	L'Affronteur,	Catelin.	»
Au général Morard de Galles,	L'Atalante,	Dordelin.	»
	Le Renard,	Denis.	»
Au général Nielly,	Le Voltigeur,	Perrin.	»
	Le Vautour,	N.....	»

Vaisseau rasé chargé du convoi des transports.

Le Scévola,	Obet, capitaine.	36	400

Bâtimens de transport chargés de troupes.

Le Nicodème,	Masteul, capitaine.	»	450
La Fille-Unique,	Sauvresis.	»	450
La Ville-de-Lorient,	Derennes.	»	450
Le Suffren,	Besson.	»	300
La Justine,	N.....	»	300
L'Allegro,	N.....	»	300
L'Experiment,	N.....	bâtiment-écurie	50

Frégate armée en flûte, chargée des poudres pour l'armée.

La Fidèle,	Bernard.	»	...

* La première escadre d'une armée navale en bataille occupe toujours le centre.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

partir avec le plus de troupes possible occasiona encore un nouveau retard. Richery était parvenu, à la fin, à tromper la vigilance des Anglais qui le bloquaient à Rochefort, et venait d'arriver à Brest. Tous ses vaisseaux n'étaient pas en état de reprendre la mer sur-le-champ, et deux seulement *le Pégase* et *la Révolution*, parurent susceptibles de l'être en très-peu de temps, à l'aide de quelques dispositions faciles à faire. Hoche y vit le moyen d'augmenter son corps d'armée de douze cents hommes; et, malgré les représentations du major-général Bruix, qui craignait de voir le vent favorable s'épuiser, il persista à attendre ces deux vaisseaux, auxquels il donna vingt-quatre heures pour se préparer et embarquer leurs vivres et leurs troupes. La flotte appareilla de la rade de Brest le 15 décembre (25 frimaire), jour où ces vaisseaux devaient être prêts. Malheureusement leurs travaux n'étaient pas encore terminés, malgré tous les moyens du port et les équipages des autres vaisseaux de Richery, dont ils s'étaient aidés. L'amiral prit le parti de les attendre au mouillage de Camaret, baie située en dehors du goulet de la rade de Brest, en face de celle de Bertheaume.

Le lendemain 16, aussitôt qu'on aperçut *le Pégase* et *la Révolution* sortir du port, toute la flotte leva l'ancre [1] et se dirigea vers le passage du Raz, route qui avait été choisie par l'amiral, malgré les dangers qu'elle présente, pour dérober ses mouvemens aux ennemis, qu'on avait signalés, le matin, au nombre de trente bâtimens, vaisseaux et frégates. Il était quatre heures du soir avant que tous les vaisseaux fussent sous voiles, et, dans cette saison, il fait déjà presque

[1] Différens auteurs, entre autres Beauchamp et Rousselin, fixent le départ de Hoche au 17 décembre; mais tous les journaux nautiques le portent au 26 frimaire an 5, correspondant au 16 décembre, et il nous a été impossible de ne pas céder à une telle autorité.

nuit; cette circonstance et l'état des vents qui commençaient à varier dans leur direction ajoutaient considérablement aux difficultés déjà si grandes du passage de la flotte par le Raz; l'amiral, en conséquence, renonça à cette tentative périlleuse; il fit le signal de passer par l'Iroise [1], et, pour mieux marquer son intention, il fit prendre sur-le-champ cette route à la frégate qu'il montait ainsi que le général en chef, en diminuant de voiles, pour donner le temps de la rallier. Par malheur l'obscurité ne permit pas à la plupart des bâtimens d'apercevoir son signal; quelques-uns l'exécutèrent et les autres, continuant leur route par le Raz, l'armée se trouva tout d'un coup séparée en plusieurs parties.

Si l'on peut ajouter foi aux rapports de quelques officiers de l'état-major de l'amiral Morard de Galles, il devient certain que la corvette *l'Atalante* avait reçu ordre de se porter au milieu de la flotte pour faire, à coups de canon, le signal en question. Beaucoup de bâtimens n'entendirent pas ces coups; quelques-uns n'en virent que la flamme, et crurent que c'était la frégate amirale qui brûlait des amorces pour indiquer sa position; pour d'autres, les coups de canon de *l'Atalante* se confondirent avec ceux de détresse tirés par un vaisseau qui venait de se jeter sur une roche; on a été porté à croire aussi que des éclaireurs ennemis ont contribué à augmenter la confusion, en lançant dans de fausses directions des fusées semblables à celles que les bâtimens français emploient pour faire connaître leur position : ainsi une foule

[1] On peut prendre trois passages, en partant de la rade de Brest, pour gagner la pleine mer : le passage du *Four*, entre la terre ferme et l'île d'Ouessant; celui de *l'Iroise*, entre cette île et celle des *Saints*; enfin le passage du *Raz*, entre cette dernière île et la pointe appelée *bec du Raz*. Le premier et le dernier sont très-dangereux, et en temps de guerre les ennemis croisent constamment dans *l'Iroise*; cependant, on réussit toujours à sortir de Brest, et ce port, à proprement parler, ne saurait être bloqué.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

de circonstances concoururent à opérer des séparations bien funestes.

Le bâtiment qui tirait des coups de canon d'alarme était le vaisseau *le Séduisant*, qui venait d'échouer sur un rocher nommé le *Grand Stevenec*, situé à l'entrée du passage du Raz. Les pêcheurs de l'île des Saints s'y portèrent avec leurs barques, ainsi que quelques canots aventurés par les vaisseaux les plus à portée; tout ce qu'on put faire fut d'en sauver environ six cents hommes; le reste périt avec le brave Dufossey, commandant du vaisseau, le capitaine en second Drieux et quelques officiers, qui, comme lui, se montrèrent jaloux d'imiter le dévouement héroïque dont leur digne chef donnait l'exemple, en persistant à ne vouloir quitter le vaisseau qu'après le dernier des hommes auxquels il commandait; la nuit couvrit de ses ombres le trépas de ces martyrs de l'honneur.

Au point du jour, le 17, la flotte était tout à fait dispersée. La plus grande partie se trouvait néanmoins à vue de la frégate du contre-amiral Bouvet, qui rallia sous son pavillon neuf vaisseaux de ligne, six frégates et un bâtiment de transport. Cet officier-général prit alors le parti d'ouvrir le paquet à décacheter en cas de séparation; il y trouva des instructions prescrivant d'aller prendre connaissance du cap de Mizen-Head, d'y croiser cinq jours, et annonçant que, dans cet espace de temps, on y serait joint par des frégates chargées de remettre de nouveaux ordres aux bâtimens séparés. Le général Bouvet ordonna la route en conséquence; et, pour ne pas tomber au milieu de l'armée anglaise, en se dirigeant droit sur le cap Clear, il fit courir à l'ouest pendant toute cette journée et celle du lendemain.

Le 19, le contre-amiral Bouvet fit gouverner au nord, et détacha des frégates pour chasser en avant et éclairer la marche de l'escadre. Elles lui signalèrent bientôt seize bâtimens, qui,

par leurs signaux, furent reconnus pour appartenir à la flotte française. A midi, le ralliement avait eu lieu, et le général Bouvet se trouvait avoir sous ses ordres quinze vaisseaux de ligne, un vaisseau rasé, neuf frégates, trois corvettes et cinq bâtimens de transport, c'est-à-dire tous les vaisseaux et frégates, moins *le Nestor*, *la Cocarde* et *la Romaine;* ces trois bâtimens naviguaient en ce moment de conserve avec la frégate amirale *la Fraternité*. Le gros de la flotte ainsi rallié sous les trois contre-amiraux Bouvet, Nielly et Richery, continua sa route au nord pour aller attaquer Mizen-Head.

Dans la journée du 20, le temps fut extrêmement brumeux. Le relevé de divers journaux de l'armée navale prouve que, ce jour-là, la frégate *la Fraternité* faisait une route semblable, et assez rapprochée de celle que tenaient les bâtimens réunis sous le pavillon du général Bouvet, pour les apercevoir par un temps clair; nouveau sujet de regrets.

Le 21, à sept heures et demie du matin, les frégates que le contre-amiral Bouvet faisait chasser en avant lui signalèrent la terre : c'était l'île d'Ursey. On eut presque en même temps connaissance de Mizen-Head. Parvenu à l'*ouvert* de la baie de Bantry, le général fit le signal qui prévient l'armée qu'elle va au mouillage; immédiatement après, il signala l'ordre aux commandans des bâtimens de décacheter le paquet n° 1, qui contenait le plan de la baie. En ce moment des bateaux pilotes, prenant les bâtimens français pour une flotte anglaise, se dirigeaient vers eux; les corvettes eurent ordre de les arrêter, et, par ce moyen, on put en procurer à une grande partie des vaisseaux. Ceux qui vinrent à bord du général Bouvet lui apprirent que depuis trois jours il n'avait paru aucun bâtiment sur la côte, et que six frégates anglaises étaient mouillées dans le hâvre de Cork.

Toute la journée du 21, et une partie de celle du 22, l'armée louvoya sans beaucoup gagner, c'est-à-dire sans presque

1796—an v. Côtes d'Irlande.

avancer dans la baie. Cette circonstance semble bien extraordinaire. Il ventait bon frais, à la vérité; mais si les vents étaient, comme l'a dit le général Bouvet lui-même[1], de la partie de l'est-sud-est, et si l'on fait attention que les courans ne portent pas au large, on peut croire qu'il n'était rien moins qu'impossible aux vaisseaux de gagner en quelques bords la pointe orientale de Great-Bear-Island, et de laisser arriver ensuite vent arrière dans Bear-Haven. Il y eut sans doute plus d'impossibilité que nous n'en voyons, puisque la chose n'a pas eu lieu, mais cette impossibilité n'est pas bien expliquée; et il doit surtout paraître étonnant qu'on ait fait louvoyer sans ordre; manœuvre peu propre à vaincre la timidité de certains capitaines craintifs, qui n'osaient attaquer franchement les bords d'une baie inconnue, et dont ils voyaient un plan détaillé pour la première fois, peut-être. Quoi qu'il en soit, le vent devint très-fort et la mer grosse; à quatre heures, les pilotes firent mouiller la frégate du général, qui, avec huit ou dix vaisseaux de ligne, se trouvait un peu moins au vent que la pointe est de Great-Bear-Island. En jetant l'ancre, le général signala qu'il rendait chaque capitaine libre de sa manœuvre pour la sûreté de son bâtiment. A ce signal, tous les bâtimens cessèrent de louvoyer, quelques-uns mouillèrent, et d'autres préférèrent se tenir à la voile en dehors des pointes. L'armée se trouva ainsi encore une fois dispersée.

Le 23, au point du jour, la moitié des bâtimens n'était plus à vue; il restait seulement dans la baie huit vaisseaux, deux frégates, quatre corvettes, et un seul bâtiment de transport. Toute cette journée la mer fut très-grosse dans la baie, et elle se passa sans qu'il fût ordonné aucun mouvement aux bâtimens. Le 24, la mer était un peu plus belle et le vent moins fort; mais le général Bouvet trouva sans doute qu'il

[1] Dans son Mémoire justificatif adressé au directoire.

1796 — an v.
Côtes d'Irlande.

ventait encore trop pour faire appareiller et louvoyer les vaisseaux. Cependant, ce jour même, un conseil fut tenu à bord de la frégate *l'Immortalité*, que montaient le contre-amiral Bouvet et le général Grouchy, commandant en second des troupes de débarquement, et dans ce moment commandant en chef, par le fait de l'absence du général Hoche. On reconnut que les vaisseaux et frégates restés dans la baie pouvaient fournir un effectif d'environ six mille hommes, avec deux canons de campagne, quelques milliers de farine, mais aucune espèce de munitions de guerre [1]. Le conseil décida néanmoins que le débarquement serait opéré sur-le-champ. La réquisition en forme en fut faite par le général Grouchy au contre-amiral. Il ne faut pas en conclure que ce dernier était opposé au débarquement, et qu'on lui fit la réquisition dont nous parlons pour l'obliger à y consentir : nul doute qu'il n'eût l'intention de faire tout ce qui était en son pouvoir pour le succès de l'entreprise; mais cette pièce lui était nécessaire pour mettre sa responsabilité à couvert, parce qu'il n'était pas général en chef des forces navales de l'expédition, et que, selon qu'il l'assure [2], il n'avait dans ses instructions aucun article qui lui prescrivît formellement de mettre les troupes à terre, dans le cas où il viendrait à se séparer de l'amiral Morard de Galles.

Aussitôt la décision prise, le général Bouvet envoya une corvette reconnaître, à la côte septentrionale de la baie, et non loin de la pointe est de Great-Bear-Island, quelque anse où l'on pût faire la descente. Il apprit bientôt qu'on en

[1] A bord de tous les bâtimens, il y avait assez de cartouches d'infanterie pour en fournir aux troupes qu'on débarquerait. Il n'eût peut-être pas été aussi facile d'approvisionner les deux canons de campagne, à moins qu'ils ne se fussent trouvés du calibre de 6, cas auquel les corvettes leur auraient fourni gargousses et boulets.

[2] Mémoire justificatif adressé, par le contre-amiral Bouvet, au directoire.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

avait trouvé une où plusieurs chaloupes pouvaient mettre à terre à la fois. Il fit appareiller sur-le-champ les vaisseaux et frégates, et tous se mirent à louvoyer. A quatre heures, le général se trouvait avec sa frégate nord et sud de la pointe est de Great-Bear-Island. Alors il signala qu'il avait l'intention de faire une descente dans le nord-quart-nord-est, point où il relevait l'anse qu'on avait reconnue. On pourrait demander comment se trouvant nord et sud de la pointe est de Great-Bear-Island, avec des vents d'est-sud-est, il n'a pas pu doubler cette pointe pour laisser arriver dans Bear-Haven, et prendre le mouillage n° 1. C'est encore une de ces choses qui paraissent inexplicables.

Il était impossible qu'une descente dont le signal fut fait à quatre heures du soir, à la fin de décembre, et lorsque des vaisseaux étaient encore à une lieue et demie sous le vent, pût être effectuée avant la nuit. Cette circonstance, au reste, ne l'eût pas empêchée, et l'on était décidé à la faire malgré l'obscurité; mais, au coucher du soleil, le vent augmenta au point d'empêcher la communication entre les vaisseaux; les montagnes du fond de la baie se chargèrent de nuages, et les pilotes irlandais déclarèrent que c'était le signe assuré de l'approche d'un très-fort coup de vent. Toute la nuit, en effet, le temps fut affreux et la mer tellement grosse, que les frégates, à l'ancre, prenaient de l'eau par dessus leur gaillard d'avant, dans les tangages.

Le 25, le vent augmenta encore, et tout dans le ciel faisait présager une violente tempête. Plusieurs vaisseaux déradèrent et mirent sous voiles les uns après les autres. Sur le soir, la frégate du général, mouillée sur deux ancres, rompit un de ses câbles, et on fut obligé de couper l'autre, parce qu'elle était tombée en chasse et dérivait rapidement vers la côte : le général la fit mettre à la voile. En sortant de la baie, il fit aux bâtimens qui s'y trouvaient encore le signal d'appareiller, en coupant

leurs câbles. A sept heures, il était en dehors des pointes; il mit sa frégate à la cape. Pendant trois jours, la violence du vent l'obligea de la tenir ainsi. Le 29, les vents changèrent de direction et diminuèrent de force. Le contre-amiral Bouvet s'estimait à vingt lieues dans le sud-ouest de la baie de Bantry; les vents qui soufflaient alors étaient favorables pour y retourner : cependant il ne prit pas ce parti, par le peu d'espoir qu'il avait d'y trouver encore des bâtimens français, et de crainte de s'y voir bloqué par le vent et les ennemis; il ne lui restait d'ailleurs de vivres que pour peu de jours, parce qu'il en avait été consommé en rade avant le départ de France, une certaine quantité qu'on n'avait pu remplacer. Ces raisons le déterminèrent à faire route pour Brest, où il était convaincu que tous les vaisseaux avaient dû se réfugier. Il y arriva le premier janvier 1797, à une heure du matin. Dans la journée, plusieurs vaisseaux, frégates et corvettes de l'expédition rentrèrent également[1].

Pendant le temps que le contre-amiral Bouvet passa à Bantry, Hoche et Morard de Galles étaient entraînés malgré eux loin de l'Irlande. Nous avons dit que, le 20 décembre, leur frégate s'était trouvée avec *le Nestor*, *la Cocarde* et *la Romaine*, par une brume affreuse, très-près du gros de l'armée que conduisait Bouvet. Le vent violent qui dissipa cette brume causa de nouvelles séparations, et *la Fraternité* demeura seule, malgré tous les soins que les quatre bâtimens

[1] A sa rentrée à Brest, le contre-amiral Bouvet fut mis en état d'arrestation chez lui, et y resta deux mois, au bout desquels on lui donna connaissance d'un arrêté du directoire qui le destituait du commandement de l'armée et de son grade de contre-amiral. Ce général demanda alors vainement d'être jugé par un jury militaire; plus tard, il fut réintégré dans son grade, mais sans activité. Enfin, après un long espace de temps, il rembarqua, et ensuite il occupa la place de chef militaire du port de Brest; en 1814, il y remplit celle de préfet maritime.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

avaient mis à s'observer réciproquement. Ce fut encore un contre-temps ajouté à tant d'autres, et de tous, peut-être, le plus fâcheux.

Le lendemain matin, sur le point, sans doute, d'apercevoir la côte d'Irlande, que Bouvet vit ce même jour, *la Fraternité* se trouva, tout-à-coup, presque sous la volée d'un vaisseau rasé anglais, qu'elle prit d'abord pour *la Romainè*. Ce bâtiment une fois reconnu pour ennemi, la frégate fut obligée de prendre chasse devant lui; elle en fut poursuivie toute la journée, et parvint néanmoins à lui échapper par l'habileté de ses manœuvres; mais cette chasse l'avait considérablement éloignée des côtes d'Irlande; et lorsqu'elle voulut en reprendre la route, les vents d'est violens dont Bouvet était battu dans la baie de Bantry s'opposèrent à ce qu'elle pût rallier ces côtes[1]. Quand les vents eurent changé, la frégate amirale se dirigea en toute hâte vers la baie où Morard de Galles et Hoche croyaient fermement que l'armée était réunie, et avait pu braver le mauvais temps dans le mouillage n° 1. Quelle fut la surprise et le désespoir des deux généraux en chef, quand deux vaisseaux qu'ils rencontrèrent leur apprirent qu'il ne restait pas un seul bâtiment à Bantry, et que les dispositions qu'ils avaient si bien tracées pour mettre l'armée à l'abri d'un coup de vent d'est, n'avaient point été exécutées !

Les deux vaisseaux rencontrés étaient *la Révolution* et *le*

[1] On assure que le ministre Truguet avait positivement défendu à l'amiral de passer sur une frégate, et avait prié Hoche de ne céder à aucune des raisons qu'on pourrait lui alléguer pour l'engager à y passer lui-même; néanmoins, non-seulement l'amiral et le général en chef passèrent sur une frégate, mais les contre-amiraux en firent autant, à l'exception de Richery, qui demeura sur son vaisseau *le Pégase*. On voit, par ce qui eut lieu, que, si les généraux en chef eussent monté un vaisseau de ligne, ils n'auraient pas été obligés de fuir devant un vaisseau rasé ennemi, et ils fussent probablement arrivés à Bantry le même jour que l'armée. Combien les résultats eussent été différens, peut-être!

1796 — an v. Côtes d'Irlande.

Scévola; ce dernier coulait bas d'eau et l'autre s'occupait de recueillir son équipage et les quatre cents hommes de troupes qu'il portait en outre. Malgré les assurances réitérées du chef de division Dumanoir [1], commandant *la Révolution*, qui affirmait que tous les bâtimens avaient été chassés de la baie de Bantry par la violence des vents et étaient retournés à Brest, l'amiral continua de se diriger vers l'Irlande avec sa frégate et le vaisseau *la Révolution* [2], espérant trouver encore sur la côte une partie de la flotte et la rallier à son pavillon. Les deux bâtimens faisaient route depuis vingt-quatre heures pour Bantry, lorsque le capitaine en second de *la Révolution* vint, de la part du chef de division Dumanoir, informer l'amiral du mauvais état de ce vaisseau, et des craintes qu'on avait de manquer bientôt de vivres pour la multitude d'hommes qui l'encombraient, quoique *la Fraternité* en eût pris à son bord autant qu'elle pouvait et qu'elle eût partagé ses approvisionnemens avec *la Révolution*. L'amiral et le général en chef, malgré toute l'envie qu'ils avaient de pousser jusques à la vue des côtes d'Irlande, cédèrent à une considération aussi puissante que la crainte de voir périr un vaisseau chargé de plus de seize cents hommes et se déterminèrent à retourner à Brest. Parvenue à la hauteur d'Ouessant, *la Fraternité* se trouva pendant la nuit au milieu d'une escadre anglaise battue comme elle par la tempête; quelques vaisseaux s'en détachèrent, et ayant chassé la frégate, ils l'éloignèrent de Brest et furent cause qu'elle fit son attérage sur l'île de Ré; les deux généraux en chef y débarquèrent avec leurs états-majors, pour se rendre à la Rochelle.

On nous pardonnera sans doute d'être entrés dans tant de détails au sujet de cette expédition célèbre. Ces détails n'ont

[1] Aujourd'hui comte, commandant de la Légion-d'Honneur, et le premier sur la liste des contre-amiraux.

[2] *Le Scévola* venait de s'engloutir.

1796—an v. Côtes d'Irlande.

jamais été publiés; et, en général, toutes les opérations de la marine, dans les vingt-cinq années qui viennent de s'écouler, n'ont été connues uniquement que par leurs résultats, presque toujours funestes : on ignore encore les vraies causes qui ont amené ces résultats, et l'on ne connaît pas assez les efforts courageux des marins français pour les prévenir. Si les renseignemens qui nous ont été communiqués sur cette première tentative des Français républicains pour descendre en Irlande, sont aussi exacts qu'ils sont authentiques, on ne saurait se dissimuler qu'il n'ait été commis quelques fautes qui ont pu nuire au succès de l'entreprise. Mais pourquoi les releverait-on avec trop de sévérité, lorsqu'il est prouvé que des obstacles physiques, sans ces fautes mêmes, eussent peut-être rendu vaines les espérances qu'on avait justement conçues des plans bien concertés de Hoche et de Truguet, et quand les Anglais eux-mêmes ont avoué que l'*Irlande avait été sauvée par les élémens seuls?*

Les flottes britanniques, en effet, ne contribuèrent nullement à préserver cette île du sort qu'on lui réservait; et l'événement prouva une vérité déjà évidente aux yeux de la raison, que des forces navales supérieures ne sont pas toujours une garantie assurée contre l'invasion. Dans l'incertitude où l'amirauté anglaise était si l'armée de Brest devait se porter vers le Portugal ou vers l'Irlande, deux fortes escadres avaient été préparées pour s'opposer à l'une ou l'autre de ces tentatives. La première, sous le commandement de l'amiral Colpoys, fut placée en observation devant Brest et devait suivre l'armée française quelque part qu'elle allât, pendant que des avisos eussent été donner en Angleterre connaissance de la route qu'elle aurait prise; la seconde, commandée par lord Bridport, tenue, prête à mettre sous voiles, dans la rade de Portsmouth, en même temps qu'elle gardait la Manche contre l'armée française, devait, au premier signal, faire toute la

1796—an v.
Côtes d'Irlande.

diligence possible pour rejoindre la première escadre. Mais Colpoys, dès qu'il eut connaissance du départ des Français, au lieu de les suivre, fit voile pour l'Angleterre, sous prétexte que ses vaisseaux manquaient de vivres; Bridport, de son côté, mit du retard à partir; ses vaisseaux avaient fait des avaries; deux d'entre eux s'étaient abordés, et il voulut les attendre. Pendant ce temps, les vents d'est s'épuisèrent, et quand il eut enfin appareillé, il trouva dans la Manche les vents violens d'ouest, qui succédèrent aux premiers et l'y retinrent, pendant que les vaisseaux de la république, battus de ces mêmes vents, regagnaient péniblement Brest. *L'Irlande demeura ainsi pendant seize jours à la merci des Français.*

La république éprouva, dans cette expédition, des pertes plus considérables en hommes qu'en vaisseaux. *Le Séduisant* fit naufrage en sortant; *la Surveillante* se jeta à la côte dans la baie de Bantry : une partie de son équipage tomba au pouvoir de l'ennemi; le transport *la Ville de Lorient*, fut pris dans la baie de Bantry même; *l'Impatiente* se perdit, corps et biens sur le cap Clear, d'un temps de brume; *la Fille Unique*, transport, coula à la mer, au milieu des vaisseaux anglais, malgré les efforts qu'ils firent pour lui porter secours; *le Suffren* fut pris au retour, *le Scévola* coula à la mer, mais eut son équipage sauvé; ces événemens malheureux enlevèrent à la France plus de deux mille de ses défenseurs, marins et soldats, morts ou faits prisonniers, en y comprenant ceux qui périrent à bord du vaisseau *les Droits-de-l'Homme*, qui fit naufrage à la suite d'un combat opiniâtre que nous allons raconter.

Côtes de France.

Le chef de division Lacrosse [1], commandant le vaisseau *les Droits-de-l'Homme*, fut un des officiers qui suivirent

[1] Aujourd'hui vice-amiral en retraite, commandant de la Légion-d'Honneur, etc.

1796—an v. Côtes de France.

le plus strictement leurs instructions. Voyant la descente manquée dans la baie de Bantry, au lieu de retourner tout droit à Brest, comme la plupart des capitaines le firent, il s'était porté vers la rivière de Shannon, second point désigné pour le débarquement [1]. Il avait croisé huit jours sous le cap Loop, situé à l'embouchure de cette rivière; et, certain alors que l'armée avait fait voile pour la France, il se décida à opérer son retour, comptant attérir sur Belle-Isle : il dirigea sa course en conséquence.

Le 7 janvier 1797 (18 nivose an v), il perdit de vue les côtes d'Irlande; le 13, il s'estimait à vingt-cinq lieues de terre, par la latitude de la pointe de Penmarch. Une brume épaisse le détermina à prendre une route qui lui fit longer la côte sans l'approcher; il mit le cap au sud sous petites voiles. A une heure de l'après-midi, on l'avertit qu'on apercevait un navire au vent. Comme il grossissait à vue d'œil dans la brume, on jugea qu'il avait aperçu le vaisseau et lui donnait châsse. Peu d'instans après on découvrit un second bâtiment, non loin du premier et suivant la même route : ils pouvaient être alors à une lieue des *Droits-de-l'Homme*. Le commandant Lacrosse prit chasse devant eux, pour se donner le temps de se bien préparer au combat; il mit dehors toute la voile que le temps lui permettait de porter, et choisit l'allure qu'il savait la plus avantageuse à la marche de son vaisseau : il ventait alors bon frais, et la mer était assez grosse. Il ne tarda pas à s'apercevoir que le premier bâtiment le gagnait sensiblement, ce qu'il attribua à l'avantage qu'il avait eu de mettre le premier beaucoup de voiles dehors. Il essaya de son côté à en augmenter encore, en gréeant des bonnettes; mais toutes les manœuvres cas-

[1] *Voyez page 276*. Le vaisseau *le Trajan* et la frégate *la Charente* se portèrent aussi à l'embouchure de la rivière de Shannon.

saient, et il fut obligé d'y renoncer, tandis que les bâtimens qui le chassaient portaient les leurs sans amener un pouce des autres voiles. Malgré toutes ces contrariétés, le commandant Lacrosse continua à prendre chasse, décidé à virer de bord et attaquer l'ennemi quand lui-même serait en mesure.

1796 — an v. Côtes de France.

A trois heures et demie, on aperçut des *Droits-de-l'Homme* deux nouveaux bâtimens sous le vent; ils manœuvraient de manière à couper la route au vaisseau français [1]. Dans cette position, chacun étant à son poste à bord des *Droits-de-l'Homme*, et toutes les manœuvres de combat passées, le commandant Lacrosse se décida à commencer l'action; mais voulant auparavant éloigner les bâtimens qui lui restaient sous le vent, tout en continuant sa route, il lançait de temps à autre son vaisseau dans le vent. A quatre heures un quart, les bras du grand hunier venant à casser dans une raffale, il fut démâté de ses deux mâts de hune. Alors le bâtiment ennemi le plus proche (c'était celui du commodore), qui se trouvait à petite portée de canon dans les eaux du vaisseau *les Droits-de-l'Homme*, serra toutes les voiles qu'il avait mises dehors pour chasser, et s'établit sous une voilure commode pour le combat. Il perdit par-là un temps précieux. En effet, s'il eût sur-le-champ prolongé le vaisseau français par dessous le vent, il eût pu le canonner sans qu'il eût été possible à celui-ci de lui riposter d'un seul coup, à cause du danger qu'il eût couru de mettre le feu aux voiles, qui couvraient une grande partie de ses canons, et dont il lui fût devenu bien difficile de se débarrasser sous le feu de l'artillerie ennemie. On ne perdit pas, en revanche, un instant, à

[1] Tous ces bâtimens faisaient partie de la division du commodore sir Edward Pellew, qui, sur son vaisseau rasé *l'Indefatigable*, serrait de plus près *les Droits-de-l'Homme*.

1796—an v. Côtes de France.

bord des *Droits-de-l'Homme*, pour faire couper tous les cordages qui retenaient encore les mâts rompus : en moins d'un quart d'heure on fut entièrement déblayé, et l'on continua de fuir sous les deux basses voiles et le perroquet de fougue, filant encore cinq nœuds [1].

A cinq heures et un quart, l'ennemi était parvenu à portée de voix des *Droits-de-l'Homme* ; il vint au vent tout d'un coup, et envoya toute sa bordée au vaisseau français, qu'il comptait prendre en hanche; mais celui-ci avait fait la même manœuvre, et lui lâcha toute la sienne, soutenue d'un feu terrible de mousquetterie. Malheureusement, la mer étant grosse et l'eau entrant à plein sabord, on ne put, à bord des *Droits-de-l'Homme*, tenir la batterie basse ouverte et se servir des canons de 36. Dans cette circonstance, *l'Indefatigable*, avec sa batterie de 24 et ses caronades de 42, se trouvait avoir un grand avantage sur le vaisseau français, auquel il pouvait envoyer quatre cents livres de fer de plus que lui par bordée. Le commodore anglais voulut encore joindre à cet avantage celui de la manœuvre, que lui donnait le bon état de sa mâture sur un vaisseau démâté de ses mâts de hune et réduit à ses basses voiles. En conséquence, il tenta de passer sur l'avant des *Droits-de-l'Homme* pour l'enfiler; mais le commandant français prévit encore cette fois sa manœuvre, et fit un mouvement qui le porta sur le vaisseau anglais, qu'il voulait aborder. Celui-ci se hâta de refuser l'abordage; mais, en faisant son évolution pour l'éviter, il présenta son arrière au vaisseau *les Droits-de-l'Homme*, qui en profita pour lui lâcher, à longueur de refouloir, une seconde bordée, soutenue d'une vive fusillade.

Le combat dura dans différentes positions jusques à six heures trois quarts du soir, heure à laquelle la frégate *l'Amazone*

[1] Vitesse d'une lieue et deux tiers à l'heure.

(le second bâtiment ennemi) ayant joint, envoya, à portée de pistolet, une bordée dans la hanche du vaisseau français. Cette frégate passa ensuite à poupe des *Droits-de-l'Homme;* mais elle n'eut pas le temps de lui envoyer une seconde bordée, celui-ci ayant manœuvré assez vivement pour lui présenter le côté et conserver les deux bâtimens ennemis par son travers. Le feu fut très-vif de part et d'autre jusques à sept heures et demie; alors le vaisseau français obligea le vaisseau rasé et la frégate ennemis à l'abandonner et à se retirer au large pour se réparer. Pendant ce temps le commandant Lacrosse fit rafraîchir son équipage, dont l'enthousiasme et le courage n'avaient cessé de se manifester par les cris redoublés de *vive la république!* malgré le désordre momentané qu'avait occasioné, en crevant, une pièce de 18.

Obligé de renoncer à se servir de sa batterie de 36 [1], il fit armer des deux bords la batterie de 18 et les gaillards, bien décidé à ne jamais amener son pavillon, quel que fût le sort du combat.

Tout étant disposé à bord du vaisseau pour soutenir une nouvelle attaque, on n'y fut pas long-temps dans l'attente. A huit heures et demie, les deux bâtimens anglais s'étant rapprochés, ils recommencèrent leur feu, auquel on répondit avec la même vigueur. Ils vinrent alors se placer, un de chaque côté, vers l'avant du vaisseau français; et, en augmentant à propos leur vitesse, et lançant l'un sur tribord et l'autre sur babord alternativement, ils l'enfilaient tour à tour: ce n'est qu'en lançant de même sur un bord et sur l'autre, que celui-ci pouvait parvenir à leur riposter. Dans une posi-

[1] La batterie de 36, à bord des *Droits-de-l'Homme*, était moins élevée de quatorze pouces que dans les autres vaisseaux, et la mer étant assez grosse et de plus le vaisseau roulant considérablement, faute de l'appui qu'il ne recevait plus de sa mâture, il était absolument impossible de tenir cette batterie ouverte.

tion aussi désavantageuse, le désir du commandant Lacrosse ne pouvait être de continuer long-temps un combat au canon. Quand même il eût pu conserver ses deux ennemis par son travers du même bord, ou mieux encore un de chaque bord, la partie aurait malgré cela été trop inégale, l'artillerie de la frégate seule étant (à cause des caronades de 24 des gaillards) supérieure à celle dont la grosseur de la mer lui laissait l'usage. Il fallait donc tenter un moyen plus prompt de terminer une action qui devenait de plus en plus meurtrière: c'était l'abordage. Le succès n'en pouvait être douteux; accrocher les bâtimens ennemis, c'était les prendre. En effet, outre son équipage de six cents cinquante matelots intrépides, le vaisseau *les Droits-de-l'Homme* était monté par six cents hommes de la légion des francs, commandés par le général Humbert[1], les officiers supérieurs Regnier et Corbineau, et quantité d'autres d'officiers dont la bravoure leur servait d'exemple et les animait à soutenir l'honneur du pavillon national. Le commandant français présenta donc l'abordage tour à tour à la frégate et au vaisseau rasé; mais ceux-ci, profitant du bon état de leur mâture, manœuvrèrent constamment pour l'éviter. Toutefois ces mouvemens procurèrent au vaisseau *les Droits-de-l'Homme* des positions avantageuses pour les enfiler de l'avant ou de l'arrière.

A dix heures et demie, le mât d'artimon menaçant de tomber, le commandant Lacrosse fut obligé de faire couper ses haubans d'un bord, afin que sa chute se fît à la mer du bord opposé, et non sur le gaillard d'arrière, où il pouvait écraser la roue du gouvernail, et priver ainsi des moyens de donner la direction au vaisseau, dont la barre de combat avait été brisée. Dès le moment où les ennemis virent tomber le mât d'artimon des *Droits-de-l'Homme*, ils vinrent le ca-

[1] Passé depuis en Amérique. On le croit aujourd'hui au service des Espagnols indépendans, dans le Mexique.

nonner en hanche, supposant plusieurs de ses canons de l'arrière gênés par le mât, son gréement et les lambeaux de voiles qu'il portait. On leur riposta vivement, et les boulets ronds commençant à manquer, le commandant français fit charger ses canons à obus. Ces projectiles produisirent un effet terrible à bord des bâtimens anglais; car dès-lors ils n'osèrent plus combattre de si près. Les deux basses voiles des *Droits-de-l'Homme* étaient hachées; beaucoup de canonniers avaient été tués; le feu cependant ne se ralentissait pas, parce que de nouveaux hommes remplaçaient incessamment, au service de l'artillerie, les morts et les blessés.

Le combat s'était prolongé ainsi jusques à une heure du matin, sans qu'aucun officier de marine eût été grièvement blessé; en ce moment le lieutenant de vaisseau Châtelain, officier de manœuvre, reçut un biscaïen dans le bras, qui l'obligea de descendre au poste des chirurgiens pour se faire panser. A deux heures, le commandant étant à examiner la position de la frégate ennemie, et concertant avec son maître d'équipage, nommé Tonnerre, les moyens de passer de nouvelles manœuvres, il fut atteint d'un boulet mort au genou gauche. Il tomba sur le coup, et on le transporta au poste. En passant dans la batterie, il assura son équipage que l'on n'amènerait pas le pavillon, dans quelque situation que l'on se trouvât. Un cri unanime s'éleva de toutes les parties du vaisseau : « Non, jamais, capitaine; vaincre ou mourir! » Ce cri retentit à bord des bâtimens ennemis.

Le commandement passa au capitaine de frégate Prevost-Lacroix, qui le reçut en jurant aussi de n'amener jamais. Ce brave officier continua le combat avec la même ardeur, jusqu'à six heures et un quart du matin. On cria peu après qu'on voyait la terre sur l'avant du vaisseau; les bâtimens ennemis venaient de l'abandonner. Le commandant Lacrosse se fit alors porter sur le pont. On changea de route pour s'écarter de la

1796—an V. Côtes de France.

côte; mais le mât de misaine venant à rompre, ainsi que celui de beaupré, un poids aussi énorme faisait dériver le vaisseau et annulait le peu de vitesse que sa grande voile en lambeaux pouvait lui donner. On chercha à faire couper ce qui retenait encore les mâts le long du bord et à mouiller les ancres. Il n'en restait que deux, les autres ayant été perdues dans la baie de Bantry; mais le feu de l'ennemi avait haché leurs câbles : on fit étalinguer un fort grelin sur une ancre à jet. Pendant cette opération, la grande voile toute criblée, qui, seule, tirait un peu le vaisseau de l'avant, vint à manquer : on fit sonder et on mouilla par douze brasses d'eau. Toutefois, l'ancre étant trop faible pour retenir le vaisseau, il continua de dériver et toucha sur un fond de sable; au second coup de talon, le grand mât rompit. On tira quatre ou cinq coups de canon d'alarme ; et, pour alléger les hauts et maintenir le vaisseau droit, on jeta une partie de sa batterie à la mer.

Le vaisseau *les Droits-de-l'Homme* fut ainsi à la côte, rasé de tous mâts, et après un combat de treize heures, soutenu contre deux bâtimens dont le plus faible avait une artillerie supérieure à celle qu'il pût faire jouer. Il avait épuisé, dans ce combat, sa mitraille de toute espèce, ses boulets ramés, et il lui restait à peine cinquante boulets ronds. Sept officiers de marine avaient été blessés, trois de la légion des Francs tués et plusieurs autres blessés, cent hommes de l'équipage et des troupes tués et un égal nombre mis hors de combat : telles étaient ses pertes au moment où il échoua. La frégate anglaise *l'Amazone* éprouva le même sort : démâtée, et criblée de boulets, elle fit côte une demi-heure avant *les Droits-de-l'Homme ;* son équipage et ses officiers furent faits prisonniers.

Ici se termine le récit d'un combat dans les détails duquel nous sommes entrés avec complaisance, pour montrer que

l'honneur national y fut soutenu vaillamment : la gloire, au moins, en couvre les sanglans tableaux ; ce qui nous reste à raconter n'est plus qu'affligeant. Il est bien douloureux d'avoir à rappeler qu'une partie des braves échappés aux dangers d'un combat aussi long et aussi terrible, périt ensuite dans les horreurs d'un naufrage.

Le vaisseau *les Droits-de-l'Homme* échoua le 14 janvier à sept heures du matin, dans la baie d'Audierne, vis-à-vis Plouzenec. La première chose qu'on fit fut de mettre les canots légers à la mer. Les deux premiers furent emportés par les lames, avant que personne pût s'y embarquer ; ils furent jetés à la côte et se brisèrent sur la chaîne de roches qui la borde. On essaya ensuite d'établir un *vat-et-vient*[1] ; pour y parvenir, on fit, avec des vergues de rechange, un *ras*[2] qu'on laissa aller en dérive à la côte, attaché au bout d'une corde qu'on lâchait à mesure du vaisseau ; mais le poids de cette corde empêchant le *ras* de dériver assez vite, et les lames ayant emporté quelques-uns des hommes qu'on avait placés dessus, les autres coupèrent la corde et gagnèrent la terre. On renouvela cette tentative, mais avec aussi peu de succès. Le maître voilier du vaisseau, nommé Lamandé, homme du plus grand courage et habile nageur, s'offrit à aller porter à terre une corde légère, sur laquelle on eût pu ensuite en faire passer une plus grosse et capable de former le *vat-et-vient ;* mais, rendu à moitié chemin du rivage, il fut obligé de renoncer à cette périlleuse entreprise, et on le tira à bord à l'aide de sa corde, sans quoi il eût infailliblement péri.

[1] Nom d'un appareil fort simple et employé, entre autres usages, à sauver les hommes qui se trouvent sur un bâtiment échoué, lorsqu'on ne peut y aborder avec des chaloupes : il consiste en une corde, fixée d'un bout à la côte et de l'autre au navire ; les naufragés se halent sur cette corde, et gagnent la terre l'un après l'autre.

[2] Radeau construit à la hâte avec quelques pièces de mâture.

1796—an v. Côtes de France.

L'équipage passa ainsi la première journée, manquant d'eau et de vivres, parce que la mer, déferlant avec furie, avait enfoncé l'arrière du vaisseau et remplissait la cale. Le 15, on construisait encore des *ras*, sur lesquels on essaya de débarquer le plus d'hommes possible. Quelques-uns arrivèrent à terre; mais on eut la douleur d'en voir périr plusieurs sans pouvoir leur donner aucun secours. On parvint, avec beaucoup de peine, à mettre le grand canot à la mer; vingt-cinq à trente hommes s'y embarquèrent et arrivèrent heureusement à terre; mais la force du vent ne permit pas de le ramener à bord du vaisseau pour s'y charger de nouveau. Le troisième jour, on tenta de mettre la chaloupe à l'eau; on établit les apparaux nécessaires sur deux tronçons de mâts, et on réussit dans cette pénible opération. On destinait cette embarcation à sauver les blessés, deux femmes et six enfans qui avaient été pris sur un bâtiment anglais; on les fit embarquer avant que la chaloupe fût descendue à la mer; soixante à quatre-vingts hommes s'y jettent également; mais au moment où elle arrive à l'eau, une lame la soulève et la porte avec violence contre le vaisseau; elle se brise et tout est englouti dans les flots. Quelques hommes revinrent sur l'eau et gagnèrent le bord; mais le brave Chatelain, lieutenant de vaisseau, blessé au bras, les enseignes Joubert et Muller, aussi blessés, le maître d'équipage Tonnerre, blessé à la cuisse, périrent dans cette occasion.

Ces malheurs n'étaient que le prélude de ceux qu'on devait éprouver le lendemain. Les vents du large soufflant encore avec violence, rendaient l'arrivée de tout secours de la côte impossible. Enfin, dans la nuit du 16 au 17, le vent changea; à la pointe du jour, cinq chaloupes venant d'Audierne, abordèrent le vaisseau; on y embarqua le reste des blessés et environ cent hommes bien portans. Ces embarcations étaient commandées par l'enseigne Provost, officier de la corvette

l'Arrogante, dont le courage et le dévouement méritent d'être cités. A midi, le cutter *l'Aiguille* aborda également *les Droits-de-l'Homme* et prit à peu près trois cents personnes. A quatre heures le cutter et les embarcations s'éloignèrent, laissant à bord du vaisseau environ quatre cents hommes luttant contre la mort et épuisés de fatigue et de besoin.

Le cutter *l'Aiguille* n'avait pu fournir au capitaine des *Droits-de-l'Homme* que quelques bouteilles d'eau; ce secours le rendit à la vie, ainsi qu'une vingtaine d'infortunés, près de mourir dans les plus cruels tourmens. C'était trop peu pour soutenir l'existence d'un aussi grand nombre d'individus. La nuit étant très-froide et les hommes sans cesse mouillés, le délire s'empara de plusieurs d'entre eux; une fièvre ardente les dévorait [1]; soixante au moins expirèrent dans les convulsions les plus effrayantes. Quatre jours s'étaient écoulés ainsi; enfin, le cinquième, le cutter *l'Aiguille* revint, et avec lui la corvette *l'Arrogante*. Le commandant Lacrosse y fit embarquer les tristes restes de son équipage et s'embarqua lui-même, lorsqu'il fut assuré qu'il ne restait plus personne à bord du vaisseau *les Droits-de-l'Homme*.

Après avoir raconté la conduite du commandant Lacrosse, il devient superflu d'en faire l'éloge; il est tout dans les faits. Ses officiers se distinguèrent à l'envi, surtout le capitaine de frégate Prévost-Lacroix, son second [2], qu'il recommanda d'une manière particulière à la bienveillance du gouvernement; il cita aussi les lieutenans de vaisseau Descormiers [3] et Seguin, les enseignes Hellouin, Gouin, Panisson et Leance, ainsi que l'aspirant Bastide. Un seul trait donnera une idée du

[1] Cette fièvre est connue, en nosologie, sous le nom de *calenture*. On a vu un exemple terrible de ses effets dans le naufrage de *la Méduse*, en 1816.

[2] Aujourd'hui capitaine de vaisseau retraité, officier de la Légion-d'Honneur.

[3] Capitaine de frégate en retraite.

1796—an v.
Côtes de France.

courage et du dévouement de l'équipage des *Droits-de-l'Homme*. Un marin, dans le naufrage, ayant osé dire au capitaine qu'il eût mieux valu se rendre que de s'exposer à périr d'une manière aussi cruelle, il manqua d'être assommé par ses camarades, qui s'écrièrent tous : « N'avons-nous pas juré de périr plutôt que de rendre le vaisseau ? *Vive la république! vive notre brave capitaine!* »

Le chef de division Lacrosse, à son retour à Brest, reçut une foule de témoignages flatteurs de l'estime de ses chefs et de ses camarades [1]. Peu de temps après, il fut élevé au rang d'officier-général, et le ministre de la marine s'empressa de lui annoncer en ces termes sa promotion : « Je n'ai pas perdu de vue, citoyen, le combat honorable que vous avez soutenu sur le vaisseau *les Droits-de-l'Homme*, et le sang-froid dont vous avez montré l'exemple lors du naufrage qui a suivi cet événement. Le directoire, à qui j'ai rendu compte de cette action, a trouvé juste de vous donner un témoignage de sa satisfaction ; et je vous annonce avec plaisir que, sur ma proposition, il vous a élevé au grade de contre-amiral. »

Côtes d'Espagne.

Tandis que l'armée de Brest était sur les côtes d'Irlande, l'escadre tant attendue de Villeneuve arrivait sur celles de Bretagne. Cette escadre, composée des vaisseaux *le Formidable*, de 80 ; *le Jean-Jacques*, *le Tyrannicide* et le *Mont-Blanc*, de 74, ainsi que des frégates l'*Alceste*, *la Diane* et *la Vestale*, de 36, partit de Toulon le 29 novembre 1796.

[1] Le général Hoche, qui faisait un grand cas de cet officier, avait été très-inquiet sur son sort, et il lui écrivit de Paris la lettre dont voici un extrait : « Enfin, vous vivez, brave camarade, et le gouvernement peut encore compter sur un homme dont il apprécie les talens et la bravoure. Votre combat vous a couvert de gloire. Il a montré à nos ennemis les plus acharnés ce qu'ils devaient attendre des marins français bien commandés. Grâces infinies vous en soient rendues. J'espère que, sous peu, vous recevrez des marques non équivoques de l'estime du directoire et de la reconnaissance nationale. »

1796—an v. Côtes d'Espagne.

Tous ces bâtimens entrèrent à Lorient le 23 décembre suivant, à l'exception de *la Vestale*, que divers événemens avaient forcée de relâcher à Cadix.

Cette frégate, dans un coup de vent que reçut l'escadre sur les côtes d'Espagne, avait été démâtée de ses mâts de misaine et de beaupré; le général lui fit, en conséquence, le signal de faire route pour gagner Cadix. A quatre lieues de ce port, *la Vestale*, dans le mauvais état où elle était, et ne portant que du 12 en batterie, eut à combattre la frégate anglaise *la Terpsychore*, portant du 18. Elle se défendit courageusement; mais *la Terpsychore* ayant achevé de la démâter, elle fut obligée de se rendre, après avoir eu vingt-deux hommes tués et quarante blessés. Au nombre des premiers se trouvèrent son capitaine, le brave Foucaud et un autre officier, Tissot, enseigne. Ce jeune marin, dont les talens et la bravoure donnaient les plus brillantes espérances, avait reçu une blessure dès le commencement de l'action; mais il n'avait pas voulu quitter son poste, qui l'apelait auprès du capitaine, pour recevoir et porter ses ordres où besoin était. Pendant tout le temps qui précéda sa mort, il ne cessa d'exciter son commandant de la manière la plus pressante à aborder la frégate ennemie. Un boulet le frappa à la hanche, pendant qu'il était occupé à transmettre un ordre à l'officier commandant la batterie. Se sentant blessé à mort, il dit à un contre-maître qui aidait à le porter au poste du chirurgien : « Je meurs avec plaisir pour la patrie; embrassez le capitaine et l'état-major pour moi : *Vive la république!* »

La mer étant fort grosse lorsque *la Vestale* amena son pavillon, *la Terpsychore* ne put y faire passer que peu d'hommes pour l'amariner, et se tint près d'elle afin de l'observer; mais le temps étant devenu affreux, la frégate anglaise fut obligée de prendre le large pour éviter d'être jetée à la côte; les Français alors se révoltèrent et les Anglais mis à bord de *la Vestale* furent faits prisonniers à leur tour. Peu de temps après que

1796—an v. Côtes d'Espagne.

la frégate eut arboré de nouveau les couleurs françaises, quelques chaloupes expédiées de Cadix à son secours, vinrent lui donner la remorque et la conduisirent dans le port.

L'arrivée de l'escadre de Villeneuve est placée ici comme le dernier événement maritime de l'année 1796, quoique l'expédition d'Irlande empiète un peu sur janvier 1797, parce que l'armée de Brest avait mis à la voile une semaine avant l'entrée des vaisseaux de Villeneuve à Lorient, et que nous n'avons pas cru devoir interrompre le récit des événemens qui ont signalé sa sortie.

1796—an v. Colon. franç.

Evénemens remarquables arrivés dans les colonies françaises pendant la dernière moitié de l'année 1796; expulsion de l'Ile-de-France des agens envoyés par le directoire; aperçus de la situation des îles du vent; détails sur Saint-Domingue [1]. — Les îles de France et de la Réunion sont les premières colonies qui doivent nous occuper, l'époque étant arrivée où nous avions promis de donner quelques détails sur leur situation pendant les premières années de la république.

Le torrent de la révolution s'écoula assez paisiblement à l'Ile-de-France; et, depuis le meurtre de M. de Macnamara, massacré par les soldats en 1790, on ne voit pas qu'elle ait été souillée d'aucun de ces crimes horribles qui furent si communs dans les colonies occidentales. Le club jacobin qui, sous le nom de *la Chaumière*, s'établit dans cette île pendant que la terreur régnait en France, et qui rivalisa un moment avec l'assemblée coloniale, avait fait, il est vrai, planter une guillotine sur la place du port nord-ouest (Port-Louis), espérant y traîner MM. Duplessis, gouverneur de l'île de la Réunion, Fayol, commissaire civil, Saint-Félix, ancien commandant de *la Cybèle*, et, après eux,

[1] Journaux du temps, — Coup d'œil sur les colonies, — Mémoires pour le général Laveaux et autres, — Mémoires communiqués, — Notes et Mémoires manuscrits, etc.

sans doute, une foule d'autres victimes; mais ce barbare espoir fut trompé, et le fatal instrument disparut de la place publique sans avoir été ensanglanté. Si depuis le sang coula une fois dans l'île, ce ne fut point sur l'échafaud, mais dans un léger combat entre deux partis de colons divisés d'opinion, et presque à l'époque du consulat. La déportation fut généralement le moyen employé contre les perturbateurs de la colonie.

Une chose peut faire voir quelle tournure prit la révolution à l'Ile-de-France, c'est que M. de Malartic, gouverneur-général de la colonie en 1796, et qui conserva ce poste éminent bien long-temps après, était le même que Louis XVI y avait nommé en 1792. Dès ce temps, chacune des deux îles était gouvernée par une assemblée coloniale dont les décrets avaient force de loi, après avoir reçu la sanction du gouverneur, qui avait toutes les attributions du pouvoir exécutif, et était seul chargé du commandement militaire et de la police intérieure. L'intendant remplissait les fonctions de contrôleur des finances. Les habitans des îles de France et de la Réunion étaient ainsi parvenus à mettre à exécution le projet dans lequel échouèrent ceux de Saint-Domingue lors de la fameuse assemblée de Saint-Marc. Cette forme de gouvernement ne reçut pour ainsi dire point d'altération pendant huit années; et jusques au moment où Bonaparte, ayant pris les rênes de l'état en France, ne parut pas disposé à tolérer une pareille indépendance de la métropole, l'assemblée coloniale et M. de Malartic demeurèrent tout-puissans à l'Ile-de-France.

On ne doit nullement s'étonner qu'au milieu de cette espèce de révolte envers la mère-patrie, les îles de France et de la Réunion aient témoigné tant d'attachement pour elle, et que, loin de se livrer aux Anglais, elles aient constamment fait les plus grands efforts pour résister à leurs attaques. Les habitans de ces deux colonies n'ont pas, à cet égard, autant de

1796—an v. Colon. franç. droits qu'on pourrait se l'imaginer à la reconnaissance de la métropole.

Les îles de France et de la Réunion, que le gouvernement français n'a jamais dû considérer autrement, la première surtout, que comme un point militaire important, ne donnaient à la France aucun bénéfice en temps de paix, et prospéraient peu elles-mêmes. Durant la guerre, au contraire, elles s'enrichissaient par la course; leur intérêt les attachait donc invariablement à l'ennemie de la Grande-Bretagne. Mais s'approprier le produit immense des nombreuses et riches prises de leurs corsaires, et même des bâtimens de la république, sans lui en rendre une obole, eût été pour elles le *nec plus ultrà* de laprospérité : voilà ce qu'elles ont réalisé en partie.

On peut apprécier aujourd'hui cette fidélité intéressée. Il est de toute évidence que ces îles ne voulaient appartenir à la France uniquement que pour avoir le droit de piller les Anglais, et de s'enrichir des dépouilles de leur commerce. Du reste, leur indépendance était absolue; et, pour en offrir la preuve, nous les montrerons repoussant les lois de la métropole, expulsant ses agens, et déportant jusques aux soldats dont elle affaiblissait ses armées pour les défendre.

Quand nous avons dit[1] que le repos dont jouirent pendant presque toute la révolution les îles de France et de la Réunion fut dû au refus des colons de laisser mettre à exécution le décret de la convention sur la liberté des noirs, nous avons rappelé un fait auquel on s'est généralement accordé à assigner cette cause. Cependant, comme en ce cas, l'on a supposé, sans que cela soit certain, que l'affranchissement des noirs eût été suivi dans les colonies orientales des mêmes désordres qu'aux Antilles, il peut paraître douteux que l'humanité ait gagné beaucoup à la conduite des habitans de ces

[1] Volume v, page 311.

colonies ; tandis qu'il est hors de doute que cette conduite a renversé les grands desseins qu'avait formés le gouvernement français pour l'expulsion des Anglais du continent indien. Des considérations aussi puissantes ne nous permettaient pas, tout en citant l'opinion générale, d'approuver la désobéissance des assemblées coloniales des îles de France et de la Réunion. Nous avons seulement voulu faire voir que toutes leurs démarches pendant la révolution furent dictées par le désir de retenir les noirs dans l'esclavage, et qu'en résultat la tranquillité a régné dans les deux îles, sans prétendre affirmer qu'il eût été absolument impossible de maintenir cette tranquillité en obéissant aux lois de la France : il n'est pas de notre objet d'approfondir la grande question de la liberté des noirs.

Après avoir heureusement réussi à éluder l'exécution du décret de la convention, il fallait réussir également à éluder celle de l'article 15 de la déclaration des droits de l'homme, annexée à la constitution de l'an III; ce fut vers ce but que tendirent désormais tous les efforts des colons. Ceux d'entre eux qui possédaient le plus d'esclaves, les planteurs, sentaient qu'on ne gagnait rien à temporiser, et que leur ruine serait imminente aussi long-temps que la liberté des noirs serait consacrée en principe; ils désiraient peut-être en secret passer sous la domination d'une puissance qui protégeât leur droit de propriété sur leurs nègres. Quant à ceux en bien plus grand nombre qui n'avaient que peu de noirs, et qui tiraient tous leurs bénéfices du commerce et de la course, ils souhaitaient ardemment d'appartenir à la France; mais ils n'auraient pas demandé mieux qu'on pût, sans se compromettre, retarder le plus possible l'exécution d'une mesure, qu'au fond les deux classes d'habitans redoutaient peut-être plus encore par le tort qu'elle ferait à leur fortune que par ses conséquences pour la tranquillité publique : peu leur importaient ses

immenses résultats politiques. Les assemblées coloniales agirent en conséquence de cette disposition de l'opinion générale; et elles se montrèrent autant décidées à se défendre jusques à l'extrémité contre les Anglais, que fermement résolues à n'obéir aux ordres qui leur parviendraient de France pour l'affranchissement des esclaves, que dans le cas où ils leur seraient transmis officiellement et accompagnés de forces capables de les faire respecter.

Tel était l'état des choses à l'arrivée de l'escadre du contre-amiral Sercey avec les deux agens du directoire, nommés Baco et Burnel[1]. Elle entra au port nord-ouest le 18 juin 1796 (30 prairial an IV)[2]. Comme c'était un *décadi*, presque tous les négocians de la ville étaient à leurs maisons de campagne, ainsi que plusieurs membres de l'assemblée coloniale. Ils revinrent en toute hâte à la ville, dès que la côte eut signalé l'arrivée d'une escadre française; mais quoique des mesures générales eussent été prescrites pour empêcher qu'il n'abordât personne dans l'île sans la permission de l'assemblée coloniale, le général Sercey avait déjà jeté l'ancre, et les agens du directoire étaient partis de *la Forte* avant qu'on eût eu le temps de s'y opposer. Ce fut en vain que le capitaine du stationnaire leur représenta qu'ils ne pouvaient débarquer qu'en vertu d'un ordre de l'assemblée coloniale, visé par le gouverneur-général, aucune force ne se trouvant prête pour tenir en respect l'escorte des agens, ils débarquèrent sans obstacle[3].

[1] De ces deux agens, un seul était connu à l'Ile-de-France, Burnel; et les colons prétendirent qu'il y jouissait d'une très-mauvaise réputation. Quant à Baco, ils convenaient que celle qu'il apportait d'Europe devait lui concilier la vénération publique, s'il n'eût pris un ton par trop impérieux.

[2] *Voyez* page 245 de ce volume..

[3] A leur retour en France, les agens du directoire ont affirmé que l'ordre avait été donné de repousser les frégates par la force. Tout ce qui a été écrit en

Bientôt Baco et Burnel furent entourés par le peuple, impatient de connaître l'objet de leur mission. Cependant, malgré les craintes que faisait naître généralement leur arrivée, comme il ne paraissait pas impossible qu'ils fussent porteurs d'ordres avantageux à la colonie, ils furent conduits, avec tous les égards dus à leur rang, au lieu des séances de l'assemblée coloniale, qui venait de se réunir.

1796 - an v. Colon. franç.

Reçus par l'assemblée comme représentans du directoire exécutif, les agens prononcèrent des discours pleins d'éloges du patriotisme des habitans des îles de France et de la Réunion, et annoncèrent qu'ils étaient chargés par le gouvernement d'une mission qui avait pour objet le bonheur des deux colonies. Ces assurances parurent dissiper en partie l'inquiétude répandue dans tous les esprits, et l'assemblée accueillit les envoyés avec toutes les marques possibles de respect. Cependant, après le serment prêté, un des membres proposa de nommer une commission chargée de recevoir des agens du directoire communication des ordres et instructions dont ils étaient porteurs; mais ceux-ci trouvèrent le moyen d'éluder la question, et ils furent, le soir même, s'installer au gouvernement.

Le lendemain, Baco et Burnel passèrent en revue les cent-septième et cent-huitième régimens, ainsi que le bataillon expéditionnaire et les deux compagnies d'artillerie venus avec eux. A cette revue, dit-on, ils flattèrent beaucoup

Angleterre sur les événemens arrivés à l'Ile-de-France pendant la révolution confirme cette assertion; et, ce qui pourrait lui donner quelque poids, c'est le soin qu'a mis l'assemblée coloniale de l'Ile-de-France à justifier les mesures de défense qu'elle avait prises, en les présentant comme des moyens préparés uniquement pour assurer l'exécution d'une simple mesure de police. On lit ces mots dans son adresse au directoire: « Pour calmer les paroxysmes d'agitation dont l'arrivée de tous les navires d'Europe avait été régulièrement le moteur, on établit une commission dont la mission spéciale était de prévenir la communication subite des lettres, et la descente des traîtres ou des hommes dangereux, que ces vaisseaux n'ont que trop souvent vomis sur nos rivages. »

1796—an v.
Colon. franç.

les soldats et témoignèrent du mécontentement de ce qu'on leur payait leur solde en papier. On assure également que, dans cette journée, les agens ayant eu une altercation avec M. de Malartic, ils le menacèrent de le faire pendre, et qu'ils usèrent de la même menace envers M. des Crozilles, celui des membres de l'assemblée coloniale qui avait demandé l'exhibition de leurs pouvoirs. La vérité sur ces circonstances n'a jamais été bien connue en France.

Le 20, les agens passèrent en revue, à son tour, la garde nationale de la ville, qu'ils trouvèrent forte de quatre mille hommes. Ils furent reçus froidement et bientôt la méfiance et la crainte qu'ils n'avaient cessé d'inspirer à quelques habitans devinrent générales. Les alarmes se répandirent dans l'intérieur de l'île, et les habitans des campagnes, après s'être concertés entre eux, se rendirent en armes à la ville.

Pendant ces deux jours, l'assemblée coloniale avait pris diverses mesures et nommé un comité de neuf membres chargé d'obtenir de Baco et de Burnel quelques renseignemens sur la teneur de leurs ordres. Le silence dans lequel ils persistèrent à cet égard, ne laissa aucun doute sur leur intention de faire mettre à exécution les lois qui abolissaient l'esclavage. Dès ce moment, les habitans résolurent d'un commun accord de les expulser.

Un pareil dessein présentait de grandes difficultés dans l'exécution, en ce qu'il était à craindre que les troupes ne prissent les armes pour défendre les envoyés de la métropole. L'auteur d'une histoire de l'Ile-de-France, publiée en Angleterre [1], dit qu'à raison de cette crainte, on adopta un autre moyen pour se défaire des agens. Vingt jeunes créoles, nouveaux *Scévola*, se dévouèrent pour ce qu'ils regardaient comme le salut de la colonie, et jurèrent la mort des deux proconsuls.

[1] *History of Mauritius, by* Charles GRANT *Viscount* de VAUX.

Le 21, dès le point du jour, presque tous les habitans de l'île étaient réunis devant le gouvernement, poussant des clameurs de mauvais augure pour les agens, qui continuaient d'habiter cette demeure, malgré l'orage qui les menaçait. Bientôt le gouverneur Malartic fut enlevé de chez lui et porté sur les épaules des habitans au sein de l'assemblée coloniale, qui l'invita, de la manière la plus pressante, à sanctionner le décret qu'elle venait de rendre pour le renvoi des agens du directoire. Ceux-ci mandèrent alors le général Magalon et lui ordonnèrent de faire prendre les armes aux troupes; mais ce général leur déclara qu'il ne reconnaissait d'autre autorité que l'autorité militaire, et qu'il ne pouvait obéir qu'à un ordre du gouverneur. Ce fut en vain qu'ils lui déclarèrent qu'ils avaient déposé M. de Malartic, et qu'ils l'avaient nommé pour le remplacer : Magalon demeura inflexible.

Sur ces entrefaites, les jeunes créoles conjurés pénétrèrent dans le gouvernement en escaladant les fenêtres; et, se présentant devant Baco et Burnel, ils leur déclarèrent que, puisqu'ils avaient consenti à se charger de l'exécution d'ordres qui devaient causer la ruine de la colonie, ils méritaient la mort. A ces mots, l'un d'eux déchargea son pistolet, qui manqua de tuer un des agens; l'autre eut la vie sauvée par les efforts des commissaires de l'assemblée coloniale qui se trouvaient présens [1].

Les colons, voyant que les troupes ne bougeaient pas, devinrent de plus en plus pressans : les cris *à bord! à bord!* se faisaient entendre de toutes parts. Enfin, Baco et Burnel, auxquels l'arrêté de l'assemblée coloniale venait

[1] *Grant's history of Mauritius*. Ce que raconte l'auteur ci-dessus est conforme à ce que le directoire annonça aux conseils. Dans son message, il disait que les agens n'avaient échappé que par miracle aux coups de sabre et de pistolet dirigés contre eux. Nous avons cru pouvoir citer un fait pour lequel nous avons deux autorités aussi opposées.

1796—an v
Colon. franç.

d'être notifié, sentirent de quel danger ils étaient menacés, livrés, sans un seul défenseur, à une population furieuse, et ils consentirent à leur départ de la colonie. L'assemblée coloniale donna sur-le-champ ordre au capitaine de la corvette *le Moineau* de recevoir les agens à son bord et de les transporter à Manille.

Nous venons de voir comment il arriva que les troupes ne prirent aucune part aux événemens de cette tumultueuse journée; il en fut de même des marins. Ceux-ci demeurèrent à bord des frégates, occupés sous la surveillance de leurs officiers, de la visite et réparation des gréemens. Une seule personne de l'escadre se trouva mêlée dans ces événemens, ce fut le contre-amiral Sercey. Le capitaine de la corvette, qui venait de recevoir l'ordre de déporter les agens aux Philippines, fit, sur cet ordre, les mêmes observations que le général Magalon, et déclara qu'il ne partirait pas sans en avoir reçu un du général Sercey. Ce général considérant, sans doute, qu'après ce qui venait de se passer, la présence des agens dans l'île ne pourrait qu'amener de grands malheurs, qu'ils en étaient convaincus eux-mêmes et avaient consenti à leur départ, crut pouvoir donner un ordre qu'il regarda comme de pure forme, et toutefois devant rendre la paix à la colonie [1].

Aussitôt que *le Moineau* eut mis à la voile, toutes les alarmes se dissipèrent dans l'île, et firent place à la joie la plus vive. Les habitans s'abandonnèrent à tous ses transports,

[1] En rapportant ce fait, qui est notoire, nous ne prétendons porter aucun jugement sur la conduite de M. de Sercey. Ceux seuls qui connaissent les instructions qu'il avait reçues du ministre de la marine peuvent savoir jusques à quel point il les a remplies. Quant à nous, il est de notre devoir de déclarer qu'aucun des documens que nous avons consultés sur l'événement que nous racontons ne fait mention que le contre-amiral Sercey y ait autrement participé qu'en donnant au capitaine du *Moineau* l'ordre de son départ, lorsque tout était terminé.

et célèbrèrent par des réjouissances publiques le bonheur qu'ils avaient eu d'échapper encore une fois à l'exécution de lois qu'ils regardaient comme devant mettre la colonie à feu et à sang.

Les agens du directoire ne furent pas conduits à Manille. Le lendemain de leur départ de l'Ile-de-France, ils se revêtirent de leur grand costume, montèrent sur le pont, et en présence de l'équipage ils sommèrent le capitaine de la corvette de les ramener en Europe. Celui-ci obéit.

On ne peut former aujourd'hui que des conjectures sur ce qui fût arrivé aux îles de France et de la Réunion, si les agens du directoire n'en avaient pas été expulsés. Nul doute, au reste, que, si leur caractère personnel était tel que les colons l'ont dépeint, ils convenaient mal à une mission qui exigeait un esprit conciliant. Mais ne se pouvait-il pas que le directoire eût choisi des hommes sages, et tels, en un mot, qu'il les fallait? Supposons qu'il l'eût fait. Il est naturel d'imaginer aussi qu'éclairé par les malheurs arrivés aux Antilles, il leur aurait donné des instructions propres à les épargner aux colonies orientales, tout en affranchissant les esclaves, si la chose n'est pas impossible [1]. Les deux îles, dans ce cas, pouvaient fournir tout d'un coup aux agens douze ou quinze mille noirs, qu'ils eussent enrégimentés, et qu'une

[1] Indépendamment de l'obligation où le directoire était de faire exécuter dans toute sa teneur la constitution de l'an III, des considérations politiques de de la plus haute importance le portaient à affranchir les noirs. On sait que ce fut pour trouver des ennemis aux Anglais dans les Antilles, que la Convention y précipita trop la liberté des nègres. Pour en trouver aux Anglais dans l'Inde, le directoire avait besoin de briser les fers des esclaves des îles de France et de la Réunion. Mais il serait trop affligeant de penser qu'il eût voulu dévouer ces îles aux mêmes horreurs que Saint-Domingue. Il avait, sans doute, prescrit des mesures qu'il croyait propres à les prévenir. La question est de savoir s'il y en avait qui pussent remplir ce but.

1796—an v. Colon. franç.

escadre française, qui devait arriver peu de mois après, eût transportés dans l'Inde. La fortune des colons se fût ressentie de cette mesure, sans doute; mais si le renversement de la puissance britannique en Asie devait en être la conséquence, on ne pouvait mettre en comparaison avec l'affranchissement de quarante millions d'Indiens et le bonheur de trente millions de Français, les souffrances momentanées de quelques colons. En somme, les habitans des îles de France et de la Réunion ont agi sagement pour eux ; mais n'ont-ils pas empêché la France de rendre la paix au monde en 1797, au lieu de la recevoir en 1815? Voilà ce qu'il est peut-être permis de penser.

Aux îles du Vent, la fortune ne se montra pas favorable aux Français, durant l'année 1796. La Guadeloupe, à la vérité, fut maintenue dans un état de défense très-respectable, et l'on fut toujours à même d'y repousser les attaques des Anglais [1]; mais dans les autres îles françaises et anglaises dont Hugues avait entrepris de disputer la possession aux troupes britanniques, les armes républicaines éprouvèrent divers échecs.

A Sainte-Lucie, Goyrand, délégué des agens du directoire, capitula avec toutes les troupes qui se trouvaient au morne Fortuné, qu'il rendit au général Abercrombie. Cependant plusieurs autres postes tinrent long-temps après. Quantité d'habitans et de noirs armés s'étaient retranchés dans les bois et sur les mornes, où Hugues leur faisait passer des munitions. Leur nombre s'augmentait tous les jours, et ils

[1] Victor Hugues avait été nommé pour exercer, aux îles du Vent, les fonctions d'agent, lorsqu'il en fut envoyé dans toutes les colonies par le directoire, qui prorogea ainsi les pouvoirs qu'avait conférés la Convention à Hugues avec le titre de commissaire civil. Il avait en pour collègues Chrétien et Lebas. Le premier était mort presque en arrivant à la Guadeloupe; l'autre fut nommé agent par le directoire, et continua de partager l'autorité avec lui.

brâvaient tous les efforts du général Moore pour les réduire. 1796—an v.

Dans l'île de Saint-Vincent, les petites forces que Hugues Colon. franç. avait envoyées pour soutenir les Caraïbes révoltés contre les Anglais, se virent réduites à capituler avec le général Abercrombie.

La Grenade fut aussi, dans le même temps, soumise par le général Nichols, sauf quelques postes inexpugnables où un petit nombre d'insurgés continuèrent à se défendre. Après avoir opéré cette soumission, les Anglais firent pendre ceux des habitans qui avaient le plus marqué dans l'insurrection, qui avait facilité aux Français l'entrée de l'île. En rendant compte de cette exécution, un journal anglais du temps s'exprimait ainsi : « Après que les traîtres eurent été *lancés dans l'éternité*, sans donner le moindre signe de repentir, leurs corps furent détachés du gibet et leurs *têtes coupées.* Le lieutenant gouverneur voulut bien les exempter du reste de la sentence [1]. »

Ces divers échecs aux îles du Vent peuvent être attribués au défaut d'arrivée des secours qu'on attendait de France à la Guadeloupe, et peut-être aussi à ce que Victor Hugues et son collègue Lebas, livrés alors à des opérations commerciales très-étendues, se sont peu occupés d'opérations militaires. Le seul dommage causé aux Anglais à l'époque dont nous parlons, le fut par les nombreux corsaires de la Guadeloupe, dont les agens étaient les principaux actionnaires. La république, toutefois, ne profita guère de leurs prises.

[1] Le respect des Anglais pour ce qu'ils appellent les *précédens*, est cause qu'on trouve aujourd'hui dans leurs lois et dans leurs mœurs une foule de choses qui rappellent des temps antiques et barbares. Les sentences des criminels de haute trahison, par exemple, portent qu'ils seront pendus avec des chaînes, qu'ensuite ils auront la tête tranchée et le corps coupé en quatre quartiers, l'un desquels doit être envoyé au roi. On sent pour quelle raison on fait à présent toujours grâce de la dernière partie de la sentence.

1796—an v. Colon. franç.

Nous avons fixé pour tout terme à notre dernier récit des événemens de Saint-Domingue l'arrivée des nouveaux commissaires civils, c'est-à-dire des agens que le directoire, en exécution de la loi du 5 pluviose an iv, envoya dans cette île, en même temps qu'il en désignait pour toutes les colonies françaises. Nous partirons maintenant de cette époque.

Les agens choisis par le directoire pour réparer à Saint-Domingue les malheurs qui affligeaient cette colonie, naguère si florissante, furent Santhonax, Raymond, Giraud, Leblanc et Roume.

La nomination de Santhonax causa de l'étonnement en France, après les atrocités qu'on l'accusait d'avoir commises dans sa première mission où il avait eu Polverel pour collègue. On ignore s'il était parvenu à se disculper aux yeux du gouvernement; mais on sait quels furent les motifs qui fixèrent sur lui le choix du directoire. Pour assurer la possession de Saint-Domingue à la France et mettre un terme aux horreurs auxquelles cette île était en proie, il était nécessaire de rappeler les noirs aux ateliers, sans qu'ils pussent concevoir de craintes pour leur liberté, et surtout d'expulser les Anglais de la colonie. On ne pouvait y parvenir qu'en donnant aux hommes dont on voulait faire tourner les armes contre les ennemis de la république, pour les faire revenir ensuite à leurs anciens travaux, des chefs qui leur inspirassent la plus grande confiance. Santhonax, quelques clameurs qui s'élevassent contre lui, était aimé des noirs, qui l'appelaient leur père; Santhonax fut nommé.

Une politique pareille détermina la nomination de Raymond. Il était mulâtre, et tout en flattant par cette distinction les hommes de sa couleur, le directoire espérait que Raymond saurait étouffer ces semences funestes d'ambition, et cet ardent désir d'indépendance, qui commençaient à germer dans les cœurs

de quelques chefs militaires mulâtres [1]. Giraud fut désigné par déférence pour les blancs de l'île, propriétaires et planteurs, à la classse desquels il appartenait. Leblanc dut sa nomination au besoin, pour entretenir les relations commerciales avec les Américains, dont les bâtimens approvisionnaient la colonie, d'un homme qui eût résidé aux États-Unis et fût connu de leur gouvernement. Roume [2], enfin, fut choisi comme ayant rempli avec zèle et humanité une première mission à Saint-Domingue, dans le commencement de la révolution.

Le ministre de la marine n'avait pas perdu un moment pour rassembler tous les moyens maritimes et militaires qu'exigeait l'expédition destinée à porter les agens du directoire à Saint-Domingue. Il fit armer deux divisions de forces navales : l'une, équipée à Rochefort, se composait des vaisseaux *le Fougueux* et *le Watigny*, de 74, et de la frégate *la Vengeance* ; le commandement en fut confié au chef de division Thévenard. La seconde, préparée au port de Brest, était composée des frégates *l'Insurgente* et *la Méduse*, de 40 ; de la corvette *la Doucereuse*, et de huit bâtimens de transport ; elle fut mise sous les ordres du chef de division Thomas. Les deux divisions transportaient douze cents hommes de troupes, vingt mille fusils, quatre cents milliers de poudre et douze pièces de campagne. Sur celle de Rochefort s'embarquèrent les agens Santhonax, Giraud, Raymond et Leblanc, le général de division Rochambeau et divers autres officiers militaires, de santé et d'administration. La division de Brest reçut à bord le général de division Desfourneaux, les généraux de brigade

[1] Rapport de Marec au conseil des Cinq-Cents, le 11 ventôse an v.

[2] Roume, au moment de sa nomination, était parti pour une mission qu'il avait reçue antérieurement, et dont l'objet était de préparer la prise de possession de la partie espagnole de Saint-Domingue cédée à la France par le traité de Bâle.

1796—an v. Colon. franç.

Lesuire et Bédos, européens; Martial Besse et Chanlatté, mulâtres.

Parties de France à peu de distance l'une de l'autre, les deux divisions arrivèrent presque en même temps à Saint-Domingue, après avoir trompé la vigilance des croisières ennemies, et particulièrement d'une forte division de l'escadre de l'amiral Parker, qui, depuis plusieurs semaines, bloquait le Cap-Français.

L'entrée des agens du directoire au Cap, le 12 mai 1796, fut, pour ainsi dire, triomphale : on jeta des fleurs sur leur passage; et, au milieu des cris de *vive la république! vive la liberté générale!* retentissait celui de *vive Santhonax!* Toute la population noire était ivre de joie de revoir celui qu'elle regardait comme son plus zélé protecteur.

Les premiers transports calmés, les agens s'occupèrent des moyens à prendre pour remplir leur mission de manière à justifier le choix du directoire. Ils se partagèrent le travail et l'expédition des affaires. Malgré ce partage, Santhonax conserva sur les autres agens une prépondérance que sa grande popularité parmi la caste noire lui donnait, et que la déférence de ses collègues pour lui augmenta encore

Pour l'exécution des opérations militaires que la commission des agens avait en vue, Santhonax comptait particulièrement sur le général de division Desfourneaux [1], qui possédait toute sa confiance, depuis qu'il lui avait sauvé la vie au Port-au-Prince, en 1794. Parvenu avant l'âge de vingt-cinq ans au premier grade des armées républicaines, après avoir reçu chacun des autres pour prix d'une belle action, ce général avait déjà servi de la manière la plus distinguée dans la colonie, où il devait bientôt jouer le premier rôle militaire. Arrivé à Saint-Domingue en 1792, avec le troisième bataillon

[1] Aujourd'hui lieutenant-général, baron, grand-croix de la Légion-d'Honneur, etc.

du Pas-de-Calais, qu'il commandait, ses premiers exploits furent la prise du camp Ti orier et celle de Ouanaminte, poste fortement retranché. A cette dernière affaire, au moment où il escaladait les retranchemens, un coup de feu, qui lui traversa le corps, le renversa dans le fossé. Rochambeau, qui dirigeait l'attaque en personne, le fit sur-le-champ lieutenant-colonel. Le grade de colonel, que Desfourneaux obtint bientôt après et lorsque ses blessures saignaient encore, lui fut décerné pour la prise importante du fort le Sec, qu'il enleva, après avoir gravi avec ses soldats un morne cru inaccessible, en s'accrochant aux lianes suspendues aux rochers, et au prix de nouvelles blessures. Un combat non moins glorieux pour lui que les précédens, lui valut le brevet de général de brigade. La Convention, enfin, lui conféra le grade de général de division, en récompense de la grande bataille qu'il gagna, le 22 août 1794, sur l'armée espagnole de l'île, renforcée par des corps nombreux de cavalerie et d'infanterie venus de la Havane; bataille à laquelle était attaché le destin de la colonie. A ces titres, faits pour lui mériter de la part des autres agens la même confiance que lui accordait Santhonax, le général Desfourneaux en joignait un autre bien précieux; c'était l'influence qu'il avait acquise sur l'esprit des différens chefs noirs et mûlâtres [1].

[1] En 1814, les colons de Saint-Domingue réunis à Paris, dans une adresse au roi, le prièrent de conférer au lieutenant-général Desfourneaux le commandement civil et militaire de cette colonie, qu'il était question de reconquérir. Ils motivaient cette demande sur l'expérience, la bravoure et l'activité de cet officier-général, et son influence sur l'esprit des hommes de couleur et des noirs. Ils ne rendaient pas moins de justice à son humanité; et dans un ouvrage publié par l'un d'eux sous le titre de *Faits historiques sur Saint-Domingue*, on trouve ce passage : « Il est notoire que huit ou neuf cents colons de Saint-Domingue durent à l'intrépidité et au généreux dévouement de M. le lieutenant-général Desfourneaux leur délivrance des prisons du Port-au-Prince, sous le règne sanglant de Polverel et de Santhonax. » Ce témoignage est d'autant

1796--an v.
Colon. franç.

La première chose qui fixa l'attention de la commission fut la révolte de Villatte, qui pouvait amener une guerre civile générale. Les agens prirent, dès le lendemain de leur arrivée, un arrêté pour mander ce général auprès d'eux. Villatte se rendit au Cap; et, après avoir conféré avec les agens, il fut renvoyé à son camp, avec ordre de licencier tous les hommes qui s'étaient joints à ses troupes sans l'autorisation de Laveaux, et de demeurer là en attendant les nouveaux ordres de la commission.

De retour à son camp, Villatte, qui avait appris que les troupes arrivées de France était peu nombreuses, n'exécuta pas les ordres des agens, et ne licencia personne. Il fit encore moins de cas de celui que la commission, instruite de ses manœuvres, lui avait adressé de se rendre en rade à bord du vaisseau commandant, et d'y demeurer en état d'arrestation jusques à plus ample informé. Il réunit à ses troupes celles de Thomas André, de Descoubet et de plusieurs autres chefs, et se disposa à se défendre.

La commission résolut alors d'employer la force pour le soumettre. Le général Desfourneaux fut chargé de cette mission. Il rassembla toutes les troupes de Toussaint-Louverture, Moïse, Dessalines et l'Eveillé, et s'approcha du camp de Villatte. Mais désirant, s'il était possible, prévenir l'effusion du sang, Desfourneaux chargea Christophe [1], officier noir qu'il avait à sa suite, de se rendre auprès des chefs qui s'étaient réunis à Villatte, pour tâcher de les détacher de son parti. Christophe réussit, et Thomas André, Descoubet et

moins suspect qu'il vient d'un homme qui a servi dans les troupes coloniales levées par les Anglais au Port-au-Prince, et qui a dû combattre dans des rangs opposés à ceux à la tête desquels se signalait alors le général Desfourneaux.

[1] Aujourd'hui maître de la partie du nord de Saint-Domingue. Il prend le titre d'empereur d'Haïti.

Bien-Aimé Gérard, repassèrent, avec deux mille hommes, sous les drapeaux de leur ancien général.

Malgré ces défections, Villatte, qui n'avait plus les moyens de tenir la campagne, persista à se défendre dans le fort qui portait son nom, et où il se renferma. La position de ce fort et sa nombreuse artillerie le rendaient susceptible d'une longue défense. Cependant, dès que le général Desfourneaux l'eut fait investir et se fut montré disposé à en commencer le siége, Villatte céda à la sommation que ce général lui fit de se remettre entre ses mains, et d'obéir à l'ordre de la commission, qui le constituait prisonnier à bord de la frégate *la Méduse* pour être transporté en France. Peu de temps après il partit en effet sur la corvette *la Hiœna*, qui le débarqua à Rochefort. Il y fut emprisonné, en attendant que le directoire eût nommé un conseil de guerre pour le juger.

Pendant que Desfourneaux, par son habileté et sa prudence, étouffait de la sorte une rébellion qui pouvait avoir les suites les plus funestes pour la colonie, le général Laveaux rentrait à Bayaha ou fort Dauphin, place que les Espagnols occupaient encore dans la partie française, bien que la paix fût conclue avec l'Espagne depuis près d'un an. Les agens arrêtèrent que le nom de cette ville serait changé en celui de *Fort-Liberté*. Cette dénomination fit grand plaisir aux noirs.

Le directoire avait confié au général Rochambeau l'opération importante de la prise de possession de la partie de Saint-Domingue cédée à la France par l'Espagne : il en avait reçu la mission expresse, par l'arrêté du 23 pluviose, qui l'avait en même temps investi du commandement en chef de cette partie de l'île. Des obstacles de tous genres avaient été apportés à la remise de la partie espagnole, par la mauvaise volonté des chefs qui y commandaient au nom du roi d'Espagne, et par les intrigues des généraux et amiraux anglais

1796—an v. Colon. franç.

commandant aux Antilles. Cependant, la mission de Roume avait produit un bon effet, et la plupart des obstacles étaient aplanis. Rochambeau, en conséquence, avait, dès les premiers jours de son arrivée au Cap, écrit à la commission pour lui rappeler les ordres du gouvernement, et pour demander qu'elle le mît à même de les exécuter.

Les agens, sous divers prétextes, éludèrent la question. La mésintelligence qui régnait dès-lors entre eux et le général Rochambeau augmenta de jour en jour. Enfin, le 18 juillet, la commision donna l'ordre de l'embarquer sur la corvette *le Berceau,* et de le déporter en France. Les motifs de cet ordre, exprimés dans le considérant de l'arrêté de la commission, en date du 30 messidor an IV, paraissent vagues; et Santhonax même, dans le procès-verbal de la séance, crut devoir motiver son opinion contraire à cet arrêté, déclarant qu'il était bien éloigné de voir dans les griefs exposés des motifs de destitution contre Rochambeau. Néanmoins, à l'arrivée de ce général en France, le directoire, auprès duquel il avait réclamé, se borna à confirmer sa destitution sans autre formalité.

Depuis l'arrivée des agens jusques à la fin de l'année 1796, il n'y eut pas d'entreprise de quelque importance tentée contre les postes occupés par les Anglais. Le petit nombre de troupes européennes qui se trouvait alors dans l'île s'y opposait, et ne permettait pas de donner aux mesures militaires concertées entre les agens et le général Desfourneaux, toute l'étendue qu'ils auraient désirée. Le séjour forcé de l'escadre de Richery à Cadix déconcerta tous leurs projets. Le directoire avait promis de leur envoyer cette escadre avec des secours de toute espèce. Si ces promesses eussent pu être remplies, les agens de Saint-Domingue eussent été en état d'attaquer d'abord Jérémie, le Port-au-Prince, Saint-Marc et le Môle même, et ensuite de former des entreprises sur la Ja-

maïque, la Providence, et diverses autres possessions britanniques.

La circonstance était on ne peut plus favorable à des entreprises de ce genre. Malgré les renforts que l'Angleterre ne cessait de faire passer aux Indes occidentales, elle n'y était, sur aucun point, en état de résister à une attaque; depuis six mois, l'épidémie la plus cruelle exerçait d'affreux ravages parmi ses troupes dans toutes les Antilles, et particulièrement à Saint-Domingue. Dans cette île, les généraux anglais avaient été obligés d'évacuer la plupart des postes qu'ils occupaient, pour employer le peu de forces qui leur restait à garder le Môle Saint-Nicolas et le Port-au-Prince; encore, de la sorte, ne l'étaient-ils pas suffisamment. Au Môle surtout, les trois quarts des officiers et des équipages des bâtimens de la station périrent. La mortalité fut encore plus grande parmi la garnison; des régimens de mille hommes furent réduits à cinquante, et n'ayant plus de place pour enterrer les morts dans le cimetière, on jetait leurs corps à la mer.

Il était bien fâcheux sans doute de ne pouvoir rien entreprendre dans un pareil moment : le succès eût couronné toutes les tentatives; et, ainsi que les Anglais le disaient eux-mêmes, toutes les colonies de la Grande-Bretagne aux Antilles présentaient une proie facile aux républicains. Après avoir délivré toutes les places de Saint-Domingue du joug de l'étranger, et avoir, suivant le plan de Truguet, jeté dans les îles anglaises conquises les bandes de noirs de cette colonie les plus difficiles à soumettre à l'obéissance due aux lois, les agens eussent pu travailler avec moins de peine à y faire renaître le calme et refleurir la culture. Ces grands résultats dépendaient seulement de l'arrivée d'une escadre. Mais malheureusement le destin, quelquefois de mauvaises combinaisons, bien plus souvent des fautes dans l'exécution, n'ont cessé de contrarier les opérations de la marine française, dans

les vingt-cinq années qui viennent de s'écouler. Richery, par exemple, perdit alors des mois entiers : en marine il ne faut jamais perdre une heure.

Les derniers événemens remarquables qui signalèrent, à Saint-Domingue, l'époque embrassée par cet article, sont ceux qui eurent lieu aux Cayes dans les derniers jours d'août et les premiers jours de septembre. Cette ville était le chef-lieu de la partie du sud occupée par les mulâtres, sous le commandement de Rigaud. L'esprit d'indépendance qui animait déja ce chef et la plupart de ceux de sa caste, commençait à devenir inquiétant. Les agens pensèrent qu'il serait à propos d'établir aux Cayes une autorité supérieure à celle des chefs mulâtres, et qui pût les contenir dans la soumission envers la république : en conséquence, ils y envoyèrent trois délégués. Chargés de surveiller, de conduire et de diriger toutes les branches du gouvernement dans la partie du territoire qui s'étend depuis le cap Tiburon jusqu'au Sale-Trou et au Port-au-Prince, ces délégués étaient investis d'un pouvoir supérieur à celui de toutes les autorités civiles et militaires de cette partie de la colonie, et même du droit de décerner des mandats d'arrêt contre les individus qui conspireraient contre la sûreté publique. Leurs fonctions ne devaient durer que trois mois. Ils partirent du Cap sur la corvette *la Doucereuse*, et arrivèrent sans accident à leur destination.

On a prétendu que les chefs mulâtres avaient intrigué pour empêcher la délégation du sud de descendre à terre ; mais qu'ils manquèrent d'audace pour exécuter ce projet. Quoi qu'il en soit, en débarquant aux Cayes, les délégués furent accueillis avec des démonstrations apparentes d'égards et de soumission à l'autorité dont ils étaient revêtus. Ils exercèrent, dans les premiers temps, cette autorité sans trouble et sans résistance ; ils accompagnèrent même les troupes à une attaque dirigée contre Jérémie, et qui n'eut point de succès.

Cependant ces dispositions paisibles des esprits s'altérèrent sensiblement au retour de cette expédition ; et, soit à cause du choix peu convenable de ces fonctionnaires, soit par l'effet du caractère ambitieux et insubordonné des chefs mulâtres, la discorde régna bientôt aux Cayes. Le général Desfourneaux y avait été envoyé presque en même temps que les délégués, pour inspecter les troupes et les forts, et procurer à la commission tous les renseignemens relatifs à la défense de cette partie de la colonie ; c'était même lui qui avait dirigé en chef l'attaque contre Jérémie. Un ordre que les agens avaient fait passer à ce général devint la cause ou le prétexte d'affreux malheurs aux Cayes.

L'ordre dont il s'agit avait pour objet l'arrestation d'un mulâtre nommé Lefranc, qui avait été commandant militaire à Saint-Louis. Lorsque le général Desfourneaux voulut faire arrêter ce mulâtre, tous les hommes de sa couleur coururent aux armes et s'emparèrent d'un fort après avoir fait prisonniers les blancs qui le gardaient ; les noirs de la ville se réunirent aux mulâtres. Bientôt le canon d'alarme fut tiré par les rebelles. A ce signal, les nègres accoururent de toutes les campagnes voisines, et en moins de deux jours on en comptait deux ou trois mille.

Dans cette position terrible, la fuite était la seule ressource des délégués et du général Desfourneaux. Ils échappèrent, non sans peine, à la rage des furieux, qui voulaient les massacrer, et arrivèrent sains et saufs au Cap[1]. Après leur départ, les mulâtres se mirent à fusiller les blancs dans les rues ; ils se portèrent ensuite dans les maisons et égorgèrent tout ce qu'ils trouvèrent de cette couleur, sans distinction d'âge ni de sexe. Le retour du général Rigaud, qui était alors oc-

[1] Les délégués en partant avaient laissé un arrêté par lequel ils chargeaient le général Rigaud, alors absent, de prendre toutes les mesures convenables pour le rétablissement de l'ordre.

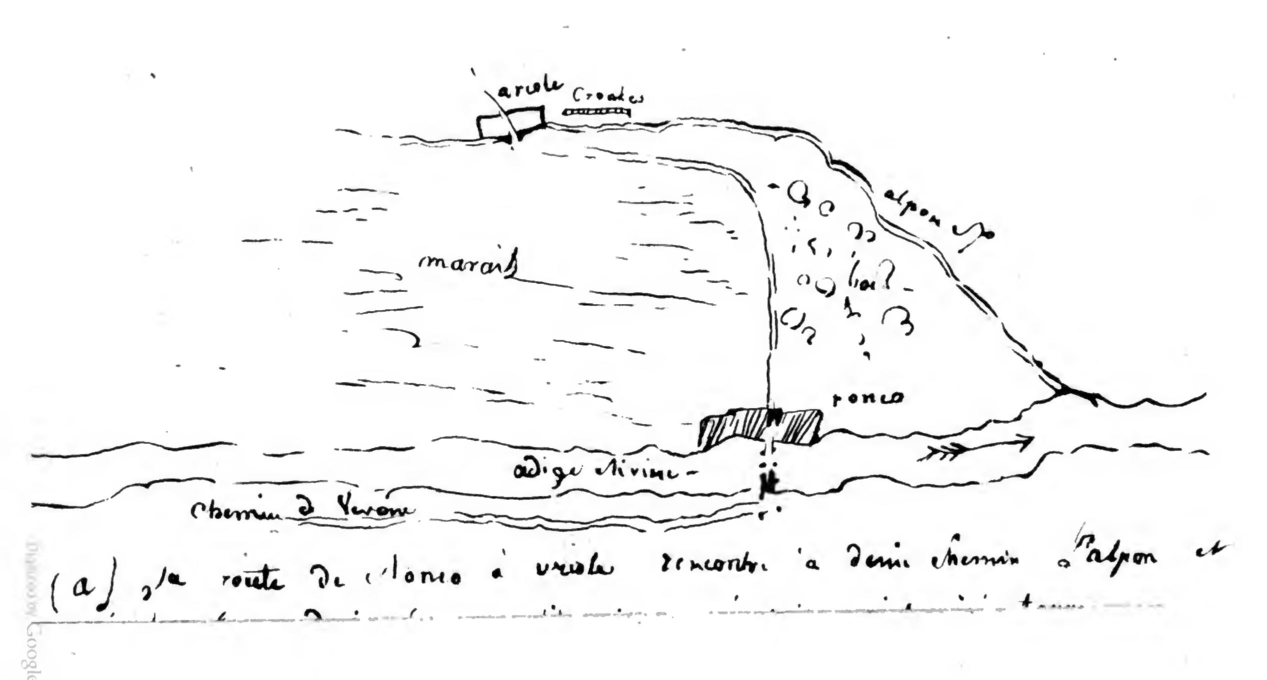
1796—an v. Colon. franç.

cupé du siége des Irois, petite place forte située à quelque distance des Cayes, ne mit pas tout à coup fin à cet horrible massacre : il ne cessa qu'après que les principaux d'entre les blancs, que Rigaud avait fait conduire chez lui, eurent signé divers arrêtés qu'il leur présenta, et contre lesquels plusieurs ont protesté ensuite. Plus de deux cents hommes, femmes et enfans, avaient été assassinés.

La conduite de Rigaud, tout équivoque qu'elle fût dans cette circonstance, ne put cependant être attaquée. L'ordre, en effet, se rétablit insensiblement aux Cayes, et ce général retourna à son camp des Irois. Cependant la partie du sud de Saint-Domingue demeura ainsi, comme auparavant, sous la seule puissance des chefs mulâtres, et les agens du directoire ne purent parvenir à y établir leur autorité. Leurs efforts dans la partie du nord furent plus heureux ; et, secondés par le général Desfourneaux, devenu gouverneur et commandant en chef de l'armée [1], ainsi que par Toussaint-Louverture, alors plein de zèle pour la république, ils parvinrent à rétablir pour quelque temps l'ordre et le travail dans cette partie de la colonie.

[1] Le général Laveaux quitta le commandement en chef de Saint-Domingue pour entrer au corps législatif, comme député de cette colonie.

FIN DU SEPTIÈME VOLUME.



(a) la route de ronco à arcole rencontre à demi chemin d'alpon et

La planche que nous plaçons ici est le *fac simile* d'une carte rapidement tracée à la plume, et qui indique une partie du terrain sur lequel se livra la bataille d'Arcole, en 1796.

Ce papier fut donné par le général Bertrand à M. Warden, chirurgien du vaisseau *le Northumberland*, qui servit à transporter Napoléon Bonaparte et sa suite à l'île Sainte-Hélène, en 1815.

Le texte lisible, que l'on voit au bas du Plan, n'est autre chose que l'explication du griffonnage placé au-dessous de chaque *alinéa*. Ce griffonnage est de la main de Bonaparte, qui a voulu rendre compte d'un des principaux incidens de la bataille, auquel la carte ou plan sert de développement.

Le général Bertrand, dans l'intention, sans doute, d'épargner à M. Warden la peine de déchiffrer les caractères presque illisibles de Napoléon, a écrit lui-même au-dessus de chacune des notes, les mots qu'elles renferment.

Comme ces deux *fac simile* de Napoléon et de Bertrand sont un peu embrouillés, nous en rétablissons ici le texte de suite et en entier, pour l'intelligence des lecteurs :

« Le chemin de Ronco à Arcole rencontre à demi-chemin
« l'Alpon, et, de là, suit la rive droite de ce petit ruisseau,
« jusques au point qui tourne perpendiculairement à droite,
« et entre dans le village. Les Croates étaient bivouaqués, la
« droite appuyée au village, la gauche vers l'embouchure,
« sur la rive droite de l'Alpon. Par ce bivouac, ils avaient
« devant leur front le chemin de Ronco à Arcole, dont il
« n'était séparé que par la rivière. En tirant devant eux,

« ils prenaient en flanc la colonne dont la tête était sur « Arcole. »

Cette note de Bonaparte paraît destinée à expliquer pourquoi les colonnes d'attaque du 15 et du 16 novembre ne réussirent point à emporter le village d'Arcole de front, et à donner en même temps la cause de la perte énorme qu'elles éprouvèrent dans ces deux journées.





